Adel Samara

La contagion de la mondialisation

Les nouveaux risques de l'ordre mondial, de la Nation arabe, et du Sionisme

Traduit de l'anglais par Brigitte Clément

La contagion de la mondialisation

Les nouveaux risques de l'ordre mondial, de la Nation arabe, et du Sionisme

DR ADEL SAMARA

Copyright 2001

Tous droits réservés

Couverture : Adel Samara

Fondation Palestinienne de recherche et Publication

P. O Box 5025 Glendale. California 91221

Fax : (818) 247.9087

Nous considérons Monsieur Adel Samara, un des plus brillants intellectuels arabes et international, par l'acuité de sa pensée et son analyse de classe, en plus d'être un résistant. C'est un des rares à prôner le socialisme pour la Patrie Arabe et la Palestine.

Il a une analyse différente des libéraux largement édités et vendus en Europe. C'est un vrai anticolonialiste. C'est pour nous plus qu'un devoir de le soutenir et de divulguer sa pensée.

Par cette traduction nous désirions le rendre accessible au public francophone. Merci à tous nos collaborateurs, nos camarades, amis et à notre famille pour leur soutien.

Alba Malta North Africa Coordination

REMERCIEMENTS

Je voudrais exprimer mes profonds remerciements et ma gratitude envers tous ceux qui m'ont aidé à écrire ce livre.

Ma reconnaissance la plus profonde, évidemment, en premier lieu à la Nation Arabe et au Peuple Palestinien dont les souffrances m'ont ouvert le cœur, l'esprit et les yeux face à La brutalité du capitalisme, de l'impérialisme et du sionisme.

Sincères remerciements à mes amis, Massad Arbid, Sami Wassef et Abed El-Abour avec lesquels j'ai partagé en de nombreuses discussions les idées de ce livre qu'ils ont contribué à enrichir. Je suis également redevable à Carol Soudah et Mariam Mansour pour leur patience lors de l'édition du livre et leurs précieux conseils de modifications du manuscrit.

Profonds et affectueux remerciements à ma femme Enayeh qui a sacrifié du temps, de l'énergie, du confort et des ressources afin de me procurer les meilleures conditions de réalisation de cet ouvrage.

J'exprime ici également ma profonde gratitude envers ma fille Samar, mon fils, Yazan, ainsi qu'à Enayeh, qui ont sacrifié, durant tout le travail exigé par ce livre, nombre de leurs droits vis-à-vis de moi, en tant qu'enfants et qu'épouse.

NOTE DE L'AUTEUR POUR L'EDITION FRANCOPHONE

Cela pourrait être relativement nouveau ou rare pour vous, de lire une position théorique et politique arabe différente. La plupart des essais disponibles pour le public francophone sont des écrits de libéraux dépendants, de renégats arabes trotskystes et gauchistes, pour ne pas nommer la politique traitre des dirigeants arabes.
Le but de cette introduction n'est pas de prétendre que ce livre soit prophétique. Il est dans une large mesure une analyse matérialiste convaincante des évènements contemporains. Si cette analyse est exacte, ce que je pense, il est logique que l'essentiel en demeure pertinent. Il revient aux lecteurs à l'esprit critique d'en juger.
Le temps qui s'est écoulé entre la version anglaise et française de l'édition est relativement long.
Cela signifie que les chiffres sont relativement désuets.
Par conséquent, il est bon de prendre en considération la date de la première publication. Mais, cela ne nuit ni à l'analyse, ni au contenu théorique et politique du livre.
La crise économique et financière est devenue plus aigüe au cœur du système capitaliste, et les classes dirigeantes sont devenues plus fascistes, en particulier la classe possédante USA liés aux grandes sociétés multinationales. L'alliance entre le cœur de la classe capitaliste, monopolistique- financière, et spéculative, et les classes dirigeantes compradores dans les Etats clients, a atteint le niveau d'une terreur méthodique, à l'échelle mondiale. Plusieurs raisons ont bloqué le développement de la lutte de classe, parmi lesquels la faiblesse et les divisions de la classe ouvrière, et la tendance de la classe moyenne à soutenir le fascisme.
Malheureusement, les valeurs de la démocratie bourgeoise, la culture de la société civile dans l'Occident capitaliste ont été détériorée en Europe à travers une alliance des classes dirigeantes impérialistes envers les régimes rentiers arabes du Golf et l'entité sioniste.
La Nation arabe est devenue le théâtre de guerre de la contre révolution dirigée contre elle. Les dirigeants arabes rentiers procurent à la contrerévolution les deux surplus les plus vitaux et

précieux pour le développement utilisé dans les guerres par procuration terroriste : la jeunesse éduquée par l'obscurantisme wahhabite et l'argent. **Les évènements apportent toujours plus de preuves que le nationalisme dans cet espace de vie arabe, est un mouvement de libération nationale**. La nation arabe s'est dégradée, passant du stade de « développement de l'inégal développement », à celui de féroce guerre interne sectaire, guerre menée par les régimes les plus réactionnaires, soutenus par les impérialistes et sous impérialistes (Turquie et entité sioniste) contre les républiques laïques arabes.
Davantage de pays arabes ont procédé à la normalisation avec l'Etat sioniste d'un côté, et ce dernier a progressé vers son but raciste, en revendiquant le caractère purement juif de son Etat en Palestine. Le racisme sioniste marche main dans la main avec le néo conservatisme aux USA, et les divisions internes sectaires ont produit la dernière version de l'orientalisme, le Terrorisme oriental.

En ce qui concerne la Palestine, l'économie politique de la corruption est devenue la vie normale, et la libération de la Palestine, a été déformée et réduite par le régime corrompu, qui a adopté le slogan d'un minuscule Etat accordé par charité.
En Ukraine, au Venezuela, en Cisjordanie et Gaza, et tout particulièrement en Libye, le scandale des ONG est devenu bien connu et analysé.
La crise financière et économique de l'économie de marché s'est approfondie, l'explosion de guerres dans un nombre croissant de pays du monde, la fascisation du Centre capitaliste, et l'auto avilissement arabe, ainsi que le racisme absolu sioniste, nous amènent à réaffirmer qu'il n'y a pas d'autre chemin que le socialisme. Enfin, cette introduction contient plusieurs dossiers chauds et discutables qui ont lieu actuellement en Palestine, dans la Nation arabe et dans le monde. Pour qui aiment suivre l'analyse de l'auteur sur ces questions vous pouvez consulter le magazine « **Kanaanonline.org ".**

PREFACE

Le conflit qui a frappé les pays arabes depuis des décennies, n'est pas, ni par sa nature ni par ses causes, indépendant de l'ordre du monde et de ceux qui ont intérêt à son maintien. Ceci reste vrai aujourd'hui comme cela l'était à l'époque du colonialisme classique. C'est pourquoi il n'est pas possible de comprendre et d'analyser le conflit entre sionistes et arabes et la lutte de la nation arabe, hors du cadre des relations internationales et de l'ordre mondial dans toute sa complexité.

Ce livre rejette la dichotomie entre les événements en Palestine occupée, partout dans la « Patrie arabe » et la situation dans le reste du monde. En conséquence, il rejette la dichotomie entre le « local » et le « national » d'un côté, et le « régional » et « global » de l'autre.

La mondialisation, dans l'ouvrage du Dr Samara est comprise comme un système de production global et de croissance capitaliste. Il est erroné de dire que nous pouvons établir des identités locales, nous battre pour une unité et un développement à l'échelle nationale, en croyant que nous serions en quelque sorte, hors de, ou à l'abri des flux du capital, de leurs extensions et des intérêts qui les activent. Ne pas comprendre ni résister à la mondialisation en tant que machine impériale d'un capitalisme de fragmentation, c'est, en fait, le soutenir dans sa mise en œuvre de politiques stratégiques et dans ses buts. Ne pas comprendre que la lutte du peuple palestinien et de la nation arabe est organiquement liée et rattachée à la lutte contre la mondialisation, c'est mal identifier notre ennemi, le véritable ennemi.

L'autre piège de la stratégie d'un combat conçu comme lutte localisée et isolée, est qu'elle ignore, nie, et plus encore, esquive les alternatives potentielles de libération et développement. Pour les Arabes, il est, pour cette raison, largement temps de se confronter à la complexité et aux intrigues de notre époque ainsi que de

l'histoire, et d'intégrer ces données à la compréhension de la situation.

Dans la *Contagion de la mondialisation*, Dr Samara défend les intérêts nationaux et de classe des masses arabes et arabes palestiniennes. Cependant, il n'adopte pas un point de vue étroitement chauvin, mais s'intéresse bien plutôt au sort de l'humanité. Son travail ne s'identifie pas à un projet politique isolationniste, mais défend les enjeux d'ordre local et national comme une composante de la lutte globale, la lutte internationale.

Quels mensonges se cachent derrière les images surfaites de ce conflit prolongé que nous proposent les médias ? Quelles sont les forces motrices qui les mettent en avant La réponse que donneraient la plupart d'entre nous est qu'il s'agit d'un conflit « entre Arabes et Juifs » ou « une guerre de religions » entre Juifs et Musulmans. Certains pensent que les arabes et les juifs se battent depuis des centaines d'années et que c'est « une guerre entre deux nations » qui ne parviennent pas à trouver un langage commun ni une solution mutuellement satisfaisante. Récemment, ce conflit a été « promu », passant de conflit Arabes- Sionistes, tel qu'on le désignait au cours du 20ème siècle, à un conflit « israélo-palestinien ». Ce conflit a été cependant compris dans sa dimension arabe et sioniste et réduit à un conflit de territoire. Cette caractérisation, contrairement à ce que l'on pense, ne simplifie pas la compréhension du conflit. Au contraire elle mystifie certains aspects du problème et en complique l'approche, et en fin de compte, fait obstacle à d'éventuelles solutions. Cette interprétation produit une image fausse, et trouble la vision de l'essentiel, aussi bien que des forces souterraines et des composantes de la lutte. C'est précisément la mission de ce livre de dépasser les interprétations communes et d'aller au-delà des aspects superficiels pour promouvoir une analyse ainsi qu'une compréhension des véritables causes de ce conflit et des forces en présence.

Cet ouvrage aborde des problèmes issus de la mondialisation : le nationalisme arabe et le socialisme pour les arabes et les juifs, les enjeux de l'économie palestinienne et le rôle des ONG dans la société palestinienne. Il propose une analyse unique des relations entre les pouvoirs coloniaux et impérialistes, et la nation arabe dans la période contemporaine.

Grâce à des prises de position tranchées, Dr Samara éclaire de nombreux aspects du conflit et de l'histoire qui ont été dissimulés pour des enjeux d'ordre polémique, nationaux et internationaux.

Ce livre reconstitue l'histoire de l'éclatement des pays arabes sous l'effet des interventions coloniales et impérialistes et restitue l'histoire des souffrances des masses arabes, mais également celle de leur résistance, de leurs luttes et de ce qu'elles ont accompli. *La contagion de la mondialisation* propose également des alternatives pour des changements et des solutions progressistes. Le lecteur est capable, au moins, de situer la lutte du peuple palestinien contre les sionistes et pour la lutte nationale de libération à sa véritable place c'est à dire en tant que composante essentielle de la lutte de la nation arabe dispersée, pour son développement et son unité contre la troïka ennemie : l'impérialisme, le sionisme, et les régimes arabes compradores. De plus, cette analyse est rédigée en un style alerte et stimulant, elle intègre les problèmes que doivent affronter les Arabes et les examine au prisme de l'ordre mondial en tant que système capitaliste global. Ce livre démystifie les événements nationaux et internationaux. Il rend compréhensible un conflit qui est devenu, pour la majorité d'entre nous, désespérément embourbé.

Tout au long de ce livre et en un style si éclairant, Dr Samara démontre en quoi l'ordre mondial capitaliste globalisé est, incontestablement, une victoire pour le capitalisme et que la paix qu'il propose aux Arabes et Arabes palestiniens n'est rien d'autre que « la paix pour le capital », le déni de leurs droits, liberté, démocratie, du développement et de l'unité de la « Patrie arabe ».

Ce livre est le résultat d'un travail qui ouvre les potentialités de l'avenir. Il propose des contributions d'une importance majeure, tant théoriques que politiques, sur plusieurs aspects du conflit entre les Arabes et les Sionistes. J'aimerais citer deux de ces contributions : le nouveau concept de Développement sous protection populaire en tant que mode de développement et puissant outil de combat contre la mondialisation et l'hégémonie d'un système capitaliste mondial unipolaire, et en deuxième lieu, la perspective d'un Etat socialiste uni comme solution pour les Arabes et les Juifs.

La contagion de la mondialisation est, grâce à ses arguments solides et convaincants, un ouvrage à recommander à tous ceux qui souhaitent véritablement comprendre ce qui s'est mal passé dans cette région.

L'Editeur.

Los Angeles. Californie.

Novembre 2001

INTRODUCTION

C'est dans le contexte d'un ordre international en perpétuelle transformation que ce livre est écrit. En dépit de cette instabilité et de ces changements, il s'agit toujours de la même réalité, la période de domination du capital. L'ère actuelle du capitalisme, connue comme mondialisation, est la troisième phase du capitalisme, celle qui succède au colonialisme et à l'impérialisme. Mais la mondialisation elle-même est une nouvelle forme du colonialisme et de l'impérialisme dont les caractéristiques sont héritées des conflits mondiaux. Si les conflits mondiaux de la deuxième guerre mondiale sont bien achevés, de nombreux points cristallisant des conflits brûlants, sont bien actuels. Ces nouvelles guerres ne se limitent pas à des options militaires, mais c'est toujours l'intérêt capitaliste qui en est l'essence même et le but de ces guerres. Quoique ces guerres capitalistes revêtent différentes formes, culturelles, religieuses, ethniques, le moteur et les soubassements en sont le capital et ses intérêts de classe.

Les chemins des guerres sont à la fois différents et encore plus dangereux à l'ère de la mondialisation que par le passé. Les conséquences touchent non seulement les forces militaires, mais la nation toute entière. L'impérialisme US développe des guerres dans le but de démoraliser les nations, de réduire à néant leur existence et de générer à travers la guerre à distance, de nouvelles agressions. C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'une nation commet un génocide « officiel » sous le parapluie des Nations Unies dont le rôle, à sa création, en était l'inverse absolu !

Le rôle de l'écrivain dans de telles circonstances est, de fait, d'écrire pour résister.

Certains passages de ce livre ont été précédemment publiés dans diverses versions et dans des revues telles *que Kana'an, Al-Mustaqbal Al-Arabi, Al-Osour Al-Haditath* et *The Journal of*

Palestine Studies. Ces articles ont été par la suite développés et actualisés afin d'être publiés dans cet ouvrage.

Le premier chapitre abordera l'ordre capitaliste et la façon dont les classes ont évolué dans les secteurs du Centre impérialiste ainsi que la façon dont elles ont changé les moyens de parfaire leur hégémonie et domination. Ce chapitre traite des procédés du capital pour intégrer la culture et les intellectuels à l'extension de sa domination. Il démontre également que les classes dominantes sont moins nombreuses qu'auparavant ce qui rend l'ordre économique mondial bien plus fasciste que démocratique.

Le nationalisme arabe a été sous le feu des attaques concertées de nombreux pays du monde depuis environ deux cents ans. Les pays arabes ont été ciblés et certains sont encore sous le joug d'occupations militaires. Le deuxième chapitre s'intéresse aux raisons profondes des invasions capitalistes ainsi qu'au rôle des forces internes qui les soutiennent. Ce chapitre argumente le fait qu'actuellement les classes compradores au pouvoir, ont aggravé le développement inégal entre les pays arabes dans le but de s'opposer le plus longtemps possible à l'unité arabe.

Parmi les autres problèmes abordés, un autre élément apparaît ici, la question nouvelle de la normalisation/ non normalisation des relations avec Israël. Le troisième chapitre explique pourquoi les classes populaires ne devraient pas normaliser leurs relations avec le capitalisme, de même que les classes populaires arabes ne doivent pas normaliser leurs relations avec l'entité sioniste Israël.

La résistance à la normalisation mène de façon ultime, à un Boycott du capital occidental qui la soutient.

Avoir en tête ce qui précède est indispensable pour comprendre la nature de l'entité sioniste Israël, en particulier, certaines de ses composantes internes. Le quatrième chapitre dévoile ces composantes et ouvre le débat sur la vision d'une autre solution au

conflit Arabo-Sioniste. Dans ce chapitre, je défends le point de vue que seul le socialisme peut être la solution.

Le cinquième chapitre aborde la question des conditions socio-économiques en Cisjordanie et à Gaza dans le cadre du processus de paix « global ». Ceci illustre la façon dont le Centre de l'impérialisme a dénommé « paix « ce qui sert ses propres intérêts : « la paix pour le capital » et non pour le peuple.

L' Autorité Palestinienne (AP) a développé son rôle économique en Cisjordanie et à Gaza. Le chapitre six discute de ce problème et explique comment un régime dépendant, à l'époque de la mondialisation, a fait de la corruption sa propre économie politique. Dans les chapitres cinq et six, je défends le point de vue que la solution globale pour le conflit arabo-sioniste proposée par les accords de Madrid et d'Oslo, a de fait accru les souffrances du peuple palestinien.

Le dernier chapitre, le septième, aborde un autre aspect de la mondialisation et de ses manifestations : les ONG. Il démontre que les forces du capitalisme et de l'impérialisme dans le cadre de la mondialisation, utilisent l'énergie des organisations humanitaires.

Tous les chapitres de ce livre se concentrent sur le rôle du capital à la fois au Centre et à la Périphérie du système capitaliste. Il s'agit de montrer et dénoncer la profonde alliance entre le Centre capitaliste et impérialiste, le projet sioniste, les élites au pouvoir dans les zones périphériques, et notamment au sein de la Nation arabe, des Territoires occupés en Palestine en Cisjordanie et à Gaza.

Adel Samara.

Ramallah, Cisjordanie

Octobre 2001

CHAPITRE 1

DE LA MONDIALISATION DU SECTEUR PUBLIC AU DEVELOPPEMENT PAR LA PROTECTION POPULAIRE

L'objectif de ce chapitre est de proposer une vision des quatre plus récents développements du système capitaliste mondial, qui, articulés au niveau mondial, le remodèlent. Le premier est la cristallisation d'une hiérarchie de classe au niveau des classes dominantes à l'échelle mondiale. Le second est la cristallisation des intérêts économiques à travers la création d'un secteur public globalisé, possédé et /ou dirigé par les classes dominantes du Centre, mais mis en œuvre à un niveau inférieur par les classes dominantes compradores de la Périphérie. Le troisième aspect est le suivant : la volonté de mettre en place des régimes fascistes à une échelle mondiale, au lieu des démocraties bourgeoises au Centre, ainsi que des juntes militaires et compradores à la Périphérie. Pour finir, ce chapitre tend à démontrer que la stratégie de détachement ne peut pas fonctionner sans que les Etats de la Périphérie se soient décomposés en Etats compradores, qui ne peuvent plus s'en tenir au rôle des Etats vaincus des années 1950 et 1960. C'est pourquoi ce qui est nécessaire à la Périphérie est une stratégie de Développement par la Protection Populaire (DBPP) à la fois à l'échelle nationale et régionale.

Ceci devrait coïncider avec la compréhension des enjeux entre travail et capital, les classes populaires exploitées affrontant les classes capitalistes compradores à une échelle globale. Cet aspect, toutefois, excède les limites de ce chapitre.

Le nouveau rôle de l'Etat national périphérique

Après deux décades de politiques économiques néolibérales imposées, de nombreuses et nouvelles évolutions ont affecté les pays périphériques. Ces dernières incluent la soumission de la plupart des pays de la Périphérie à l'idéologie de marché, l'adoption de « marché libre », l'application par les pays du Tiers monde des politiques économiques néolibérales de la Banque mondiale, du FMI et d'autres institutions financières internationales.

En conséquence, de plus en plus de masses populaires du Tiers Monde ont découvert que leurs nations avaient perdu la souveraineté. Ces classes populaires ont pris conscience que l'économie nationale n'était plus sous la protection de l'Etat. La bourgeoisie nationale ne protège plus le marché national dont elle était censée avoir le monopole. L'analyse classique en économie établit que la bourgeoisie nationale insiste pour contrôler son propre marché national, sous prétexte de protéger l'économie nationale, en réalité pour la sauvegarde de ses intérêts. Mais ce type de bourgeoisie nationale s'est éteint. Voilà le véritable sens de « libéralisation du marché » et de politique de « portes ouvertes ». La nouvelle conception de la souveraineté implique que le monde est devenu un village global. Le système d'autonomie palestinienne est un bon exemple de la façon dont un régime capitaliste compradore a sacrifié sa souveraineté pour des profits[1].

La plupart des régimes du Tiers monde sont ravalés au rang de simples régimes autonomes, si l'on ne veut dire colonies. Leurs marchés sont ouverts aux produits des économies du Centre. Leurs

---

[1]L'exemple le plus récent de l'échec du contrôle bourgeois du marché est celui de l'AP. L'AP s'est trouvée satisfaite de participer à l'économie de Casino et à croire à l'effet domino. Cette bourgeoisie a pris conscience de son incapacité à arracher l'indépendance, et s'est décidée à accepter l'autonomie sous la domination politique, économique, militaire d'Israël.

industries sont contraintes de devenir les sous-traitantes de compagnies étrangères, ou alors elles sont éliminées et quittent le marché. Les branches bénéficiaires du secteur public ont été bradées à des étrangers. Le capital du Centre a acheté tout ce qu'il a voulu parmi les actifs des pays de la Périphérie, en particulier plus récemment cela a touché les « Tigres » du Sud -Ouest asiatique, Brésil, Egypte et la Fédération de Russie.

La faiblesse des mouvements de libération dans les pays du tiers monde constitue un autre aspect du problème, celui-ci ayant échoué à proposer de nouvelles formes d'organisations militantes capables de s'opposer à la mondialisation[2]. C'est pourquoi « l'opposition » à la mondialisation, restée limitée aux régimes qui, de fait, représentent la même classe, ne pouvait qu'échouer car, de fait, c'est cette classe qui a renforcé la dépendance[3].

Le rôle du néo-libéralisme ne se limite plus aux niveaux économique et politique, il a atteint le niveau culturel. A travers ses multiples adaptations, développements et renouveaux, le capitalisme du Centre est parvenu à digérer les menaces que les nouvelles vagues de mouvements de libération sociale et nationale des pays de la Périphérie représentaient. En soutenant les ONG, le capitalisme du Centre a déployé des efforts considérables afin de canaliser les menaces que constituaient les intellectuels radicaux.

---

[2] La lutte anti-globalisation à Gênes, en Italie, (juillet 2001) et la lutte contre le racisme, les discriminations et l'esclavage en UN WCAR Conférence de Durban, Afrique du sud, (août septembre 2001) sont des signes prometteurs d'un renouveau du mouvement révolutionnaire.

[3] Le président égyptien Moubarak a déclaré que la doctrine du libre marché avait échoué et devait être reconsidérée. « Dans les pays émergents, existe un amer sentiment d'injustice, le sentiment qu'il doit y avoir quelque chose de faux dans un système qui balaye des années de développement durement gagnées, et le temps est venu pour nous de penser à la direction que la planète est en train de prendre » Marica Merry Baker. Les « experts » ont rencontré à Davos une bande de cinglés. Executive Intelligence Revue 12 février 1999.p6.

Dans les pays du tiers monde, ces ONG (c.à.d. Les organisations de défense des droits humains, les avocats de la démocratie, les groupes d'enseignement, les gouvernements non gouvernementaux, etc.)[4] constituent une aile des « Marines de la culture impérialiste US » (cf. chap. 7). Elles s'emploient à corrompre les cadres nationalistes et de gauche par une campagne qui vise à disqualifier et mettre fin à la lutte des intellectuels organiques contre l'impérialisme, par de multiples moyens tels que des salaires élevés, des voyages, de luxueux bureaux etc. Ces intellectuels ont été, et demeurent, ciblés par l'impérialisme dans son plan préventif de blocage du rôle des intellectuels organiques révolutionnaires, rôle qui serait d'initier de nouveaux mouvements sociaux radicaux.

Grâce à ces manœuvres, l'impérialisme est de fait, en train de rééduquer le peuple des pays de la Périphérie à la culture capitaliste, au consumérisme, à l'idéologie de marché, et à l'intériorisation de la soumission.

En réalisant cela, le capitalisme parvient avec succès à détruire l'indépendance culturelle, économique et politique du tiers monde. L'une des rares exceptions est constituée par l'Irak, pays devenu la cible de guerres et de brutales destructions[5].

Deux formes différentes de mondialisation.

Il n'y a aucun doute que le capitalisme du Centre a atteint son but de maîtrise de l'Union soviétique (après sa désintégration) et de la Chine (acquise à la politique de « porte ouverte ») puis en invitant

---

[4] Par « non gouvernementaux gouvernements», j'entends des pays comme la Suède, la Norvège, le Danemark etc. Ces pays ne sont pas, selon la perception des pays du Tiers monde, des pays impérialistes. En même temps, ils jouent un rôle dans la domination des pays impérialistes du Centre. Leur rôle ne diffère pas de celui des ONG.

[5] Voir Scott Peterson, la guerre du Golfe bat son plein avec l'uranium, in Rapport sur le Moyen Orient211, été 1999.

son leadership révisionniste à poser sa candidature de membre de l'OMC, assurant son éventuelle intégration au système capitaliste mondial.

Ce développement de la dite mondialisation n'est en aucune manière unifié. Il prend en fait deux formes, l'une pour le Centre, l'autre pour la Périphérie. Mais toutes deux restent à l'intérieur d'un système mondial. Au Centre, la mondialisation est caractérisée par le rôle de commandement, ainsi que par la fonction de domination et d'exploitation. C'est aussi le transfert vers la périphérie du capital productif et l'activation des investissements directs (FDI). Notons que ce transfert de l'industrie du Centre vers la Périphérie, marque l'achèvement de la libéralisation du commerce car les produits du Centre même viennent désormais de la Périphérie. Le risque serait alors que la périphérie s'empare de ces moyens pour avancer vers son propre développement. Toutefois ce mécanisme crée et aliène une nouvelle classe ouvrière, celle qui dépend des multinationales (MNCs) qui est, de ce fait, coupée du reste de la classe et de la société. Aussi longtemps que la classe ouvrière est divisée et aliénée, la lutte pour créer un mouvement de travailleurs est affaiblie. Cette aliénation permet à la classe dominante d'ignorer la démocratie aussi longtemps que les acteurs principaux de la lutte pour la démocratie sont divisés.

La mondialisation signifie la dépendance pour la Périphérie, qui se trouve à la merci du Centre dans le contexte de la division mondiale du travail.

Pour le Centre, la mondialisation signifie la commercialisation globale de ses produits, permise par la libéralisation du commerce et l'étouffement des industries du tiers monde. Elle tend ainsi à bloquer le développement de toute industrie lourde nationale à la Périphérie. Elle charge ses dirigeants de transférer le surplus de leurs pays vers le Centre, soit sous forme de capital net, ou encore en payant des prix élevés pour des importations de produits bon marché. Le développement de la spéculation à l'ère de la

mondialisation, rend possible pour les capitaux spéculatifs d'acquérir des actifs bon marché et de les brader en quittant le pays, lorsque surgit la crise[6].

Ces deux formes différentes de mondialisation témoignent contre elle, en particulier contre la prétention de ceux qui en défendent le caractère indispensable et jugent que toute résistance est inutile puisqu'elle ne mènerait qu'à l'autarcie. La mondialisation devient alors un problème de distribution et redistribution des industries du Centre vers la Périphérie, où elles se procurent le travail le moins onéreux et les matières premières. En s'assurant la complicité des régimes compradores indispensable à la répression de la classe ouvrière, elle offre les investissements les plus flexibles et bon marché permettant d'attirer les investisseurs étrangers. De plus, cette mondialisation a deux cibles majeures : les nations très peuplées ayant une grande masse de consommateurs ainsi qu'une importante classe ouvrière privée du droit de s'organiser et contrainte d'accepter de maigres salaires, et d'autre part, des pays qui disposent de liquidités financières. C'est pourquoi les USA tiennent à entretenir de fortes relations commerciales avec la Chine et L'Inde[7]. Plus encore, la disponibilité de liquidités financières est la principale raison pour laquelle ces mêmes USA monopolisent les marchés arabes, et occupent les pays arabes producteurs de pétrole c'est à dire l'Arabie Saoudite, le Koweït, Bahreïn.

---

[6] See James Petras and Henry Veltmeyer, Latin America at the End of the millennium, in Monthly Review, vol. 51, July/August 1999, p.39. See as well Daniel Singer, Who's Millennium, Monthly Review Press, 1999, p.38.

[7] La visite du dernier président US Clinton en Inde en février 2000 a davantage été la mission d'un président représentant du secteur public mondialisé capitaliste, que celle d'un représentant de la diplomatie US.

La structure sociale de l'accumulation mondialisée comme mécanisme d'un système mondial fasciste.

La dernière décade du vingtième siècle a connu la troisième crise mondiale : la désintégration du bloc soviétique, le déclin du mouvement des non -alignés, et la crise permanente des centres capitalistes qui se manifeste par l'absence de toute alternative viable. Ces crises ont été accompagnées d'un changement de la structure sociale de l'accumulation à l'échelle mondiale.

Les changements attestés du monde évoluent vers la création d'un Centre politique international de la classe capitaliste. Une alliance de classe est en train de se constituer entre les classes capitalistes au pouvoir, qui s'organise pour chacune selon ses capacités économique, politique, culturelle, et sa position dans la stratification capitaliste mondiale[8]. On constate en même temps un accroissement important de la pauvreté et du chômage, y compris dans les pays du Centre même. En effet, au Centre, l'accumulation et la monopolisation de la richesse par la bourgeoisie continuent, même si celle-ci est moins nombreuse. De manière significative, ce développement s'est produit au cours des années d'augmentations des salaires que la classe ouvrière a arrachées par une longue lutte de classes, tout particulièrement après la seconde guerre mondiale. Cette période a connu des salaires relativement corrects, un état de prospérité, un chômage relativement bas et un accroissement du nombre de femmes travailleuses.

La mondialisation a mené à une division de la classe ouvrière des pays du Centre en trois principales catégories. Le premier est constitué par les travailleurs du secteur le moins qualifié qui travaillent dans les galeries marchandes, la vente au détail, la restauration rapide, etc. et autres secteurs de travail manuel où il

---

[8]Par exemple, l'Egypte et la Jordanie, sont dépendantes de la hiérarchie de l'ordre mondial US, mais les USA considèrent l'Egypte comme pouvoir régional, alors que la Jordanie est un simple client à un plus bas niveau.

existe peu de droits, où les salaires sont bas et le chômage important. Les travailleurs ayant une activité dans ces secteurs ne sont que faiblement syndiqués. Le second secteur est composé de travailleurs de l'économie réelle qui risquent de perdre pied s'ils ne se servent pas du mouvement syndical pour mener un mouvement de classe. Enfin, au sommet, on trouve les travailleurs des secteurs de pointe qui sont relativement coupés du reste de la classe.

Ce que le néo libéralisme offre maintenant aux travailleurs, ce sont de bas salaires, l'absence de sécurité d'emploi, le chômage, et le prêche de fondamentalistes chrétiens en faveur du maintien des femmes à la maison. Celles-ci devraient se contenter d'être « de bonnes mères », à renoncer à la concurrence avec les hommes pour des emplois, et à se satisfaire de fonctions que les hommes ne sont pas capables de tenir (la reproduction biologique). On estime qu'il y a 30 millions de pauvres aux USA, 500 000 sans- abri [9]et 1 381 000 prisonniers[10].

Une telle structure sociale de l'accumulation s'étend à une échelle mondiale, y compris dans les ex- pays socialistes. Suivant la ligne révisionniste de Khrouchtchev, puis de Brejnev, la Nomenklatura soviétique et ses alliés en Europe de l'Est ont accru leur contrôle sur l'économie et la société au point de désintégrer la base sociale de ces régimes. Pendant la période du régime soviétique, la Nomenklatura a conservé le pouvoir politique qui lui permettait de bénéficier du surplus, mais pas de le posséder. Finalement, elle est entrée en possession des moyens de production après la désintégration de l'Union Soviétique. En conséquence, la structure sociale d'accumulation du capital dans ces pays est représentée par les spéculateurs et la Mafia d'un népotisme capitaliste qui contrôle à moindres frais les industries de base en Russie. Une des caractéristiques de ce capitalisme est le fait qu'il autorise les

---

[9]Doug Henwood, Left Business Observer, no. 84, July 1998.

[10] CNN, 12 août 2001.

capitaux étrangers à acquérir des actifs à bas coût. Il est important de noter que les nouvelles formes de co-entreprise sont limitées aux actifs du Tiers monde, excluant ceux du Centre. Les conséquences de cette internationalisation du capital touchent aussi bien le capital industriel que le capital financier, l'ensemble étant contrôlé par les classes dominantes du Centre. Tout en bas de la pyramide de la structure sociale d'accumulation se trouve la bourgeoisie du tiers monde dont le rôle est de réprimer les masses. Ce mécanisme facilite et protège les transferts de richesse en direction du Centre. En récompense de ce rôle, la bourgeoisie des pays du Tiers-monde est assurée d'une assistance militaire, financière et d'une formation politique. Ces dons sont une forme de loyer l'indemnisant pour son rôle politique qui inclut la protection des intérêts impérialistes, la promotion de l'idéologie de marché et du libéralisme, et la libéralisation du commerce ainsi que le « combat anti-terroriste ». Finalement, il s'agit aussi de « normaliser » les relations entre les masses d'un côté et le capital et l'impérialisme sanguinaires. Ainsi, ce rôle politique est devenu le mode de vie et le moyen de survie de ces régimes.

Cette structure sociale internationale de l'accumulation est le germe pour un gouvernement fasciste mondial déjà représenté par les milliardaires et les millionnaires dans le centre et la périphérie.

La domination du capital financier et sa reproduction en un système fasciste mondial

L'un des principaux développements de l'après deuxième guerre mondiale, a été l'accroissement de la domination du capital financier. Cette croissance est liée au profond déficit de masse monétaire qui a touché les USA dans les années 1950 et 60, phénomène qui s'est encore aggravé dans les années 1974- 1983. La crise de l'économie américaine a démarré suite à la politique de la société post-industrielle de 1967. Ceci a incité les USA à décrocher du système de l'étalon or et du système de change. Dans la première période, l'accroissement brutal du déficit a été du

principalement à un excès de dépenses du gouvernement, tandis que dans la deuxième période, il a résulté de la conjonction d'un excès de dépenses et de chute des recettes[11].

De toute façon, les déficits de masse monétaire US des années 1950 ainsi que les exportations de capital ont produit une inflation de dollars US, décrétés dans le système des Accords de Bretton Woods, comme « ayant la valeur de l'or ». Ceci a conduit à la formation du marché des Eurodollars et, probablement, à la chute du système de Bretton Woods lui-même. Depuis lors, un autre épisode a concerné les dépôts en pétrodollars après le choc pétrolier, des fonds considérables sont arrivés aux banques métropolitaines, qui sont devenues des acteurs clefs du processus de recyclage financier tout en réduisant le FMI au rôle de gendarme de la finance capitaliste. Ces épisodes ont catapulté la finance mondialisée à une position prééminente[12].

« Alors que le Dow Jones a atteint l'indice 11 000 s'accroissant de 1000 points en 24 jours de marché fin mars 1999, l'Association des constructeurs de machines-outils, bien connue en tant qu'entreprise américaine de produits technologiques, annonçait que la consommation de machines-outils avait chuté de 51% entre février 1998 et février 1999 »[13]. Et en 2000, l'accroissement du volume d'importations a élevé le déficit commercial US courant septembre à 15% de plus, soit un record de 34.3 milliards de

---

[11] Le déficit budgétaire US réel en milliards, était le suivant; 6.1 en 1974, 53.2 courant 1975, 73.8 courant 1980, 207.8 courant 1983 et 150.4 courant1987. See Leonard Santow, The Budget Deficit: the Causes, the Costs, the Outlook, 1988, p.3

[12] Prabhat Patnaik, Capitalism in Asia at the End of the Millennium, in Monthly Review, v.51, no 3, July/August 1999, pp. 53 à 71

[13] Richard Freeman, America's Economy Recovery is a Myth, in Executive Intelligence Review, May 21, 1999, vol. 26,n°21

dollars, selon le Département du Commerce[14].

Selon Richard Freeman, trois courbes ne peuvent pas fonctionner séparément : les agrégats financiers, les masses monétaires et les inputs et outputs économiques. La courbe qui représente la masse la plus importante est celle des agrégats financiers. C'est ce qui constitue la bulle financière. Pour donner un exemple, aux USA, la capitalisation ou valeur de l'ensemble des actifs est supérieure à 16 milliers de milliards de dollars. Les dernières études estimant la valeur des dérivés qui ne constituent que des paris, l'évaluaient alors à 55 milliers de milliards.[15]

Patnaik explique que ce capital financier diffère en trois points de ce que Lénine avait décrit. Premièrement, le capital financier selon la conception de Lénine était basé dans un Etat national et en conséquence, aidé par ce dernier, alors que le nouveau capital financier est international, tous deux ayant en commun l'exploitation financière partout dans le monde. En second lieu, ce capital financier n'agit plus comme au temps de Lénine dans un contexte de rivalités intra impérialistes, mais comme résultat de pouvoirs impérialistes agissant de façon plus unie, ce qui n'implique pas qu'aucune contradiction n'existe entre eux. Enfin, le capital financier contemporain n'est pas un capital contrôlé par les banques et employé pour l'industrie (cf. Hilferding cité par Lénine). Il ne s'agit pas de la fusion de la banque et du capital industriel d'un pays impérialiste particulier (cf. Boukharine) mais d'une finance globalisée provenant de partout, et en quête de profits rapides généralement par le biais d'activités spéculatives. En clair, la plupart de ces mouvements du capital financier prennent la forme de capitaux spéculatifs[16].

---

[14]Los Angeles Times, 22 November 2000

[15]Richard Freeman, 1999, op.cit.

[16]Prabhat Patnaik, Capitalism in Asia at the End of the Millennium, in Monthly Review, v.51, no 3, July/August 1999, p p. 53, 71

Le problème ici n'est pas limité aux placements financiers internationaux, il s'agit plutôt d'une utilisation de ces fonds par les réseaux capitalistes internationaux. Là encore, le problème des deux formes de mondialisation s'impose. Alors que le capital financier est international, ses racines sont nationales, et le deviennent de plus en plus dans les pays du Centre, alors qu'elles ne le sont plus pour la plupart des pays du Tiers monde. En d'autres termes, le capital financier est international du point de vue de sa liberté de mouvement, mais national dans son management. Par exemple, le capital financier arabe dans les centres impérialistes a perdu ses racines nationales au point d'avoir été utilisé pour couvrir les dépenses militaires d'agression de l'Irak, l'invasion de la Somalie (tous deux pays arabes) et même le soutien d'Israël, cette entité de peuplement colonial qui a évincé les Palestiniens de leur propre pays. En fin de compte, ce n'est pas seulement le capital de la Périphérie qui a perdu ses racines, mais ce sont les capitalistes de la Périphérie eux-mêmes qui l'ont perdu en même temps que leur identité. Tout ceci reflète bien entendu des intérêts de classe. La « patrie » pour la finance capitaliste des pays de la Périphérie a été transformée en « compte en banque » dont les fonds sont déposés dans les banques du Centre et qui sont à leur tour, monopolisés et gérés par le capital financier du Centre. Les régimes capitalistes de la Périphérie ont adopté des politiques néo libérales qui, de fait, facilitent le transfert du surplus vers le Centre, par le biais de l'exploitation directe, de la vente de holdings du secteur public, et, en général, des politiques de privatisations[17].

---

[17]Selon la Banque du Brésil (1998) seuls 30% des actifs privés ont été acquis par des investisseurs étrangers (surtout US) même si dans les secteurs des télécommunications et de l'électronique, l'investissement des entreprises étrangères est supérieur (30/40%). Le plan de redressement de vingt milliards de dollars a sauvé les spéculateurs US mais a soumis le Mexique au contrôle colonial, ses bénéfices à venir du pétrole étant hypothéqués au département US du Trésor. Il semble qu'avec ce plan, les US aient réussi à contraindre le Mexique à accroître sa production de

Le rôle du surplus pétrolier arabe dans la formation du capital financier dominant

Les régimes pétroliers arabes ont été une des sources principales de liquidités financières par suite du_transfert du surplus pétrolier vers des banques occidentales. Après les deux ajustements majeurs des prix du pétrole (considérés comme des « chocs ») en 1973 et 1980, Ils ont fourni aux banques des capitaux qu'elles ont prêtées aux pays du Tiers- monde. Ironiquement, ces derniers ont alimenté ces fonds en payant leur pétrole à un prix élevé. Ainsi, l'argent versé par les pays du Tiers-monde, y compris certains pays arabes, leur a été retourné sous forme de prêts. Alors s'est imposée une image négative des Arabes, sans distinction, comme « un peuple avare » exploitant les pays à faibles revenus et déposant leurs avoirs dans des banques occidentales ou encore les dépensant en biens de luxe.

Saa'doun Hamadi a observé que le pétrole arabe a été vendu en deçà des prix indispensables au maintien du pouvoir d'achat du baril de pétrole à son niveau de 1974. Les pays producteurs de pétrole ont donc perdu approximativement 519 860 millions de dollars entre 1987 et 1995.

Même la Tunisie qui est le plus petit des pays producteurs a perdu 433 millions de dollars en une année en 1995, et dans la période 1987-1995 2 688 millions de dollars. La perte totale des pays arabes dans la période 1987-1995 s'élève à plus de 1,5 milliards de dollars. Ces montants ont été gagnés par les dix pays qui ont importé du pétrole arabe et exporté biens et services aux pays

---

pétrole en février 2000 afin de casser la nouvelle politique de l'OPES. La même chose s'est produite pour l'Arabie saoudite, dont le pays entier est hypothéqué par les USA en étant «protégé » de l'Irak. James Petras and Henry Veltmeyer, *Latin America at the End of the Millennium*, in Monthly Review, vol. 51, July/August 1999, p.39.

arabes[18]. Ces surplus arabes qui ont aisément et de façon volontaire, fui en direction des centres capitalistes impérialistes sont devenus une part majeure de l'écrasante dette des pays de la Périphérie. La circulation du surplus était voulue, car à partir de 1978, au moment où les prix du pétrole ont connu une baisse drastique, l'Arabie Saoudite a augmenté ses exportations de pétrole (production) de 3 438 000 millions de barils à 7 388 000 millions de barils en 1994 Le Bahreïn, le Koweït et les Emirats arabes unis. (EAU) ont fait de même. L'Arabie Saoudite a adopté une politique de double jeu. Dans les réunions de l'OPEC elle défendait le principe de quotas de production, mais lorsque le Koweït et Les EAU ont accru leur production, elle l'a fait aussi et a prétendu que le système des quotas était inutile parce que ceux qui le respectaient perdraient le marché au profit de ceux qui ne l'appliquaient pas. C'est la raison pour laquelle le prix du pétrole est tombé en dessous des prix qui étaient fixés par l'OPEP à 18 dollars le baril avant de descendre à 7 dollars en 1990, et probablement moins[19]. Il ne fait aucun doute que plusieurs facteurs ont contribué à cette politique des régimes arabes producteurs de pétrole. En premier lieu, le Centre capitaliste domine de fait le processus de décision dans ces pays. En second lieu, ces pays minuscules n'ont pas le désir d'adopter des politiques indépendantes ni de démarrer des projets qui exigent une coopération régionale et des stratégies d'autonomie (cf. chapitre 2). De plus, ils ne sont ni prêts ni capables de s'engager dans une dynamique de développement parce qu'ils croient que la rente pétrolière est garantie et suffisante pour satisfaire les besoins du régime, et qu'ils ne se soucient pas de ceux du peuple. Il est donc facile pour ces régimes de laisser le surplus pétrolier couler librement vers les banques capitalistes occidentales. En troisième lieu, ces pays dépendants sont plus

---

[18]Sa'adan Hamadi, Losses of the Fallen Prices of Arab Oil, in Al-Hikmah Review, no. 3 July 1998, pp.14-41

[19] ibid. p 19

coordonnés avec les banques et les politiques et occidentales, qu'avec leurs voisins arabes. Cette situation est la conséquence de l'absence de prise en considération du facteur national et de la volonté de maintenir ou de défendre un monopole sur le marché régional. C'est ensuite le signe de la faiblesse du mouvement nationaliste arabe, incapable de changer ces régimes, ou, tout au moins, de les forcer à modifier leur politique économique. Les politiques arabes d'aide et de dons en tant que partie de l'aide au développement sont évaluées en rapport avec le surplus pétrolier. A ce titre, entre 1962 et 1983, les pays arabes producteurs de pétrole ont distribué 9 426 milliards de dollars en aide au développement[20].

Le secteur public mondialisé, composante du système fasciste global.

Les politiques libérales et néo libérales s'emploient à encourager la libre circulation des biens, des services, du travail et du capital. Récemment, cette prétention a été réitérée avec l'argument que la libéralisation de tout le commerce à une échelle mondiale, serait une ouverture dont bénéficieraient tous les pays, alors qu'en réalité seuls le peuvent les pays du Centre dont les travailleurs produisent des biens compétitifs sur le marché. Cela revient à un protectionnisme de fait de la part des pays du Centre car les pays pauvres ont peu à exporter, alors que les premiers, les pays du Centre imposent des restrictions aux exportations des pays du Tiers monde.

De nombreuses autres restrictions sont imposées à la circulation des biens produits par les pays de la Périphérie à destination de ceux du Centre. Le capital financier a profité au maximum des politiques libérales, en particulier des nouvelles facilités que les gouvernements de la Périphérie ont accordées aux investissements

---

[20]20 Al-Taqrir Al-Iktisadi Al-Arabi Al-Muwahad (Arab United Economic Report), Arab League publications, Cairo, 1984, p. 296 (Arabic)

directs étrangers ainsi qu'au rôle des télécommunications et d'internet. Plus les pays de la Périphérie ouvrent leur économie, moins leurs Etats peuvent contrôler le marché local, en conséquence de quoi leur souveraineté est vraiment ténue. Il en résulte de nouvelles formes de dictature dans les pays de la Périphérie, les frontières étant ouvertes au capital, aux biens et services étrangers. Parallèlement à cette évolution, on observe le développement d'un système policier fort et armé qui opprime et finalement contrôle la classe ouvrière ainsi que l'ensemble de la société, alors que les travailleurs migrants originaires du Tiers monde font l'objet d'incessantes attaques fascistes dans les pays du Centre

Les régimes des pays du Tiers monde sont ainsi davantage comparables à des zones d'autonomie administrative que véritablement indépendants. Leurs économies sont dirigées par le FMI et la Banque mondiale qui sont eux-mêmes contrôlés par les Etats capitalistes du Centre. Leur secteur public qui emploie de grandes masses de travailleurs a été réduit. Grâce aux surplus transférés vers les pays du Centre, ces derniers financent ainsi le travail dans leurs propres pays. Alors que la décentralisation se développe au Centre, leurs régimes renforcent leur mainmise sur l'économie mondiale à travers le FMI, la BM et l'OMC. Se forme une administration centralisée qui contrôle l'économie mondiale et constitue en elle-même un secteur public globalisé, contrôlé par les institutions internationales du Centre et socialement et politiquement par les régimes répressifs de la Périphérie. Tout cela constitue la base politique et économique de la création d'un régime fasciste mondial.

Les régimes réactionnaires des Etats compradores de la Périphérie ouvrent le chemin aux multinationales et aux banques d'affaires en mettant fin au secteur public. Ils ouvrent leurs marchés, adoptent des mesures législatives qui facilitent les investissements étrangers et la répression de la classe ouvrière. Ainsi les pays du Centre sont

dispensés d'interventions militaires directes puisqu'ils créent et gèrent leur « secteur global » comme si c'était une affaire interne. Les USA par exemple, ont la haute main sur l'acceptation ou la démission d'un premier ministre ou d'un ministre dans la plupart des pays arabes. De même, ils ont eu un rôle dans la négociation entre le régime du San Salvador et les révolutionnaires, au nom du village global[21] , de la libéralisation du commerce, de l'interdépendance mutuelle des pays et des privatisations. Les multinationales transfèrent la richesse et le surplus vers les pays du Centre, qui à leur tour créent de nouveaux emplois, quoique ces derniers offrent de maigres salaires. Ceci permet de comprendre ce que signifie un secteur capitaliste mondialisé. Il s'agit d'un financement indirect du Centre par la périphérie, centre qui gère en interne un secteur financier et plus encore, assure la création d'emplois, de services et de recherche et développement[22] .

L'essentiel de ce développement est encore de type capitaliste. Le secteur privé est encore dominant, que ce soit dans la production ou le capital financier mais aussi à un niveau local et national. Alors que le rôle de l'Etat dans la Périphérie a été amoindri, le rôle du secteur public est d'être un complément du secteur privé qui permet en même temps de réduire les tensions sociales. Ceci est au cœur du processus de fascisation qui maintient le secteur privé national et le soutient dans la création d'un secteur international globalisé avec un contenu privé. Les Etats ont facilité ce processus soit par des mesures législatives, soit par l'armée et la police. Le transfert de capitaux par le secteur public mondialisé réduit les tensions sociales dans les pays du Centre par des créations

---

[21]De nombreux pays bourgeois disent que le monde est un Village global. Ceci peut être vrai en termes d'ouverture de frontières, de télécommunications, .Mais ce «village global» est constitué de deux camps différents et même hostiles : les bidonvilles, et centre-ville, et la différence entre les deux ne cesse de s'accroître.

[22]The United States spent in 1999 on R&D 218 billion dollar, while Japan spents 118 billion dollar in the same year, New York Times, 7 August 2001.

d'emplois. C'est l'inverse qui se produit à la Périphérie qui, entre autres problèmes, doit affronter celui d'une population croissante.

La contribution des classes dominantes du Tiers monde à la mondialisation du secteur public est camouflée par le soutien au secteur privé dans leurs pays qui suivront ainsi le chemin du secteur privé du Centre. Il est bien connu que ce sont les circonstances historiques qui ont façonné le développement du secteur privé dans les pays du Centre, c'est pourquoi il ne pourra jamais se reproduire de la même façon à la Périphérie. En effet, le secteur privé dans les pays du Centre a débuté comme secteur productif et localement centré. De plus, il était largement protégé et n'avait pas à affronter la compétition extérieure. Alors que dans la Périphérie, le secteur privé est dépendant, consumériste et mené par des régimes vassalisés qui sont soutenus et protégés par les Etats du Centre, contre la volonté des masses.

Telle est la raison pour laquelle la désintégration du secteur public national participe d'une part, de la création du secteur public capitaliste mondialisé, d'autre part des campagnes des régimes de la Périphérie contre leurs propres peuples. En perdant leur secteur public, les Etats de la Périphérie perdent une source vitale de revenus et deviennent totalement dépendants des impôts prélevés sur leur propre population[23]. Les classes populaires sont dépouillées par ces prélèvements, alors que les riches pratiquent l'évasion fiscale et peuvent acquérir des entreprises publiques pour des prix très bas. Les conséquences en sont : une perte de revenus pour les régimes de la périphérie, un accroissement des tensions entre riches et pauvres, et une dépendance renforcée vis- à -vis des

---

[23]C'est le contraire dans les pays du Centre avec les politiques néo libérales. Les USA actuellement, sous l'administration républicaine, sont le meilleur exemple de réductions des impôts dont bénéficient les capitalistes, alors que sont réduits les services sociaux en direction des pauvres et classes populaires.

. .

pays colonisateurs qui soutiennent ces régimes par les aides et les ONG etc. Cette aide représente une maigre part de ce que les multinationales ont siphonné dans ces pays. Alors que la désintégration du secteur public signifie chômage dans les pays sous -développés qui ont encore des taux de natalité élevés, facteur important qui fournit au marché du travail une nouvelle armée de briseurs de grève.

Le transfert par le Centre d'une partie de ses industries dans la Périphérie, n'implique nullement qu'il entende la développer de la même manière que lui-même (ainsi que Marx l'avait prévu) mais au contraire, ceci génère une centralisation de la dépendance.

L'objectif de ce même secteur capitaliste public est de prouver que le secteur privé n'a jamais pris soin d'employer la force de travail y compris à l'intérieur de son propre pays. Il tend à attribuer un nouveau rôle aux Etats. Il conduit à leur renforcement, pour autant qu'ils vivent en harmonie avec le secteur privé. A la suite de la crise économique de 1973 dans les pays du Centre, qui s'est accompagnée de la réduction des dépenses de l'Etat, du développement du chômage et sous-emploi, de la baisse des salaires, il s'est avéré nécessaire de redéfinir, même sur des bases relatives, le rôle de l'Etat. Les possibilités de substitutions étaient externes et non internes. C'est pourquoi le secteur public capitaliste mondialisé se caractérise par les aspects suivants :

- Il est renforcé par les multinationales étrangères qui sont soutenues par l'Etat. Cet Etat sait par avance que finalement ce sont ces multinationales qui rempliront son rôle, dans le pays en transférant le capital financier aux nations qui emploient des travailleurs dans les services, les banques, les assurances, emprunts, entreprises d'ordinateurs et de haute technologie, autres services financiers Internet. Etc.
- Il est limité aux Etats du Centre représentés par des multinationales, en dépit du fait que ce secteur est

rattaché à l'Etat national.

- Il est limité aux pays du Centre qui ont des intérêts partout sur la planète et le pouvoir de les défendre par la force si nécessaire (voir ce qui s'est passé en Irak et Yougoslavie.)
- Le développement de ce secteur s'accompagne du démantèlement du secteur public.
- Ce secteur alimente l'état en liquidités prélevées dans la Périphérie, dont les régimes facilitent les transferts de capitaux vers le Centre en adoptant des politiques libérales de réajustement.
- Ce secteur est spéculatif.
- Ce secteur exploite la Périphérie à travers les services et paiement de la dette.
- Le rôle de ce secteur représenté par l'Etat bourgeois, est de minimiser les tensions entre capital et travail dans le Centre en finançant des emplois[24] tout en maintenant les tensions à un niveau élevé à la Périphérie. Et lorsque ces tensions finissent par dégénérer en conflits de façon ouverte, la répression policière les fait taire. La subordination des Etats de la Périphérie aux politiques néolibérales imposées par le Centre impérialiste a ouvert tous les marchés aux exportations impérialistes et facilité le transfert du surplus vers les pays du Centre, en particulier les USA. C'est ainsi que les USA ont échappé à la dépression des années 1990. Ce phénomène place la gestion économique des pays du Tiers-monde dans une

[24]Selon "The World Bank Group", a Quarterly publication of the West Bank and Gaza office, January 2000, p. 1. Une étude récente de l'université du Texas a estimé que l'"Economie internet" a produit plus de 300 milliards de dollars de revenus et a créé plus d'1.2 million d'emplois aux USA en 1998.

situation critique qui minimise les chances de radicalisation politique aussi bien que d'industrialisation.

Hamid al-Junaili parvient pratiquement aux mêmes conclusions que moi-même, mais il ne développe pas son analyse jusqu'à ses conséquences c'est- à- dire à la déduction de l'existence d'un secteur public mondialisé[25].

En résumé, les composantes de ce secteur, du point de vue des pays du Centre, sont la capacité des Etats de ces derniers à porter la mobilité du capital à une échelle globale afin de développer des projets de production, vendre des services, créer des réseaux de commerce, financer la continuité de dépendance des régimes dépendants. Cependant cela implique pour la Périphérie, des régimes compradores, soutenus par des intellectuels compradores qui théorisent le caractère indispensable de la mondialisation et de la dépendance. Il en découle des travailleurs qualifiés de la Périphérie, dépourvus de droits, de syndicats, de mouvements organisés, ainsi que des politiques économiques de frontières ouvertes soutenues par des lois spéciales et antinationales favorables au capital et investissements étrangers. Il en résulte la désintégration de l'économie nationale ce qui interdit toute cohésion possible des industries locales.

La post-démocratie : préparation théorique et intellectuelle du fascisme.

Plusieurs conditions sont nécessaires pour la constitution d'un Etat

---

[25]25 De nombreux pays développés ont adopté une économie décentralisée, ce qui signifie un capitalisme sans capitalistes, et une économie de marché sans institution. Celle-ci se limite à l'importateur, le capitaliste ne représente pas plus le capitalisme national qu'étranger, ce qui est le capitalisme de compagnies étrangères et le capitalisme monopoliste. Hamid al-Jumaili, Political Centralism and the Market System, edited by Imad Abdulatif). In Majallat al-Hikmah, no 9 year 2, may 1999 p.p.38. (Baghdâd).

fasciste global, en plus de la décentralisation au Centre, et la centralisation renforcée à la Périphérie. Cette forme d'Etat consiste en une perte de la souveraineté des pays de la Périphérie au point de la réduire au stade colonial. Cette colonie doit disposer d'un appareil répressif opposé aux travailleurs et aux classes populaires. Tels sont les facteurs économiques indispensables à l'existence de cet Etat global fasciste. Cependant, il nécessite également des facteurs intellectuels et théoriques. On assiste alors à un grand débordement de fausses prières pour la démocratie et les droits humains. C'est la raison pour laquelle quelques intellectuels prétendent que de grands progrès démocratiques ont été accomplis dans les pays de la Périphérie[26]. En réalité, si démocratie il y a, c'est en principe, car dans les faits, le régime économique et politique mondialisé détruit la démocratie tant au centre qu'en Périphérie. Toute la richesse est en effet concentrée entre quelques mains au Centre, les salaires sont toujours à la traîne derrière les prix, des besoins croissants en petits boulots mal payés, et enfin, des femmes supposées devenir de « bonnes chrétiennes » et se limiter à la fonction reproductive.

A la périphérie, où les conditions se détériorent brutalement, la pauvreté ainsi que le chômage et la natalité s'accroissent. Tant dans les pays du Centre que dans ceux de la Périphérie, les classes au pouvoir lancent des campagnes préventives en direction des intellectuels nationalistes et de gauche, en les recrutant et les corrompant par des salaires élevés dans les ONG, afin de les éloigner de toute radicalité politique. En procédant ainsi, le capital entrave la possibilité d'une nouvelle vague de mouvement de libération nationale à la Périphérie. Conformément aux tendances du système économique et politique mondial, les penseurs du monde impérialiste en sont à l'ère post-démocratique. Samuel Huntington et Zbigniew Brezinski ont rejoint le régime US sous

---

[26]Plusieurs écrivains arabes ont regardé avec optimisme le roi du Maroc lorsqu'il a nommé comme Premier Ministre le leader de l'opposition.

l'administration Carter, et Carter lui-même la Commission Trilatérale, organisation fondée et financée par Rockefeller en 1973. En 1975, Huntington a contribué à la préparation d'un rapport sur la crise des démocraties, pour la Trilatérale. Cette étude montre comment maintenir des démocraties représentatives et la continuité des mouvements fondés sur la démocratie, en période d'adoption de programmes d'austérité. Il est nécessaire, selon ses conclusions, qu'existent à la fois des gouvernements et systèmes démocratiques et d'autres qui ne le sont pas. Huntington a été l'un des trois membres de la Commission Trilatérale responsable de l'étude de la crise qui a développé le programme intitulé « Projet démocratique ».

Il s'agit en fait d'un projet non démocratique. Il faut pour cela séduire les activistes de gauche et de les inciter à se détourner de la politique au profit d'une collaboration avec les classes dominantes au pouvoir dans les pays de la Périphérie. Le but est d'intégrer ces intellectuels afin qu'ils rééduquent les classes populaires, leur apprenant à croire en l'économie de marché, l'idéologie du marché libre, et la culture américaine et occidentale.

Afin de défendre sa théorie de la post démocratie, Huntington argumente que dans les sociétés postindustrielles, les nations sont désormais insatisfaites d'être gouvernées selon des moyens démocratiques. Toutefois, tout candidat aux élections présidentielles, doit créer une coalition électorale regroupant une majorité d'électeurs à travers tout le pays, et depuis les années 1930, ce qui est devenu le plus important est la capacité du candidat à gagner le soutien des dirigeants des principales institutions et du gouvernement[27].

L'argumentaire de Huntington est un appel ouvert aux régimes

---

[27] Mark Burdman and Scott Thompson, Harvard's Huntington Promotes Descent into Barbarism. In Executive Intelligence Review, vol.26. n° 36, Sep 10. 1999,

dépendants de la classe économique et politique capitalistes à éviter la démocratie, ou, en d'autres termes, un appel à la dictature et au fascisme.

Un modèle alternatif et ses mécanismes : le développement par protection populaire : DBPP

Comment la Périphérie peut- elle affronter ce dangereux projet capitaliste ? Par quels moyens la Périphérie pourrait-elle rompre la polarisation du système mondial imposée par les Centres capitalistes ? Tous les régimes de la Périphérie sont-ils compradores, non nationalistes, et incapables de dépasser les blocages au développement ? L'alternative populaire est-elle le seul espoir ? Toutes ces questions supposent qu'une alternative dans le cadre du système reste impossible. Or, l'espoir, c'est bien une alternative populaire. Toutefois, cette alternative est entravée par de nombreux obstacles. Par exemple, l'Etat national bourgeois à la Périphérie a perdu le rôle qu'il devait jouer à savoir l'achèvement du développement national. En outre, le capital a dévoyé de nombreux intellectuels organiques à travers les ONG intervenant dans les sociétés de la Périphérie, les privant par là même de leur pouvoir moral et culturel, qui sont pourtant un des facteurs primordiaux pour leur transformation. (cf. chapitre 7).

Les expériences de libération nationale et d'indépendance formelle dans les pays du Tiers-monde ont pris fin avec les régimes compradores qui ont perdu tout contrôle formel et toute souveraineté sur leur économie. Tous les appels à un nouvel ordre économique des années 1970 et tous les mouvements de la dernière décade des années 1980 ne sont plus que souvenirs.

L'expérience du groupe des « 15 pays »* qui a commencé dans les

---

* Ce groupe comprend : Algérie, Argentine, Brésil, Chili, Egypte, Inde, Indonésie, Iran, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigeria, Sénégal, Sri Lanka, Venezuela, Zimbabwe

années 1990 doit maintenant « accoucher ». Aujourd'hui même, le prix du pétrole pourrait bien baisser. Il est encore de 27-30 dollars le baril. Basé sur une inflation de 25% entre 1992 et 2000, il pourrait bien descendre à 27 dollars prix courant. Cependant, l'Arabie Saoudite, Le Mexique et le Koweït ont succombé aux pressions US pour accroître la production de pétrole afin de faire baisser les prix.

L'expérience de la Malaisie est différente. Le premier ministre malaisien, Mahatir Muhammad, a instauré le contrôle de la monnaie et du capital afin de protéger la Malaisie des assauts spéculatifs. Ces mesures opposées aux directives du FMI ont cependant eu un impact positif et représenté une capacité de résistance bien que ce ne soit pas dans une perspective socialiste. Les capitalistes et impérialistes ont lancé de graves attaques contre la Malaisie, en particulier l'ancien vice-président Al Gore sous l'administration Clinton qui a critiqué Mahatir dans son propre pays. Cette expérience est un signe que l'impérialisme n'hésiterait pas à envahir un pays quelconque qui adopterait un modèle de développement nationaliste ou anti capitaliste. En ce qui concerne l'attitude des Arabes envers la mondialisation, Sadiq Al Azim est d'accord avec l'argumentation de Mufid Hilmi. Il défend l'idée que « maintenant le problème principal pour les Etats arabes en ce qui concerne la mondialisation, n'est pas d'arrêter son mouvement ni d'en être à la traîne, mais de faire avec, ou encore d'adopter la théorie en vogue qui est que l'on est embarqués dans le système économique moderne mondial, avec le maximum de sagesse, de responsabilité, de réalisme et d'objectivité. Et cela doit être fait dans le cadre d'une autonomie locale, d'une autonomie pan-arabe, en s'accommodant de ce phénomène gigantesque qu'est la mondialisation[28].

---

[28]28 Mufid Hilmi, Global Challenges and the Necessities of Arab Economic Integration in , in Al-Nahj, Winter of 1999, P. 120, Quated in Ma

Le problème de cet argumentaire est qu'il est un prolongement de la thèse de l'autonomie régionale entre un groupe d'Etats nationaux à la Périphérie. Toutefois, cette thèse souffre de sérieux défauts tels qu'un crédit excessif accordé aux régimes nationaux bourgeois, Al Azim considère encore les Etats compradores comme vecteurs possibles du développement. Rien fondé dans la réalité ne fonde cela, et ce point de vue contribue à la détérioration de la conscience de la nouvelle génération à laquelle on fait croire que le capitalisme compradore est capable de défendre les intérêts nationaux à travers l'ouverture à l'économie mondialisée. Est-il possible pour un groupe de pays de la Périphérie d'adopter un modèle de développement d'autonomie régionale ? Une condition nécessaire est que ce modèle soit initié par le régime au pouvoir et par le patriotisme. Cependant, bien que cela soit possible en théorie, les changements au niveau des classes dominantes des pays de la Périphérie le rendent hautement improbable. Il n'existe plus de régime national patriotique du type de ceux à partir desquels Samir Amin et Fawsi Mansour et d'autres écrivains de la gauche radicale, ont développé leur modèle d'autonomie. Fawsi Mansour, par exemple, demande à la classe bourgeoise au pouvoir dans les pays de la Périphérie d'accomplir une tâche qui ne pourrait l'être que par un Parti communiste, si l'on s'en réfère à l'expérience. Et même la disponibilité d'un parti socialiste (communiste) au pouvoir n'est pas une garantie contre la dérive bureaucratique.

Mansour a écrit à propos des relations entre les Etats de la Périphérie : « Au début des années 1976, j'ai assisté à un meeting de la Tri Continentale au Sri Lanka. J'ai proposé l'adoption par les pays du Tiers-monde d'un guide politique en sept points. Le commerce entre ces pays devait être un système direct de préférences généralisées, devrait établir des paiements d'un pays

---

Al-Awlamah (What is Globalization), by Sadik Jalal Al-Azm and Hasan Hanafi., (Arabic) Damascus 1999 p.p. 200-201.

du Tiers-monde à un autre, sans devoir passer par des intermédiaires[29]. Ces idées ne nous disent pas à quel point les classes bourgeoises dominantes désirent appliquer ces « bonnes propositions ». Comment ces pays vont redéfinir les termes de l'échange inégal avec les pays du Centre. Comment les pays du Tiers-monde vont-ils s'acquitter de leur dette ? Sera-t-elle rééchelonnée ou bien abolie ? Ces pays vont- ils établir une spécialisation interne, ou bien une intégration en leur sein, en particulier en cette époque de crise de l'offre ? Mansour pourrait répondre que les changements en politique intérieure doivent être accomplis afin de préparer la coopération régionale.

Cela est vrai mais les régimes en place y sont-ils prêts ? L'autonomie et l'école de la liberté de pensée, sont des arguments subtils, mais tout cela ne nous dit pas comment ces modèles peuvent se réaliser et se maintenir sans être trahis par des renégats ou utilisés par des bureaucrates. Il existe bien une alternative à cet espoir de d'autonomie dans le cadre d'un régime compradore, c'est ce que j'appelle la DBPP c'est- à- dire, **le Développement par la Protection Populaire (DBPP)**. Ce modèle de DBPP est en grande partie fondé sur l'autonomie et le modèle de détachement, mais il doit le transcender dans le cadre des nécessités du champ socio - économique. Ce modèle qui s'inspire de l'expérience des Palestiniens lors de l'Intifada de 1987, n'est certainement pas encore complet. Je doute qu'aucun modèle complet n'existe. Il s'agit d'un effort qui doit toujours rester ouvert à des contributions extérieures. Ce modèle particulier fonctionne loin des classes dominantes des pays de la Périphérie. Ceci constitue d'ailleurs la première condition. Il faut assumer que les classes au pouvoir sont hostiles à ce modèle. Le meilleur scénario serait que ces classes au pouvoir soient neutres envers lui. S'agissant d'une initiative populaire spontanée, c'est par définition au peuple de décider. Les

---

[29]29 Fawzi Mansour, *A Second wave of National Liberation*, in Monthly Review, vol 50, no 9 February 1999, pp. 19-20.

masses n'ont pas besoin d'un parti bureaucratique pour leur dicter les fondamentaux de ce modèle. On peut les comprendre et développer à travers les activités du peuple, par le mouvement des travailleurs, les organisations populaires, les organisations de femmes, d'étudiants, et mouvements de jeunesse. Toutes ces forces adoptent et appliquent volontairement la position de « retrait de base interne » au sens où elles se retirent du marché du travail en Israël, et renoncent à consommer des produits israéliens au profit de produits locaux.

La deuxième condition concerne la consommation qui doit se centrer sur la consommation de produits locaux au lieu de produits importés des pays du Centre. Dans le cas de Gaza et de la Cisjordanie, les classes populaires ont boycotté les produits israéliens. Le boycott s'est prolongé jusqu'aux accords Madrid- Oslo, dits « accords de Paix » à la suite desquels l'Autorité Palestinienne (AP) a interrompu ce boycott. Les classes populaires donneront priorité aux produits du Tiers-monde, dans ce cas, l'autonomie de consommation de produits locaux pourra fonctionner. Il faut maintenir la pression sur le régime pour privilégier les importations du Tiers Monde, afin de répondre à l'intérêt des commerçants tout en répondant à une demande de masse.

Les classes populaires doivent créer des coopératives, et ceci est la troisième condition. Le but de ces coopératives est de produire le plus possible pour satisfaire les besoins des masses populaires, ce qui constitue le début d'une production interne de détachement. Le début du processus de remise en forme de la structure déformée de l'économie nationale. Il s'agit d'établir une règle selon laquelle chaque membre de la coopérative est incité à investir dans la coopérative. En conséquence, chaque membre est un élément actif, un travailleur, un consommateur et un financeur. Ce monopole de consommation est la plus importante garantie du bon fonctionnement de ce système.

Les membres doivent également coopérer avec le système de

consommation, afin mettre fin au monopole commercial, ceci est la quatrième condition.

La cinquième condition consiste à mettre fin à la dépendance de tout financement étranger ou non gouvernemental. La finance étrangère marque le début de la dépendance et la fin de la DPBB quoiqu'une aide révolutionnaire puisse être acceptée après sérieux examen.

Ce modèle développera en retour une consommation consciente. Ceci étant la sixième condition. Dans ce sens, chaque citoyen doit être capable de contrôler à un niveau individuel ce qu'il ou elle consomme et où cela est acheté. Ceci suppose de boycotter les produits des ennemis de classe et de la nation, y compris le capital local qui collabore avec le capital étranger, que ce soit sous forme de d'agent d'importation, de joint-venture ou encore de sous-traitance. Cette conscience de la consommation est en elle-même un contrôle de l'investissement. Grâce au rôle du boycott des produits provenant de pays capitalistes étrangers et du marché local en joint-venture, qui ne correspondent pas aux besoins essentiels, les capitalistes seront obligés de réorienter leur production pour répondre aux besoins essentiels. Il est certain que ce processus prendra du temps. Mais personne ne prétend que transformer les structures économiques, politiques, culturelles et les mentalités de toute une société peut se réaliser rapidement et selon des directives venues d'en haut. Si l'on atteint ce niveau d'exigence, les autorités locales compradores ne pourront pas porter dommage au système.

Les partis politiques sont considérés comme d'avant-garde dans la mesure où leurs membres sont capables d'édifier ce modèle sans s'imposer comme bureaucrates. Si un parti politique est capable de jouer son rôle d'avant-garde de façon démocratique, il sera reconnu et aura le soutien du peuple. C'est la septième condition de la DBPP. Dans ce cas, le parti s'empare des conditions ci-dessus, par le biais d'un Parlement populaire, représentatif, issu des masses

populaires. Mais ceci n'est pas suffisant. Le parti révolutionnaire, communiste, doit développer un modèle populaire, éduquer les classes, soutenir les luttes des femmes contre le patriarcat et la domination, et se battre contre les mentalités conservatrices dans la paysannerie, en particulier dans les pays de la Périphérie. Un tel parti est nécessaire pour ce modèle de développement. Il pourrait créer sa propre économie à l'échelle nationale au début de la DBPP.

Afin que le parlement populaire définisse une économie politique appropriée, il se tiendra une conférence annuelle de la DBPP et ceci est la huitième condition. Cette conférence doit être menée en sorte que les masses populaires puissent donner leur opinion, remettre en cause les politiques et performances du passé, définir de nouveaux plans. Dans une telle configuration, le parti révolutionnaire, qu'il soit ou non au pouvoir, doit populariser dialogue et décisions concernant la conférence, jouer un rôle de pivot dans la mise en œuvre du plan. Ce modèle est bien démocratique car ce sont les coopératives et le peuple qui décident du plan : épargne, investissement, distribution, salaires…

L'Intifada palestinienne de 1987 a constitué en elle-même un environnement populaire démocratique parce qu'elle a été initiée politiquement et économiquement à distance du régime et de tout leadership de parti politique. A un autre stade de développement, la neuvième condition est la suivante, ce modèle évolue vers une intégration du secteur non officiel (non gouvernemental, non institutionnel) ou au moins, coordonnée avec ce dernier. Mais bien avant ce stade, ce modèle est encore loin de la politique économique des classes dominantes.

Le modèle de DBPP exige qu'une force sociale se préoccupe de l'économie, se défende contre la bureaucratie, la dépendance et la politique de marché ouvert. Il s'agit de faire pression sur les classes dominantes qui adoptent la politique de marché ouvert. C'est une lutte de classe contre les classes qui profitent de la dépendance. En fin de compte, c'est un embryon de système authentiquement

socialiste par en bas.

Ce modèle, comme nous l'avons indiqué plus haut, se développe loin de l'appareil d'Etat. Mais dans le cas d'un régime nationaliste, et d'un parti socialiste au pouvoir, ce modèle travaille en coopération avec l'Etat, ou bien séparément, selon le degré d'harmonie entre l'économie politique et sociale de la DBPP et celle de l'Etat. Cela dépend de la façon dont cet Etat intègre les classes populaires dans la prise de décisions et le planning de la production sur le lieu de travail.

La DBPP exerce sa pression sur l'Etat afin qu'il effectue la redistribution du surplus en faveur des classes populaires, ce qui inclut la réforme agraire, le droit du travail, des investissements dans l'infrastructure, des augmentations conséquentes de salaires, la protection de l'économie nationale, le non -paiement de la dette.

Il s'agit d'un choix démocratique dans lequel le rôle de l'Etat est au service et en protection de l'économie, non de la subordination aux lois du marché ou à la bureaucratie. C'est la raison pour laquelle ce modèle est au-delà du modèle de détachement qui dépend de l'Etat national et du parti au pouvoir, qui en retour, mène à la bureaucratie. Lorsque la DBPP constate que sa politique économique est en adéquation avec le projet, le moment sera venu de proposer coopération et interdépendance avec d'autres pays similaires à l'échelle régionale et internationale.

Si les critères proposés ci-dessus ne sont pas mis en œuvre, les pays du Tiers-monde vont tomber dans des mésaventures sans fin, provoquées par l'accroissement incessant de la mondialisation. Ce modèle n'interdit pas une coopération entre Etats, une coopération internationale et rejoint la lutte des classes populaires à une échelle mondiale. Il n'existe finalement pas d'alternative sinon de défier incessamment le capitalisme international en développant un système inspiré par l'internationalisme communiste.

CHAPITRE 2

Le nationalisme arabe et l'approfondissement du développement inégal

Une analyse matérialiste.

Ce chapitre est constitué de deux parties. La première aborde le nationalisme arabe d'un point de vue historique et théorique. Le second est une analyse critique de la fragmentation arabe, et du rôle délibéré des classes arabes dominantes dans ce processus. Un examen de la situation actuelle des pays arabes révèle que les classes populaires sont engagées et ont déjà consacré beaucoup d'énergie à la « guerre civile » contre les classes dominantes compradores arabes. Aussi longtemps qu'un régime conserve des intérêts étrangers au sein de la Nation arabe, il ne représente pas une alternative à l'oppression des classes populaires dont les intérêts sont en contradiction avec les compradores au pouvoir et leurs alliés capitalistes occidentaux. Les intérêts de ces derniers vont du pillage des matières premières et du pétrole, à l'ouverture du marché dans lequel le régime devient un agent qui sature celui-ci avec des produits étrangers et des permis d'implantation de multinationales qui, dans divers pays arabes font la chasse au travail exploité et bon marché.

Afin de protéger ces intérêts, de garantir le partage du bénéfice, les régimes arabes ont supprimé toutes formes de libertés, marginalisé les classes populaires d'un point de vue politique, économique, sur le plan des affaires intérieures, et renforcé la domination masculine sur la société.

Plusieurs intellectuels et académiciens arabes acceptent, par intérêt financier, le rôle de propagandistes de ces régimes. Le succès de ces régimes est de les avoir recrutés, de les valoriser dans la société, ce

qui signifie que la classe capitaliste compradore a formé ses intellectuels compradores.

Avant l'agression sioniste contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie en 1967, il existait l'espoir d'un développement politique dans cette région. La défaite des régimes nationalistes en Egypte et Syrie en 1967 a ouvert la voie à une totale compradorisation de la Nation arabe. La première conséquence en a été l'Intériorisation de la défaite (IOD) des classes arabes dominantes qui ont abandonné la lutte nationale pour libérer les territoires occupés et l'objectif d'une unité arabe, pour devenir les classes compradores dominantes alliées aux ennemis de la nation.

Durant les années situées entre 1967 et la deuxième agression impérialiste contre les régimes nationalistes arabes, (agression contre l'Irak) en 1991, il est devenu évident que nombre des partis politiques et organisations arabes ont intériorisé, internalisé, la défaite et sont devenus des instruments et des alliés des classes dominantes. Ceci a signifié qu'un nouveau secteur politique et social des sociétés arabes a effectivement intériorisé la défaite au point d'abandonner toute lutte. C'est pourquoi, lorsque plusieurs régimes arabes ont envoyé leurs armées attaquer l'Irak en 1991 sous la direction des armées impérialistes US, ces partis n'ont pas organisé une seule manifestation de masse contre ces régimes. Bien au contraire, plusieurs d'entre eux ont soutenu les régimes en place.

Depuis 1990 le plus dangereux est le fait que les camps ennemis, l'impérialisme sioniste et les compradores arabes ont lancé une campagne très destructrice afin d'amener les masses arabes à intérioriser la défaite. Ceci signifie que les ennemis de la Nation arabe ont transformé la bataille en une confrontation directe avec les classes populaires arabes.

Nous en concluons que le conflit entre les classes arabes populaires d'un côté et les impérialistes sionistes et compradores arabes de

l'autre, est antagonique. C'est en effet un mixte de lutte nationale et de lutte de classes.

C'est en cela que réside la dimension nationale (le pan-arabisme ,qawmi) des classes populaires. Le nationalisme est ici un mouvement pour la libération, l'unité, le développement et le socialisme, non un nationalisme chauvin tel que celui des classes dominantes. C'est ce que le prochain développement se propose d'analyser.

A propos de la Question nationale

Alors que la question nationale a été soulevée dans la plupart des pays européens au seizième siècle, le 19ème siècle est considéré comme celui du nationalisme. Il est important de noter que ces mêmes pays européens qui ont une expérience séculaire du nationalisme et accumulé une riche théorisation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ont mis en œuvre tout l'opposé s'agissant des autres nations. La plupart de ces pays européens étaient déjà colonialistes, motivés par le développement capitaliste, le dynamisme de son mode de production et l'intérêt national de la classe capitaliste. Ces classes capitalistes européennes au pouvoir ont développé et renforcé leur rôle colonial au stade de l'impérialisme, afin de conquérir les pays de la Périphérie, les soumettre à l'ordre mondial capitaliste, et supprimer leurs ambitions nationales. Ce développement capitaliste colonialiste a bloqué deux choses : le développement capitaliste démocratique, et l'unité nationale des pays de la Périphérie, y compris la Nation arabe.

Cet héritage colonial d'un nationalisme européen a ouvert les portes aux forces vulgaires et fondamentalistes, ces dernières développant l'idée que le nationalisme était une invention européenne, afin de le rendre inapplicable dans les pays non-européens. Le nationalisme dans la Nation arabe a donc été attaqué, et les nationalistes ont été discrédités et accusés d'être

des instruments et missionnaires de l'Occident.

Les communistes et marxistes classiques ont attaqué le nationalisme en déclarant qu'il s'agissait d'une arme entre les mains de la bourgeoisie qui a provoqué de nombreuses guerres pour ses propres intérêts en exploitant le sentiment national populaire. Ils ont suivi les écrits de Marx contre le nationalisme. Or, le point de départ de Marx est la classe, non la nation, et particulièrement la classe ouvrière comme la classe porteuse pour l'humanité de l'avenir socialiste. La classe ouvrière devait transcender l'ère des développements politique et social nationalistes, en menant la révolution socialiste. Mais ces mêmes communistes n'ont pas été capables de comprendre que Marx s'est trompé dans son analyse à ce sujet, pour les raisons suivantes :

Premièrement, dans *Le Manifeste Communiste* (1848), Marx pensait que les pays capitalistes, les nations, développeraient de façon capitaliste les nations qui ne l'étaient pas[30]. Mais les faits ont prouvé que les pays développés ont freiné, et même délibérément empêché le développement des pays de la Périphérie. Le coût de ce blocage du développement a été, pour l'humanité, des millions de victimes à l'occasion des guerres de libération nationale. Pour asseoir leur pouvoir sur les colonies, les colonialistes impérialistes ont soutenu les marchands locaux, les féodaux et les intellectuels occidentalisés, ce qui a engendré une compétition pour le pouvoir entre toutes ces forces à l'ère postcoloniale. Ces groupes sociaux, en tant que formations coloniales ou agents de celles-ci, ont préservé leurs relations avec les Centres impérialistes et liquidé les

---

[30] « Le bas prix des matières premières est l'artillerie lourde qui renverse toutes les murailles de Chine, qui force même les barbares les plus obstinés à capituler. Il oblige toutes les nations sous peine d'extinction, à adopter le mode de production bourgeois, il contraint à introduire ce qu'il appelle civilisation en leur sein, c'est-à-dire à devenir eux-mêmes bourgeois. En un mot, il crée le monde à sa propre image ». Marx and Engels, *The Communist Manifest*, Ed by Samuel H. Beer. CROFTS Inc, New York, 1955. p. 14.

changements radicaux économiques et politiques qui avaient été initiés par les mouvements de libération et les ont remplacés par des régimes compradores capitalistes.

Deuxièmement, en pensant que les pays de la Périphérie pouvaient être développés par ceux du Centre, Marx a échoué au sens où il n'a pas compris l'importance du nationalisme et des luttes de libération nationales dans ces pays, y compris lorsque c'était une arme aux mains de la bourgeoisie. Il n'a pas pris en compte le rôle progressiste que peut jouer le nationalisme dans certaines conditions, s'il ne s'oppose pas au socialisme.

Les marxistes devraient développer la pensée de l'auteur dans les conditions nouvelles du monde. Ils doivent transformer l'analyse ancienne et purement théorique, pour l'appliquer de façon pratique à notre époque. Seule la révolution chinoise à l'époque de Mao Tsé-Toung a compris l'importance du nationalisme dans la marche vers le socialisme.

L'analyse des marxistes traditionnels envers le nationalisme, attribue l'émergence des nations modernes au système capitaliste, à la domination du mode de production capitaliste, au développement du marché national, et au rôle de la bourgeoisie nationale. Ces conditions doivent, de leur point de vue, être réunies, pour que l'on puisse déterminer si tel ou tel peuple est devenu une nation. Cependant, l'analyse historique d'un point de vue matérialiste, prouve que d'anciennes nations, d'anciens marchés, ont existé avant le capitalisme. Ceci est en particulier le cas de la Chine, de l'Inde, de la Nation arabe.

En adoptant une telle vision de l'existence ancienne de nations, de marchés, de systèmes économiques pleinement développés, nous pouvons comprendre la question nationale d'un point de vue différent de celui des marxistes orthodoxes qui placent le nationalisme en opposition au socialisme et qui examinent le nationalisme de façon européocentriste, le limitant à son rôle dans

le développement capitaliste.

Les critères traditionnels de définition de la Nation, la langue, la terre, l'économie, l'histoire et le marché, tout ceci était pertinent pour définir les anciennes nations. Il est vrai que le capitalisme a donné à la question nationale un discours et une culture plus claire. Mais le plus important est qu'alors que la bourgeoisie préparait et éduquait les masses à se battre pour la cause nationale, son but véritable était l'exploitation et la lutte contre les autres nations afin de défendre ses intérêts économiques. Ce capital est celui de la bourgeoisie au pouvoir dont le but est alors de développer ses bases coloniales et d'exploiter les colonies. Mais le marxisme traditionnel et orthodoxe a échoué à démontrer le rôle du capitalisme compradore dans la protection du marché national. Ou, au moins, à reconnaître que cette analyse ne pouvait pas s'appliquer aux régimes compradores nationalistes. L'argument marxiste orthodoxe selon lequel le socialisme est une alternative possible dans les pays de la Périphérie, n'est pas à remettre en question. Ceci demeure de l'ordre d'un choix ouvert. Le problème essentiel des formations de la périphérie est le fait qu'elles ne peuvent être conformes aux formations capitalistes ou socialistes. Ceci est le cas de la Nation arabe qui a traversé l'intégralité du 20ème siècle comme une période de transition.

Problèmes relatifs à la Nation arabe

La question de savoir si les Arabes constituaient ou non une nation a été, en rapport avec les hypothèses susmentionnées, longuement débattue. Le débat s'est centré sur le degré de réalité de la Nation arabe. Selon certains, il existe quatre nations arabes : la vallée du Nil, la Péninsule arabe, le Maghreb et le Machrek. Pour d'autres, il n'y a rien de commun entre ces blocs. D'autres encore ont suggéré que les relations entre un pays isolé tel que le Soudan et ses proches voisins africains, représentent davantage que les relations entre le Soudan et la Syrie. Enfin, les derniers affirment qu'il n'existe pas de marché arabe uni susceptible de constituer la

Nation arabe, indispensable mais inexistant aujourd'hui.

Alors que la Palestine est très proche du Liban, et que les deux sont partie de la Grande Syrie, le parti phalangiste du Liban soutient Israël contre les Palestiniens, de même que, en Algérie, les partis politiques et les masses soutiennent, alors qu'ils sont du Maghreb, la lutte palestinienne. Soulignons aussi que les Algériens ont sacrifié un million de martyrs pour libérer leur terre du colonialisme français, alors que les phalangistes considèrent la France comme une mère patrie.

L'un des arguments opposés au développement de la Nation arabe est que le mode de production capitaliste n'a pas dominé les formations sociales arabes. D'une certaine manière, le mode de production capitaliste n'a pas dominé les sphères de production, consommation, distribution ni la culture. Il n'a pas aboli totalement les anciens modes de production et la structure sociale patriarcale. C'est en raison de ces caractères difformes que certains affirment que le nationalisme arabe n'existe pas et donc ne se développera jamais.

Le problème crucial ici, est la question de la transformation capitaliste. Il est important de souligner ici que la lenteur et le caractère déformé de la transformation capitaliste dans la Nation arabe n'ont pas été causés à l'origine, et uniquement, par des facteurs internes. Le développement capitaliste dans la Nation arabe a été initié et entretenu par les Européens et par la suite par le pouvoir US dans leurs manifestations coloniale, impérialiste, et dernièrement, mondiale. Le fait que les transformations capitalistes aient été freinées par des pouvoirs extérieurs, ne devrait pas amener à nier ou minimiser l'existence de la Nation arabe en tant que nation ancienne. En effet, dans le cas arabe, alors que les facteurs économiques sont artificiellement ralentis, le facteur culturel joue un rôle unificateur essentiel. Ce dernier s'exprime à travers le soutien prolongé des classes populaires à cette unité arabe. Le soutien à l'Intifada 2000 à travers tous les pays de la

Nation arabe, en est la manifestation la plus récente. Il en va de même pour l'opposition des classes populaires arabes à toute normalisation des relations avec Israël. Il est indéniable que la transformation du mode de production capitaliste fait davantage défaut que la transformation culturelle. L'expérience a prouvé que la classe compradore capitaliste a développé une culture fondée sur ses propres intérêts. Ces intérêts sont différents de ceux de la bourgeoisie nationale en Europe lors de la révolution industrielle. Dans le cas de l'Europe, la bourgeoisie qui contrôlait le surplus national a défini les lois de l'accumulation afin de soutenir ses intérêts et l'intérêt national. Les classes arabes compradores, quant à elles, ont subordonné le contrôle de leur marché national et local au capitalisme occidental. En agissant ainsi elles ont non seulement perdu leurs marchés, mais se sont finalement dressées contre l'unité arabe. (Voir plus loin les détails).

Cette même classe capitaliste contredit la théorie marxiste classique qui veut que chaque bourgeoisie nationale se batte pour protéger et renforcer le monopole de son marché national. Cette théorie est aussi appliquée à l'indépendance productive du nationalisme bourgeois. Les classes arabes compradores ont saboté l'unité nationale en renforçant le ***quatri*** au détriment du ***quami*** et en imposant une culture *quatri* au détriment de la culture *quami*. En d'autres termes, la bourgeoisie compradore a exploité et affaibli la culture nationale de la même manière qu'elle a affaiblie et exploité l'économie arabe.

Quatre attitudes au sein de la Nation arabe

C'est dans la dernière décade du 19ème siècle que l'expression de la modernité nationale arabe s'est affirmée. Ce courant a été le père du mouvement national arabe, depuis lors jusqu'à la chute du mouvement national arabe à la fin des années 1960. Depuis sa naissance, le mouvement nationaliste arabe a été constitué de quatre grands courants. Le mouvement nationaliste arabe, l'Islam

Politique, le mouvement communiste arabe, et le projet colonialiste impérialiste. L'école des Frères Musulmans a été, et demeure, le père de l'Islam Politique (IP) et de son attitude envers le nationalisme arabe. L'école de pensée du nationalisme arabe a considéré la religion, principalement l'Islam, comme une composante essentielle du nationalisme arabe. Les chrétiens arabes, au sein du mouvement national arabe, considèrent également l'Islam comme une composante du nationalisme arabe, et exaltent leur culture chrétienne comme l'une des composantes de la culture arabo-islamique. Toutefois, l'Islam politique n'a jamais considéré le nationalisme arabe comme autre chose qu'un ennemi de l'Islam.

Une inimitié s'est ainsi développée entre le mouvement nationaliste arabe et le mouvement de l'Islam Politique. En conséquence de quoi les courants idéologiques et politiques de la Nation arabe ont échoué à établir un débat, un dialogue au sein de ces mouvements autour du nationalisme arabe. De récents signes de dialogue prometteurs entre ces deux courants sont apparus. Espérons qu'ils continuent. Jusqu'à la faillite du mouvement nationaliste arabe en 1967, l'Islam Politique était en alliance, ou, à tout le moins, en relation, avec les puissances colonialistes et impérialistes. A l'opposé, les régimes nationalistes arabes étaient toujours au centre des luttes contre les puissances impérialistes.

Dans les années 1960, et plus précisément en 1967, la défiance envers le mouvement nationaliste arabe, représenté par le régime de Nasser en Egypte, a atteint un sommet. L'agression israélienne, financée, entraînée et armée par les puissances impérialistes (USA, France, Grande Bretagne) a vaincu le régime nationaliste arabe mettant fin ainsi, à cette époque, à l'existence de ce courant.

Après les années 1960, la plupart des régimes arabes ont décliné tout en devenant plus efficaces en termes de coopération économique (mais pas d'intégration, puisqu'ils sont dépendants). La classe capitaliste compradore s'est emparée du pouvoir (en

Egypte, par exemple) et ont ouvert le reste des économies arabes au marché impérialiste mondial. En l'absence du courant nationalisme arabe, le conflit s'est alors développé entre les anciens alliés, les régimes dépendants modérés et l'Islam politique.

L'agression impérialiste et sioniste n'a pas été la cause unique de la faillite du régime nationaliste au pouvoir en Egypte. La principale cause en a été l'incapacité de ce régime à élaborer un programme de développement dans la mesure où l'essentiel de ses ressources étaient consacrées à la guerre défensive contre l'agression impérialiste et sioniste. L'échec du régime nassérien après la défaite de 1967 réside en sa faillite structurelle en tant que projet socio-économique.

Alors que les classes populaires soutenaient le régime nassérien, ce dernier profitait aux classes moyennes. Son régime n'accordait pas sa confiance ni la priorité aux masses populaires. C'est la raison pour laquelle la faction renégate, au sein de l'élite, de la classe dominante, motivée par ses propres intérêts, a décidé de trahir ce régime progressiste. Les classes populaires se sont trouvées alors totalement désarmées au sens où elles n'avaient ni armes, ni parti révolutionnaire permettant de défendre le régime et ce qu'il avait permis d'acquérir pendant cette période.

Une autre école de pensée du nationalisme arabe était celle du capitalisme impérialiste. L'impérialisme a entrepris de coloniser, fragmenter, de combattre l'unité arabe de combattre son développement. Cela même avant le surgissement de la conscience nationaliste arabe à la fin du 19ème siècle (voir dans les chapitres suivants). C'est pourquoi, dès que la Nation arabe a été débarrassée du pouvoir Ottoman, les régimes occidentaux capitalistes ont mis en œuvre leur plan préétabli de fragmentation de la Nation arabe selon la technique de « diviser et conquérir ». Le plan secret franco-britannique, les accords Sykes-Picot de mai 1916, a établi le partage de la Nation arabe entre les deux ennemis impérialistes, préparant

la Palestine à être le dernier territoire de colonisation blanche dans l'histoire, et en vue de créer l'entité sioniste impérialiste sur les ruines des arabes palestiniens évincés.

L'importance de cette école capitaliste impérialiste réside dans le fait qu'il s'agissait d'un pas « pratique » sur le terrain, alors que les autres écoles n'ont produit aucun véritable fruit, en raison du succès du projet impérialiste. Ce projet ne cesse de progresser en se renouvelant aujourd'hui. Alors que la Syrie a été le seul pays arabe divisé en quatre entités, les puissances impérialistes sont en train d'agir pour substituer une nouvelle méthode à celle de « diviser pour régner », méthode qui consiste à fragmenter chaque pays de la Périphérie et à renforcer le Centre (Tathrir al Muhit wa Tarkiz al Markaz). C'est pourquoi les USA et la GB tentent délibérément de désintégrer l'Irak, l'Égypte, Le Soudan, et le Maghreb arabe en différents Etats, que ce soit sur des bases géographiques, ethniques, ou religieuses.

Le sous-développement des pays de la Périphérie ne doit pas être expliqué uniquement par le colonialisme, surtout actuellement. Il est par ailleurs indispensable de saisir que l'action de l'impérialisme n'est pas la même partout dans le monde. La Nation arabe, par exemple, est encore fortement contrôlée et ciblée par le capitalisme impérialiste. Les classes dominantes qui ont été financées par les puissances impérialistes sont encore sous la protection du Centre impérialiste.

Il est important de noter que l'impérialisme colonial a été acteur de l'approfondissement de la régression de la Nation arabe. Ce sous-développement a bloqué l'évolution démocratique de la région. Aussi longtemps que l'élite exerce son pouvoir dans une formation pré- capitaliste, non capitaliste, ou de la Périphérie, la nécessité de la démocratie est moindre car il n'y a pas eu de blocage de la production industrielle par des manifestations de travailleurs. A l'inverse, la démocratie politique que la classe ouvrière a conquise dans les pays capitalistes développés a été due, essentiellement aux

luttes de cette classe. Les capitalistes ont aussi compris que sans démocratie politique les travailleurs se mettraient en grève et que dans ce cas la production ne pourrait pas être réalisée dans de bonnes conditions.

Ce qu'il faut étudier actuellement, c'est la concurrence entre les pays de la Périphérie pour convaincre les multinationales à investir chez eux. En procédant ainsi, ces régimes évitent de reconnaître le besoin de démocratisation de la vie politique, et maintiennent une politique répressive sur le peuple (voir chapitre 1).

Le système socio-économique mis en place par les classes dominantes compradores a créé pour le soutenir, sa propre « élite intellectuelle compradore » qui ne cesse de propager la théorie et de la culture qui prônent la nécessité de la dépendance.

La période actuelle est le point culminant de la domination impérialiste sur la Nation arabe. Ainsi, les régimes arabes ont participé avec les pays impérialistes, à l'invasion de l'Irak. Lorsque les faits prennent une telle tournure et atteignent un tel niveau, cela signifie que le pouvoir impérialiste est alors celui qui gouverne la Nation arabe.

La quatrième école de pensée est la pensée communiste arabe. Ses fondateurs étaient des arabes natifs, mais cette école a très largement dépendu d'une interprétation soviétique du nationalisme arabe. La majorité, si ce n'est tous, les communistes arabes ont calqué leur attitude envers la Nation arabe sur la théorie stalinienne selon laquelle « la Nation arabe est une nation en formation ».

Une telle théorie ne comprend pas l'ordre du monde. L'analyse stalinienne a également échoué à comprendre que la Nation arabe avait été artificiellement et brutalement divisée par le colonialisme et l'impérialisme. En conséquence de quoi, elle est une nation au développement entravé sous l'effet de causes externes. Cette

même URSS à l'époque de Staline, a reconnu l'entité juive sioniste en dépit du fait que cet Etat est un Etat de peuplement colonial en Palestine, soutenu par les puissances impérialistes[31].

Malheureusement, nombre de partis communistes arabes ont accepté l'analyse stalinienne au point de s'opposer à l'idée de Nation arabe unie. Ils ont été trompés par deux théories. D'une part, la théorie marxiste hostile au nationalisme en général et d'autre part l'attitude stalinienne opposée au nationalisme arabe en particulier.

Les communistes arabes sont tombés dans le piège de l'idéologie compradore qui a importé la théorie stalinienne mais ont échoué à élaborer leur propre analyse marxiste de la Nation arabe. Tel n'a pas été le cas des communistes avec Mao en Chine, ni au Vietnam, non

---

[31]Il en va de même avec la fausse citation suivante, qui nous impose l'idée qu'Israël est une ancienne nation: « La corruption a toujours existé dans toutes les sociétés complexes, depuis l'Egypte, Israël, Rome et la Grèce, jusqu'à nos jours. Les politiques locales féodales, capitalistes, les économies socialistes les cultures et institutions les Chrétiens, Musulmans, Hindous et Bouddhistes ont eu l'expérience de la corruption, même si c'était dans des proportions différentes. (Corruption Culture, and Markets, by Seymour Martin Lipset and Gabriel Salmon Lenz, in Culture Matters: How Values Shape Human Progress, edited by Lawrence E. Harrison and Samuel Huntington, Basic Books, 2000, p.p112-113). Comme il s'agit de corruption dans cette citation, on peut dire qu'elle est en elle-même un exemple de « corruption scientifique » faite par des intellectuels motivés par l'idéologie ou l'attente d'un bénéfice. Il est bien connu que l'Etat d'Israël n'a pas existé avant l'occupation juive sur les trois quarts de la Palestine en 1948. Ce qui existait dans l'ancien temps, était appelé Yahuda, depuis environ 70 ans. Et même cela est discutable. Les dernières recherches scientifiques montrent que la Bible et les Hébreux vivaient en tribus dans la Péninsule arabe, pas en Palestine. Ceci, en plus du fait qu'il n'a aucune preuve que les Juifs azkhénazes (qui ont fondé le projet sioniste de création d'Israël,) aient des relations de sang ou de tribu avec les anciens juifs de la Péninsule arabique. Ils sont connus depuis 1200 ans, au moment où une tribu connue comme étant les Khazars… a choisi le judaïsme. *(Jack Bernstein, In Racist Marxist Israel, The Noontide Printing, 1991, p.p. 5-6.*

plus que de nombreuses expériences dans le monde. Ils ont également échoué à comprendre que la politique de l'URSS, tout particulièrement depuis les années 1950, était celle d'une superpuissance et non celle d'un pays révolutionnaire.

On ne peut ignorer que les colons juifs en Palestine ont prétendu qu'ils établissaient une base socialiste à travers leurs Kibboutz. Pourtant, les kibboutz étaient toujours présentés à partir de leurs liens avec le marché capitaliste pour les matières premières et les produits. Le Centre socialiste n'aurait pas dû être mystifié par ce « faux socialisme ». Cette mystification peut s'expliquer par différentes raisons.

- L'influence du sionisme dans le parti communiste soviétique en particulier, et dans l'Internationale communiste en général[32].

---

[32] La citation suivante est un bon exemple de la sionisation de la Gauche jusqu'à nos jours. L'auteur du Blackwell Dictionary a écrit : « Les Kibboutz en Israël peuvent être considérés comme une forme spécifique de conseils, et bien que leur mandat soit plus large, puisqu'il englobe toutes sphères de la vie économique et sociale, leur base est la production communautaire, organisée sous forme de démocratie directe. (Rosner. M 1976, *The Kibbutz as a Way of Life*. State of California: Institute for Cooperative Communities, quoted in (The Blackwell Dictionary of Twentieth-Century Social Thought edited by William Outhwaite & Tom Bottomore Ernest Gellner, Robert Nisbet, Alain Touraine1994 p.718). Cela vaut ici la peine de relever qu'un marxiste, comme Bottemore, considère encore les Kibboutz sionistes comme des conseils de travailleurs à l'époque de la mondialisation, au centre de laquelle se trouve Israël. Alors que la plupart des régimes du Centre et de la Périphérie considèrent le sionisme en 1976 comme un mouvement raciste. En réalité, le libéral Gordon Marshal était plus honnête à travers ce propos : « la colonisation agricole a été inspirée par les idées socialistes et anarchistes lors de la colonisation juive en Palestine. Les membres des kibboutz partageaient le travail et les tâches domestiques, y compris la prise en charge des enfants. Ils ont par la suite instauré l'emploi de travailleurs salariés, et sont devenus une petite partie du système économique israélien. Les sociologues se sont intéressés à eux en tant que première expérience de vie communautaire égalitaire » (Oxford Dictionary

- Le fait que cette nouvelle entité sioniste a été créée de façon brutale en 1948, quelles que soient ses prétentions socialistes. En effet, les arabes Palestiniens ont été brutalement évincés de leurs terres et de leurs maisons.

- Le rôle joué par les membres juifs dans le parti communiste israélien qui, en conséquence, étaient plus sionistes que communistes.

- Les partis communistes dépendants qui ont échoué à résister à la reconnaissance de l'entité sioniste par Staline. Même si des colons se déclarent « communistes », le fait de les soutenir est pour tout communiste, du pur racisme.

En ce qui concerne les développements récents de la question nationale, il faut relever que le soutien impérialiste aux régimes iqlimi* (qutri) et la fragmentation (tathrir ou taziri) de la Nation arabe est un exemple clair de la nature de la nouvelle vague nationaliste dans les pays de la Périphérie. Cette nouvelle vague n'est pas familière, elle est issue de la mondialisation.

L'approfondissement du développement inégal sous le pouvoir des classes arabes iqlimi compradores.

---

of Sociology, Gordon Marshal, 1998, p.340). The same is for the Oxford Dictionary of politics: « Le Kibboutz est un terme hébreu signifiant "rassemblement». Une ferme collective en Israël dont les membres travaillent en coopérative, et n'ont pas de propriété privée. Ils ont été édifiés par les colons juifs en Palestine, avant la création de l'Etat d'Israël. Dans les années 1960/70, ils étaient populaires parmi les non juifs idéalistes en Occident, mais leur popularité s'est éteinte. » (Oxford Concise Dictionary of Politics. Iain McLean, Oxford, 1996, p.268).

* Traduction littérale : « Iqlim » : district. Peut désigner « local » ou « régional » en fonction du contexte. Voir les concepts / termes utilisés par Adel Samara page 119.

L'objectif de cette analyse est de revisiter un certain nombre d'événements malheureux et destructeurs qui ont affecté les classes populaires nationalistes sous l'effet d'un processus délibéré d'approfondissement du développement inégal au sein des pays arabes. Cette partie fera une évaluation critique des facteurs socio politiques qui ont motivé les classes sociales, qui sont à la fois l'enjeu et le produit de ce processus.

La réalité est que cet inégal développement ne s'est pas produit accidentellement. Il s'agit d'un projet antagoniste, en vue du renforcement de l'économie *iqlim* afin de transformer les économies fragmentées des pays arabes ou encore, de la Périphérie, du stade de précapitalistes ou non capitalistes, en formations dépendantes du Centre capitaliste. La tendance *iqlimi* est en fait, en contradiction antagonique avec la conception du nationalisme et de l'unité arabes, qui voit l'arabisme comme un bien culturel et l'unité arabe comme un projet de développement socio-économique au service de la lutte populaire nationaliste, en vue d'un meilleur futur. Un futur dans lequel les priorités sont les intérêts matériels de la majorité de la population. De plus, un développement réel et soutenable est impossible dans les petits territoires *iqlimi* des pays arabes. Ces territoires font défaut des composantes indispensables à un tel développement, comme la capacité d'avoir un marché adapté, des ressources naturelles, du travail complexe et élaboré, du savoir-faire, et de la finance.

Deux attitudes envers la dimension nationale

Toute nation a besoin, afin de protéger son intégrité, d'avoir une économie forte, prospère, dont le dynamisme provient de l'intérieur du pays, et un certain niveau de capacités militaires afin de se protéger. Le pouvoir économique peut unifier les nations même si elles ont été historiquement brouillées. La Nation arabe, bien qu'en étant bien une, n'est pas unie.

En dépit du fait que l'Égypte de Nasser n'a pas réussi à unifier la

Nation arabe, elle a maintenu sa position d'Etat arabe central. La simple existence de cet Etat central a contraint les pouvoirs isolationnistes et séparatistes, les *iqlimi* et *quatri,* au sein de la Nation arabe, à se recentrer autour de leurs agendas respectifs. Mais lorsque l'Égypte, dans les années 1969 1970 a connu une grave crise, les séparatistes *iqlimi* capitalistes ont agi activement contre l'unité, et repris leur projet de développement inégal, visant à remplacer l'Etat national par un Etat *ilqmi* (Al Dawlah Al Qutriyah). Ces conflits sociaux et de classe, nous apprennent que l'unité, le développement, les intérêts des classes populaires aussi bien que leur dignité nationale, n'ont jamais été un slogan romantique, mais correspondent à des besoins matériels et sont des mécanismes capables, si on les utilise bien, de mener à l'unité nationale ou encore, de polariser la majorité des peuples de la Nation arabe.

Depuis que l'Union soviétique a perdu ses économies de la Périphérie en Afrique et Asie dans les années 1970, et sa Périphérie directe en Europe de l'Est dans les années 1980, on a pu, sans surprise, voir sa propre désintégration au début des années 1990. Le pouvoir militaire sophistiqué de l'URSS a failli dans la sauvegarde du régime politique.

La position des peuples envers l'unité est ainsi déterminée sur les bases de l'analyse de classe. L'attitude de chaque classe envers cette unité est décidée en accord avec l'importance et l'étendue de ses intérêts propres à cette unité. L'unité en tant que processus est toujours un enjeu pour l'ensemble des classes sociales. Le contenu que chaque classe sociale donne à l'unité nationale, est fondé sur ses propres intérêts. En période de prospérité, de croissance, dans le cadre d'un régime national centralisé, la plupart des classes soutiennent l'unité en tant que slogan et projet. Le rôle de l'Etat central est de se défier et de se débarrasser des classes opposées à l'unité. Ces classes sont les *iqlimi* et les capitalistes dépendants, ou encore les soutiens ainsi que les bénéficiaires de l'Etat *iqlimi*, Al

Dawlah Al Qutriyah, plus récemment appelées classes compradores.

Le mouvement nationaliste arabe a essuyé une série de défaites depuis les années 1960. Durant cette période, le régime de Nasser en Egypte a été vaincu par l'agent de l'impérialisme dans la région, Israël, et ce mouvement n'a pas survécu à la mort de Nasser en 1970. Le nouveau régime égyptien a signé un accord « de paix « avec Israël alors que ce dernier continuait à occuper Gaza et la Cisjordanie ainsi que les hauteurs du Golan en Syrie. Les forces militaires et économiques irakiennes ont été détruites par les USA en 1991. Puis, suite aux négociations et accords Oslo Madrid, l'Autorité Palestinienne a reconnu Israël et accepté le régime d'autonomie sous autorité israélienne avec le Wadi arabe Agreement. En conséquence de quoi, les capitalistes compradores arabes *iqlimi* ont ainsi considéré l'impérialisme et le sionisme comme les maîtres et protecteurs de leurs régimes *iqlimi*.

L'expérience du capitalisme arabe *iqlimi* révèle clairement que l'exigence d'unité arabe est limitée aux classes populaires arabes nationalistes, car elle est le seul moyen leur permettant de réaliser leur volonté de développement et de dignité. De façon générale, dans toute société, l'unité et l'harmonie entre la plupart, mais pas nécessairement toutes, les classes sociales, et leur intégration au sein d'une économie nationale, est un processus qui se produit dans des circonstances historiques exceptionnelles, celles qui existent dans un pays soumis à un régime colonial classique ou de peuplement. Dans des circonstances ordinaires, leurs intérêts contradictoires sont les facteurs principaux qui déterminent les relations entre les classes et s'expriment dans la lutte des classes. Cette dernière ne doit pas être comprise uniquement comme guerre de classe, car, en effet, les différences de classe, dans toute société, se manifestent selon des degrés variables dans cette lutte.

C'est pourquoi l'obstacle à l'unité arabe découle naturellement du rôle de la classe dirigeante arabe qui subordonne le développement

de l'économie nationale à ses intérêts de classe qui ne sont que ceux d'une minorité. Ceci pourrait aider à comprendre pourquoi les *iqlimists* et séparatistes veulent maintenir la fragmentation de la Nation arabe aussi longtemps que cela leur assure le contrôle l'économie qui leur permet de satisfaire leurs propres intérêts. Ce faisant, ces séparatistes provoquent ainsi une lutte de classe, une guerre civile, contre les classes populaires arabes.

Les intellectuels et écrivains arabes sont également divisés en deux grands courants dans leur conception du nationalisme arabe : l'un est au service des intérêts des classes populaires, alors que l'autre n'est en fait qu'un instrument entre les mains des classes dominantes. Le premier se fonde sur la théorie qui affirme que la dimension nationale arabe existe, qu'elle n'a rien à voir avec le courant politique de la fragmentation et l'idéologie *iqlmi* imposée par les classes dominantes. Ce courant représente le nationalisme arabe classique, le nationalisme en général, et les communistes arabes dont la conceptualisation du nationalisme arabe est fondée sur l'analyse matérialiste, l'analyse de classe.

Le second courant part de la compréhension que la situation actuelle est la condition essentielle de la faiblesse et de la fragmentation. En conséquent, les intellectuels de cette école se repositionnent eux-mêmes et redéfinissent leurs analyses en accord avec les intérêts et les demandes des dominants qu'ils traduisent en adaptation et dépendance selon les intérêts de l'ordre capitaliste mondial. Cette vision du nationalisme arabe est conforme à la vision des compradores, ils sont donc ainsi les intellectuels de la classe dominante qui dénient l'existence historique et culturelle du nationalisme arabe. Leur argument contre celui-ci s'appuie sur la période récente et ne prend pas en considération le processus d'évolution qu'a parcouru la Nation arabe. Leur analyse est adéquate au fonctionnalisme politique de la bourgeoisie.

La position des classes sociales dans les sociétés arabes concernant

le nationalisme arabe, l'unité arabe, l'indépendance sociale et économique, est constituée de deux blocs : le nationalisme des classes dominantes, et le nationalisme latent.

Le nationalisme dominant est celui des classes dominantes

Pour l'essentiel, il est représenté par le bloc des classes au pouvoir. Celles-ci ont été soumises aux forces étrangères depuis la fin du pouvoir Ottoman, mais plus particulièrement durant l'époque coloniale. Durant cette période, les jeunes générations ont été éduquées et préparées à devenir les cadres de l'Etat dans l'appareil post colonial. Ces Etats postcoloniaux ont été mis en place soit directement par les colonialistes, ou bien, dans le cas de ceux qui ont « libéré » leur pays, sont devenus dépendants des technocrates qui ont construit l'appareil d'Etat.

La structure économique et politique de ces régimes a été déterminée par leur position en tant que classe dominante envers le précédent pouvoir colonial. En dépit de la fin du régime colonial, on doit noter que les dynamiques d'évolution internes dans ces pays n'ont pas été les seuls facteurs de changements économiques. Prolongeant la fragmentation destructrice de la Nation arabe menée sous l'empire Ottoman, les pouvoirs européens coloniaux ont divisé les pays arabes selon leurs propres intérêts. La fragmentation en districts a été cohérente avec la politique de l'Etat central Ottoman à Istanbul, qui était en harmonie avec la forme orientale et militaire du féodalisme.

Le pouvoir Ottoman dans la Nation arabe a été un pouvoir colonial. Ceci explique le pillage intensif du surplus qui a été prélevé sur les productions de la Nation arabe, ainsi transféré à Istanbul.

Sous le pouvoir Ottoman, la Nation arabe a été divisée en districts qui sont restés unifiés, alors que sous la domination coloniale européenne, elle a été fragmentée en de nombreux petits espaces séparés (aqtar). Ces derniers (aqtar est le pluriel de *qutr* signifiant

pays) pouvaient devenir des Etats séparés en dépit du fait qu'ils restaient dépendants du colonialisme. Le but de ce dernier était de nier la possibilité d'une unité arabe. Mais la plupart de ces nouveaux Etats, en raison de leur division, avaient que des économies pauvres et fragiles. Le colonialisme européen a pris conscience de la menace que faisait peser sur ses intérêts le nationalisme arabe. Il a donc mis en place des dirigeants dont les intérêts seraient liés aux siens. Ainsi, ces nouveaux Etats créés par le colonialisme européen ont été dirigés avec le souci de contrôler la population.

La distinction entre deux périodes du colonialisme, Ottoman et Européen, provient de la structure interne arabe. Le capitalisme local dans les entités *iqlimi* avait davantage de contrôle sous le colonialisme européen que sous le colonialisme ottoman. Cependant, il était trop faible pour être indépendant d'un soutien impérialiste. En d'autres termes, l'alternative était entre l'intégration totale, mais sans fragmentation (dans le cadre du pouvoir ottoman), et une indépendance formelle, mais soumise aux intérêts et à la volonté d'une classe dépendante (dans le cadre du colonialisme européen).

Par suite de cette division coloniale impérialiste de la Nation arabe, les graines de l'*iqlimi* étaient plantées. En raison de cela chaque classe dominante arabe a eu intérêt à séparer ses territoires de la Nation arabe et à s'intégrer au capitalisme mondial, dominé par le capitalisme du Centre. Alors a commencé l'approfondissement du développement inégal, peut-être de façon non délibérée. Cette orientation des régimes arabes *iqlimi* commerçants et dépendants impliquait, pour satisfaire leurs propres intérêts, l'intégration au marché mondial de petites entités. Cette orientation ne représentait, en fait, l'intérêt que d'un segment de la société. C'est ce segment (dont nous parlons ici) qui a soumis les intérêts de l'écrasante majorité de son peuple à ses propres intérêts en tant que classe dominante. Cette politique, sans consensus national,

économique et politique, n'a pas permis l'articulation des différents secteurs de l'économie locale.

Le nationalisme latent : le nationalisme potentiel, mais entravé.

L'autre front du nationalisme, est le nationalisme latent, celui qui provient des classes populaires dominées, exploitées et dont le surplus produit par elles est pillé par des puissances étrangères et par les classes capitalistes compradores, dont le partage était, et demeure, celui d'une *trickle-down economy*[*]. Ce front ne cesse d'être attaqué par les classes dominantes qui provoquent une guerre civile systématique contre les classes populaires.

Le nationalisme des classes populaires est le nationalisme arabe qui se bat pour l'unité, le développement et le socialisme. Les composantes de la nation telles que la langue, l'histoire, la culture, la géographie, et la tradition, sont importantes pour le nationalisme arabe. De toute façon, la composante nouvelle et le discours nouveau concernant ce nationalisme, c'est l'intérêt commun de toutes les sociétés arabes à rejoindre un développement inter-arabe. Un tel projet exige l'unité, du fait que ces intérêts

---

[*]*« La théorie du ruissellement » (en anglais : « trickle-down economic ») est une théorie économique d'inspiration libérale selon laquelle, sauf destruction ou thésaurisation (accumulation de monnaie), les revenus des individus les plus riches sont in fine réinjectés dans l'économie, soit par le biais de leur consommation, soit par celui de l'investissement (notamment via l'épargne), contribuant ainsi, directement ou indirectement, à l'activité économique générale et à l'emploi dans le reste de la société. Cette théorie est notamment avancée pour défendre l'idée que les réductions d'impôt y compris pour les hauts revenus ont un effet bénéfique pour l'économie globale. L'image utilisée est celle des cours d'eau qui ne s'accumulent pas au sommet d'une montagne mais ruissellent vers la base » Wikipédia

nécessitent l'accès à un large marché. Le processus de développement ajoute une dimension nouvelle à la composante traditionnelle du nationalisme. Il s'agit ici d'un facteur moderne, pratique, recruteur. Le marché arabe est potentiellement fort, et ses potentialités de développement sont grandes. Sans l'existence d'un Etat unifié, le développement d'un vaste marché uni n'est pas possible. L'unité n'est d'ailleurs pas restreinte à une forme unique. Au minimum, une politique de développement coordonnée s'impose pour débuter. Le sous-développement provoqué essentiellement par la fragmentation et la dépendance des pays arabes fait de l'unité arabe une véritable urgence. Ainsi, l'approfondissement du développement inégal conséquence du nationalisme de la classe dominante qui contredit les intérêts du nationalisme arabe latent.

La voie bourgeoise a approfondit le développement inégal

Dans les années 1850, l'émergence de la bourgeoisie arabe a coïncidé avec le début de l'intégration de l'empire ottoman au sein du marché mondial. Alors que l'intégration de l'empire ottoman se produisait graduellement, elle était également une intégration contrôlée en raison de sa nature d'Etat féodal oriental centralisée. Cette intégration n'a pas été le choix de la classe commerçante de la société ottomane. C'est sous la pression des intérêts et profits des commerçants que l'autorité ottomane a ainsi entrepris un commerce de contrebande sur les produits de l'agriculture avec l'Occident. Une autre raison de l'ouverture ottomane a été que son gouvernement central avait besoin d'importer des produits industriels occidentaux.

L'intégration de l'empire ottoman dans l'ordre mondial complète ce tableau. Il faut tout d'abord noter que les formations sociales ottomanes ont été impuissantes. Elles n'ont pas eu la capacité de se transformer ni d'évoluer vers le capitalisme, y compris à l'apogée du pouvoir de l'Empire. La raison principale en est la nature et l'action de l'Etat féodal militaire qui consacrait le surplus

économique au renforcement de l'appareil militaire et aux consommations de luxe des classes dominantes. Cette théorie s'applique au sous-développement des pays arabes, si l'on admet que les relations entre le Centre ottoman et la Périphérie arabe étaient des relations de pillage. Ce pillage a rendu impossible l'accumulation primitive. En d'autres termes, les Ottomans ont légué aux puissances européennes une Nation arabe pauvre et désintégrée.

Telle est la différence essentielle entre l'expérience de la Chine et de L'Inde d'une part, et celle de la Nation arabe pauvre, de l'autre. Les formations pré capitalistes en Inde et en Chine étaient différentes dans la mesure où la colonisation n'a pas été continue, et où, même alors, elles sont demeurées unies sous le pouvoir colonial. C'est pourquoi il a existé une bourgeoise indienne et chinoise, alors que la fragmentation de la Nation arabe n'a que très artificiellement généré une abondante bourgeoisie arabe. En raison de leur faiblesse héritée du colonialisme, les bourgeoisies en sont devenues totalement dépendantes. Cette situation a facilité la domination du pouvoir colonial capitaliste sur la Nation arabe. La fragmentation des pays arabes n'a pas été simplement géographique, mais aussi démographique, nationale, et a concerné aussi les classes sociales. En conséquence de quoi, il y a eu échec dans la constitution d'une classe bourgeoise arabe unie au sein de la Nation arabe. La constitution d'une nation économiquement solide, constituait une menace pour les colonisateurs capitalistes occidentaux, et pour la bourgeoisie séparatiste également. Cette réalité explique les relations organiques entre les colonisateurs et les régimes de marionnettes bourgeois.

Le surgissement de la bourgeoisie nationaliste productive arabe a été retardé par le pouvoir ottoman. Lorsque le colonialisme occidental a envahi la Nation arabe, il a trouvé un allié en la bourgeoisie commerçante et parasitaire, qui était prête à faciliter l'entreprise de pillage des colonisateurs et à entraver le

développement des pays arabes.

Alors que l'on attribue essentiellement le développement inégal des pays arabes à l'ère post coloniale, il faut souligner que le rôle des régimes séparatistes bourgeois arabes durant un siècle entier a été, de toute évidence, un prolongement de l'œuvre coloniale dans sa nature et ses buts. Avant d'expliquer le rôle de cette bourgeoisie arabe, il est nécessaire d'examiner la période qui a précédé le stade actuel.

A l'échelle mondiale, la Nation arabe a été témoin de trois grandes transformations dans les quatre premières décades du 19ème siècle.

En premier lieu : la faiblesse et le début de la désintégration de l'empire ottoman, ce qui a ouvert la voie à la dissolution de cet Etat par de nombreux pays.

En second lieu, la lutte pour l'indépendance de certains pays arabes qui avaient un potentiel de développement. Muhammad Ali en Egypte, et Daoud Pasha en Irak, ont tenté d'établir des Etats modernes et indépendants. L'ambition d'Ali était d'établir en Egypte un Etat moderne à l'européenne. C'est pourquoi, afin de réussir ce projet, il a unifié l'Égypte, la Syrie, et le Soudan. Et contrairement à ce que de nombreux écrivains occidentaux et arabes proclament, il a effectué de nombreuses et importantes réformes en Syrie[33]. Ces dernières ont inquiété de nombreux ennemis étrangers, le capitalisme occidental comme des ennemis de la région et les Multzimin ottomans (des forces locales qui étaient payées pour commander, exploiter et transférer les taxes vers Istanbul). De 1817 à 1832, Daoud Pasha en Irak, a pour sa part adopté des réformes comparables. Il a déclaré que « les Européens n'ont aucun droit à

---

[33] Jalal Amin, Al-Mashriq Al-A'rabi Wal-Gharb (The Arab East and the West). Published by Markiz Dirasat Al-Wihdah Al-A'rabiyah, Beirut, 1983 p. 23.

Bagdad »[34]. Il a imposé un système de protection intérieure de la production locale, contre les produits britanniques. Cela a poussé les représentants de la Compagnie des Indes orientales à Bagdad à exiger des britanniques le départ de Daoud Pasha. Une année après sa chute, en 1832, les représentants de la Compagnie ont écrit : « la population de Bagdad, en dépit de sa misère, avait fondé ses rêves et ses espoirs en Daoud Pasha. Les marchands de Bagdad sont amers parce que Palmerston (le secrétaire d'Etat britannique) s'est opposé à l'annexion de leur pays à la Syrie qui est dirigée par un nouveau pouvoir appelé « le califat égyptien »[35].

Alors que le mouvement nationaliste a démarré dans les pays développés comme l'Égypte, la Syrie, l'Irak, les mouvements religieux (Sanousi et Wahabi) ont atteint les pays riches arabes, pays qui dégageaient quelque surplus, tels que l'Arabie Saoudite et la Libye.

En troisième lieu : l'intégration progressive de l'Empire Ottoman dans le marché mondial a signifié l'ouverture des portes pour les colons occidentaux. L'accord économique entre les Ottomans et la Grande Bretagne en 1838 a aboli les habitudes commerciales établies entre eux[36]. Cet accord a soumis les produits locaux ottomans à la féroce concurrence européenne[37]. Il a été rapidement suivi d'un prêt anglais à l'Empire, puis de l'occupation

---

[34] Ibid, p.19.

[35] Ibid., p.19.

[36] C'était la première fois que l'Empire Ottoman devait emprunter de l'argent à un pays européen. Rashid Pasha, opposé à ces emprunts, a déclaré qu'il ne devait pas le faire, au péril de ne jamais s'en relever. Et ce qu'il avait prédit s'est effectivement produit.

[37] Jalal Amin, Al-Mashriq Al-Arabi Wal-Gharb (The Arab East and the West). Published by Markiz Dirasat Al-Wihdah Al-A'rabiyah, Beirut, 1983 p. 27. And Islamuglo Huri and Keyder Caglar, The Ottoman Social Formation, in the Asiatic Mode of Production, ed by Anne. M Baily and Joseph Lloberla. London Routledge and Kegan Paul, 1981..

d'Aden en 1839.

Entre 1826 et 1860, les exportations anglaises en direction de la Syrie, la Palestine et l'Egypte, ont alors triplé, consolidant les intérêts capitalistes occidentaux dans la région. Dans les années 1880, les échanges économiques avec la Syrie, l'Irak et la Palestine ont collectivement représenté le quart des importations ottomanes, et le cinquième de ses exportations[38].

En fait, la volonté de l'alliance occidentale de détruire les aspirations de Muhammad Ali, visait à maintenir le développement inégal entre ses territoires et l'Empire Ottoman en décadence. Ainsi la faiblesse de ce dernier a ouvert les portes à la domination coloniale européenne. En conséquence de quoi les Arabes se sont retrouvés face à deux ennemis. Ces derniers ont décidé, à un certain moment, de surmonter leurs différences et rivalités afin de contrôler la Nation arabe. C'est ce que permettent de comprendre les propos du secrétaire d'Etat britannique, Palmerston, en 1840 : « De notre point de vue, il est préférable de laisser à la Turquie le contrôle de la route vers les Indes, plutôt que de le soumettre à un Etat arabe fort. »[39]

Le résultat de tout ce qui précède fut de bloquer prématurément le développement de la Nation arabe en mettant un terme à son début d'industrialisation. C'est pourquoi elle devint un pays importateur de biens, qu'elle avait l'habitude de produire auparavant et qui étaient, à l'époque, de meilleure qualité que les produits importés. D'un autre côté, la Nation arabe devenait exportatrice de semences agricoles et était soumise à une domination commerciale dont les intérêts supposaient l'approfondissement et l'expansion de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme. Ainsi en fut-il pour Saïd Paisha et le Khédive Ismaïl

---

[38] Lutski, Vladimir, Tarigkh al-Aktar al-Arabiyah al-Hadith, al-Farabi, publications, 1980, p.83.

[39] Amin, Jalal Opcit, p. 1983 p. 26.

d'Egypte.

La raison de la chute de Muhammad Ali n'est pas due uniquement à l'agression coloniale. L'insuffisance du projet de ce dernier résidait en une absence de base de classe et d'incubateur social permettant de réaliser son projet progressiste. En conséquence, l'impact extraordinaire de ce projet s'est évanoui par suite de l'effondrement de sa bureaucratie militaire.

L'approfondissement du développement inégal arabe

Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'inégalité de ressources naturelles et de richesse entre les diverses parties de la Nation arabe, n'était en rien différente de ce qui se passait dans d'autres pays. Ainsi, la région sud des USA a moins de ressources et est donc moins développée que le nord. La même chose existe en Italie. Il n'y a pas non plus de développement égal entre les régions de la Chine, ni de l'Inde. Toutefois, l'unité de ces Etats nationaux a permis l'intégration de toutes les parties de ces pays dans une seule structure, et, ainsi, le développement inégal de celles-ci n'a pas été exploité par des séparatistes, des factions *iqlimi*, et des classes, afin de les subdiviser en plusieurs Etats indépendants. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de ces tentatives d'exploitation en vue de diviser la nation en Inde et en Chine, avant et après Mao Tse Toung.

L'unité géographique de ces deux pays a été maintenue grâce à l'Etat central et unifié. En cela, ils sont différents de la Nation arabe. Pour cette dernière, son unité n'a duré que dans la période où existait un Etat central fort. Cette situation s'est prolongée sous l'Empire Ottoman qui a maintenu par la force militaire les nationalités et pays arabes sous sa puissance.

C'est sous le pouvoir colonial occidental que le dernier épisode de fragmentation de la Nation arabe a eu lieu. Il en a résulté la création de régimes dépendants dont l'existence et la survie étaient fondées sur le maintien de cette fragmentation et l'entrave à la

constitution d'un Etat central arabe. Telle a été la pierre angulaire de l'approfondissement du développement inégal au sein des pays arabes.

Chaque classe dominante de la Nation arabe a alors protégé ses intérêts propres grâce à ses liens avec l'ordre mondial impérialiste, au détriment de l'intérêt national. Ce type de dépendance a contribué à l'échec de l'unification de Syrie et de l'Egypte en 1958-1961 (la République arabe unie). La sécession de la Syrie n'aurait pas eu lieu sans l'influence impérialiste et celle de ses alliés locaux, et enfin, sans le projet sioniste dans la région. Soutenue par les USA et la Grande Bretagne, la Jordanie a joué un rôle majeur dans cette sécession, alors que la menace militaire israélienne a stoppé Nasser dans son entreprise de renversement de la junte militaire séparatiste en Syrie, par une intervention militaire[40]. Cela illustre le rôle d'Israël dans la fragmentation de la Nation arabe et les obstacles mis à la constitution d'un Etat arabe fort, capable de vaincre toute sécession par un mouvement défensif ou préventif.

Ainsi, en défendant ses propres intérêts, la classe dominante arabe iqlimi a trahi les aspirations des classes populaires arabes à l'unité et au développement. Le but du capitalisme séparatiste arabe est de renforcer autant que possible le développement inégal qui existe déjà dans maints pays arabes. Ce faisant, les classes capitalistes visent à mettre fin pour de bon à l'unité arabe. Alors que le Centre de l'ordre capitaliste était, et est toujours, un soutien aux classes arabes dépendantes dans leur politique de fragmentation des économies arabes, celui-ci s'employait par ailleurs à unifier ses forces, ses marchés et pays. L'Union européenne, l'Accord de libre-échange nord-américain, (NAFTA), la Zone de libre-échange des Amériques (FTAA) en sont de bons exemples.

Les dégradations continuelles de la Nation arabe sous le pouvoir

---

[40]Cela ne dit pas que Nasser avait raison. Il devait protéger la première Union arabe moderne par la force.

des capitalistes iqlimi l'ont ainsi mis au bord de la marginalisation.

La première voie de développement de la Nation arabe

A l'époque de la pré- indépendance et dans le cadre de l'indépendance, l'*iqlimi* arabe capitaliste a conservé et développé le développement inégal entre pays, créant des obstacles à leur unité.

La première voie du développement, représentée par l'Égypte, l'Irak, la Syrie, en tant que pays naturellement riches (en particulier dans le domaine agricole), les a menés à des développements politiques similaires.

L'Egypte, la Syrie et l'Irak ont des terres fertiles qui permettent de dégager un surplus agricole. C'est la disponibilité de ce surplus qui a permis à Muhammad Ali en Egypte et à Daoud Pasha en Irak de poser les pierres d'un Etat moderne, premier pas vers l'indépendance. La possibilité de construire une Etat moderne et développé en Egypte a été consolidée par la suite, lorsque Muhammad Ali a restauré la Syrie et le Soudan. Ces plans précoces, ont été, comme on l'a vu, détruits par l'agression coloniale capitaliste européenne en 1840.

La capacité naturelle de ces pays à générer un surplus les a rendus capables d'amorcer leur développement et a préparé la voie au surgissement d'un mouvement nationaliste arabe. Cette première version de nationalisme comporte un mixte d'éléments laïcs et religieux. Muhammad Abdo et AL Afghani ont été les pionniers de ce mouvement dans le dernier quart du 19ème siècle, et le premier quart du 20ère siècle. Par la suite, le mouvement nationaliste arabe moderne a émergé avec le Parti socialiste Ba'th, et le Nassérisme. Tous ces mouvements indépendantistes et unionistes ont démarré dans des pays qui avaient la capacité de jouer le rôle d'Etats centraux. : L'Egypte, la Syrie et l'Irak. Sous la direction de régimes progressistes, ces trois pays ont adopté l'unité arabe dans l'enthousiasme. Leurs économies ont été orientées vers un

développement indépendant, non vers un développement inégal. C'est de fait la pratique non démocratique de ces régimes qui a constitué leur plus grande faiblesse. Les autres pays arabes qui ont suivi la trajectoire de la dépendance, comme ceux qui n'ont pas conquis leur indépendance par la lutte, des coups d'Etat ou des révolutions, ou ceux dont l'indépendance est survenue trop tard, ne sont devenus ni démocratiques, ni libéraux. Néanmoins, cela ne signifie pas que les régimes progressistes arabes étaient démocratiques. Mais, il s'agit ici de contrer la propagande impérialiste qui prétend que les monarchies compradores réactionnaires sont libérales et démocratiques. Nous devons réaffirmer que l'une des principales causes de l'échec des régimes progressistes nationalistes a consisté en leur absence de démocratie.

Enfin, le projet progressiste porté par la première voie nationaliste a été anéanti par l'agression sioniste impérialiste de 1967, lors de la guerre contre l'Égypte et par celle contre l'Irak en 1991.

La seconde voie

En raison de la pauvreté et du manque de ressources naturelles des pays de la seconde voie, Jordanie, Tunisie, Somalie, Soudan, Péninsule arabe et Libye, leur lutte contre le colonialisme est demeurée latente, à la fois en termes de combat pour l'indépendance et d'amorce d'un mouvement nationaliste. La pauvreté de leur structure et de leurs ressources est demeurée la justification objective de leur dépendance tant qu'ils sont restés divisés et séparés des pays arabes relativement développés et mieux dotés. La seule solution à cette propension à la dépendance est la constitution de la Nation arabe. Sur le plan économique, la pauvreté des terres agricoles a été la raison majeure après l'absence de surplus adéquat qui leur aurait permis de créer une économie moderne. De plus, la dispersion de la population, dans la plupart de ces pays n'a pas facilité leur projet de développement, même si certains d'entre eux sont devenus de riches exportateurs

de pétrole.

La raison pour laquelle des mouvements religieux ont démarré dans ces pays pourrait s'expliquer par leur pauvreté et leur dépendance de l'agriculture. Dès le début, ces mouvements se sont dressés contre le colonialisme, mais ont échoué à mener une lutte nationale organisée.

Pour jouer un rôle dans les politiques arabes et communiquer avec le monde moderne, ces pays ont dû attendre l'exploitation et la commercialisation du pétrole. Ils sont, en raison de la fragilité de leurs formations sociale et politique, de la persistance de régimes semi- féodaux, dépendants de l'impérialisme, et donc opposés à la Nation arabe en général et à leurs peuples en particulier.

A quelques exceptions près, les pays de la première voie ont poursuivi le combat contre l'impérialisme après leur indépendance. Ils ont continué la lutte pour le développement industriel et l'unité arabe. Alors qu'à quelques exceptions près (Libye par exemple), les pays de la deuxième voie ont conservé leur rôle réactionnaire, sont demeurés étroitement liés à l'impérialisme, et opposés à l'unité de la Nation arabe. Cette deuxième voie est restée forte et protégée par le camp impérialiste sioniste. Le développement de la Nation arabe sur une base nationaliste continuera donc à être difficile.

Dans la même période, les politiques de substitution des importations par des productions locales et de 'socialisme' dans les pays de la première voie ont été un point d'appui fort pour le reste du marché arabe et ses revenus pétroliers, alors que les ressources et capacités économiques des pays de la deuxième voie ont renforcé leurs liens avec l'impérialisme. Ce processus a étouffé le projet de développement des pays de la première voie qui devaient avoir accès à la richesse et au marché arabes. Le développement politique de la première voie a échoué. L'une des raisons en a été la défaite égyptienne face à l'agression sioniste impérialiste en 1967. Dès 1971, le nouveau régime égyptien, sous la direction de Sadate,

s'est soumis à l'ordre mondial impérialiste. Ces événements ont ouvert la voie au riche régime d'Arabie Saoudite (riche de sa rente pétrolière), pour mener à ce qui a été appelé par la suite le système arabe, et pour renforcer sa politique d'aggravation du développement inégal.

Une structure économique qui soutient l'approfondissement du développement inégal

Sous l'empire ottoman, la plupart des pays arabes étaient considérés comme une seule région de commerce. Le commerce se pratiquait sans barrière douanière. Jusqu'à la première guerre mondiale, (1914/1918) 45% au moins des exportations syriennes allaient en direction des autres parts de l'empire, dont la moitié pour la seule Egypte[41]. Jusqu'à 1910, 20% des importations égyptiennes provenaient des pays arabes, à l'exception du Soudan. A partir de 1939, pendant toute la période du colonialisme européen, ce pourcentage est tombé à trois pour cent.

Comme nous l'avons indiqué, ci-dessus, une expérience industrielle s'est développée au cours du 19ème et du 20ème siècle, principalement en Egypte et Irak. La première, avec Muhammad Ali et Daoud Pasha, a pris place au cours du 19ème siècle, lors du déclin du rôle central de l'empire ottoman en Egypte et Irak. Une bourgeoisie libérale pionnière a mené l'Égypte un développement industriel, bien que sous un régime dépendant, en profitant de l'affaiblissement de l'impérialisme dans les pays de la Périphérie de 1920 à 1940. Le but de ces deux expériences était de construire un Etat capitaliste moderne. La différence entre les deux est que la première expérience (Muhamad Ali en Egypte) au 19ème siècle, s'est déroulée à une époque où il était possible pour un pays de la Périphérie, de se développer de façon indépendante, y compris dans un cadre capitaliste. La seconde expérience, au contraire, s'est

[41] Amin Jalal op cit p 39

développée dans un contexte où une telle indépendance était impossible, même si elle a commencé durant le déclin de la poigne impérialiste, et n'a pas su tirer les conséquences de la première expérience. Cette seconde expérience a été menée dans le cadre des frontières que les impérialistes avaient dessinées, et c'est pourquoi il s'est agi davantage d'un processus d'adaptation que de détachement. Ce changement s'est en effet produit dans un contexte de fragmentation de la Nation arabe. C'est pourquoi la compétition commerciale entre les Britanniques et la France s'est étendue au point de devenir une guerre commerciale entre l'Egypte, la Palestine, l'Irak et la Syrie.

C'est un exemple flagrant de développement entravé : une industrialisation adaptée aux besoins de la politique coloniale et une politique qui s'oppose à un développement autocentré des pays de la Périphérie. En conséquence de quoi, au cours de l'année 1938, les exportations de Syrie en direction de l'Égypte ont été réduites à 5% alors qu'elles s'élevaient à 17% en 1928 et la part des exportations égyptiennes en direction de la Syrie a été réduite de moitié en 1938 en comparaison de son volume 10 ans plus tôt[42].

---

[42] Ibid., pp. 38-9.

[43] Si l'on considère les tentatives de coopération, alliance et intégration, entre les pays arabes et islamiques, dans les quatre dernières décades, on constate qu'au début les projets ont été ambitieux, mais qu'à la fin ils ne représentaient plus rien. (Toye, J., Dilemmas of Development, Basil Blackwell Ltd, 1987) Voici certains de ces projets :

1. création de nouveaux centres de développement et d'investissement.
2. Fond arabe pour le développement économique
3. Fond koweitien pour le développement économique
4. Abu Dhabe fund for Arab economic Development
5. Comité d'unité économique arabe
6. Comité de coopération des pays du Golfe (GCC)
7. Banque arabe de développement de l'Afrique
8. Union arabe des pays du Maghreb: Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc, Tunisie (AMU)
9. Fond monétaire arabe (AMF), 1976

Pendant la période de l'indépendance, les régimes arabes ont officiellement signé des accords commerciaux entre eux[43]. La réalité de terrain était un renforcement de structures économiques différentes, d'approfondissement du développement inégal, et le recul de l'intégration naturelle des pays arabes.

Le développement industriel auto-bloqué

Les économies arabes des années 1980 et 1990 ont été essentiellement d'importation, d'exportation de matières premières et de produits agricoles, alors que les exportations industrielles décroissaient[44]. D'une façon générale, ces économies ont souffert de deux distorsions, toutes deux découlant de l'approfondissement du développement inégal. La première d'entre elles, est le manque délibéré de plan d'intégration à l'échelle nationale, et la seconde, l'adoption de politiques *iqlimi* contradictoires.

Avant 1985, au sein du programme de développement industriel, les industries pétrochimiques d'Arabie Saoudite, du Koweït, du Qatar, d'Oman, (à ses débuts), de la Libye, de l'Irak, d'Algérie, de Jordanie, étaient en compétition les unes avec les autres, et leurs marchés *iqlmi* étaient incapables de consommer leur production locale. La même chose se produisait pour les engrais, le ciment, l'acier et l'aluminium[45].

---

10. Programme financier de commerce arabe (ATFP)
11. Marché commun arabe 1964
12. Zone arabe de libre commerce

43

44 Abu-Al-Naja, Hamdi, al-Taqanah al-Munasibah li-Muwajahat Iktinaqat al-Tanmiyah al-Arabiyah.in al-Mustaqbal al-Arabi, year 16, no:175, Sep 1993, p. 3-55.

45Hussein, Adel, al-Tanmiyah al-Arabiyah wa-A'amil al-Mal al-Nafti, in Dirasat al-Tanmiyah Waltakamul al-Iktisadi al-Arabi, Arab Unity Research Center, Beirut, 1985, pp. 105-106. 1985: 1985, pp.105-106.

La production totale d'acier arabe ne couvrait que 8% des besoins, alors que la récession dans le secteur de la construction a contraint 105 entreprises de ciment à travailler à 70% seulement de leur capacité durant les années 1992-93[46].

L'industrie arabe était principalement de l'industrie légère qui n'employait pas plus de cent travailleurs par entreprise. 20 à 21% de la force de travail était employée par l'industrie manufacturière. Un niveau bien inférieur aux 49% de moyenne des pays développés. Et cette moyenne est encore derrière celle des pays dont le revenu par tête est comparable à la moyenne mondiale. Dans ces pays, l'industrie manufacturière absorbe 28% de la force de travail[47].

La fin des années 1970 a été marquée par la multiplicité d'indicateurs de risques concernant le développement des économies arabes. Le plus important d'entre eux concerne l'affaiblissement de l'agriculture en faveur du secteur manufacturier.

Ce relatif déclin du secteur agricole a entraîné un grave problème de pénurie alimentaire dans tous les pays arabes. La part du secteur agricole dans PIB arabe a décliné de 16.6%, en 1970, à environ la moitié moins en 1977. La part des industries de transformation a décliné de 11.9% à 8.6% alors que la part de l'industrie d'extraction s'est élevée pour atteindre 23.7% dans la même période[48].

En raison de l'incapacité des secteurs agricole et industriel à absorber le surplus de main d'œuvre, les régimes en place ont recouru à un développement artificiel du secteur des services, en

---

[46] 17 summary on the economic development in the Arab World in 1993. Quoted from the yearbook published by the German center for the East, by Al-Quds daily Jerusalem 20\10\1994.

[47] Al-Taqrir Al-Iktisade Al-Arabi Al-Muwahad (Arab United Economic Report), Arab League publications, Cairo,1984, p.296 (Arabic).

[48] Hussein, 1985, opcit, p. 142

particulier par la bureaucratie. L'appareil bureaucratique du régime en place a intégré la main d'œuvre mais de façon non productive. C'est pourquoi la marginalisation de la main d'œuvre dans le secteur de la production a conduit la marginalisation de ces Etats dans le domaine social, économique, politique et démocratique. Ce gigantesque appareil d'Etat dans les économies rentières ou non, a été financé par les surplus provenant des revenus pétroliers au cours de trois décades. Les pays de rente pétrolière ont contribué au financement du secteur des services y compris dans les pays non producteurs de pétrole, afin de maintenir la paix et la stabilité sociales. Alors que ce qui est vraiment nécessaire, est de financer une stratégie de développement afin de sortir du développement inégal.

Les pays arabes ont fournis de l'assistance aux pays déficitaires afin de combler leurs déficits, et ils ont négligé le développement de l'agriculture qui était leur secteur essentiel, en l'absence d'un secteur industriel, mais aussi pour assurer leur sécurité alimentaire. Le résultat en a été une décomposition de la plupart des secteurs économiques, à l'intérieur de chaque pays, ainsi qu'un accroissement des importations alimentaires. Malheureusement, le rôle de la rente pétrolière a consisté à mettre fin aux secteurs productifs des économies des pays arabes. Ceci témoigne d'une véritable courte vue dans la redistribution de la richesse pétrolière.

Ces pays pétroliers étaient guidés par une stratégie impérialiste dans la région, consistant à calmer les tensions sociales dans les pays déficitaires. Rétrospectivement, on peut dire qu'il s'agissait d'une politique d'agression contre les peuples arabes, une campagne préventive pour éliminer toute opportunité de mobilisation sociale dans la région. La redistribution limitée des revenus a été utilisée au bénéfice des classes dirigeantes, non des classes populaires.

Un autre aspect de cette redistribution limitée et formelle du surplus pétrolier, est l'emploi de travailleurs arabes dans les pays

du Golfe, (appelé dans les médias occidentaux Golfe Persique). Ces travailleurs ont été traités comme des étrangers. La guerre du Golfe contre l'Irak a conduit suppression des contrats de travail de millions de travailleurs arabes dans le secteur pétrolier du Golfe. En conséquence de cette politique de discrimination, les travailleurs arabes dans les pays pétroliers ont été empêchés de contribuer au développement d'un mouvement uni de travailleurs arabes, ce qui aurait constitué un pas en direction de l'Unité arabe.

Le déclin de la production agricole

On estime les terres agricoles dans la Nation arabe à 133 millions d'hectares (un hectare représente 10 000 mètres carrés). Ce qui constitue 9.4% du total des terres, alors que les terres cultivées ne représentent que 42 millions d'hectares. Le pourcentage de travailleurs dans le secteur agricole a décliné de 46% de l'ensemble de la force de travail en 1980 à 42% en 1985, et encore davantage, à 38% en 1990. La part des investissements dans le secteur agricole et le bétail, a décliné de façon drastique en 1990/91[49].

C'est ainsi qu'après avoir été auto -suffisants en produits agricoles, jusqu'au début des années 1970, les pays arabes ont connu une pénurie estimée à 14.1 milliards de dollars, pour l'année 1980, et 16.1 milliards en 1989. Le solde négatif des exportations et importations de nourriture de l'ensemble des pays arabes, s'est élevé de 11,9 pour l'année 1980 à 14,3 milliards de dollars en 1985, et 14,35 milliards en 1990 en faveur des importations[50]. La raison directe de la crise alimentaire arabe est la montée du consumérisme ainsi qu'une augmentation du taux des naissances qui a dépassé les capacités de développement de l'agriculture locale, en particulier depuis le début de l'année 1970.

---

[49] Al-Afandi, Nazira, Talkhis al-Taqrir al-Iktisadi al-Arabi, al-Ahram al-Iktisdal, 22 March, 1993, p12.
[50] Ibid, p.19

Alors que la croissance annuelle moyenne de production agricole dans les pays arabes n'a jamais dépassé les 2.5% l'année, durant les années 1970/1985, l'accroissement de la demande de produits agricole a été d'environ 6% par an. Ceci a eu pour conséquence un accroissement du déficit alimentaire qui est passé, en moyenne, de 1,2 milliards de dollars durant la période 1970/74 à 21 milliards pour l'année 1985[51].

Voici, de 1969 à 1971, la part des importations en pourcentage de couverture de l'ensemble de la consommation alimentaire de quelques pays arabes :

Arabie Saoudite,	63.3 %,
Syrie,	32,0 %,
Jordanie,	60.8 %,
Tunisie,	40.7 %,
Algérie	32.1 %,
Maroc,	18.2 %,
Egypte,	16.6 %,
Yémen,	28.7 %,
Soudan,	9.8 %
Somalie,	13.1 %

Durant la période 1986-1989, la situation a changé comme suit[52] :

Arabie Saoudite,	81.8 %
Syrie,	29,1 %

---

[51] Al-Alwan Abdul-saheb, Azmat al-Tanmiyah al-Zira'ayah al-Arabiyah wa-Maazaq al-Amn al-Ghizaa'I al-Arabi, in al-Mustaqbal al-Arabi, year 11, no 117, November, 1988, p.92.

[52] U.N.D.P. 1992:152-15)

Jordanie,	85.2 %,
Tunisie,	59.3 %,
Algérie,	70.7%
Maroc,	28.8 %
Egypte,	45.2 %
Yémen,	62.1 %
Soudan,	14.5 %
Somalie,	23.7 %.

Si l'on considère un autre aspect de cette équation, qui est la disponibilité de terres agricoles non cultivées, et les millions de travailleurs au chômage, ceci peut sembler étonnant. Des travailleurs arabes en provenance du Maghreb ont émigré vers l'occident pour y connaître le racisme, les discriminations, alors que les pays arabes producteurs de pétrole ont importé des millions de travailleurs asiatiques.

Le commerce inter arabe comme cause et conséquence du développement inégal

La faiblesse et l'échec des accords commerciaux entre pays arabes, leur peu de conséquences, s'expliquent par les différences de politique entre leurs régimes. En 1953, un groupe de pays arabes s'est entendu pour diminuer les contrôles douaniers sur leurs échanges. En 1957, les membres de la Ligue arabe ont signé un accord d'unité économique entre pays arabes et établi un marché commun arabe en 1964. Le conseil économique de l'Unité arabe a été institué en 1965, à partir de quoi l'organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) a été fondée. Ces accords n'ont accru ni le commerce ni les relations économiques pan- arabes.

Les exportations inter arabes ont augmenté de 5% en 1981 à 7% en 1982 alors que les importations inter arabes se sont accrues pour

les mêmes années de 7,3% à 9,1% du total du commerce mondial en 1982. Le pourcentage d'exportations inter arabes était de 8% dans les années 1988, mais a reculé à 7,3 % en 1990, alors que le pourcentage d'importations inter arabes a atteint 9,0 % en 1990[53].

En comparaison, les exportations entre les pays de la CEE au début des années 1990 représentaient 56 à 60% du total de leurs exportations. Entre les USA, le Mexique et le Canada, les membres de l'accord Accord de libre-échange Nord-Américain (NAFTA) il était de 14%, et entre les pays de l'est asiatique (ASEA) il était, à la même période, de 18%[54].

La part des pays arabes dans le commerce mondial qui était de 3.3% en 1970, s'est accrue jusqu'à 4.1% en 1989. Chiffre qui n'est pas en proportion du poids de la population arabe au sein de la population mondiale, et ce, en dépit d'un accroissement des exportations pétrolières. La même chose est vraie pour les prêts commerciaux internationaux, pour lesquels la part des pays arabes était de 1.5% en 1970, et s'est accrue jusqu'à 2.4% en 1989. Leur part concernant les investissements était de 9.8% en 1970, s'est accrue pour atteindre 13.2% en 1989[55], alors que leur contribution au total des dons était la plus élevée au monde (cf. plus loin dans ce chapitre). Par suite des politiques économiques des pays arabes, les investissements étrangers dans les pays arabes ne s'y sont pas fait dans des secteurs productifs.

Il faut aussi noter que les régimes arabes ont délibérément déformé le commerce inter arabe approfondissant ainsi du développement inégal entre leurs pays, ce qui a eu pour conséquence d'appauvrir les échanges entre ces petites entités aux économies fragiles, au

---

53 Al-Afandi, 1993:22

54 Arabs between the Arab and Middle East Markets. Muhammad Kamal Mansour, in Al-Nahar 21/1/1995.

55 U.N.D.P. 1992:37

point de faire obstruction au développement pan arabe[56].

La déformation de la structure démographique et l'approfondissement du développement inégal.

En 1953, les Arabes constituaient 3.9% de la population mondiale. Ce pourcentage a atteint 5% en 1989. La part des pays arabes dans le PIB mondial s'est accrue de 1.5% en 1960 à 2.5% en 1989, un pourcentage qui est en dessous de la croissance annuelle de la population mondiale. Cet accroissement est essentiellement dû à l'élévation des prix du pétrole dans les années 1970.

L'inégalité de ressources naturelles entre pays arabes, contribue à une inégalité significative de leurs revenus par tête. Le revenu par tête du PIB calculé en dollars US, donne les chiffres suivants : 15 984 dollars pour le Kuweit, 11 800 dollars pour le Qatar, 10 804 dollars pour Bahreïn, 10 440 dollars pour l'Arabie Saoudite, 7 250 dollars pour la Libye, 1 934 dollars pour l'Égypte, 1 560 dollars pour le Yémen, 1 042 dollars pour le Soudan, 861 dollars pour la Somalie, et 730 dollars pour Djibouti[57].

La structure des sociétés arabes a été impactée par les déformations des secteurs économiques. Alors que certains pays arabes sont surpeuplés, comme l'Égypte, d'autres ont une population telle qu'ils ont de larges communautés d'expatriés. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, il y a 8.6 millions d'expatriés soit 37% de la population totale[58].

---

[56]Certains pays arabes imposent l'usage de 100% d'importation en provenance des autres pays arabes. C'est quelque chose que même Israël, ni aucun autre pays ne fait. The US-GCC (Gulf Cooperation Council) bilateral trade and other investment and business relations are stronger than those between the GCC and other Arab countries (Tanai Vassallo, U.S. GCC Economic Dialogue, www. Trade line/960315

[57] U.N.D.P. 1993:152-153.

[58]"The Gulf States Discovers Unemployment". Al-Quds, Jerusalem 5\2\1995.

Quarante-neuf pour cent de la population des Emirats arabes Unis provient d'Inde, du Pakistan, et du Bengladesh. La communauté indienne est deux fois plus importante que les natifs arabes. En 1999, les natifs arabes représentaient 19 % de la population totale des Emirats arabes unis[59].

En 1990, la population dans les pays arabes était en millions de personnes de : 2,0 millions au Kuweit, 0,4 millions au Qatar, 0,5 millions à Bahreïn, 1,6 millions aux Emirats arabes Unis, 14,1 millions en Arabie Saoudite, 12,5 millions en Syrie millions, 4,5 millions en Libye, 1,5 millions à Oman, 18,9 millions en Irak, 4,0 millions en Jordanie, 8,2 millions en Tunisie, 2,7 millions au Liban, 25,0 millions en Algérie, 25,1 millions au Maroc, 52,4 millions en Egypte, 11,7 millions au Yémen, et 25,5 millions au Soudan"[60].

La structure déformée des prêts arabes

L'aide étrangère arabe, qui n'existe bien entendu que si les revenus pétroliers sont élevés, est orientée vers les pays étrangers, et déformée. Les donations et prêts arabes aux pays étrangers ont également été conçus en fonction d'une stratégie impérialiste définie par la Banque Mondiale et le FMI. En dépit du fait que les pays arabes sont en développement, leurs donations aux pays pauvres en pourcentage de leur PIB étaient plus élevées que celles des pays impérialistes. La part de donation des USA est de 0,24% de leur PIB; celle de la CEE est de 0,51 %, alors que ce pourcentage se monte à 3.53% pour l'Arabie Saoudite, et à 4.46% pour le Koweït[61]. (cf. chapitre 7)

Pendant la période 1962-1983, l'aide distribuée par les pays arabes aux pays pauvres a atteint un montant de 9.426.730 milliards de

---

[59](Al-Quds Al-Dawli, London, 22 June, 2001.

[60] U.N.D.P 1992:170-171.

[61] The Unified Arab Economic Report, 1985, op. city, 399.

dollars qui se répartissent comme suit : 51% pour d'autres pays arabes, 19.7% pour des pays africains, 27% pour des pays asiatiques, et 0.6% pour d'autres pays[62]. En tenant compte du fait que nombre de pays arabes sont désespérément en état de besoin, il n'y a aucune justification au fait que la moitié de l'assistance arabe aille en direction de pays non arabes. En outre, cette assistance ne s'est pas traduite en réel soutien au développement arabe. Cette politique irrationnelle de donation, est l'un des moyens pour les riches pays arabes, d'éviter de prêter une réelle assistance au développement des pays arabes. C'est en fait un élément de la politique d'approfondissement du développement inégal.

Le capital arabe à l'étranger perd son identité nationale, et approfondit du développement inégal.

Les sorties de capitaux des pays arabes en direction des banques occidentales mettent fin à la possibilité d'investir le surplus à une échelle nationale. Cette destination externe des surplus a concerné les pays arabes les plus riches, ceux capables de produire un surplus, qui sont ainsi considérablement déconnectés des pays les plus pauvres, ou incapables de produire un surplus.

Le capital arabe en dépôt à l'étranger est estimé à 750/800 milliards de dollars. Quarante-sept pour cent de ce montant revient au secteur public, 53% au secteur privé. Le pourcentage d'actifs en liquidités monétaires est de 61%s sous forme de dépôts bancaires, billets de banque gouvernementaux et commerciaux, crédits au FMI, en addition aux investissements à court terme, le restant étant investi en acquisition d'actions, d'immeubles, et en prêts. Environ 74.5% de ceux-ci sont investis dans l'OCDE. La dette arabe envers les banques commerciales internationales a atteint un montant de 95 milliards de dollars à la fin de 1991[63]. Les chiffres

---

[62]The Unified Arab Economic Report 1984, op. cit, 296.

[63]Al-Afandi, 1993:26.

officiels de la balance des paiements de Bahreïn, du Koweït, d'Oman, et de l'Arabie Saoudite, prouvent que le déficit cumulé de ces pays était de 55 billions de dollars en 1985. En quatre ans, de 1991 à 1994, il a atteint environ 100 milliards[64] .

De plus, le fossé ne cesse de s'approfondir d'année en année dans les pays arabes entre les classes sociales qui contrôlent le surplus et les classes populaires. Les intérêts de ceux qui contrôlent ce surplus sont de plus en plus imbriqués avec ceux du capital mondial. Ceci correspond bien à la politique d'approfondissement du développement inégal.

En conséquence de quoi, les classes sociales contrôlant la rente pétrolière sont devenues un instrument pour le drainage du capital. A travers le processus d'approfondissement du développement inégal, le capital financier s'est déplacé plus librement vers le Centre capitaliste mondial. Ce capital, en l'occurrence, est différent des autres formes de capital en ce sens qu'il a une grande facilité à se déplacer à l'étranger. Une fois sous contrôle du Centre, il perd toute identité nationale, tout racine, et devient simplement une part de ce que l'on appelle le capital international, lequel, en dernière analyse, est propriété du Centre. Ce capital sera aussi soumis aux décisions financières et administratives du Centre. Ainsi qu'expliqué dans le premier chapitre, les crédits arabes vers le Centre ont été également utilisés pour financer l'agression contre le peuple arabe en Irak, Libye, Palestine, Sud Yémen, Somalie, et autres pays à travers le monde. Voilà à l'évidence une contribution à l'approfondissement du développement inégal.

En résumé, le 20ème siècle a été le siècle témoin du rôle de la bourgeoisie arabe *iqlimi* capitaliste, et des classes compradores. Ces classes n'ont accompli aucun des buts et aspirations majeures des peuples arabes. Elles ont échoué à établir la démocratie, à réaliser

---

[64]Saudi Arabia Economy Faces Problems. Douglas Davis, in *The Jerusalem Post* 28\10\1994.

l'Unité arabe, la laïcité, et le développement. Ni capitaliste, ni socialiste, aucun véritable développement n'a été réalisé dans la Nation arabe. Les classes dominantes sont dans le camp capitaliste impérialiste et sioniste, contre le nationalisme arabe.

En quelques mots, puisque la classe capitaliste dans la Nation arabe est un acteur du réaménagement de l'ordre mondial, il serait inévitable que les classes populaires tracent leur propre chemin. Ce chemin est celui de la DBPP (développement sous protection populaire). Dans ce contexte, il est indispensable pour ceux qui poursuivent un but national, d'éviter d'adopter le contenu bourgeois du nationalisme arabe, celui des classes dominantes. Celles-ci suivent le chemin de la modernisation capitaliste comme mode de développement. (Voir chapitre 2). Une telle conception maintient la Nation arabe dépendante et sous la domination du capital international. Si ceux qui se battent pour la cause nationale répètent la même amère expérience, le résultat en serait, dans une large mesure, le même échec que celui de leurs prédécesseurs, mais cela ne durerait pas longtemps. La faillite d'une telle expérience en serait rapide, car le capitalisme arabe est déjà compradorisé ce qui signifie qu'il est prêt à la trahison de la cause et des intérêts nationaux. Les compradores arabes ne sont pas une bourgeoisie nationale productive, « qui a encore besoin de développer ses propres intérêts de classe ». En tout cas, la répétition de la voie et de l'expérience bourgeoise serait un obstacle au projet socialiste des classes populaires.

Chapitre 3

Pourquoi l'anti-normalisation, et les raisons de son développement ?

Le terme de « normalisation » est relativement nouveau dans le discours politique arabe. Il a été employé pour la première fois par l'opposition nationale de gauche aux accords de Camp David, signés entre les compradores du régime égyptien et les colons sionistes (Zionist Settler Colonial Ashkenazi) en 1978. Cette opposition égyptienne était, et demeure, opposé à cette très particulière et curieuse sorte de « paix » qui consiste à normaliser les relations avec cette entité anormale, Israël.

Cette entité sioniste, l'Etat colonisateur d'Israël, a été créée en 1948 suite à l'occupation de la plus grande partie du territoire palestinien. Avant cela, Israël n'existait pas. Depuis l'occupation britannique de la Palestine en 1917 et son mandat issu des Nations Unies en 1922, le colonialisme anglais a détaché la Palestine de la patrie syrienne et facilité l'immigration de population juive venant de partout dans le monde pour s'installer dans la partie de la Palestine dont il s'était emparé. C'est encore ce même colonialisme qui a aidé les colons juifs à accéder à un mode de vie moderne, conforme aux bons critères de l'époque, en bref, un capitalisme pour les juifs. Alors, l'Angleterre et la France ont armé et entraîné les immigrants colonisateurs juifs. Le colonialisme britannique a éliminé brutalement la résistance palestinienne. En 1948, les colons ont vaincu ce mouvement de résistance, ainsi que les armées traditionnelles de certains régimes arabes dépendants. La nouvelle entité juive a expulsé environ 800 000 Palestiniens arabes, et proclamé sur ces terres occupées « L'Etat d'Israël ». La partie occupée de la Palestine représente environ 78% du territoire.

En 1956, l'Angleterre, la France et Israël ont attaqué l'Égypte afin de

démanteler le régime nationaliste de Nasser. En 1967, Israël, armé des armes les plus sophistiquées par la France, l'Angleterre et les USA, a de nouveau attaqué l'Égypte, la Syrie et la Jordanie et a occupé des parties du territoire en Syrie et Egypte, ainsi que le reste de la Palestine à savoir la Cisjordanie et Gaza. En conséquence de cette nouvelle occupation, quelques 400 000 Palestiniens arabes réfugiés ont été expulsés de Cisjordanie.

- Il existe d'autres raisons pour lesquelles les Arabes rejettent la normalisation avec l'entité sioniste :
- cet Etat refuse la résolution 194 des Nations Unies qui reconnaît le droit au retour des réfugiés palestiniens.
- il persiste dans son occupation du territoire arabe.
- il ne dissimule pas son objectif de se perpétuer en tant que « pur Etat juif ».
- il joue le rôle de chien de garde impérialiste dans la Nation arabe.

Ironiquement, en dépit de tout cela, l'entité sioniste espère que la nation arabe accepte son existence comme « normale ». Elle veut être reconnue par les Arabes. Cet espoir est contradictoire et ne reflète que le caractère raciste de l'Etat sioniste.

On doit relever ici que l'entité sioniste camoufle sa demande de normalisation, feignant d'être à la recherche de « la paix ». Mais cette « paix » correspond aux conditions que l'on vient de voir. C'est pourquoi le peuple arabe s'oppose à la normalisation avec Israël, et d'où le terme d'anti-normalisation, pour caractériser cette opposition.

Pourquoi l' « anti-normalisation » ?

Ce terme a été inventé pour répondre aux nécessités de la situation, alors que certains dirigeants arabes (Anouar Sadate, le

précédent dirigeant égyptien), avait signé la « paix » avec Israël. En tenant compte de ce que nous savons d'Israël et de ses objectifs, la normalisation des relations représente une trahison de la cause arabe. Elle est le reflet d'une attitude arabe d'infériorité, car elle est la reconnaissance d'un Etat qui veut limiter sa population à une race, une religion, tout en étant l'occupant du territoire d'un autre peuple[65]. En conséquence de quoi on peut dire qu'un Etat arabe qui établit des contacts avec l'entité israélienne est un Etat « normalisateur ».

Comment peut-on déterminer qui accepte ou refuse la normalisation ? La place et la situation spécifique de chaque Arabe doit alors être prise en compte. Par exemple, un Palestinien qui vit dans les territoires occupés de 1948 est un adepte de la normalisation s'il/ elle reconnaît Israël et se porte candidat à la Knesset, le Parlement israélien. En participant à un tel parlement, en tant qu'arabe, il faut accepter d'être dans un Parlement de l'Etat juif. En tant que membre, cet Arabe reconnaît l'entité sioniste colonisatrice qui occupe la Palestine. Avec pour conséquence le renoncement au droit au retour des réfugiés[66]. D'un autre côté, un Arabe vivant en Israël n'est pas un « normalisateur » s'il/elle consomme des produits israéliens[67], ou encore, devient conseiller

---

[65] « Israël est le premier Etat de l'histoire moderne du monde, qui se déclare comme état d'une unique religion. En d'autres termes, il est le premier Etat religieux fondamentaliste du monde. En réalité, le fondamentalisme juif en Palestine, est l'une des raisons cachées du fondamentalisme islamiste dans les pays arabes (voir le ch. 4)

[66] Certains sionistes arabes et palestiniens qui reconnaissent Israël, mettent en avant le fait qu'au sein des membres de la Knesset il y a une lutte pour la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'auto détermination dans les territoires occupés de 1948. Mais sans entrer dans la considération du caractère raciste et colonialiste de l'Etat d'Israël, il faut noter qu'il n'y a aucun cas dans l'histoire où une minorité nationale a eu la chance d'accéder à cette auto détermination grâce au parlement d'une majorité nationale, sauf si cette majorité elle-même le souhaite.

67 Jusqu'à maintenant, il n'y a pas de structure relativement indépendante

municipal.

Le cas des Palestiniens en Cisjordanie est différent. Un Palestinien de Cisjordanie est un normalisateur s'il établit des contacts avec tout parti, association culturelle ou autre ONG, ou participe à une quelconque des activités avec les sionistes. En tenant compte de la situation économique en Cisjordanie (cf. chapitres 5 et 6) ceux qui travaillent dans les territoires occupés de 1948 ne doivent pas être considérés comme des normalisateurs, du fait qu'il n'y a pas d'emploi alternatif en Cisjordanie.

Un Arabe qui vit en dehors des territoires occupés de 1948 est un normalisateur s'il consomme des produits israéliens ou encore fait du tourisme en Israël. Un arabe Palestinien de la diaspora est un normalisateur s'il/elle consomme des produits exportés par Israël ou encore produits par des compagnies qui soutiennent cet Etat.

Il n'est pas aisé, ni finalement nécessaire d'établir une liste de produits à boycotter dans le cadre de l'anti-normalisation. L'essentiel, pour la population arabe, est de créer une culture du boycott de l'entité sioniste ainsi que de l'Occident capitaliste. En développant cette culture, chaque Arabe sera capable de faire aisément la différence entre ce qui relève de la normalisation, et ce qui n'en relève pas. L'éducation est le seul moyen qui permette à chacun de prendre sa décision de façon démocratique. En d'autres termes, l'important est de permettre à chacun de faire ses choix.

Mais du point de vue sioniste, la normalisation n'est pas limitée à des relations diplomatiques avec les pays arabes. Ceci n'en constitue qu'un début. La normalisation devrait pénétrer en profondeur la Nation arabe, et inclure tout Arabe dans chaque partie de la Nation arabe[68]. Les sionistes veulent la faire accepter

---

sur le plan économique pour les Arabes en Israël, et ils manquent même d'orientation pour accéder à une politique d'autosuffisance.

[68] C'est pourquoi dans les Accords de paix entre l'entité sioniste et

par les masses arabes. La consommation arabe fait partie des prérequis du capital sioniste, c'est pourquoi il a besoin de la paix dans cette région. Le Capital a vraiment besoin de cette paix afin de faciliter son désastreux plan d'Intégration par la domination (ITD) .Tel est le but du capital dans la région depuis que des régimes arabes ont reconnu Israël. L'appétit du capital pour un profit toujours plus élevé a introduit un nouveau facteur du conflit dans la région, la dimension économique. La première et plus ancienne forme du conflit a été militaire. Cette dernière était limitée aux armées des régimes arabes et à l'entité sioniste. La nation arabe et les masses n'avaient pas la liberté ni le choix de se battre. Mais en insistant sur la normalisation, le capital, représenté par les compradores, les impérialistes et les sionistes, développe la dimension économique du conflit[69]. La résistance arabe à cette normalisation implique une lutte économique, politique et culturelle. Ceci constitue un sérieux défi à propos des relations entre la nation et les masses d'un côté, et leurs ennemis, de l'autre.

La question se pose de savoir si l'on ne doit appliquer cette anti-normalisation qu'en direction de l'état d'Israël, ou bien l'étendre aux pays occidentaux en particulier aux économies capitalistes des USA, de la France et de la Grande Bretagne. Si l'on considère leur rôle dans la création et le soutien d'Israël, et leur inimitié déclarée

---

l'Egypte, et par la suite, avec la Jordanie et l'AP, figure la normalisation économique, sociale et culturelle. Selon ces Accords, l'entité sioniste mène une enquête sur toutes les activités anti normalisation dans ces pays et adresse ses plaintes aux dirigeants dans le but de se faire accepter par ces régimes.

69 Le but de ce conflit économique est de perpétuer la dépendance arabe vis à vis du consumérisme. Comme l'économiste bourgeois américain l'a écrit, c'est une division du travail : « ceux qui ne produisent pas de pétrole, dans la région devraient se charger de la production des biens et services pour les producteurs de pétrole ». Ceci est un bon exemple du mode moderne de la pensée raciste. (New York, Warner Books, 1992-93, pp 216-17).

envers la Nation arabe, l'anti-normalisation devrait être appliquée à leurs produits et en direction de leurs compagnies qui ont des relations commerciales avec Israël. Ceci implique des exportations, importations, de l'aide financière, de l'assistance technique, des investissements ce qui inclue le secteur privé et le commerce indirect, etc.[70].

Le Boycott est une cause internationale.

Il ne faudrait pas limiter, ni justifier, le Boycott des produits du Centre capitaliste, comme étant une cause exclusivement nationaliste arabe. Il s'agit d'un problème de dimension internationale qui se trouve au cœur du développement des pays du Tiers-monde. Les économistes, politiciens et intellectuels du Tiers monde qui séparent la lutte politique anticapitaliste dans ses diverses manifestations (le colonialisme, l'impérialisme, la mondialisation), des politiques économiques capitalistes sont, de fait, des soutiens du système capitaliste. Pour les pays du Tiers-monde, y compris les pays arabes, entreprendre une « modernisation capitaliste à en particulier en pratiquant la politique de « portes ouvertes » pour les produits du Centre capitaliste, ne fera que perpétuer leur dépendance. Telles sont les nouvelles versions des politiques économiques et des intellectuels compradores.

Si l'on ne comprend pas cette réalité, on ne perçoit pas les buts poursuivis par le capitalisme dans l'alliance entre les capitalistes impérialistes et les sionistes sont ceux d'une bourgeoisie qui veut

---

[70] « La Morgan Stanley Investment Bank, par exemple, a récemment investi, $50 million dans quatre start-up israéliennes. Ha'aretz, February 2, 2001) l'acquisition d'entreprises étrangères est un enjeu majeur pour les start-up. America-on-line a investi $287 million pour acheter une entreprise au nom de Mirabilis, … Platinum Technology, Inc.a acheté Memco spécialisée en sécurité de l'information for $400 million Israeli Almanac, 1999, p.105.

renforcer la dépendance des pays du Tiers-monde. Dans le cas arabe, tôt ou tard, ce courant va mener à une nouvelle forme de « paix » avec l'entité sioniste, « la paix du capital » (cf. chapitres 1 et 2).

Boycotter les produits du Centre capitaliste et résister à la modernisation capitaliste est essentiel pour la révolution mondiale, la résistance internationale, et c'est un défi au capital. Ce défi est en lien avec l'objectif stratégique qui vise à un détachement du Centre, premier pas en direction d'un développement opposé au consumérisme. Un stade plus élevé de ce détachement, le Développement Par Protection Populaire (DBPP) est exposé dans le chapitre premier. Cette stratégie devient plus urgente en raison de la brutalité de l'exploitation capitaliste, en particulier à l'ère de la mondialisation.

En réalité, ce sont les capitalistes, les contre-révolutionnaires, qui ont commencé et développé le boycott et l'agression contre les mouvements radicaux et régimes de libération nationale. Cela a commencé lors de l'invasion de l'Union soviétique en 1918, de la Corée et de la Chine entre 1949 et 1952, puis le boycott de Cuba, de la Corée du Nord, de l'Irak et de la Libye, enfin de l'Iran. A l'ère de la mondialisation, le capitalisme du Centre atteint un nouveau stade de son agression contre le développement en général, et celui des pays de la Périphérie (COP) en particulier. L'objectif de cette entreprise est de créer une opinion mondiale, de saboter les régimes progressistes, de créer de multiples nouvelles entités ethniques, si possible, sous prétexte de nationalisme, d'autodétermination, et de protection des minorités comme cela a été le cas dans les Balkans.

Le moindre acte de boycott des produits impérialistes, constitue un pas pratique en faveur du développement des pays de la Périphérie. Les impérialistes sont, de toute façon, prudents à ce sujet. C'est pourquoi ils les maintiennent en dépendance en creusant le fossé technologique entre eux et les pays du Centre. Il s'agit aussi de

démontrer que les pays de la périphérie ne sont pas capables d'inventer et de développer leurs propres produits. Et en retour, cela bloque le développement de ces pays, qui ne seront alors pas en mesure de boycotter, de s'opposer à la normalisation avec le Centre impérialiste. Ce qui précède est valable dans tous les pays de la périphérie y compris les pays arabes (cf. chapitre 2).

En pratique, la normalisation est une action à plusieurs niveaux : individuel, de classe, national et international. Voilà pourquoi on ne peut pas dire qu'il s'agit d'une préoccupation d'ordre régional ou national, limitée à la lutte arabe contre le sionisme et l'impérialisme. La normalisation, à l'échelle mondiale, va au-delà de l'enjeu économique. Elle inclut l'acceptation de culturelle de l'européocentrisme, de l'Anglo-saxonisme, du sionisme, de la francophonie, toutes formes du racisme blanc.

Le capital est un système universel, indépendamment de sa localisation géographique. A l'ère contemporaine, le capital domine le travail et les classes populaires, partout dans le monde, et c'est pourquoi il faut accorder de l'importance au boycott du capitalisme par les pays du Tiers-monde, qui fait aussi partie de la lutte révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme.

En fin de compte, la normalisation s'exerce de façon verticale pour les individus et les classes populaires, et finalement jusqu'au niveau des classes dominantes. Elle se développe aussi horizontalement d'une nation à l'autre, créant et développant sa propre géographie. Mais bien que l'anti normalisation des relations avec le Centre constitue une tâche internationale, nous nous en tiendrons ici à sa dimension concernant la Nation arabe.

L'anti-normalisation est une cause arabe et palestinienne.

Comme nous l'avons déjà indiqué, le débat autour de la normalisation s'est déroulé en Egypte, après les Accords de Camp David (1979) entre l'entité sioniste israélienne, et le régime

égyptien. La légitimité et la validité de l'anti-normalisation de la part des Arabes, repose sur trois faits majeurs :

- L'entité sioniste occupe la Palestine dont la majorité de la population vit en tant que réfugiés « in ash-shitat » (la diaspora palestinienne) et dont certains sont aussi réfugiés, mais sur leur propre terre.
- L'Égypte est une part importante de la Nation arabe, et le peuple égyptien est engagé dans un soutien à la lutte des Palestiniens, en dépit des Accords de Camp David.
- Le sionisme et l'Etat sioniste d'Israël n'ont jamais laissé entendre le moindre changement concernant son idéologie politique, sa stratégie militaire, son expansionnisme géographique, et son rôle de chien de garde de l'impérialisme dans la région.

Sans vouloir entrer dans le détail d'une analyse historique concernant plus de deux décades de « paix » entre l'entité sioniste et le régime égyptien, je veux noter qu'Israël n'a jamais changé quoi que ce soit à sa politique, et à son idéologie, depuis que la « paix » a été déclarée. Il demeure un « pur Etat juif » installé sur une terre colonisée. Il représente les intérêts des USA fondés sur le pillage, ainsi que ceux d'autres Etats du Centre, dans la Nation arabe. Comme je l'ai souligné plus haut, Israël veut, malgré cela, avoir un accès global et illimité aux marchés et ressource arabe et même être pleinement accepté et bienvenu, tout en maintenant son caractère de « pur Etat juif ».

Pourquoi la normalisation et l'anti-normalisation ont-elles commencé en Egypte ?

La « paix pour le capital » a été initialement établie entre l'Égypte et l'entité sioniste. En effet, la compradore égyptienne s'y sentait prête, et avait la volonté d'intégrer l'ordre mondial capitaliste. Cette

classe compradore est retournée au capitalisme et à la dépendance avant la Syrie, par exemple. Au moment où la classe capitaliste compradore en Egypte se tournait vers une normalisation avec l'entité sioniste et les pays du Centre impérialiste, les classes populaires se dirigeaient dans la direction opposée, celle de l'anti-normalisation.

Les structures de classe et la maturité culturelle en Egypte, et même en Syrie, sont davantage développées qu'elles ne le sont en Cisjordanie et Jordanie. Ce qui pourrait aider à comprendre pourquoi les négociateurs de « paix » syrienne et égyptienne sont plus déterminés que ceux de la Cisjordanie et la Jordanie. Bien que les régimes égyptien et jordanien n'aient pas l'intention de rompre les relations diplomatiques avec Israël par sympathie pour l'Intifada 2000, il apparaît que la position du régime égyptien est plus ferme et qu'il a décidé de suspendre les relations diplomatiques avec l'entité sioniste, bien que celles-ci aient été établies il y a 70 ans, avant la normalisation des relations entre la Jordanie et Israël. Malgré des pressions populaires, la Jordanie n'en a pas fait autant[71].

Les sociétés en Cisjordanie et Jordanie n'ont pas le niveau de développement avancé, la maturité de classe et culturelle, qui existent en Syrie et en Egypte. La Jordanie, la Cisjordanie et le Liban, font historiquement partie de la Grande Syrie. Après la division de la Syrie, ces entités ont été séparées de la patrie, et sont demeurées « immatures ». En conséquence de quoi, il est plus aisé pour les Palestiniens de mener une lutte politique nationale, plutôt que sociale et économique, ou bien culturelle. Ceci pourrait aussi expliquer la création plus tardive des comités anti-normalisation en Cisjordanie qu'en Egypte.

---

[71]Mais la pression populaire en Jordanie a réussi à réduire la normalisation économique à un minimum « … cause de l'Intifada, les propriétaires israéliens des entreprises de la zone industrielle de Irbid ne pouvaient pas marcher dans les rues, ou échanger avec la population … ». Voir le journal israélien *Ha'aretz*, 20 août 2001

Il est important de souligner que l'activité culturelle en tant que composante de la lutte nationale, pourrait en partie compenser la faiblesse dans le domaine économique. C'est ce qui se produit lorsque le facteur socio-économique n'est pas suffisamment mature, ce qui, dans le cas de la Palestine, s'explique par l'occupation sioniste depuis 1948.

On peut faire le même constat à propos des partis politiques et les intellectuels en Egypte. Dans des formations socio-économiques plus développés, ils sont plus indépendants des classes dominantes. Bien que les partis en Egypte ne soient pas parfaits, ils ne sont pas de simples marionnettes du régime. La situation est complètement différente parmi les Palestiniens en Cisjordanie. La gauche et la plupart des intellectuels sont devenus dépendants de l'AP. Cette situation est un héritage des pratiques de l'OLP qui employait les intellectuels au service de la direction, ce qui était considéré comme entièrement légitime. Le fameux poète palestinien Mahmoud Darwish est un bon exemple de la dépendance des intellectuels vis-à-vis du régime, lorsqu'il écrit que quiconque s'oppose à la légitime autorité politique palestinienne (*Al Shar 'iyiah*) à la légitimité des leaders politiques palestiniens) s'oppose de fait à l'humanité[72]. C'est une pensée de type fasciste qui place les dirigeants au-dessus de la société et des classes, alors que l'on sait que les dirigeants palestiniens n'ont jamais été élus par les masses.

La fabrication de la normalisation

Depuis la création de l'entité sioniste- Israël en 1948, les régimes arabes ont décidé de boycotter cette entité ainsi que les Etats commerçant avec elle. Ce boycott n'a malheureusement pas été assez fort (c'est- à-dire n'a pas compris le boycott des Etats qui soutiennent Israël et commercent avec lui). Néanmoins, Israël a

---

[72]Voir Faysal Daraj, « *Bo's Al-Thaqafah A-Filistinyah* » The Poverty of Palestinian Intellectualism Damascus 1996.

considéré cela comme une guerre économique. Et plus encore, depuis le début de ce boycott à Damas en 1950, les représentants officiels capitalistes et impérialistes, ont fait pression sur les régimes arabes pour qu'ils y mettent fin. Toutefois cela prend-il un sens pour les Palestiniens et Arabes qui n'ont pas compris la corrélation entre les relations économiques d'un côté, et les intérêts communs entre Israël et les pays occidentaux, de l'autre, et ceux qui s'opposent à l'anti-normalisation avec le Centre capitaliste ?

On estime la perte de bénéfices de l'entité sioniste due au boycott arabe à 40/50 milliards de Dollars. Si l'on prend en compte le fait que le capital financier est multinational, en particulier dans les pays du Centre, on peut en conclure que la plupart des compagnies occidentales détiennent une part plus ou moins importante du capital sioniste. Aussi, en faisant commerce avec ces compagnies, les Arabes, indirectement, financent l'entité sioniste, et échouent donc à mener un boycott effectif.

Plusieurs « accords de paix » sont déjà réalisés entre l'entité sioniste et certains régimes arabes, tels que l'Égypte, la Jordanie, l'AP. D'autres régimes arabes ont autorisé l'ouverture de représentations et centres d'activités commerciales avec Israël dans leurs capitales, à savoir, Oman, la Tunisie, le Maroc, et le Qatar. La ligue arabe a aussi réduit son boycott. Tous ces actes constituent des failles dans le boycott introduites par la bourgeoisie arabe et sont en fait une forme de normalisation. Une année après le Conseil de Coopération des pays du Golfe a annulé les niveaux deux et trois de boycott contre l'entité sioniste, et les exportations israéliennes en direction de ces pays se sont accrues de 2.5 milliards de Dollars.

Israël est le principal bénéficiaire des Accords d'Oslo. L'investissement étranger israélien s'est accru de 18% par an entre la Conférence de Madrid, (1991) et ces accords, et de 20% entre 1993 (date de la signature des Accords d'Oslo) et 1999.

Aussi longtemps que les régimes arabes suivront cette tendance qui est en fait l'Intériorisation de la Défaite (IOD), il est évident que les classes populaires voudront défendre leurs droits et leur dignité en se dressant contre la normalisation avec l'entité israélienne, en mettant en place une lutte populaire contre la normalisation et les produits économiques impérialistes. Ceci constitue une forme populaire d'anti-normalisation, utilisée par les masses en compensation du manque de boycott effectif par les Etats. Ces actions montrent bien que les classes populaires sont capables de trouver leur chemin indépendamment des dirigeants. Alors que ces derniers s'activent à importer des produits israéliens et impérialistes, à commercer et avoir des échanges culturels avec l'entité sioniste, les classes populaires veulent mettre ces politiques en échec. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue ici, c'est que l'objectif ultime d'Israël est d'atteindre les consommateurs et marchés arabes c'est à dire la majorité de la population.

Les régimes arabes compradores sont le moteur principal de la normalisation. Leur position en tant que classe dominante, la nature de leurs intérêts et de leurs relations avec le Centre capitaliste, imposent la normalisation à l'ensemble de la Nation arabe. Cette normalisation qui constitue un pilier essentiel de l'approfondissement du développement inégal, qui s'oppose à un développement arabe intégré et unifié. (Voir le chapitre 2).

Sur le plan culturel, l'acceptation par les pays arabes de la dénomination coloniale au lieu de noms arabes, par exemple Le Moyen Orient, et l'Afrique du Nord, est une acceptation des termes du colonialisme britannique. Ceci nous montre un exemple de la normalisation dans le domaine culturel. Le terme de *Moyen Orient* a été créé pour servir le colonialisme militaire d'une part, et de l'autre, afin de rééduquer les Arabes, en leur montrant qu'ils ne constituent pas une nation unifiée.

La normalisation au sein de la Nation arabe comporte ce que le capitalisme occidental appelle la coopération, entre l'élite

dirigeante et le secteur privé. Le capitalisme occidental vise à élargir et consolider ses bases auprès de ses alliés locaux, des juntes militaires et des monarchies au sein de la Nation arabe. Ils veulent y parvenir en faisant une alliance entre le secteur privé et les classes dirigeantes, capitalistes compradores. Cette alliance reliera le Centre à la Périphérie. Sur cette base, se poursuit le renforcement, au-delà de l'existant, des liens entre le capitalisme impérialiste, et l'élite politique dirigeante dans la Périphérie.

Sur la base de ces intérêts, les secteurs privés capitalistes arabes, se dressent contre les efforts des classes populaires pour le boycott de l'entité sioniste, mais aussi des produits provenant des pays occidentaux. En d'autres termes, le but impérialiste est de créer une division sociale interne dans les sociétés arabes. Les USA ont clairement exprimé l'intérêt qu'ils voient à une extension du secteur privé dans les pays de la Périphérie. Robert Pelletreau, le précédent secrétaire d'état américain a déclaré : « le partenariat avec les pouvoirs politiques de la région nous encourage… un partenariat plus important constitue un phénomène mondial. Ce n'est pas une invention américaine, c'est reconnu comme la pierre d'angle de la stabilité régionale, de la justice sociale, et du développement économique »[73].

La conférence de normalisation à Dar El Beida (Casablanca) en 1994 a constitué un encouragement pour les investissements directs étrangers (FDI) à exploiter librement le marché, le travail, les ressources arabes. Ceci inclut l'exploitation du peuple et le transfert des bénéfices en direction du Centre. En Jordanie, par exemple, le régime a rendu légales la vente et l'achat de terres à Israël, en dépit du fait que ces terres sont achetées pour étendre les colonies, et dans des buts commerciaux. Les sionistes considèrent

---

[73] Journal *Al-Quds*, Jérusalem, 10-11-1994

encore la Jordanie comme une part de l'état juif[74].

La normalisation inclut la coopération économique au niveau régional, et avec les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord. En utilisant ces termes, les normalisateurs intègrent Israël comme un « Etat légitime » dans la région. Les dirigeants arabes qui acceptent ceci se débarrassent du droit au retour des réfugiés, mais ils ont l'intelligence de ne pas le déclarer ouvertement. Voilà un exemple de rééducation des masses et du public. La mise en place de la normalisation implique aussi des Conseils touristiques, des conseils régionaux de coopération, destinés à soutenir la coopération entre secteur public et privé. Ce niveau de coopération crée des liens d'intérêt entre le secteur privé arabe compradore, et ceux du régime sioniste.

Le plus dangereux est la création d'un secrétariat général permanent pour un Conseil de développement, créé à partir du travail d'un comité multilatéral Amman-Jordanie. Son rôle consiste à encourager la coopération dans le domaine du tourisme, des infrastructures, du commerce, de la finance, etc. Dans le conseil installé à Amman, le sous-conseil le plus actif était expert dans la gestion des ressources de l'eau. Alors que le conseil de liaison du secteur privé intègre le secteur arabe privé à celui d'Israël, les autres, en particulier concernant les travaux d'infrastructure, travaillent à intégrer les classes populaires à travers des réseaux experts en électricité, eau, télécommunications, etc. ces formes d'intégration rendent le boycott difficile et onéreux. Tout cela rend la lutte de libération certainement plus difficile. En fait, le but de l'intégration est d'empêcher les Palestiniens de réaliser leur droit au retour, ainsi que de renforcer l'intégration sous domination (ITD) dans la fabrique culturelle et socio-économique de la Nation arabe.

A la Conférence de Barcelone, le partenariat Euro-Méditerranéen

---

[74]Voir l'entretien avec Yoram Moridor, une personne leader du bloc dirigeant du Likoud en Israël, In *Kana'an* n°96, 1997

conclu fin 1995 a été « conclu pour établir une zone de commerce libre à partir de l'année 2010, pour les produits manufacturés de l'Union Européenne, du Moyen Orient, d'Afrique du Nord. Ce partenariat a réussi entre l'UE, le Maroc, la Tunisie, et davantage de négociations se sont déroulées entre l'UE, la Jordanie, l'Égypte et la Syrie. « Cette intégration se réalise au détriment de l'intégration entre pays de la Nation arabe (voir chapitre 2). Un lien plus profond et fort entre l'UE et les pays arabes, permettra à l'UE d'imposer Israël dans les pays arabes. C'est pourquoi boycotter Israël sans boycotter l'UE et les compagnies qui commercent avec Israël, n'a pas de sens. Une condition préalable à l'engagement envers les intérêts arabes exige la rupture des relations économiques avec Israël.

Les résolutions de cette conférence recommandent : « que le réajustement et la modernisation des structures socio-économiques des pays arabes, incluent la priorité accordée au secteur privé ». Les termes trompeurs tels que « réajustement » « modernisation » dissimulent l'adoption d'une politique néo-libérale qui inclut la liquidation du secteur public, et tous les acquis que les classes populaires ont eu dans les pays arabes à l'époque des régimes nationalistes progressistes.

La résolution de cette même conférence vise à en finir avec toute résistance arabe contre les intérêts coloniaux dans la Nation arabe, tels que des bases militaires dans plusieurs pays arabes, l'occupation directe des pays producteurs de pétrole, ou la libération des terres occupées arabes, en particulier la Palestine. Il est écrit qu'aucun recours à la force ne doit se produire dans la région. Il a été refusé d'ajouter au texte une différence entre la résistance à l'occupation des terres, et le terrorisme. L'accord de libre-échange n'inclut pas l'agriculture, ni les industries de transformation. C'est comparable aux Accords de Paris entre l'AP et Israël, dans lesquels les produits industriels peuvent circuler librement entre deux partenaires, dans la mesure où le plus

développé des deux est Israël. Les produits agricoles de l'entité israélienne peuvent entrer librement en Cisjordanie, alors que les produits palestiniens ont un accès contrôlé en Israël. (cf. chapitre 5).

Deux projets majeurs ont été conçus afin de désintégrer la Nation arabe. Le premier est le projet concernant le Moyen Orient, dont l'entité sioniste tente de devenir le centre. Ce projet est fortement soutenu par l'impérialisme US. Le second est le projet Euro-méditerranéen, dont l'UE est à l'initiative. L'entité sioniste est au centre de ces deux projets qui doivent consolider la normalisation et renforcer la dépendance arabe.

Grâce à la résistance héroïque du peuple égyptien à la normalisation, les normalisateurs n'ont pas pu faire de pas décisif. « Au cours de l'année 1998, les exportations égyptiennes en direction d'Israël ont atteint 17,9 millions de Dollars (hors gaz naturel) alors que les exportations israéliennes vers l'Égypte ont atteint 53,4 millions de Dollars. (Le triple). Les exportations de Jordanie vers Israël sont montées de 12,7 millions de Dollars en 1997 à 17,2 millions en 1998, soit un accroissement de 25% comparé à 1997, de 20,1 millions à 25,2 millions de Dollars[75].

De toute manière, pour l'entité sioniste, le renforcement de la normalisation à travers le commerce compte davantage que quelques millions de dollars. Les exportations de l'entité sioniste vers la Jordanie en 1998 étaient d'environ 0.1% du montant total de ses exportations, alors que la Jordanie exportait dans sa direction environ 1,65% du montant total de ses exportations en 1997[76].

Il faut relever que, malgré l'opposition constante des masses

---

[75]Bureau central de statistiques israélien, *Monthly Bulletin of Statistics*, Vol 50, Juin 1999, Jérusalem 6.

[76] *Jordan Export Development & Commercial Centers Corporation*, Répartition géographique des exportations domestiques 1991-1998

populaires à la « paix pour le capital », les régimes compradores arabes n'ont pas interrompu la normalisation de leurs relations avec l'entité sioniste. Trois régimes arabes ont officiellement reconnu l'entité sioniste : l'Égypte, la Jordanie, et la Mauritanie. Dans le même temps, le Maroc, Oman, la Tunisie, et le Qatar ont admis des sièges de représentants officiels sionistes sur leur territoire. Les Emirats arabes unis, le Yémen et l'Algérie, développent des contacts « sous la table » avec Israël, alors que la Syrie et le Liban ont entrepris des négociations avec l'entité sioniste.

Il faut relever que l'établissement de relations entre tout régime arabe et Israël est une trahison de la cause nationale. Ces contacts doivent être fondés sur les conditions suivantes : retrait total des Territoires occupés Palestiniens, (depuis 1967), reconnaissance du droit au retour des réfugiés.

L'exemple le plus choquant de normalisation, ce sont les Accords d'Oslo signés entre La direction de l'OLP et l'entité israélienne. Ces accords sont dangereux dans la mesure où ils comportent une reconnaissance d'Israël par les Palestiniens, alors que la Palestine est toujours occupée. Selon ces accords, il n'est pas question de retrait des territoires, mais d'un redéploiement militaire israélien. Le problème majeur palestinien (les réfugiés palestiniens, les colonies juives, et l'avenir de Jérusalem) ont été reportés aux statuts des négociations finales. Plus tard, au cours des années 2000, les parties se sont réunies pour de nouvelles négociations qui ont échoué, dans la mesure où les sionistes ont confirmé leur monopole de la terre et leur refus du droit au retour.

L'autre développement critique consiste en ce que depuis l'arrivée de l'AP en Cisjordanie, elle est devenue un agent de la normalisation. L'AP sponsorise la sécurité économique, politique, culturelle et même entre individus, subordonnées à la normalisation des relations avec Israël.

La position de l'entité sioniste sur la normalisation

Il est connu que la « paix » a été établie lorsque les dirigeants arabes ont accepté leur subordination aux capitalistes et sionistes impérialistes. C'est ce qui explique l'arrogance sioniste envers ses partenaires arabes. Israël, en raison de sa nature sioniste et raciste, croit qu'aussi longtemps que les dominants soutiennent cette « paix », son comportement envers les Palestiniens n'a pas d'importance. L'entité sioniste exerce une pression constante sur les dirigeants arabes afin de les persuader de « normaliser » les relations avec elle. Israël persiste dans son attitude ouvertement raciste envers les Arabes « qui ne comprennent que le langage de la force ». Cette théorie s'appuie sur la soumission des Arabes compradores et sur des dirigeants réactionnaires. L'entité sioniste est incapable de comprendre la détermination de la population à se battre jusqu'à la victoire. Mais heureusement, l'Intifada 2000 va les y aider.

Shamuel Moar, directeur du département du Golfe au Ministère étranger sioniste, a déclaré : « l'office israélien du commerce ne se trouve qu'à quelques mètres de l'ambassade de Masqat Oman. Oman n'a pas rompu les relations diplomatiques avec l'Irak et ne s'est pas opposé aux Accords de Camp David. » Il a ajouté : « les chiens aboient, la caravane passe. Israël a des contacts avec les Etats du Golfe, mais le moment n'est pas venu de l'annoncer »[77].

L'ambassade de l'entité sioniste à Oman a dit : « les Etats du Golfe sont hypocrites lorsqu'ils dénient l'existence de toute relation commerciale avec Israël. Des produits israéliens, en particulier de technologie de pointe, sont diffusés dans la région, la plupart du temps par des intermédiaires, bien que le boycott arabe soit officiel … nous faisons des affaires sans publicité, sans rendre publics des

---

[77] *Al-Quds*, 17 avril 2000

accords entre les deux parties. » [78]

L'une des plus humiliantes déclarations sionistes à propos de la normalisation et de la paix avec les Arabes est ce qu'un journaliste israélien a écrit à propos de la conférence de paix dans l'île méditerranéenne de Rhodes : « la paix, là, était douce et tendre comme un sein de femme »[79].

Le financement de la normalisation

Les sources de financement de la normalisation sont variées et abondantes. Les pays donateurs, c'est à dire ces pays impérialistes qui dominent la Banque mondiale, sont les financeurs du processus de normalisation. Cette union a commencé avec le financement par les USA du régime égyptien compradore. Depuis 1978, ce régime a reçu un montant annuel de 2,5 milliards de dollars en dot pour la normalisation de ses relations avec les USA et Israël. Ceci est une preuve supplémentaire des liens établis avec ces nationalistes patriotes arabes qui ne font pas de lien entre l'intérêt capitaliste impérialiste, et le projet sioniste. Mais pour ceux qui veulent avoir une meilleure compréhension de la situation, la perspective de classe sur les relations est nécessaire. Il n'y a pas de doute que le nationalisme ne suffit pas.

Le rôle des pays donateurs est devenu évident en Cisjordanie. Ils soutiennent l'Autorité palestinienne à la claire condition qu'elle fasse progresser le processus de paix avec l'entité sioniste[80]. Ceci signifie que ces pays ne cachent pas leur relation avec cette dernière. Leur rôle est de sponsoriser le processus de normalisation entre les pays arabes et Israël. Et même si leur aide était adressée

---

[78] Ibidem

[79] Voir Menahim Bin, *Kana'an* n°92, septembre 1998, p.p. 46-51

[80] Voir la littérature de la Banque mondiale sur le processus de paix en général, et une de ses publications récentes, le Rapport de la BM en 2000 en particulier."

au peuple palestinien, son montant est symbolique si on compare au surplus arabe transféré vers l'Occident. (Soit 800 à 1 000 milliards de crédit), voir au chapitre 7 cette autre source de normalisation qu'est le financement par les ONG[81].

Certains trouveront peut-être important le montant de quelques milliards de dollars dépensés pour le financement et le soutien de la normalisation. Mais en réalité, ce n'est pas le cas. Dans la situation de crise de l'offre que connaissent les pays impérialistes, il y a une infinité de milliers de milliards de capitaux inutilisés, non investis, et qui ne sont pas placés en investissements spéculatifs. Lorsque le capitalisme du Centre a transféré des sommes dérisoires dans la région, le but était d'utiliser ces capitaux non productifs comme investissement stratégique afin de renforcer l'Intériorisation de la Défaite (**ITD)** sioniste, dans la Nation arabe.

Les Arabes « rentiers » compradores, les pays producteurs de pétrole, financent aussi la normalisation. En conséquence, leur soutien bénéficie bien davantage à l'Autorité palestinienne qu'au peuple palestinien en territoires occupés de Cisjordanie. Après les Accords d'Oslo, ces accords de la Paix pour le capital, ces montants ont augmenté. De toute évidence, il y a une différence entre soutenir la direction de l'OLP et soutenir le peuple palestinien.

Quelle normalisation effectue l'ennemi ?

Suivant l'exemple égyptien, la direction de l'OLP et le régime jordanien, la majorité des régimes arabes capitalistes compradores, les classes dirigeantes, ont effectué d'une manière ou d'une autre, une normalisation avec l'entité sioniste. Leurs relations avec les capitalistes impérialistes n'étant pas mauvaises.

Est-ce qu'en retour les sionistes et impérialistes ont fait la moindre

---

[81] Voir Abdullah Hamoudeh, Les associations étrangères et leur rôle dans la normalisation. In Kana'an, no 102 July 2000, p.p. 65-81.

tentative de normalisation avec la Nation arabe, ou bien ont-ils imposé leur propre vision de la normalisation ?

Après la chute de l'Union soviétique, la théorie de « la fin des idéologies » a été largement propagée. Si celle-ci est correcte, elle n'a jamais cependant été appliquée à l'idéologie sioniste ni à celle du libéralisme. Le Centre capitaliste a renforcé la mondialisation sous des formes nouvelles telles que le néo-libéralisme, qui se situe à la droite du Keynésianisme. En évoluant dans cette direction, les sionistes n'ont jamais donné le moindre signe de changement concernant leur agressif projet de peuplement colonial. Ils ont maintenu, et même renforcé, leur position concernant un « Pur Etat juif », leur rôle de chien de garde surveillant les peuples dans la région, le contrôle de la terre palestinienne, et des autres pays arabes, ainsi qu'un refus absolu du droit au retour des réfugiés. En fait, après la fausse paix d'Oslo, les sionistes ont formulé une nouvelle proposition, celle d'être intégrés à la Nation arabe sous forme d'Intégration par la Domination (ITD). Cette démarche sioniste de soumettre les masses populaires arabes, constitue la dernière mais non la moindre bataille, car elle consiste à imposer « l'intériorisation de la défaite » (IOD) par les classes populaires arabes. Les pouvoirs impérialistes, US et britannique en particulier, ont la même demande. En lien avec les régimes arabes qui ont intériorisé la défaite, les impérialistes ont détruit l'Irak, démantelé le régime de gauche au Yémen du Sud, et encouragé les guerres civiles en Algérie et Egypte. Ils ont ainsi désamorcé toute résistance arabe contre la dernière version du plan impérialiste et sioniste dans la région : un plan qui établit la libéralisation du commerce, la plus grande fragmentation possible des pays arabes, la paix pour le capital et non pour les peuples, dans la région. Le camp contre révolutionnaire a été encouragé à suivre cette politique par l'intériorisation de la défaite des pays socialistes et des mouvements de libération nationale dans le monde.

Le démantèlement de l'URSS est un signe nouveau, mais évident,

de l'intériorisation de la défaite à une échelle mondiale. Par exemple, le rôle de la classe et l'élite dirigeante russe, la Nomenklatura, a désintégré l'Union soviétique en transformant le système par le haut. Cette élite ne possédait pas les moyens de production, mais bénéficiait du surplus grâce à l'exploitation des travailleurs russes, et celle des travailleurs d'autres pays. La Nomenklatura a fait un coup d'état « blanc » qui lui a permis d'acquérir à moindres frais les moyens de production. Il en a été de même pour les pays de la Périphérie proche et distante de l'Union soviétique, dont les compradores ont réalisé que leurs intérêts convergeaient avec ceux du Centre. La même chose est vraie pour la direction de l'OLP qui s'est avérée incapable de libérer la Palestine ou d'établir un Etat indépendant en Cisjordanie. En conséquence de quoi, ces dirigeants ont décidé de se limiter à une autonomie et de se contenter d'une économie décrétant que l'enrichissement des riches finit bien par bénéficier aux plus pauvres.

L'entité sioniste, les compradores arabes, les impérialistes, croient, à tort, que les Palestiniens de Cisjordanie vont se contenter de l'autonomie. Mais une telle acceptation serait suivie de celle de l'entité sioniste par les classes arabes populaires, c'est à dire d'une normalisation avec celle-ci, telle qu'elle existe. Ce serait la porte ouverte à l'intériorisation de la défaite.

Le consumérisme et la normalisation

Si l'on veut élever la conscience de la population et l'éduquer contre la normalisation, il ne faut pas en rester à une démarche au niveau politique. Une rééducation et un renforcement culturel sont indispensables pour mener ce combat. Une partie de cette éducation concerne la consommation. Le consumérisme est un symptôme des comportements créés par le capitalisme qui a un appétit illimité pour la consommation. Le consumérisme a certainement existé dans les sociétés pré capitalistes, mais ne constituait pas une idéologie et ces sociétés n'avaient pas les

moyens de le développer. De plus, elles ne disposaient pas de grands moyens de consommation. La production ne masse n'y sont pas réalisable dans ces formations sociales. La production de masse du Centre et les importations massives par la Périphérie sont essentielles pour le consumérisme. Le travail salarié est un ressort important du consumérisme. Le même système capitaliste qui exploite le travailleur sur son lieu de travail, poursuit son exploitation en tant que consommateur en lui volant son salaire au moyen de la vente de produits que le producteur a lui-même produits. A travers le processus de production, le producteur subit une aliénation vis-à-vis de ce qu'il a produit. C'est pourquoi il doit l'acheter sur le marché. Dans le cadre capitaliste, la paysannerie est également, dans toutes ses composantes, un groupe cible du capital qui doit dépenser ce qu'il a gagné comme producteurs indépendants, ou bien comme travailleurs agricoles salariés.

Dans le cadre du capitalisme, forteresse masculine, Les femmes constituent également une cible pour le consumérisme. Elles sont victimes de ce système de fausse éducation qui consiste surtout à apprendre à consommer.

C'est pourquoi il est important que les masses populaires développent leur propre compréhension du problème du consumérisme. Les sociétés arabes sont privées de leur capacité de production. Et ceci les rend plus vulnérables au consumérisme que les sociétés qui sont en même temps productrices. C'est pourquoi nous devons introduire le concept de conscience du consumérisme qui est à la fois au niveau individuel, de classe, et national. C'est un aspect du développement par la protection populaire (DBPP).

Résister à la normalisation

Comme nous l'expliquons tout au cours de cet ouvrage, la contre révolution est maintenant aux portes des masses populaires. C'est un rude combat qui est engagé pour vaincre la résistance des classes populaires arabes à la normalisation. Le but de la contre

révolution est d'introduire, puis de généraliser, l'intériorisation de la défaite (IOD) dans la formation sociale de la Nation arabe.

La période qui a suivi les Accords de Camp David entre les sionistes et le pouvoir compradore égyptien, a connu un boycott global de l'entité sioniste, au niveau économique, social et culturel. La même chose s'est produite en Jordanie. Mais le fait le plus important a été la constitution de comités populaires à la base de la société, comités anti-normalisation parmi les activités de la Nation arabe.

Dans les années 2000, ces comités ont tenu deux conférences. La première a été celle des écrivains arabes et le Forum démocratique et révolutionnaire arabe qui s'est tenu à Beyrouth au Liban (1/5 août). Cette conférence était entièrement consacrée à l'opposition à la normalisation. La seconde conférence s'est tenue à Amman en Jordanie (20/22 août 2001), soutenue par les unions professionnelles syndicales de Jordanie[82].

Les démonstrations de masse qui se sont déroulées dans nombre de pays arabes en soutien à l'Intifada 2000 sont la manifestation la plus significative de l'opposition des classes populaires arabes à la normalisation.

En Cisjordanie, la normalisation a été totalement interrompue au niveau de la vie quotidienne, durant l'Intifada. Alors que l'Autorité palestinienne a été contrainte de cesser toutes relations avec l'entité sioniste, certains de ses dirigeants ainsi que des ONG ont maintenu les contacts avec l'ennemi[83].

---

82 Une Conférence contre la normalisation s'est tenue à Bagdad le 25 septembre, et une autre à Beyrouth en octobre 2001.

83 L'un de ces contacts avec les israéliens est la rencontre israélo palestinienne au bureau de l'ONG Muftah menée par Hanan Ashraoui accompagné de Yosi Billein au cabinet de l'AP. Les participants ont signé une déclaration hostile à la violence et favorable à la paix. Jamie Tarabay - The Associated Press 28-7-2001.

Il n'y a pas de doute que le camp ennemi consacre toutes ses ressources à casser le front du peuple pour favoriser l'intériorisation de la défaite. C'est pourquoi de nouvelles formes de lutte doivent commencer. La guerre populaire de classe contre la normalisation peut suivre les trois étapes suivantes :

en premier lieu : lutte dans les domaines de la culture et de l'éducation contre la normalisation.

en deuxième lieu : lutte économique

en troisième lieu : lutte politique, de classe, nationale, et militaire, contre l'ennemi, le camp capitaliste arabe, le régime sioniste, et les forces impérialistes dans la Nation arabe.

Vers une politique coordonnée arabe contre la normalisation

Les classes populaires sont ce dont nous parlons ici, en parlant des Arabes. Il est apparu clairement avec le soutien de nombreux pays arabes à l'Intifada 2000 que la Nation arabe, en termes populaires, était unie contre l'ennemi commun. Un mouvement arabe uni est nécessaire pour donner un caractère durable à ce combat, pour organiser une résistance enracinée en profondeur dans les esprits et la volonté de la Nation. Les comités anti normalisation doivent avoir ce rôle et cette perspective.

Etant opposés à la normalisation, ces comités sont aussi opposés aux classes dominantes compradores, car ces dernières sont pour une normalisation avec le régime sioniste et sont dépendantes de l'impérialisme. L'anti-normalisation est contre le sionisme et l'intériorisation de la défaite au niveau socio-économique dans la formation de la Nation arabe. C'est pourquoi elle est au service du développement et de l'unité arabes. Ces buts sont en contradiction antagonique avec les classes arabes dominantes, l'impérialisme et le sionisme. Les comités anti-normalisation pourraient être le bon moyen de réaliser ces tâches. Ils devraient se développer pour

devenir le fer de lance de la nouvelle unité arabe. Le rôle de ces comités serait de mener la lutte aux trois niveaux suivants :

- La lutte populaire culturelle contre les ennemis de la Nation arabe. La guerre à la base, apporte au peuple la conscience et l'éducation sur l'importance de gagner ce combat dans le domaine culturel.
- la politique économique devrait s'en suivre.

Les deux formes de lutte sont des conditions préalables à la guerre populaire pour la révolution socialiste dans la Nation arabe.

- ces tâches vont développer les outils permettant de passer d'une compréhension académique et intellectuelle du nationalisme et de l'unité arabes à une réalisation de celles-ci, ce qui constitue le DBPP.

Les classes populaires arabes sont la majorité de la société et la majorité des consommateurs. Elles sont capables si elles sont bien organisées et éduquées contre la normalisation, de contraindre leurs dirigeants à ouvrir les marchés arabes pour répondre aux besoins des Arabes. Ceci ne sera possible qu'avec un boycott des produits importés de l'Occident sioniste. Ce dernier étant aussi un moyen de gommer les frontières artificielles entre les pays arabes. Ces frontières devraient être ouvertes en premier lieu pour les marchandises, ensuite pour les services et la main d'œuvre. Tant que l'on développera la stratégie anti-normalisation, les masses arabes ne devraient pas consommer les produits des compagnies arabes qui ont des relations avec l'entité sioniste.

Chapitre 4

La place des juifs dans un Etat Uni Socialiste Arabe

C'est à la Conférence de Abna'a El-Balad du 6 juin 1998, dont le titre était L'alternative démocratique et laïque en Palestine, que l'analyse qui suit a été présentée pour la première fois.

Elle est centrée sur la nature de l'attitude des Arabes envers les Juifs en Palestine, dans un scénario de paix véritable et authentique. Dans ce chapitre, je ne vais pas reconstituer l'histoire des relations entre Juifs et Arabes pour les raisons suivantes :

- En premier lieu : les relations entre Juifs et arabes, et plus particulièrement le traitement équitable que les Juifs ont reçu de la Nation arabe, y compris en Andalousie, a été un fait dans le contexte de formations socio-économiques et périodes historiques passées. Je vais aborder ici un futur possible pour les relations entre Juifs et Arabes, sans prendre le passé en considération, bien qu'il soit au crédit des Arabes.

- En second lieu : le conflit israélo-arabe n'a jamais été un conflit de races ni de religions. Il oppose le projet de développement et d'unité de la Nation arabe à l'alliance capitaliste impérialiste sioniste.

- En troisième lieu : l'objet du débat autour de ce conflit est de proposer une solution qui s'achèverait par le socialisme.

Ce chapitre va tenter de proposer une réponse concernant l'avenir d'une minorité juive dans la Nation arabe, et pour cela, de convaincre des Juifs d'Israël que leur situation dans la Nation arabe se fera sur la base de l'égalité. Sans doute, les Juifs souhaitent demeurer privilégiés et supérieurs aux Arabes. Une telle situation

est encouragée par les Accords d'Oslo mais elle serait impossible et ne serait pas tolérée par la population arabe, sans l'influence malsaine de leurs dirigeants. C'est pour cela que je suis sans aucun doute, en train de projeter une solution d'avenir, qui serait sur des bases humaines, dont nul ne peut affirmer la réalisation certaine.

Connaître notre ennemi

On suppose que cet exposé aborde les relations avec l'ennemi sioniste, ou encore « l'Autre » comme un groupe homogène, mais telle n'est pas ma vision. Je ne le perçois pas, cet Autre, comme exclusivement limité à la majorité sioniste parmi les Juifs. Pas plus que ne conçois la gauche israélienne, si petite soit-elle, comme extérieure au territoire sioniste. Je ne perçois pas non plus l'ensemble des Juifs sépharades comme faisant partie de cet Autre, l'ennemi, même s'ils soutiennent l'hégémonie de l'extrême droite. Plus encore, je ne considère pas l'Autre comme limité aux frontières de la Palestine de 1948. La discussion est encore enflammée à l'intérieur de la société palestinienne, aussi bien que dans la Nation arabe, au sujet de la nature structurelle de la société israélienne. Est-ce une nation ? Est-ce une identité nationale ? Pour qu'un peuple devienne une nation, et/ou une identité nationale, il n'est pas nécessaire de passer par le processus naturel qu'impose le cours des siècles. Si l'on définit les nations modernes comme ayant dépassé le stade précapitaliste, ayant un marché commun, une langue et une culture, nous trouverons que ces caractéristiques sont largement répandues parmi les Juifs en Israël. De toute façon, le développement capitaliste et l'évolution historique d'Israël ont suivi un processus accéléré qui rend cette entité artificielle et superficielle.

Les nations ne sont pas évaluées ni reconnues simplement en fonction de leur durée d'existence. Il y a de vieilles nations telles la Nation arabe ou des nations plus jeunes telle la nation américaine, ou encore de petites nations africaines, qui évoluent sous nos yeux.

Je crois que nos critères principaux doivent se fonder sur le rôle et l'idéologie du projet sioniste, et non sur les limites de sa maturité sociale ni de sa transformation en « nation ». Notre reconnaissance ou non reconnaissance de son évolution nationale et son développement sociétal ne changent pas notre position vis-à-vis de son existence en tant que pur Etat juif, ou celle sur la libération de la Palestine ou sur le droit au retour. Notre reconnaissance de la nation américaine ne nie pas le fait que nous considérons le régime capitaliste et impérialiste comme un régime brutal qui a fait des ravages dans de nombreux peuples partout dans le monde. C'est un régime qui a exploité de nombreux peuples, répandu le sang, entravé le développement, les progrès et la démocratie. Les progrès d'Israël dans son renforcement en tant que nation ne signifient pas que la lutte contre cet Etat doive prendre fin. Nous ne devons pas oublier que la plupart des guerres se développent entre nationalismes rivaux.

A la lumière de ce qui précède, l'Autre n'est pas défini par son voisinage. (Le fait de vivre côte à côté). Il s'agit plutôt d'un ennemi avec lequel nous avons une lutte intense, une lutte qui freine notre progrès, usurpe notre terre, et ralentit notre capacité de développement. Ceci éclaire le fonds de la discussion. L' « Autre » inclut le camp capitaliste impérialiste sioniste, aussi bien que les collaborateurs arabes compradores, soutenus par quelques intellectuels arabes et juifs néo-libéraux. Cet Autre affirme clairement son identité en tant qu'Autre dans le contexte régional. Sont partie prenante de cet Autre, tous les Juifs sionistes israéliens, ceux qui ne reconnaissent pas le droit au retour sur la terre des ancêtres. Nous devons ici présenter ces Juifs de gauche que nous avons chaleureusement accueillis, dont la Gauche palestinienne est entichée, mais qui ne soutiennent pas notre combat. Historiquement, la « gauche israélienne » a traité ses homologues palestiniens avec condescendance. D'un autre côté, les Palestiniens sont à jamais reconnaissants envers la « Gauche Juive » d'avoir généreusement atténué leur élitisme juif. Curieusement, et

ironiquement, on ne trouvera pas beaucoup de Juifs sépharades (également connus comme Sépharades ou Juifs arabes) parmi eux, alors que nombre d'entre eux se considèrent, au moins sur le plan culturel, comme des Arabes[84].

Les facteurs en jeu, ici, pour déterminer l'identité de l'Autre, sont l'idéologie, les intérêts et le rôle de l'ethnicité, de la nationalité, de la religion, ainsi que le niveau de développement. Il devient alors clair que ce n'est pas le rôle qu'Israël joue dans la grande machination coloniale impérialiste, qui détermine qui est l'Autre. On voit ici plus clairement comment les intérêts des pays impérialistes occidentaux sont liés à ceux du camp impérialiste sioniste. Il est alors naturel que les Arabes dont les intérêts sont en phase avec ceux des impérialistes sionistes sont rattachés à cet Autre, indépendamment de leur langue, leur ethnicité. Tant que nous ne voudrons pas, ne serons pas capables de développer notre critique sur de telles bases, nous continuerons à courir sans but, en un cercle vicieux, sans parvenir à préciser nos objectifs et notre identité, et nous serons condamnés à l'inactivité et à une absence d'efficacité.

Quelques caractéristiques de l'« Autre ».

En tant qu'expression du colonialisme de peuplement blanc, le colonialisme israélien est différent de celui qui existe en Australie, Canada, aux USA, en Rhodésie, et Afrique du Sud. Bien sûr, toutes ces situations coloniales ont des caractéristiques communes telles que le racisme, le total accaparement des terres et des ressources appartenant à la population locale, tout cela étant indispensable au succès du dit colonialisme.

Israël en diffère par plusieurs aspects, en particulier parce qu'il est survenu plus tard, dans le « Cycle du mouvement colonial de

---

[84]Voir Ella Shohat Misrahim in "Israel Zionism from the Standpoiint of its Jewish victims", in News from within vol XIII n°1 J 1997.

peuplement blanc ». La campagne de peuplement sioniste a commencé au 20ème siècle, alors que les autres colonialismes évoqués plus haut se sont mis en place quelques siècles auparavant. La première tentative du sionisme pour s'établir en Palestine, qui date de 1860, a été un échec et ce n'est qu'à la fin de la 2ème guerre mondiale que ce projet a débouché.

D'autres différences essentielles existent, au sens où chacune de ces colonies a sa propre patrie. Dans le cas de l'Amérique du nord et de l'Australie, cette dernière était essentiellement anglaise. En ce qui concerne le sionisme, la patrie est comprise comme l'ensemble du Centre capitaliste occidental, englobant en fait la carte capitaliste. A l'intérieur de cette mosaïque, il existe, de façon lâche, « l'Israël financier », représenté par la forte présence bancaire juive aux USA, qui a, en retour, une forte influence sur les plans politique et social. Il y a encore « Israël démographique », dépendant des Juifs dans le monde, plus récemment, de L'ex Union soviétique. Inversement, les Palestiniens sont différents du fait que les Palestiniens appartiennent à la nation arabe, qui leur a permis de bénéficier d'un refuge national qui a soutenu leur lutte, alors que ce n'était pas le cas des natifs américains et australiens. Cette même profondeur arabe défie les plans d'établissement des réfugiés palestiniens loin des frontières de Palestine, en particulier en Irak et Syrie[85].

L'établissement colonial juif en Palestine n'est pas la conséquence des crimes nazis. Le problème date d'avant ces événements, et est certainement plus complexe. Le véritable objectif du peuplement en Palestine était de créer un ghetto capitaliste occupé par des

---

[85] Le but des sionistes était de repousser les Palestiniens réfugiés hors des frontières de Palestine, en Syrie, Irak. Mais aucun de ces Etats n'a accepté pas plus qu'aucun autre Etat arabe. La seule exception est venue du régime militaire du Général Husni al Zaa en Syrie, qui a finalement renoncé. Voir Havi Shalam'Husni Zaim and the plan to Resettle Palestinian Refugees in Syria. Middle East focus 9 n°2 1996 P 26/31

Juifs. Le rôle de celui-ci était de garantir l'ordre mondial capitaliste et de lui permettre de dominer la Nation arabe. On doit en conclure que ce ghetto capitaliste devait être en inimitié durable avec les peuples de la région dans laquelle il était implanté. Théodore Herzl, le père du sionisme politique, a écrit : « l'état juif sera une barrière entre la Barbarie orientale, et la civilisation occidentale ».

Il faut noter que Herzl s'est appuyé pour développer ce point de vue, sur de précédents stratèges impérialistes. Napoléon Bonaparte, le français, avait appelé à un peuplement juif en Palestine. Lord Palmerston, le secrétaire d'état anglais en 1840, l'avait également fait. Voilà pourquoi l'idéologie laïque sioniste et le projet sioniste pour la Palestine n'ont en réalité, et en pratique, rien à voir avec la religion. Depuis la création de l'Etat sioniste en Palestine, cette entité est un investissement stratégique dans la Nation arabe. Il n'aurait pas été aisé pour les impérialistes et sionistes, de créer cette entité agressive en Palestine, sans avoir d'alliés arabes à l'intérieur. Cette alliance était nécessaire à deux niveaux, lors de la phase initiale du projet impérialiste et sioniste, puis dans la phase de sa consolidation et de sa pérennisation. Ces alliés ont été, et de fait sont encore, les classes dominantes de la Nation arabe. Cette alliance entre l'impérialisme et le sionisme d'un côté, et entre ces forces et chaque classe dominante arabe de l'autre, a ainsi bénéficié à l'engagement de chacune des deux parties. Les sionistes impérialistes ont offert aux dirigeants arabes une protection contre leurs propres peuples. Les dirigeants arabes étaient et sont encore, en guerre civile contre les masses populaires de leur propre pays. La guerre civile qui perpétue la dépendance, la dictature, le sous-développement, représente une guerre d'usure contre les mouvements nationaliste arabe, faisant obstacle à la plupart des actions en vue de l'unité, de la libération de la Palestine, et du développement. En d'autres termes, les classes dominantes arabes constituent un tampon entre les classes populaires et leurs objectifs. Ils sont les ennemis de leur propre nation. La nature antagonique des régimes arabes envers les buts

de la nation, a rendu impossible un compromis entre le mouvement révolutionnaire et ces régimes.

La relation entre les dirigeants et les dirigés se limite à « être ou ne pas être ». Fondée sur l'alliance avec l'impérialisme, les régimes arabes en dépendant pour leur survie et leur subsistance, cela implique de leur part un soutien permanent et de forme variée à l'impérialisme. L'une de ces formes est l'agression directe de type impérialiste contre les régimes et mouvements nationalistes arabes, lorsque l'équilibre du pouvoir, à l'intérieur d'un ou plusieurs pays arabes, est menacé et que s'amorce un revirement contre les alliés de l'impérialisme. L'agression française, britannique et sioniste contre l'Irak en 1991 en est la preuve. Les tentatives de mouvement unitaire de libération arabe et de développement, dans nos régions, toutes avortées, ont échoué pendant un siècle. Cette longue période de transition n'a pas permis un développement qu'il soit de formation capitaliste, ou socialiste.

Durant cette période, et dans de telles circonstances, les parties qui se sont développées et ont bénéficié de la situation, ont été les alliés étrangers des régimes arabes dépendants : les capitalistes impérialistes, (qui ont réalisé d'énormes profits), et l'entité sioniste qui a également fait des profits et s'est renforcée. Les bénéfices des ennemis de la région, n'ont de toute façon jamais été limités aux relations économiques et diplomatiques entre Israël et les dirigeants arabes. Ces ennemis veulent être acceptés tels qu'ils sont, et même être chaleureusement accueillis par la Nation arabe. Les sionistes, impérialistes, et les régimes dépendants arabes au pouvoir, travaillent dans le sens d'une rééducation des classes arabes populaires, dans le sens de la normalisation des relations avec Israël. Une fois cette dernière accomplie, l'économie de la normalisation sera facilement acceptée. Si cette entreprise parvenait à un succès, tout développement de la Nation arabe serait complètement bloqué. (Voir le débat sur la normalisation au chapitre 3).

En rejetant la normalisation, nous touchons au nerf sensible de l'ennemi. L'expérience des Egyptiens, des Jordaniens, et des autres peuples arabes, montre que ces régimes sont encore dévoués à Israël. Les manifestations de masse en soutien à l'Intifada 2000 dans plusieurs pays de la Nation arabe, ont révélé leur opposition à la normalisation. C'est pourquoi le choix pour les ennemis de la nation est maintenant le suivant : faire un compromis acceptable par les classes populaires arabes, ou déchirer la nation ; imposer la normalisation, au peuple, en dépit de sa volonté. Dans tous les cas, la nation et les masses vont résister. Les comportements du peuple resteront opposés à la position officielle des régimes, ainsi que cela a toujours été.

Mais ceci ne suffit pas. Il ne s'agit là que de la moitié de l'équation. L'autre moitié, est le fait que les masses populaires doivent formuler une nouvelle approche qui les détache complètement de ces régimes. Dans ce but, il faut développer un mouvement de libération nationale. Le prérequis doit être le détachement de la plupart des dirigeants des mouvements traditionnels de libération, de leur intériorisation de la défaite.

La lutte du peuple aggravera la crise des ennemis de la nation (le Centre capitaliste occidental) dont les intérêts supposent une libéralisation totale du commerce dans la région. Une telle libéralisation nécessite des espaces, et même le monde entier, sans « tension ». Ce qui signifie un monde dans lequel les classes populaires ne résistent pas à l'exploitation. En d'autres termes, alors que le capital ne cesse de remettre en ordre les classes, ses intérêts et ses plans consistent en ce que les classes exploitées ne puissent en faire autant. On pourrait se demander en quoi réside ici l'intérêt du peuple juif, dans ce conflit qui est à la fois national et de classe ? La tâche de transformation de la région est-elle limitée aux peuples arabes ? Ceci nous amène à discuter d'autres problèmes.

Plus qu'un projet de peuplement colonial

La nature du projet colonialiste sioniste, en tant que projet de peuplement colonial, et le succès de l'élite juive dans l'acte d'incorporer toutes les classes sociales dans son projet agressif, a rendu la société juive à peu près incapable de produire en son sein des forces progressistes. Le peuple juif en Palestine occupe la terre, exploite la main d'œuvre bon marché des Palestiniens qui y vivent, etc. mais le tableau n'est pas complet. L'autre face de la fabrication sociale du projet sioniste mérite que l'on s'y intéresse.

La Gauche en Israël

Jusqu'à ce jour, les relations entre la gauche arabe et la gauche judéo-israélienne, n'ont pas été situées dans leur véritable contexte. Si l'on considère sa position sur le droit au retour des réfugiés palestiniens, la gauche israélienne est colonialiste. La gauche israélienne qui reconnaît la légitimité de l'état d'Israël, alors que c'est un état colonial, et un chien de garde dans la région, joue en fait le jeu du sionisme et de l'impérialisme. Cette gauche se prétend non sioniste. Ne pas être sioniste est certainement différent du fait d'être non sioniste, ou encore, antisioniste. Pour être antisioniste, un parti doit être opposé à l'état sioniste qu'il doit considérer comme illégitime. En réalité, tous les partis et organisations de la gauche sionistes ont fondé leur analyse et attitude sur l'acceptation de l'état de peuplement sioniste.

Dans le cas d'Israël, il ne suffit pas à la gauche d'abandonner l'idéologie sioniste, ni d'être en opposition au système capitaliste. Il ne suffit pas de se déclarer marxiste, de quelque obédience marxiste que ce soit. Ce marxisme doit mener à s'opposer à l'existence même de l'entité sioniste de peuplement. Malheureusement, tel n'a jamais été le cas. La gauche israélienne est globalement un monopole de l'ethnie juive ashkénaze. C'est une gauche qui a hérité de l'idéologie raciste sioniste. Ceci pourrait soulever la question du pourquoi de la domination de dirigeants

ashkénazes sur la gauche israélienne. Le Parti communiste israélien ne recrute pas de juifs orientaux, les sépharades[86], qui, en tant que les plus pauvres, pourraient constituer sa base, et se concentre sur les Arabes palestiniens qui vivent dans l'entité sioniste. Penser que ce pourrait être parce que les Arabes, en tant que race, sont davantage enclins au socialisme, serait une réponse raciste.

Une part de la réponse est que les Arabes sont la nationalité la plus opprimée, dans le cadre du projet sioniste, et parce que le Parti communiste israélien ainsi que d'autres partis plus petits de la gauche israélienne sont les seuls partis juifs à se considérer comme non sionistes. Les Arabes qui vivent sous le pouvoir sioniste (considérés comme les Arabes de 1948) n'ont jamais reçu le droit de constituer leur propre parti national. Les juifs d'orient faiblement éduqués, ont été satisfaits, en tant qu'arabes (juifs arabes) d'être traités par les sionistes en classe supérieure, passant devant les Palestiniens.

Les Juifs ashkénazes ne se sont jamais souciés d'instruire les juifs orientaux. C'est plutôt la droite israélienne qui s'est intéressée à eux, qui les a utilisés pour s'emparer du pouvoir aux élections en 1977.

La leçon que nous en tirons ici est que les Palestiniens communistes de 1948 qui ont reconnu Israël, sont des communistes non nationalistes, et révisionnistes. Ils ont reconstruit des relations avec la « gauche israélienne », la gauche juive, soutenu l'entité ashkénaze, et sont devenus davantage sionistes que communistes. Si cela est exact, les relations de cette gauche avec la gauche arabe, sont au service du sionisme. Elle a réduit la radicalité de la gauche arabe et l'a éloignée du combat pour le droit au retour des réfugiés palestiniens. Cette incapacité est due à une pauvreté absolue de la

---

[86] Alors que les Juifs sépharades représentent 20% des Juifs dans le monde, ils sont 43% des Juifs du projet sioniste. Ils représentent avec les Palestiniens environ 2/3 de la population totale.

conscience de classe des travailleurs. Cette attitude opportuniste envers l'Etat ashkénaze ne s'est jamais limitée à la gauche juive. La gauche au niveau international tombe dans le même piège (voir chapitre2).

Afin de juger de l'attitude de la gauche israélienne envers le projet sioniste de peuplement, nous avons deux critères. Le premier est d'examiner la création d'une entité capitaliste et raciste à travers la vision communiste de l'ordre du monde. Pour un communiste, cet ordre est ennemi du mouvement socialiste et du développement des pays de la Périphérie (COP). Après les années 1920, la majorité des deux courants du mouvement socialiste, la social-démocratie, et les partis communistes, ont soutenu le mouvement sioniste. Certains ont même inventé l'expression de « colonialisme positif »[87]. Cette position est valable pour l'Union soviétique qui a reconnu Israël en dépit du fait qu'il était soutenu ouvertement par le Centre capitaliste impérialiste.

Le second critère consiste à considérer Israël selon les écrits des fondateurs marxistes, Marx, Lénine et Kautsky qui ont pris une ferme position contre toute prétention au caractère national ou religieux d'une question juive. Leur analyse de la question juive était une analyse de classe. L'état sioniste, en tant qu'idée et projet, a été soutenu par les capitalistes, les socialistes, même les communistes (à une certaine époque), les églises chrétiennes, et bien entendu le « clergé » juif. Il faut comprendre d'où vient un tel soutien. Il provient de ce que l'ordre capitaliste a créé et soutient encore cet Etat. Cette situation explique les profondes contradictions la gauche israélienne et sa crise. C'est une contradiction parce que la gauche a reçu sa légitimité, en tant que mouvement politique, d'un Etat créé par le Centre capitaliste. Une crise encore parce qu'au sein de la formation sociale de cet Etat de

---

[87] A propos du "positive colonialism", voir Paul Kelemen Zionism and the British Labor Party in Palestine 1917/39 in Kanaa'n, n°72 Janv 1996 p 57/66

peuplement, il n'y a pas d'espace pour la lutte de classes.

L'alternative populaire en réponse à la nature raciste de la formation sioniste israélienne, devrait, du point de vue arabe, être en train de se construire. Mais tel n'est pas le cas parce que de nombreuses composantes de la gauche arabe sont dépendantes du révisionnisme soviétique. Cette attitude dépendante a conduit cette composante de la gauche arabe à entrer en contact avec Israël et la gauche israélienne sur un plan d'infériorité. Alors que certaines des objections évoquées plus haut étaient soulevées au sein de la gauche arabe, la majorité de celle-ci n'a jamais débattu de ces problèmes, de manière ouverte et autocritique. Même une partie de la gauche arabe (en particulier les Palestiniens), qui ont renié le marxisme après la chute de l'URSS, n'ont pas revu leur analyse de ce problème, qui, d'une façon ou d'une autre, était devenu une composante du processus de la « fausse paix », et tournait le dos à cette histoire.

Un autre obstacle à une alternative marxiste et à une nouvelle attitude envers le sionisme, est le fait que de nombreux militants de gauche, des organisations ou partis marxistes et communistes arabes, ont sombré avec la crise de la gauche. Non seulement ils ne réévaluent pas leur expérience, mais ils ont du mal à s'affirmer marxiste face à la contre révolution, au capital et à la mondialisation. La longue expérience de passivité de la gauche arabe, dans la mesure où elle a reconnu l'état sioniste, a facilité la tâche de la bourgeoisie arabe dépendante dans son combat contre le communisme au profit de l'impérialisme. Et ceci, en dépit du fait que cette bourgeoisie a soutenu la création d'Israël et fait encore obstacle aux luttes du peuple qui s'y opposent[88]. Ce n'est que récemment que les compradores arabes ont dévoilé leurs relations

---

[88]Les régimes arabes réactionnaires facilitent l'immigration des Juifs arabes comme colons en Palestine, particulièrement de 1948 à 1952. Ils ont donc soutenu le projet sioniste dans ses besoins élémentaires, travail peu coûteux et soldats.

secrètes avec l'entité sioniste. En ce qui les concerne, les Communistes qui ont reconnu l'état d'Israël ont suivi une ligne erronée motivée par la bonne volonté et un retard de conscience de classe communiste. Les compradores arabes ont, eux, suivi leurs intérêts de classe en tant que dépendants du capitalisme occidental. Lorsque les Arabes et Palestiniens de toute tendance ont reconnu Israël, ils se sont interdit de voir que les Palestiniens ont subi un Holocauste depuis plus d'un siècle. Les compradores arabes qui ont reconnu Israël par l'intériorisation de la défaite, ont bloqué la lutte des Palestiniens contre cet holocauste.

Israël, un Etat théologique

L'ensemble de la gauche et des laïcs a échoué, partout dans le monde, à comprendre le fait que l'Etat ashkénaze est le premier Etat de la période contemporaine à être basé sur la religion. C'est le premier Etat théologique. On est amené à se demander pourquoi le sionisme se comporte, aux yeux du monde extérieur, comme un mouvement laïc, alors qu'à l'intérieur du projet sioniste, il agit comme état religieux. La composante majeure du projet idéologique sioniste est de nature capitaliste, mais l'Etat ashkénaze n'a jamais agi comme un état laïc. Cette fausse laïcité a ouvert la voie aux fanatiques de la droite israélienne, en particulier SHAS, et aux habitants des colonies. Le sionisme, en tant qu'idéologie du peuplement colonial, considère la terre comme un de ses piliers. Il exploite, dans ce contexte, le mythe de la « terre promise » et met la religion juive au service du projet capitaliste. En fin de compte, la question de savoir si le sionisme est ou non une idéologie laïque est devenue sans objet, parce que le sionisme agit dans les deux directions, laïque et religieuse, en fonction de ce qui sert son projet colonial.

L'état ashkénaze agit comme un état théologique. Il est d'ailleurs inscrit à l'entrée du Parlement israélien, la Knesset : « Parlement de l'état des Juifs ». Tous les membres de ce parlement, y compris les Arabes, prêtent serment à cet Etat. Ceci nous évoque deux

formes de l'hypocrisie mondiale. La première est formelle, elle consiste en ce que de nombreux régimes, en particulier en Occident, attaquent les nouveaux Etats islamiques sans rien dire concernant le premier Etat religieux, l'Etat sioniste. La deuxième consiste en ce que de nombreux cercles de la gauche et des universitaires dans le monde, critique l'Islam politique, accusant ce mouvement d'être fondamentaliste et même terroriste. Mais ces mêmes personnes et cercles ne disent rien à propos du fondamentalisme juif, ni même du regain de fondamentalisme dans des églises occidentales. En fait, le fondamentalisme en Palestine, est pour une large part, une réponse au fondamentalisme juif.

Les Juifs Orientaux.

Les Juifs « orientaux » (colons juifs venus en Palestine depuis des Etats arabes et islamiques) constituent pratiquement la moitié de la population de l'entité sioniste. En comparaison avec les Ashkénazes, ils sont les basses classes de la société. Mais ils sont cependant supérieurs à la minorité des Arabes Palestiniens dans le projet sioniste, et certainement supérieurs aux travailleurs Palestiniens de Cisjordanie qui travaillent dans l'entité juive[89]. Au cours des dix dernières années, le statut de ces juifs orientaux a connu une détérioration accélérée, l'entité sioniste ayant importé un million de nouveaux colons, arrivés de l'ex Urss. Ces nouveaux migrants, en tant que colons blancs, éduqués, professionnels, ont acquis un statut supérieur à celui des colons venus des pays orientaux. Il en a résulté un problème de classe, et non de distinction ethnique ou culturelle. Les Juifs orientaux ont commencé à blâmer le régime pour discrimination. L'autre raison cachée derrière la détérioration du statut des juifs orientaux est

---

[89]Dans ce contexte Yakov Ben Elfrat a écrit: « le développement a laissé derrière lui un autre groupe qui a souffert de discrimination: les Juifs Misrahis. Les différences de classes se sont accrues. Un Ashkenazi gagne 1.5 de plus qu'un Misrahi et 2 fois plus qu'un Arabe ». (When America stumbles, Israël falls, Challenge mars/av 2001 n°66

l'intégration de l'économie sioniste à l'économie mondialisée. Les Juifs orientaux travaillent surtout dans des secteurs de l'économie traditionnelle. Ils n'étaient donc pas préparés à s'intégrer de façon compétitive au secteur de l'information.

Un autre aspect important est l'intégration sioniste au processus de « paix pour le capital » dans la région. Celle-ci permet aux compagnies israéliennes de faire des affaires et de transférer les entreprises en Egypte et Jordanie. La plupart des Juifs qui ont été licenciés par des entreprises qui ont fait ces délocalisations, étaient des Juifs orientaux. Les Palestiniens en Israël représentent le restant des licenciés. Le niveau de conscience de classe de ces travailleurs venus de pays arabes, ou Palestiniens, est vraiment bas. Ces classes sont divisées en fonction de leur appartenance et passé ethnique et national. Ils sont divisés en bas statuts, d'une part ceux qui habitent des colonies, et d'autre part les travailleurs palestiniens opprimés pour raison nationale. Mais ces deux communautés sont trop faibles pour amorcer une alliance de classe contre leur ennemi commun, les colons ashkénazes capitalistes. Les Juifs orientaux ne sont pas satisfaits du processus de paix des accords d'Oslo. Ce n'est pas parce qu'ils le considèrent comme « paix du capital », ni parce qu'ils seraient en faveur du droit au retour des Palestiniens. La véritable raison est que les Juifs orientaux pensent que cette paix donnera aux Arabes les plus pauvres, le droit d'être en compétition avec eux pour le travail, soit à l'intérieur de l'entité sioniste, soit lorsque des sociétés traditionnelles israéliennes se délocalisent vers des pays arabes. Tous ces problèmes montrent à quel point le capital domine le travail dans la région.

Dans de telles circonstances, les Juifs orientaux sont attirés par les institutions juives les plus réactionnaires de la droite, ainsi que par l'armée et les partis politiques fondamentalistes. Ceci approfondit le schisme entre leur culture (arabe) et leur statut social (le plus bas au sein de l'ethnie juive) et leur statut de classe (ils sont les plus pauvres des Juifs et les plus fragiles du fait de la crise économique).

La détérioration du statut de classe des Juifs orientaux constitue en fait un démenti de la proclamation d'Israël « Mère de tous les Juifs ». Plus la division de classe s'approfondit au sein de l'entité juive, plus le progrès de la conscience de classe, sur des bases objectives, devient important. Ceci est un principe qui ne devrait pas être nié du fait de la nature de l'état sioniste. Et ce pourrait bien ne pas être un hasard, le même développement se produit au sein de l'OLP qui s'est transformée de « Mère de tous les Palestiniens » en « Mère » de la classe compradore capitaliste palestinienne. Ces deux développements sont en conformité avec les impératifs de la mondialisation.

Débat autour de la solution

Ce qui suit est un développement concernant la solution à la question palestinienne.

Dans son intervention à la Conférence du 6 juin 1998, Asa'ad Ghanem (de l'université de Haïfa) a défendu l'idée d'un Etat binational en Palestine.

« Le projet de renaissance arabe a été reporté à nouveau pour une vingtaine d'années. J'étais le premier menteur lorsque j'ai dit que le peuple palestinien allait établir un Etat démocratique. Dans les Etats binationaux, il existe à la fois l'égalité entre tous les nationalismes, ainsi que le droit de veto, des droits pour chaque communauté, une représentation égale pour les associations d'Etat, l'autonomie pour l'éducation etc. A ceux qui veulent un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, et qui laissent les Palestiniens de 1948 résoudre seuls leurs problèmes avec Israël, je dis que notre problème ne sera jamais résolu simplement entre Israël et nous. » [90]

---

[90] Asa'ad Ghanem conférencier à l'université D'Haïfa et à l'institut Giva'at haviva. *Un Etat bi national sur toute la Palestine, sans Etat palestinien.* Conférence à Abna Il Balad à Nazareth juin 1998. Idem Conférence 6 juin

Le projet arabe nationaliste pourrait bien être reporté pour davantage que 20 ans, comme l'avait déclaré Ghanem. Mais notre choix est de lutter pour gagner, pas d'abandonner au profit du projet sioniste ashkénaze. Le retard du projet du nationalisme arabe a conduit Ghanem à ignorer la dimension arabe du conflit. C'est pourquoi il a réduit la solution aux seuls Juifs et Palestiniens. C'est également la position de la Gauche ainsi que de la Droite ashkénaze qui ignorent toujours et détestent entendre, la dimension nationale arabe du conflit, parce que cela leur dénie la possibilité de conserver le monopole de la terre de Palestine. Ceci peut marcher au court terme. De toute façon, pour une solution finale, les ashkénazes cherchent une normalisation et un accès aux marchés arabes. Ghanem ne parvient pas à comprendre que la normalisation entre la Nation arabe et Israël ne marchera pas tant que les sionistes refuseront le droit au retour des réfugiés, monopoliseront la terre en Palestine, l'économie et l'appareil militaire dans l'entité sioniste. Un état binational est un non-sens aussi parce qu'il ne peut pas résoudre ces problèmes complexes.

Nadem Rohana (Harvard), adopte le point de vue de Ghanem sur l'état binational, et espère que dans ce dernier, le statut de la terre changera, les deux peuples en profiteront, mais estime que la chance que les Juifs acceptent ces changements reste mince »[91]. Il est clair que tous deux ont fondé leur argumentation sur une solution, entre Palestiniens et Juifs, qui ignore la dimension arabe. De plus, ils ne nous ont pas expliqué comment les deux peuples pourront profiter de la propriété de la terre dans le cadre d'un régime capitaliste, même s'il n'est pas raciste. Ils ont été incapables à nous montrer comment les Palestiniens pourraient profiter d'une terre occupée et colonisée. Sinon, Rohana doit justifier la raison pour laquelle les Palestiniens devraient accepter le monopole de

---

1998

[91] Discours de Nabin Rohana dans Abna Il Balad conférence 6 juin .Nazareth 1998.

leur terre par les colons, ou partager leur propriété privée avec les colons dans un système capitaliste !

Nul besoin de demander à Rohana s'il est capable de garantir l'approbation des colons à partager la terre avec les Palestiniens. En d'autres termes, il ne s'est pas interrogé sur la nature de l'état sioniste, et sur la nécessité de changer cela. Plus grave encore, Rohana n'a pas touché au tabou sioniste sur le droit au retour des réfugiés.

La position de l'écrivain juif Sami Smooha est fondée sur la politique officielle de l'état israélien envers les citoyens arabes palestiniens. Il en appelle un « Israël Etat juif démocratique qui garantirait l'égalité pour les Palestiniens, et une amélioration continue de la condition arabe ». Il ajoute « Maintenant, en raison de la détérioration politique au niveau du nationalisme arabe, il est encore possible pour les Arabes israéliens, de recruter des Arabes dans le but de changer la nature de l'état sioniste juif. » [92]

Dans l'intérêt du débat, admettons que les Arabes Palestiniens vivant en Israël sont ceux qui recrutent des Arabes dans la lutte pour changer la nature de l'état sioniste juif. Supposons que les Arabes ne soient pas auto-motivés pour faire cela, que les Arabes ne soient pas motivés par le nationalisme quand ils se battent contre l'agression israélienne. Mais est ce que Smooha est conscient que la Nation arabe est maintenant mobilisée contre la normalisation des rapports avec Israël ? L'auteur est-il capable de comprendre que cette nouvelle position, hostile à la normalisation, est l'expression d'un engagement national ? Peut-il comprendre qu'à l'époque de « la paix pour le capital » les classes populaires arabes sont motivées par l'auto protection contre les sionistes d'un côté, et leurs alliés arabes et étrangers de l'autre ? Peut-il comprendre que l'entité sioniste demande la normalisation qui

---

[92] Idem, discours de Sama Samoa

constitue une agression contre la Nation arabe ? Aussi longtemps que les idées de Smooha sont fondées sur la politique officielle ashkénaze, il est inutile de discuter du droit au retour avec lui. En fait, en tant qu'occupant, il croit en la force, et ne reconnaît que la force.

Il en va de même pour Ilan Saban de l'université de Haïfa[93], dont les arguments partent de la politique et de l'idéologie sioniste ashkénaze. Il est favorable au fait d'accorder un Parlement et l'autonomie aux Palestiniens de 1948, et une participation à l'Etat « démocratique » juif. En d'autres termes, il est, en tant que colonialiste par nature et culture, suffisamment intelligent pour tenter de contenir l'aspiration nationale aux Palestiniens de 1948. De ce point de vue, l'autorité sioniste est « pragmatique » et assez intelligente pour travailler dur afin d'exproprier ceux qui sont sur les terres de 1948, et poursuivre l'expansion des implantations juives en Galilée. Ceci s'ajoutant à l'intégration des intellectuels et marchands palestiniens dans les cercles inférieurs du régime sioniste. Intégration de cette élite, qui relève de la même politique que l'intégration des Juifs arabes orientaux, mais dans une couche sociale inférieure, à savoir que l'élite juive orientale est supérieure à celle des Arabes palestiniens. Mais les deux constituent une intégration pour des buts différents.

L'intégration des Arabes correspond davantage à des motifs d'ordre national, que de classe. Muhammad Amarah (Université de Ilan) est plus pessimiste que les autres. Il « s'attend à un rude traitement des Palestiniens de 1948, une détérioration de leurs droits civils, mais sans perte de leur droit de vote, une discrimination économique et sociale, l'obligation de faire le service militaire »[94]. En réalité, plusieurs options sont possibles dans la situation, y

---

[93] Ilian Saban :"*an improved status quo* » in Abna Il Balad conférence Nazareth 6/6/98

[94] ibidem; Muhamad Amarah *Increase decline in the Arab situation.*

compris le transfert. Ce qui le prouve est le massacre commis par l'armée sioniste juive durant l'Intifada 2000 débouchant sur des centaines de morts et de blessés. Tout ce qui précède dépend de l'équilibre des forces.

Rasim Khamaiseh a ainsi envisagé trois scénarios comme solution. Il envisage pour « les Palestiniens arabes, soit : 1) une séparation géographique en annexant les espaces très peuplés par les Arabes, à un Etat voisin, pour qu'ils y fassent partie du plus grand nombre, 2) créer une nouvelle entité politique dans les espaces où la minorité arabe pourrait constituer une majorité, en la laissant organiser sa vie de façon indépendante ; 3) un déplacement de population sous réserve d'accord, de la minorité arabe, sous forme d'échange de population avec des Etats voisins, qui ont en commun, la culture, la religion, le nationalisme. Le désir de créer une entité indépendante étant peu partagé par les Arabes en Israël[95].

Chacune des propositions de Khamaiseh présente des possibilités de réalisation. Lorsqu'il relève que la création d'une entité indépendante rencontre un faible soutien de la part des Arabes, il ne donne pas de fait à l'appui. Il oublie aussi de mentionner la position d'Israël à ce sujet. Mais étant donné la nature de l'AP et son engagement en faveur de la paix du capital, c'est- à-dire des accords d'Oslo, il est fort possible que l'AP le souhaite et soit en accord avec un échange de terre, de population, ou même pour les deux[96].

Illiana Kofman, de l'*Université Ouverte*, va encore plus loin. Elle suggère que « l'état d'Israël soit un état civil national, soit en devenant un Etat hébreu qui considérerait ses citoyens, Juifs et Arabes, comme une seule nation, une république laïque et

---

[95] Ibidem Rasim Khamaiseh : *Separation and transfert of Arabs*

[96] Ceci a été confirmé par les négociateurs de l'AP à Camp David 2000 deux mois avant l'Intifada 2000

démocratique, le droit au retour des Palestiniens étant limité à ceux qui le demandent. Le service militaire s'appliquant à la fois aux Juifs et aux Arabes ; soit, deuxième hypothèse, déclarer Israël état multiculturel, … le but de l'état étant le bien-être de tous ». Elle ajoute. « Mais ceci est difficile à mettre en œuvre, aussi longtemps qu'Israël reste légitime en tant qu'état Juif. Et ceci est, de fait, ce que souhaite la majorité des Juifs en Israël »[97].

Ce sont de bonnes idées, que celles de Kofman. Mais faire des suggestions ne suffit pas, car elle ne dit pas comment on les appliquera. En plus du fait qu'elle ne donne pas sa propre opinion concernant le caractère Juif de l'état, elle montre l'impasse de sa proposition lorsqu'elle dit que la majorité des Juifs en Israël souhaitent conserver ce caractère. Et c'est là le coeur du problème. Quels moyens peut-on utiliser pour amener des changements dans l'opinion publique qui est actuellement colonialiste, réactionnaire et raciste ?

Un membre Arabe Palestinien, de la Knesset, Azmi Bishara, diffère de tous ceux qui ont été cités précédemment, au moins en tant qu'il est un leader de parti politique et prétend être un nationaliste arabe. Il est important de considérer qu'il a été, durant la plupart de sa vie, membre du Parti communiste. Fait à mette en relation avec son insistance à reconnaître l'Etat sioniste, depuis que le problème est au cœur du programme de son parti politique. En d'autres termes, il rejette le marxisme, conserve sa loyauté envers l'état sioniste, et se prétend un arabe nationaliste.

Bishara a déclaré : « en dépit du fait que je ne reconnais pas l'histoire du sionisme, ni le sionisme historiquement, je me suis vu dans l'obligation de reconnaître le fruit qui a été créé par ce sionisme. Parce qu'Israël est né en dehors d'une légitimité internationale, je ne peux pas déclarer qu'il n'existe pas, ou qu'il n'a

---

[97] ibidem. Illiana Kofman "*The state of Israël, a National religious State*".

pas de droits. Ce sur quoi j'insiste est le fait que ces droits ne devraient pas se matérialiser aux dépens des autres, ni par la force »[98].

Mais Bishara ne nous a pas montré où et quand les « droits « de l'état colonial se matérialisent aux dépens des autres. En fait, la simple existence d'un colon en Palestine, se fait aux dépens du peuple Palestinien. En conséquence, il n'y a pas d'autre moyen d'arrêter le projet sioniste de confiscation des droits des autres, que le socialisme. Et cette solution, Bishara la rejette.

L'argument principal de Bishara est de transformer Israël en un « Etat pour tous les citoyens ». Ce slogan est en accord, non en qualité mais en quantité, avec celui du Parti communiste : « Egalité entre Juifs et Arabes en Israël ». Il semble qu'il ait aussi pris des arguments d'un autre côté également. Il est favorable à l'autonomie de la culture et de l'éducation[99] pour les Arabes de 1948, mais il n'est pas favorable à ce qu'ils aient un Etat indépendant. A ce sujet, il a écrit : « c'est un non-sens, ce n'est en rien une solution, il n'y aura pas d'autonomie géographique parce que les Arabes sont totalement dispersés dans le pays. Mon objectif est un Etat pour tous les citoyens, une autonomie culturelle. Sans

---

[98]Haaretz (H*ébreu daily in Tel Aviv supplement*, 29/5/98. cité par Ali Samnyeh Dirasah Hawl a laqat Filistenee at 1948 Bil Dawlah al Abriayah bil Knesset wabil Mustakabak bain al Tarafain (Recherche sur les relations entre les Palestiniens et l'Etat hébreu, la Knesset et l'avenir des deux parties) 2001 p.29

[99]Said Zadani, l'un des premiers Palestiniens arabes qui a écrit sur l'Autonomie culturelle a écrit: « je l'imagine comme un compromis entre une juste solution négociée autour des droits civils et des droits communaux nationaux. L'intégration des Arabes en Israël par la vie en société et l'Etat n'est rien d'autre qu'un gros mensonge, et leur séparation totale de ceci est un rêve qui ne se réalisera jamais, en particulier à une époque où les chances d'une démocratie laïque ne sont pas viables ». Zaïd Zaidani in Kadaia n°5 Jérusalem 1990. Ce raisonnement est en fait basé sur la stratégie de l'adaptation.

cela, les circonstances vont mener à une exigence de zones libérées et d'unification dans une unité nationale. Ceci mène au conflit. Mais si l'autonomie culturelle est profondément enracinée dans un Etat de tous les citoyens, ce sera la base de l'intégration ». [100] Nous voyons ici vers où penche le cœur de Bishara, du côté israélien. Il alerte les sionistes sur le fait que le meilleur moyen d'obtenir l'intégration des Palestiniens est de leur accorder l'autonomie, faute de quoi ceux-ci vont se mobiliser politiquement pour la séparation. En voilà un bien étrange nationalisme arabe qui a pour but principal l'intégration dans le projet sioniste !

L'idée la plus provocante de Bishara est son opinion sur le sionisme. Il argumente : « le sionisme n'a jamais connu d'harmonie interne. Sa nature n'était pas aussi despotique que le point de vue arabe le dit. J 'ai été habitué à le voir comme un mouvement colonial. Mais à travers ma lecture de la littérature sioniste, je suis convaincu que cela est plus complexe. Le sionisme se voit lui-même comme un mouvement de renaissance et de libération. En conséquence, il a été en tension entre son image de lui-même et sa pratique[101]. » Cette attitude d'Arabes envers le sionisme pourrait éclairer une nouvelle tendance intellectuelle entre Arabes et Palestiniens, qui acceptent le sionisme, mais de manière plus sophistiquée et éduquée, si l'on compare aux dirigeants arabes relativement peu instruits. En acceptant le sionisme et l'entité sioniste en tant que telle, ces gens sont de fait sionistes. Il est possible pour un Arabe de devenir sioniste, parce que le sionisme est une idéologie. Mais il est impossible d'appeler un Arabe Juif, parce que selon le judaïsme, il faut être né d'une mère juive pour être juif. Il est impossible de dire qu'il y a une culture commune entre Juifs et Arabes, car il n'y a pas de culture commune israélienne en Israël. Il y a de fait deux cultures, la juive et l'arabe. Il semble bien que la conception «

---

[100] Asmi Bishara Ya Allah Interview du Premier Ministre par Lary Derfner in The Jerusalem Post fév 1997 ; détails dans Kanaa'an Bulletin 85 en 1997

[101] ibidem

flexible » du sionisme défendue par Bishara soit l'une des raisons principales de sa participation à la Knesset, le Parlement de l'état juif, ce qui l'a amené à considérer qu'alors il devait en fait sacrifier le droit au retour des réfugiés Palestiniens. Ainsi, étant membre de la Knesset et se prétendant nationaliste arabe, Bishara est de fait un hypocrite.

Après 50 ans d'existence d'Israël, ces problèmes sont encore en débat, mais il est évident que ce n'est pas un Etat normal. Toutes les idées étudiées plus haut, se rangent dans le camp du sionisme. Il n'y a pas de réelle différence entre elles. Les Arabes comme Bishara, les Juifs comme Smooha, se rejoignent pour l'essentiel. La différence n'est que dans les détails. C'est pourquoi ils sont tous de fait sionistes. Ils ignorent le droit au retour des réfugiés et ignorent la dimension arabe dans le conflit en cours, et concernant le futur statut de la région.

Le projet socialiste, préalable au démantèlement de l'entité sioniste

Au début de ce nouveau millénaire, il y a trois points essentiels que les classes populaires arabes et leurs partis d'avant-garde, doivent prendre en compte, pour développer leur nouvelle stratégie. Le premier se situe à l'échelle mondiale, c'est la détérioration de l'internationalisme communiste, de la révolution mondiale qui a commencé en 1950 et atteint son sommet en 1990. En d'autres termes, c'est la victoire du capital par la contagion de la mondialisation. Le second phénomène est l'intériorisation de la défaite (IOD) par les régimes arabes et nombre de partis politiques, ce qui a conduit au processus de la fausse paix et aux accords d'Oslo, ainsi qu'à la position arrogante d'Israël concernant le droit au retour des réfugiés palestiniens. Le troisième point concerne le succès du camp ennemi dans sa lutte pour écraser la résistance possible des Arabes à ce plan de « paix pour le capital ». C'est dans ce but que l'impérialisme, les régimes *iqlimi* ont détruit le pouvoir en Irak, encouragé la dégénérescence de l'OLP par l'intériorisation

de la défaite, soutenu le Yémen du Nord dans son combat pour éliminer le régime de gauche du Yémen du Sud, et soufflé sur la braise des guerres civiles en Algérie et Egypte.

Ces développements supposent l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour le développement, l'unité et la libération de la Palestine et des autres terres arabes occupées. Mais notre discussion ici se limitera à la lutte contre l'entité sioniste et à son avenir dans le projet arabe socialiste.

Comme plusieurs chapitres de ce livre l'ont abordé, il y a deux groupes socio politiques parmi les Sociétés arabes, qui ont intériorisé la défaite. Ce sont les classes compradores au pouvoir et un grand nombre de partis politiques. En conséquence, ces groupes sont devenus des défenseurs de la normalisation avec l'impérialisme et le projet sioniste. Mais ce dernier ne s'est jamais limité à la question de la « paix » avec les Palestiniens. Le but sioniste nécessite une Nation arabe « paisible », sous-développée, fragmentée, non socialiste et ouverte à ses produits, c'est-à-dire une Périphérie largement soumise. Le but sioniste est d'être accepté par les Arabes comme une partie normale de la région, aspirant à dominer les marchés arabes, à travers l'intériorisation de la défaite.

Ceci signifie que la politique de normalisation est une politique agressive qui vise à maintenir l'entité sioniste telle qu'elle est en la faisant accepter par les Arabes. Ceci est une nouvelle version de la guerre sioniste. Mais cette fois ci, il ne s'agit pas d'une guerre formelle contre les classes dominantes et leurs armées. Ces dernières font en effet partie du camp sioniste. C'est une guerre contre la nation. Pour préciser encore, c'est une guerre contre les classes populaires dont les intérêts sont l'unité, le développement, le socialisme, et la libération des terres arabes occupées. Nous abordons maintenant une ère nouvelle, une nouvelle classe se réorganisant entre révolution et contre révolution, entre camp capitaliste et camp socialiste.

Le contenu du projet socialiste, comparé à celui du projet sioniste

Nous avons écrit dans le 3ème chapitre, que les classes dominantes compradores arabes ont déjà fait un bon chemin en direction de la normalisation avec le projet sioniste. Plusieurs d'entre eux ont déclaré en avoir fini avec le Boycott, plusieurs ont reconnu l'entité sioniste telle qu'elle est. L'entité sioniste et ces pays arabes sont favorables au développement de leurs échanges commerciaux. Il n'y a aucune garantie que ces régimes, en dépit de leur soutien à l'Intifada 2000, réduisent leur commerce avec Israël, ils pourraient bien au contraire les renforcer. Les sionistes ont protesté contre l'Égypte et l'AP à propos de tous les articles qui critiquaient sa politique et son idéologie. Ceci en raison des points mentionnés dans « l'accord de paix » qui favorisent la normalisation culturelle comme l'un des points du plan d'écrasement de la résistance palestinienne. Avant d'aborder l'attitude d'un Etat socialiste arabe envers l'entité juive, il faut faire le détour par la récente détérioration de la lutte des Palestiniens contre l'entité juive. Il faut déjà souligner que, tant que le mouvement de résistance palestinien rabaissera ses objectifs à la restitution de Gaza et de la Cisjordanie, il tombe dans le piège de « diviser son propre pays pour le partager avec l'ennemi ». Ce recul a commencé ouvertement après la défaite de l'OLP et son éviction de la Jordanie en 1970. La division de la Nation par l'ennemi a joué un rôle majeur dans la production de slogans et projets défaitistes, tels que la solution à deux Etats, un Etat binational, démocratique, etc. En faisant cela, l'OLP elle-même a neutralisé la dimension arabe de la lutte, ce qui a mis fin à sa crédibilité. La détérioration en cours, le niveau des slogans, les attitudes, signifient qu'en réalité ceux qui y adhèrent ont changé de position au sujet du mouvement de libération nationale. Ils sont sionistes en ce qu'ils reconnaissent l'entité sioniste en terre de Palestine. Ils ont accepté l'idéologie sioniste et sa politique de refus du retour des réfugiés, même s'ils ne le reconnaissent pas. Ces gens font ainsi partie de ces Arabes qui ont intériorisé la défaite.

En ce qui concerne la solution socialiste au conflit, je vais l'aborder en deux ou trois parties. Le premier secteur concerne les Palestiniens des territoires occupés de 1948. Cette communauté fait partie de la Nation arabe, elle a son propre nationalisme. Il ne s'agit pas d'un rassemblement d'êtres humains sans structure sociale, ni objectif politique et national. En conséquence, leur rôle dans le projet des classes arabes populaires, est de lutter pour créer leur propre Etat palestinien dans les territoires occupés de 1948, c'est-à-dire, dans l'entité sioniste. On lira plus bas ce qui justifie leur déclaration en tant qu'état de 1948 :

- il est de leur droit, en tant que minorité nationale, d'avoir un Etat.
- ils sont opposés au partage de la terre entre l'entité sioniste et l'AP parce qu'ils ne veulent pas d'une solution à deux Etats, qui maintient la reconnaissance du projet sioniste. Leur demande d'un Etat indépendant est un défi envers les Nations unies qui ont soutenu un grand nombre de nouveaux Etats qui avaient déclaré leur séparation vis-à-vis de l'Union soviétique et de la Yougoslavie : Kosovo, Bosnie, Croatie, Macédoine, etc.
- L'état palestinien, pour les Palestiniens de 1948, est un pas en direction de la désintégration du projet sioniste, un pas vers la réunification de toute la Palestine avec la Nation arabe.

Le deuxième point de mon analyse est constitué par la Cisjordanie, où le but immédiat, transitionnel, est le retrait sioniste des territoires occupés en 1967. Ce retrait ne doit pas être conditionné ni soumis à la reconnaissance de l'entité sioniste, parce que celle-ci, comme nous l'avons expliqué plus haut, suppose l'abandon du droit au retour des réfugiés palestiniens. Ma conviction est ici que l'AP ne peut pas représenter l'ensemble du peupla palestinien. Ce

rôle de représentant a été accepté à un certain niveau, lorsque l'OLP était un mouvement de libération nationale, se battant effectivement pour la libération de la Palestine. En d'autres termes, le but doit être la fin de l'occupation sans reconnaissance de l'entité sioniste. Telle doit être la position palestinienne, même si cela met fin à la déclaration de l'Etat palestinien en Cisjordanie, ou comporte le maintien de l'occupation elle-même. Je suis opposé à la déclaration d'un Etat palestinien en Cisjordanie, considéré comme solution finale, parce qu'il s'agit là d'une demande de l'entité sioniste, non des Palestiniens. Il faut en finir avec l'occupation, prendre acte du retrait de Cisjordanie, mais pas au profit de l'établissement d'un Etat palestinien limité à ce territoire, en tant que solution finale au conflit.

Les sionistes sont en faveur d'un Etat palestinien, car ils pourraient alors signer un accord final avec un « Etat » et non un parti politique, l'OLP. La déclaration d'un Etat palestinien dans le contexte d'Oslo, est un signe de reconnaissance du projet sioniste, et une acceptation de la fin de droit au retour des réfugiés. C'est, de plus, une invitation de la part des Palestiniens, aux Arabes, à en finir avec les actions contre la normalisation. Pour aller vite, c'est la continuité de « la paix pour le capital ». Un Etat binational ou démocratique en Palestine, abolit la dimension arabe de la question palestinienne. Ces solutions ignorent le droit au retour, car elles sont des solutions seulement pour les Arabes et pour les Juifs qui vivent actuellement en Palestine. Si l'une de ces solutions est mise en œuvre, la lutte nationale du peuple palestinien dégénérera en lutte interne, pour des droits civils dans un « Etat légitime ». Si les Palestiniens de l'intérieur acceptent l'une de ces solutions, ils sont de fait en train de demander aux pays arabes de pratiquer la normalisation avec l'entité sioniste. Le rôle des Arabes est, au contraire, de se battre contre cette entité en tant que puissance occupante de la Palestine, chien de garde de l'impérialisme dans la région.

Le retrait des territoires occupés de Cisjordanie, la création d'un Etat palestinien dans les territoires de 1948 est un début de désintégration de l'entité sioniste. Le préliminaire ou solution transitoire, est attaché à la réunification de la Palestine à la Nation arabe. Et ceci nous conduit au troisième but essentiel, à savoir la solution populaire arabe socialiste. La seule solution qui garantirait aux Juifs le droit de vivre en tant que minorité avec de pleins droits, comme les Arabes, et autres groupes ethniques. Mais ce projet est en contradiction avec le projet sioniste, dans la région. L'attitude et la politique de l'entité sioniste peuvent se résumer ainsi :

- maintenir un contrôle juif sur tout le territoire de Palestine.
- rejeter le droit au retour des réfugiés palestiniens.
- conserver Israël comme pur état juif.
- conserver son rôle de chien de garde de l'impérialisme dans la région.
- être accepté comme une entité normale dans et par la Nation arabe.

C'est un mode de pensée typiquement raciste. C'est un mode d'assujettissement. Aussi longtemps que les sionistes conserveront cette politique et cette mentalité, et qu'ils attendront une reconnaissance de la part des pays arabes, dans un esprit d'intériorisation de la défaite, on pourra dire qu'Israël développe la guerre militaire, l'étendant à l'économie, aux domaines social et culturel, contre les Arabes. C'est une agression contre les capacités des peuples à produire, et cela implique que l'on ne consomme que des produits israéliens. La solution populaire arabe en Palestine comporte en premier lieu le droit au retour des réfugiés et le démantèlement de l'entité sioniste. Elle comporte aussi l'élimination du monopole juif de la terre, de l'économie, de l'appareil militaire. Cette solution peut être appliquée uniquement

par une fédération arabe socialiste. La Palestine sera membre de cette fédération.

C'est ici que l'on aborde le rôle du projet socialiste arabe dont les buts sont l'unité, le développement et la libération des territoires arabes occupés. Ces buts sont en contradiction avec le projet sioniste et impérialiste (cf. chapitre 3). Ceci est la seule solution qui garantisse aux Juifs des droits humains dans un Etat socialiste arabe uni fédéré.

Le nationalisme populaire arabe est le moteur de ce projet

Comme nous le défendons dans cet ouvrage, le projet sioniste est un projet raciste, colonial, incapable de générer une force sociale politique prête à faire la paix avec le peuple palestinien, avec la Nation arabe, ni de générer un mouvement communiste. En conséquence, mon argumentation se centrera sur le nationalisme des classes populaires arabes, qui a le potentiel d'atteindre ce but. Je ne reprendrai pas mon argument développé au chapitre 2 sur le nationalisme en général, et le nationalisme arabe en particulier. Dans le cadre de cette recherche, et selon mes conclusions, le nationalisme arabe est celui des classes populaires, ainsi que leur position envers le problème de la lutte des Arabes, contre les ennemis de cette nation. Mon argument est ici que le nationalisme arabe devrait être évalué en fonction de ses objectifs, de son mouvement politique, et dans le contexte historique correspondant à ce débat. J'ai tendance à penser que le nationalisme arabe à notre époque, est une expression des besoins et des droits d'une nation opprimée, et qu'il est de nature progressiste. Des parties de la Nation sont des colonies, au sens propre du terme.

L'ambition de cette Nation est de réaliser son unité, son développement et sa libération, la restauration de tous ses territoires occupés, non pas de la Palestine seulement. Ces régions comportent une part de la Syrie, occupée par la Turquie, de l'Irak et de Bahreïn, occupé par l'Iran, et une partie du Maghreb (Maroc),

occupée par l'Espagne.

La nature de ces contradictions éclaire la forme de la lutte. La lutte d'une nation pour son développement, sa libération, son unité, à l'ère de la mondialisation capitaliste, sera certainement une lutte socialiste. En développant un peu plus, la classe sociale qui est censée mener à la libération et à l'indépendance, est la classe bourgeoise. Cette classe, dans la Nation arabe, comme je l'ai expliqué au chapitre 2, s'est tournée contre l'unité, s'est alliée à l'impérialisme, et a « donné » ses parties occupées à la puissance de peuplement colonial. En d'autres termes, elle est une ennemie de la Nation.

Cette classe a perdu le rôle historique qu'elle aurait pu jouer. Ce sont donc les classes populaires dont les intérêts sont le développement, l'unité, et la libération des territoires occupés, qui réaliseront, au final, le socialisme.

Chapitre 5

La mondialisation, l'économie palestinienne, et le « processus de paix »

(Ce chapitre a été précédemment publié dans le Journal d'études palestiniennes, né 114 Volume XXXIX N 2 Hiver 2000. depuis, les événements de l'Intifada 2000 ont prouvé la pertinence de son contenu)

En dépit du processus de paix, la Cisjordanie et Gaza sous juridiction de l'AP, restent dominées par la politique israélienne, et soumises aux décisions des institutions financières internationales, la Banque mondiale et le FMI, qui ont joué un rôle déterminant dans la conception de l'économie de l'AP. Ce chapitre conclue que l'adoption sans réserve par l'AP de la politique économique libérale favorisant le capital étranger aux dépens du capital local, a affaibli le secteur local privé et généré un type de développement qui ne profite pas à la population.

Bien que la mondialisation soit un phénomène international, ses effets sont vécus de façon différente dans les pays capitalistes avancés (le Centre) et dans les pays en développement (la Périphérie). Ainsi, alors que les pays capitalistes occidentaux bénéficient de la libéralisation du commerce, accèdent à des marchés en expansion et profitent de la liberté de circulation du capital et des marchandises (Liberté qui ne s'applique pas à la main d'œuvre), les effets de la mondialisation, pour les pays de la Périphérie, sont un déclin du pouvoir d'état national, une contraction des marchés, et plus encore, un blocage du développement[102] .

---

[102]Selon le ministre suisse des finances Kaspar Villiger : « La mondialisation a accru le pouvoir des grandes entreprises mais a érodé l'autorité des hommes politiques ». Third world network 1996

De nombreux forums internationaux ont abordé ces phénomènes bien identifiés. A la neuvième session des Nations Unies, sur le Commerce et le développement, UNCTAD en 1996, par exemple, de nombreux leaders des pays en développement ont décrit comment la mondialisation avait contraint les entreprises locales à cesser leur activité, et marginalisé leurs économies[103]. Benjamin Mpaka, président de Tanzanie, a dénoncé devant l'UNCTAD le fait que les pays en développement, obligés d'effectuer des libéralisations et des privatisations sur ordre du FMI et de la Banque mondiale, avaient supporté de lourds coûts sociaux, des licenciements, un recul de l'accès à la santé, à l'éducation et un développement de l'instabilité[104].

Ce chapitre examine les effets de la mondialisation en Cisjordanie et à Gaza, territoires occupés par Israël en 1967, et en conséquence intégrés à l'économie israélienne, qui est largement subventionnée, par le Centre capitaliste mondial. En dépit du « processus de paix », ces territoires occupés passés sous juridiction palestinienne, sont restés dominés par la politique israélienne. Et plus encore, l'économie de la Cisjordanie, a été intégralement soumise aux décisions de la finance internationale, FMI et Banque mondiale, les principaux acteurs de la mondialisation qui constitue la dernière phase du développement capitaliste.

Mais à la différence des pays colonisés, l'économie de l'AP est bien la seule à avoir été conçue dès le tout début, selon les politiques et les institutions mondialisées. Dans le sillage immédiat des accords d'Oslo, c'est la communauté internationale, dirigée par la Banque mondiale, qui a décidé du programme d'urgence et d'assistance pour le développement des infrastructures et la mise en place des institutions. Le secteur privé s'est vu attribuer un rôle central. L'un des buts principaux du programme, était de « stimuler

---

[103] ibidem: Backlash grows against globalization.

[104] Ibidem New liberalisation in action august 1996

l'investissement privé dans le secteur de l'industrie, du tourisme, des télécommunications, de l'habitat, et de l'agriculture, et ceci en accordant des prêts à long terme aux entrepreneurs locaux[105]. C'est encore la Banque mondiale qui a créé le Conseil Economique Palestinien pour le Développement et la Reconstruction (Pecdar), dont la fonction principale a été de dépenser le fonds des donateurs (2,4 milliards) afin de « développer une économie palestinienne indépendante »[106]. « Pour la Banque mondiale, le détachement des régions autonomes (sous administration de l'AP ndt) de l'économie israélienne est en contradiction avec le protocole de Paris. On devrait noter que l'assistance aux Palestiniens est basé sur ce protocole »[107].

Le « processus de paix » établi à Madrid correspondait à une période où la mondialisation dominait déjà les relations internationales. En conséquence, aussi longtemps que le « processus de paix » est sponsorisé par les USA (le principal contrôleur des institutions financières mondiales), les territoires occupés resteront affectés sur les plans économique et social, par ces institutions, orientant la politique de l'AP dans un sens qui ne correspond pas à un développement interne, ni pan-arabe. Et en dépit du fait que de nombreux pays en développement ont déjà pris ce mauvais chemin, l'AP adopte sans réserve la vague de la mondialisation, sans avoir, apparemment, aucune conscience d'une alternative.

L'héritage de l'occupation directe

En juin 1967, période de la conquête de la Cisjordanie par Israël, le

---

[105] Publication de la Banque mondiale 1993 p4 Emergency assistance program for the Occupied Territories

[106] Mahmoud al Labadi Pecdar and the World Bank. Jérusalem Pecdar publications 1999. p 382

[107] Pinhas Inbari Rapport de la Banque mondiale sur les progrès du processus de paix et le niveau économique. Al Quds 21 mars 1995.

gouvernement militaire a donné des ordres pour réorganiser la vie des résidents de ce territoire. Au moins la moitié de ces directives concernaient l'économie car l'un des objectifs visés était d'adapter l'économie et ses structures[108], aux besoins d'Israël. Ces intérêts comportaient l'emploi d'une main d'œuvre bon marché. Ces directives ont séparé les territoires occupés du reste du monde, faisant ainsi d'Israël leur principal fournisseur, (90% des importations des territoires occupés proviennent d'Israël). Ainsi, les salaires versés aux travailleurs reviennent en Israël sous forme de dépenses de consommation de biens. C'est ainsi qu'en utilisant la force de travail, tout en poursuivant une politique d'empêchement de projets productifs[109] palestiniens, les Israéliens ont détruit les infrastructures économiques des territoires, ce qui a facilité leur intégration ultérieure à l'économie israélienne. Ce processus a contraint les Palestiniens de toute classe sociale à être en lien économique avec Israël, et par là même, à créer et renforcer la dépendance économique.

Comme nous l'avons déjà indiqué, Israël est devenu le principal débouché pour l'emploi des Palestiniens : main d'œuvre en surplus des camps de réfugiés, le travail agricole dépendant du marché israélien. A la veille de l'Intifada en 1987, le nombre de ces travailleurs en Israël atteignait environ 165 000.

Pour les hommes d'affaires, la seule voie ouverte était de devenir des agents commerciaux assurant la promotion des produits

---

[108] A.Samara, "The political Economy of the West Bank 1967/87". Peripherisation of développement (London) Khamsin Publication 1998 p 58/64

[109] Le Ministère de l'Industrie et du Commerce et le secteur administratif de l'occupation peuvent agir pour empêcher l'installation d'industries compétitives vis à vis d'Israël et des difficultés administratives sont créées pour entraver les exportations compétitives. Simha Bahiri "Industrialisation in the WB and Gaza", The WB Data project and the Jerusalem Post Jerusalem 1987 p39.

israéliens en territoire occupé. Lorsque ces hommes d'affaires ont compris combien il était profitable d'investir dans certains secteurs de l'économie des territoires occupés, ils se sont associés à des Palestiniens. Ainsi s'est créée une classe d'affaires palestinienne sous- traitante, qui a dominé et même remplacé la faible bourgeoisie nationaliste qui était forte sous le régime jordanien. Israël a ainsi annexé à sa propre économie deux ou trois des grandes classes de la société palestinienne, aussi bien des travailleurs que des capitalistes. L'une des conséquences en a été la déformation des relations traditionnelles entre les travailleurs et les capitalistes dans les territoires occupés, du fait que ces deux classes ont été intégrées, séparément, à l'économie du centre israélien.

Pendant la même période, les agriculteurs ont été affaiblis par la politique israélienne de confiscation des terres, (plus de 60% de la terre a été exproprié, en particulier la terre fertile, qui est passée sous contrôle israélien), la conséquence en a été l'arrêt des exportations palestiniennes, au bénéfice de la production agricole satisfaisant aux besoins du marché israélien[110]. Ceci a touché les petits producteurs indépendants qui ont été frappés par la confiscation des terres, ou qui n'ont pu être compétitifs face aux productions agricoles d'importation ou cultivés en Israël. En conséquence de quoi, le surplus de la main d'œuvre agricole, ne pouvant trouver du travail en ville, a été également en incapacité d'émigrer vers les riches pays pétroliers arabes, et s'est vu contraint de rechercher du travail en Israël. L'occupant israélien a clairement ciblé la propriété de la terre, et, contrairement aux Palestiniens, selon une claire stratégie de son utilisation[111].

---

[110] A Samara : Iqtisad That al Talab (a stand by economy) Jerusalem al Zahra Publication 1989

[111] A Samara: *The Palestinian National movement No Land Strategy*. News from Within13 n°2 (fév1997 p 26/28)

Le contexte d'Oslo et les Accords de Paris

Le protocole des Accords de Paris en avril 1994, est en fait pire que celui d'Oslo, qui en avait posé les fondements. Ces deux accords ignorent le problème de la souveraineté palestinienne sur la terre, ce qui signifie que les Palestiniens sont incapables de promouvoir une réelle stratégie de développement, en particulier dans le domaine agricole, si important en Cisjordanie. Loin de garantir la liberté d'exporter et d'importer sans contrôle israélien, les Accords de Paris précisent les restrictions aux droits d'export/import de l'Autorité palestinienne. Le protocole valide également un comité d'économie associée afin de gérer les affaires économiques, ce qui consiste avant tout à donner à Israël un droit de veto opposable aux demandes des Palestiniens[112]. Les exportations israéliennes en direction des territoires palestiniens atteignent 1,2 milliard de dollars, et se développent sans contrainte, alors que les exportations palestiniennes en direction d'Israël n'atteignent que 210 millions de dollars, sont contrôlées et soumises à de sévères restrictions[113].

L'Autorité palestinienne est bien consciente des défauts de cet accord. Le ministre palestinien du commerce de cette époque, Maher al Masri, a dit : « tous les accords économiques qui suivent la déclaration de principes, sont dangereux et ont eu des impacts négatifs sur l'économie »[114]. Il a aussi établi que « C'est Israël qui contrôle le processus de commerce, à travers les restrictions de commerce avec les pays arabes, dans le but de contrôler les quantités et la qualité des biens que nous sommes autorisés à importer hors taxes douanières israéliennes. Ils imposent_leurs

---

[112]The Interim Israeli Palestinian Agreement 1993 and the Declaration of Principles 1995. Jerusalem media center and communication Publications 1996 (in arabic)

[113]Pecdar Info n° 2 DEC 1996 P 8

[114]Ibidem 1 juin 1997 p 4/5

propres spécifications, et règlements sur les biens importés »[115]. Dans son essence, le protocole de Paris n'a généré aucun changement de politique entre la période de l'occupation directe et la suivante. C'est pourquoi l'Autorité palestinienne a tenté d'obtenir des amendements à ce protocole. Sans surprise, Israël a refusé, étant donné que ses intérêts sont de se servir de nouvelles relations dans la région contre les intérêts économiques palestiniens[116].

En ce qui concerne la main d'œuvre, les accords de Paris établissent que « les deux parties vont aller dans le sens d'un mouvement normal de main d'œuvre entre elles, prenant en compte le droit de chacun à décider à un moment ou à un autre, de l'extension et des conditions d'emploi dans cette zone. Si ces déplacements sont interrompus d'un côté, il faut immédiatement en informer l'autre partie. Cette dernière aura à en discuter dans le comité d'économie associée »[117]. Mais dans les faits, Israël a imposé de façon réitérée des empêchements de circulation en Cisjordanie et a interdit l'accès à Israël à des travailleurs palestiniens, sans en avertir l'AP. La seule réplique a été une plainte totalement inutile. Pour l'essentiel, l'AP a donné priorité à la poursuite de l'emploi de travailleurs cisjordaniens en Israël, alors que l'alternative devrait consister à trouver une stratégie pour employer la main d'œuvre sur place.

En conséquence de cette politique de fermeture, le département

---

[115] ibidem

[116] Par exemple, « lorsqu'Israël décide d'importer des produits agricoles frais elle donnera priorité à la Jordanie si elle produit ces biens, elle ne paiera pas de taxes lorsqu'elle exporte de l'huile, des moutons, du fromage blanc, des fruits et légumes en Israël. Des facilités seront également accordés à ses produits en direction des territoires palestiniens » (Al Nashar sept 1995) il est clair ici que le but d'Israël est de nuire aux producteurs palestiniens.

[117] The Interim Israeli Palestinian Agreement p 281

palestinien des impôts estime avoir perdu de 50 à 70% de son revenu potentiel du fait de la TVA payée par les Palestiniens pour les importations de biens d'Israël, les taxes payées à la frontière pour les importations de l'étranger, les taxes prélevées sur les salaires des travailleurs en Israël[118]. Cette politique de fermeture a mené certains Palestiniens à conclure que puisque les accords de Paris autorisent chacune des deux parties à boycotter les produits de l'autre, les Palestiniens devraient boycotter les produits israéliens[119]. De toute façon, même si cela était le fait, comment les Palestiniens pourraient-ils remplacer les importations israéliennes, alors que toutes les voies de commerce sont sous contrôle israélien ?

La politique économique de l'AP et la construction de la Nation

La direction de l'AP est en admiration devant l'économie néo-libérale, qu'elle s'efforce de mettre en œuvre. Cette politique est inspirée par l'idéologie du marché libre. Aucun protectionnisme, aucune régulation économique, aucune restriction de transfert d'argent à l'étranger, et ainsi de suite. Une telle politique exige que l'AP applique pleinement les directives des institutions financières internationales, qui soutiennent et encouragent la mondialisation. En retour, l'AP attend des retours positifs de la part de ces institutions[120].

A un niveau pragmatique, l'AP a abordé la question du développement de façon conventionnelle : dépense des impôts sur

---

[118] A Alwaneh directeur général du Département des impôts de l'AP cité dans Al Quas 6/7/1996 p 11

[119] Ahmad Qurai porte-parole du Conseil législatif palestinien. Ibidem 13 mars 1996

[120] Le PNA est resté attaché au processus de paix afin d'améliorer les conditions de vie à court terme, et d'assurer un futur viable aux Palestiniens à long terme. Le PNA est déterminé à atteindre ces objectifs avec l'aide des donateurs et des agences multilatérales » The Palestinian Public Investment Program for 1997.

les bénéfices, emprunts, subventions aux emplois à court terme, ou infrastructure dans le but d'attirer des investisseurs étrangers (incluant ceux de la Diaspora palestinienne)[121]. Dans les villes palestiniennes, le signe le plus visible de ce développement, est la construction de nouveaux hôtels et d'immeubles d'affaires, de bureaux. Afin d'avoir une économie « secourue » l'AP doit créer de nouvelles infrastructures afin de répondre à la demande des touristes, des hommes d'affaires, des ONG, des managers, des officiels de haut niveau dans l'AP, et ainsi de suite. Mais dans quelle mesure la population bénéficie-t-elle de ces investissements ? Et donc dans quelle mesure la terre et le capital de Cisjordanie sont-ils utilisés pour répondre aux besoins de la population ? Les nouveaux immeubles d'affaires, les supermarchés et restaurants à Ramallah et dans d'autres villes de Cisjordanie, loin de contribuer au développement, prépare les fondements d'une « économie de casino » comme résultat final.

Durant la période 1993-1998, le total des donations à l'AP a atteint un montant de 3.35 milliards de dollars en promesses de dons, et 2,45 milliards de dollars en décaissements[122], et le Produit intérieur brut a diminué respectivement, pour les années 1993,1995 et 1996, de 3.4, 10.1, et 2.9 %. Durant la même période, le taux de chômage s'est accru de 30%, à comparer avec les 5% de la période pré-Oslo[123]. Alors que les tendances récentes concernant l'emploi laissent envisager une perspective d'évolution en croissance pour 1998 et 1999, celle-ci provient de facteurs externes. Y compris les publications de l'AP confirment que la raison principale de cet

---

[121]Voir dans ce contexte les articles de Muhamad Mustafa George Abed Edmond Asfur et autres à la Conférence: "The Palestinian economy: towards a vision » Birzeit University 9/12 juin 1996 prepared by the Arab economic association in cooperation with Economic Development Institute and German Agency for Technical Assistance.

[122]World Bank, West Bank and Gaza Update, Third Quarter 1998, p.8.

[123]M. Ishtayia, al-Iqtisad al-Filastini, p. 91.

accroissement du travail en Cisjordanie provient de la construction des colonies israéliennes elles-mêmes[124].

Il est certain que le modus operandi de l'AP ne peut pas être dissocié des lamentables résultats dans le domaine économique. Ainsi la corruption de l'AP (cf. chapitre 6) est maintenant universellement connue[125]. Ainsi que la mauvaise gestion des fonds des donateurs, en raison de la prévalence d'une mentalité de guérilla dans laquelle il est impossible de contester la direction qui agit de façon secrète et irresponsable. D'où les budgets parallèles de l'AP, l'un public, l'autre clandestin, ce dernier comptabilisant des centaines de millions de dollars d'argent public, utilisé pour acheter la loyauté envers le régime, bien plus que dans le développement et les infrastructures[126]. D'où encore, la création par l'AP d'une vaste structure bureaucratique, comptant actuellement plus de 150 000 personnel civil et militaire, dépendants financièrement de ces subsides, et donc, totalement loyaux envers le régime. De ce point de vue, l'AP ressemble aux régimes arabes, mais toutefois en diffère car elle ne dispose pas de ressources suffisantes pour se présenter comme un véritable « appareil d'Etat ».

---

[124] Ibid. 6.

[125] Sur la corruption de l'AP voir : Ronen Bergman and David Ratner, "The Man Who Swallowed Gaza," Ha'aretz Week-end Supplement, 4 April 1997; David Hirst, "Shameless in Gaza," Guardian Weekly, last week of April 1997, p.8; and Report of the PA Budget Committee for 1997, distributed in June 1997, but with-out a publication date.

[126] Alors que les institutions internationales et les pays donateurs feignent la transparence, ils ne remettent jamais en question la mauvaise gestion de l'AP et dans les cas où ils notent la corruption, ils le font de façon très indirecte. Par exemple, la Banque Mondiale (dans le 4ème rapport de 1998 p9 sur WB et Gaza) on peut lire : « Selon des statistiques récentes, le Produit national brut a été estimé à 31 milliards en 1993 bien que nous puissions estimer à 170 milliards supplémentaires en raison des fuites en 1995. » Qui a donc bénéficié de ces fuites?

L'une des conséquences d'une telle organisation, est qu'en plus de la mauvaise gestion des dons, l'AP a créé ses propres monopoles. Selon le Département d'Etat US, il existe au moins 13 monopoles bien connus, sous le contrôle de 5 membres du cercle interne de l'AP. L'argent de ces monopoles est en grande partie utilisé à payer les salariés de la police et d'autres agences que les donateurs ne financent plus[127]. Mais l'impact de ces monopoles sur l'économie est négatif. N'étant ni publics, ni privés, ces fonds ne sont pas soumis à un contrôle public, ni à des lois de contrôle[128]. Il est également important de noter la place de tels monopoles au niveau commercial, avec des produits tels que le pétrole, le tabac, le gravier, la farine, le sucre, les boissons, l'huile végétale et autres produits, l'AP est devenu un agent compétitif du commerce local[129]. Ainsi, lorsqu'un entrepreneur local avait signé un accord avec la compagnie de ciment israélienne Nesher, l'AP a dénoncé ce contrat pour le remplacer par un groupe faisant partie de ses propres associés[130]. L'AP monopolise la plupart des accords commerciaux avec les grandes entreprises qui sont ses fournisseurs.

---

[127] Sara Roy, interview with officials from U.S. Department of State and United States Agency for international Development (USAID), Tel Aviv and Washington, December 1995 and January and May 1996, as quoted in Sara Roy, "Economic Deterioration in the Gaza Strip," Middle East Report 26, no. 3 (July-September 1996), p. 38.

[128] Décrit comme semi public / semi privé, mais absolument secret : « les monopoles (qui sont enregistrés nulle part) interviennent dans la zone verte avec des proportions inconnues de leurs profits tombant dans les poches des membres de la nouvelle élite dirigeante (dont les noms sont maintenant connus) et le reste sur les comptes de l'AP qui ne sont pas contrôlés par le Ministre des Finances ». See Rick Hooper, "The International Politics of Assistance to Palestine in the West Bank and Gaza Strip, 1993-1997," in the Economics of Middle East Peace: A Reassessment, ed. Sara Roy (Stamford, CT: JAI Press, 1999).

[129] Pendant les deux dernières années, sous la pression du Conseil législatif palestinien et des donateurs, quelques monopoles (tabac, par exemple) ont été en principe supprimés.

[130] Interview avec K. Hassouneh, Homme d'affaire palestinien, 3 Juin 1996.

Cependant, l'AP déclare ne pas intervenir dans le domaine économique. En conséquence, les produits échappent à tout contrôle de qualité, et la Cisjordanie demeure un marché libre dans lequel Israël peut injecter des produits défectueux ou périmés[131]. Les hommes d'affaires, guidés par la soif de profit et conscients qu'Israël n'accorde aucune flexibilité à une économie autonome, délaissent les investissements en direction des secteurs productifs au profit de ceux qui concernent la spéculation immobilière. Les conséquences de la politique de marché ouvert, de monopoles, du soutien au capital étranger (ou émigré), sont que les petits producteurs indépendants palestiniens sont affaiblis ou éliminés, ce qui augmente le chômage, restreint l'accumulation de capital, et accroît la dépendance vis-à-vis d'Israël.

A la lumière de ces faits, on peut se demander : pourquoi les donateurs ne protestent-ils pas ? Et si leurs dons ne sont pas utilisés pour stimuler la croissance et l'emploi, à quoi donc servent-ils ? (voir chapitre 7).

Six années après les accords d'Oslo, il semble clair que le but de leurs architectes était d'introduire un nouveau système qui détourne les Palestiniens par une accoutumance à ce système qui entrave leurs objectifs de libération nationale. L'AP, créée et financée par les pays capitalistes avancés, est devenue actrice de la rééducation du peuple (ce qui inclut un discours qui désigne la résistance à l'occupation israélienne comme agissant « contre la paix », et donc contre le peuple palestinien. L'AP bénéficie alors d'une « rente politique », pour son soutien à des accords qui ouvrent la voie au capital mondial pour mener à bien sa politique de réorganisation de l'ordre mondial dans la région. Et aussi longtemps que l'AP répondra aux injonctions des institutions financières internationales, elle pourra espérer continuer à

---

[131] Interview avec Maher Dusoki, membre du Consumer's Protection Committee, Ramallah, 3 December 1995.

recevoir des dons, en dépit de sa corruption.

Le secteur privé est-il une priorité ?

Le secteur privé est au cœur de la stratégie de développement de l'AP. Par exemple, le PPIP, premier plan de développement palestinien, dont l'AP a eu la pleine responsabilité (bien que sous contrôle de la banque mondiale et des donateurs), établit le principe selon lequel le programme d'investissements publics de 1997 continue à agir en faveur du secteur privé, et le secteur public contribue à assurer un cadre stable, régulé, et une politique favorisant l'investissement et l'activité du secteur privé. Ajoutons qu'il apporte également sa contribution au fonctionnement des services sociaux et aux infrastructures que le secteur privé ne soutient pas. Cette politique est cohérente avec la stratégie de développement de l'AP qui fait du secteur privé le moteur principal de la croissance[132].

Le programme de développement palestinien (PPIP), qui a remplacé le PP en 1998, a maintenu ce cap. Mais l'orientation de l'AP en faveur de la mondialisation, qui s'est concrétisée par l'acceptation du marché ouvert, a encouragé et même privilégié les entreprises étrangères tout en affaiblissant la position du secteur privé local.

La politique industrielle de l'AP reste la même. Ce secteur, bien que ne représentant que 8% du PIB, est ciblé comme soutien au programme de développement PPIP. Ce programme soutient à la fois les grandes et moyennes entreprises à l'exportation, et les petites et micro entreprises. La stratégie de l'AP propose deux types de montage financier d'aide. Le premier concerne les zones industrielles locales et frontalières, qui seront ouverte au capital interne et étranger. Le second en direction des petites entreprises, qui complète les zones industrielles à travers des complexes

---

[132] PPIP, 1997, pp. 2-3.

industriels et des pépinières d'entreprises[133]. Mais même s'il s'agit d'une louable intention, ceci est absolument irréaliste, car la réglementation concernant les investissements, signée par l'AP en 1996, favorise le capital étranger, dont l'objectif est d'accroître ses profits et pas de contribuer au mieux-être de la population.

En ce qui concerne l'agriculture, le PPIP note qu'en dépit du caractère limité des ressources naturelles, la stratégie de développement du secteur privé devra contribuer au développement de ce secteur. Le PPIP encourage le secteur agricole privé en développant les projets légaux et régulés, mettant en place les institutions financières, en facilitant les progrès technologiques dans ce secteur, et en stimulant l'accès aux produits agricoles au marché régional et mondial[134]. Mais comment tous ces buts peuvent-ils être atteints alors que les banques, qui doivent, en situation normale, financer les investissements dans l'agriculture par des prêts, transfèrent à l'étranger l'essentiel des bénéfices ? Et quand les autres pourvoyeurs éventuels de ressources financières, à savoir les donateurs et ONG évitent le secteur agricole ? Comment cela est-il possible quand l'AP ne fait pas d'investissements productifs ? Cette situation est exacerbée par la confiscation de la terre, le contrôle de 85% des ressources de la Palestine historique, par l'occupation prolongée israélienne[135]. Ceci s'ajoutant au manque de stratégie palestinienne pour la terre, et même pour une récupération des terres, ou pour des emprunts pour le développement[136].

---

[133] Ibid.7

[134] Ibid.

[135] « Human development report : Palestine 1998-1999", September 1999,p.7

[136] Samara, 3The Palestinian National Movement" Op. cit.

Investissement et activités bancaires

L'adoption de la mondialisation par l'AP, c'est-à-dire l'ouverture du marché, sans aucune barrière protectrice, a encouragé les banques locales et étrangères à agir librement dans le domaine du transfert des bénéfices publics à l'étranger, la sous-estimation du montant de dettes, et imposant de sévères conditions dans la garantie des emprunts. Il faut souligner que l'ensemble de ces décisions n'incombe pas seulement à l'AP, mais aux donateurs, à la Banque mondiale, aux autorités israéliennes, aux ONG et autres institutions internationales. Si l'on ajoute à cette situation fragile le fait que l'AP ne jouit pas de la souveraineté mais seulement de l'autonomie, on comprendra la difficulté de stimuler le développement dans ces zones.

L'AP réaffirme son accord et sa confiance en l'économie de marché, qui donne au secteur privé la responsabilité principale du développement économique. Et bien entendu, selon l'AP, le rôle du secteur public consiste à créer un environnement favorable pour le dynamisme du secteur privé, capable d'épauler la lourde responsabilité de la promotion d'une économie prospère et avancée[137].

Mais la politique actuelle de l'AP contredit ses intentions proclamées de bâtir une économie développée et indépendante. En réalité, derrière le monopole d'attribution des licences par l'AP (pour ses membres ou ses copains) ou pour le plus offrant, la conséquence est l'élimination des petits grâce à la corruption. Ainsi, la réglementation des investissements par l'AP a un impact négatif sur le développement d'une économie forte. L'article 21 de la loi stipule un égal traitement du capital palestinien et du capital étranger. Mais traiter de la même manière le capital étranger, fort et bien établi, et le capital local émergent, a pour seul résultat

---

[137] PECDAR INFO 1, no 2 (December 1996), p.7

d'imposer à ce dernier, soit d'être sous-traitant, soit de mener les affaires conjointement. De la même manière, les lois relatives à l'investissement, qui favorisent sans ambiguïté les intérêts des grandes entreprises[138], entretient la faiblesse des petits entrepreneurs qui ont peu de capital, emploient peu de travailleurs mais qui sont des producteurs indépendants compétents et formés au service des besoins de la population.

De façon générale, un gouvernement compétent donnerait priorité aux investissements étrangers qui n'empiètent pas sur les intérêts locaux ou à l'investissement local lié à l'agriculture, la terre, l'industrie, satisfaisant les besoins essentiels. Ce n'est qu'en agissant ainsi que le gouvernement peut espérer atténuer l'impact des relations inégales avec Israël, car les ressources économiques palestiniennes qui ne sont pas transformées en investissements productifs, seront dépensées en importations venant d'Israël, et enrichiront son économie.

Jalid Khalidi, le responsable du département palestinien des investissements, compare, de façon intéressante, la loi d'investissement, à celle qui existe en Israël, et en souligne les désavantages : « en dépit du fait que la loi israélienne sur les investissements est survenue tardivement, (loi né 1055), c'est-à-dire, après l'Intifada, elle était plus flexible que la loi palestinienne. La loi israélienne offre aux investisseurs, entre trois et six ans

---

[138]Selon la loi, " Les projets qui investissent 500 000 dollars ou emploient 25 travailleurs palestiniens, seront exemptés de taxes sur les bénéfices pour 5 ans. Ceux qui investissent 150 000 dollars et emploient 15 travailleurs palestiniens se voient offrir une exemption de taxes pour 3 ans. Ceux qui investissent 70 000 dollars et emploient 10 travailleurs palestiniens seront exemptés de taxes sur le revenu pour 2 ans... La Direction du département des investissements est autorisée à accorder des exemptions exceptionnelles aux projets de plus de 5 millions qui donnent un emploi à plus de 50 travailleurs." Jamil Khalidi, "The Palestinian Investment Law," Publications of the Palestinian Liberation Organization and Palestinian Authority no. 26, 1996, p. 44.

d'exemption d'impôts aux investisseurs locaux[139]. Du fait que l'AP est soumise aux souhaits des donateurs, son système de taxes devrait être aussi flexible que celui pratiqué par Israël lors de la dernière année d'occupation directe, ou que celle de l'Égypte dont l'économie est meilleure que la palestinienne, et qui tente d'attirer des investisseurs en leur offrant dix années d'exemption d'impôt dans les zones en développement, et dans celles peu développées, pour des projets de construction[140].

Mais à l'ère de la mondialisation, le capital (et particulièrement celui du Tiers monde), ignore sa nationalité, et les engagements nationaux. Plus le capital national est intégré au système financier international, plus faible devient le rattachement national, sauf si l'environnement est attractif pour celui-ci dans un pays donné (soit que l'investissement soit réalisable, soit en raison d'offres spécifiques du régime). Dans ce contexte, le facteur décisif ne sera pas l'exemption de taxes, mais la sécurité pour les investissements, l'autorisation et la faisabilité des projets ainsi qu'une main d'œuvre bon marché. Le fait que la main d'œuvre palestinienne coûte cher en comparaison à d'autres, dans la région, (une moyenne de salaire mensuel de 500 dollars, contre 90 pour un travailleur égyptien, ou encore 250 pour un Jordanien[141], rend d'autant plus important l'intervention de l'Etat, le rôle du secteur public, le protectionnisme. Mais aucun de ces éléments n'est mis en œuvre par la politique palestinienne favorable à la mondialisation. Au contraire, la loi sur les investissements n'a pas accordé un

---

[139]139 Ibid. 12.

[140] Ibid. 15.

[140]141 Aisling Byrne, "Gaza's Textile Merchants Struggle with Globalization and Peace," News from Within 13, no. 1(January 1997). Selon l'article israélien (Ha'aretz, 20-8-2001) le salaire mensuel d'un travailleur jordanien qui travaille dans une entreprise israélienne dans la zone industrielle Irbid s'élève à 120 dollars.

[141]

pourcentage maximum à un propriétaire étranger engagé dans un projet associé, pas plus qu'elle n'a établi la moindre restriction à l'exportation des profits[142].

Ce n'est pas de la gauche ni de l'opposition nationaliste (faible, réformiste, voire absente), que provient la critique des implications pratiques de la philosophie de l'AP sur les investissements, mais du secteur privé lui-même. Muhammad al-Masruji, homme d'affaires palestinien de réputation, a commenté le manque de lois et régulations concernant les banques intervenant en Cisjordanie et à Gaza. En conséquence, la politique monétaire est décidée par les banques jordaniennes. L'AP a contraint la banque commerciale palestinienne à démarrer avec 10 millions de dollars, alors que ce plafond n'avait jamais été appliqué à des banques non-locales[143].

A l'intérieur des zones autonomes et dans les territoires occupés, la majeure partie des investissements va au logement. Ces investissements ont atteint environ 1 milliard de dollars dans les villes, principalement, depuis le processus des accords de Madrid. Dans les villages, les licences sont encore entre les mains des autorités militaires israéliennes, qui, en général, choisissent à qui elles veulent les accorder. En dépit des promesses, il y a eu peu d'investissement donc peu de développement des infrastructures, que ce soit par les donateurs ou l'AP[144]. PECDAR, comme beaucoup d'organisations de donateurs, a accordé d'importants soutiens à des projets de création d'emploi à court terme, avec peu d'effets, en dépensant par exemple des millions de dollars à nettoyer les

---

[142]Khalidi, "The Palestinian Investment Law," p. 20.

[143]Muhammad al-Masruji, Palestinian businessman, commenting on Osama Hamid's "Lecture on Banking Systems," a study presented to the Palestine Economic Policy Research Institute (MAS), Ramallah, and published in Kana'an, no. 83 (December 1996).

[144]Le seul secteur en infrastructure avoir progressé est le téléphone, qui a été privatisé.

rues de Gaza[145]. Neuf zones industrielles sont planifiées le long de la ligne verte, pour un coût de 5 milliards.

Selon la Banque mondiale, la conception initiale du programme de développement industriel d'état était un stimulant des activités à la frontière entre Israël et les territoires palestiniens (« lotissements frontières »), afin de permettre l'emploi par des entrepreneurs internationaux et israéliens, de travailleurs non soumis aux restrictions d'entrée des Palestiniens en Israël. L'investissement public pour la réalisation complète du programme des neuf zones industrielles frontalières et des six lotissements, est estimé à environ 120 millions de dollars US, non compris le coût de la terre[146].

Ces zones industrielles frontalières, en créant une économie et une main d'œuvre palestiniennes mondialisées, vont faire obstruction au développement du secteur industriel à l'intérieur de la Cisjordanie qui était déjà entravé par l'occupation. Alors que l'économie des territoires sous occupation directe, manquait d'un centre industriel, (chaque zone étant reliée de façon séparée à l'économie israélienne), sous l'AP, cette mise en relation se fera en plus avec les zones industrielles de la frontière. Ces industries produiront de façon intensive, des produits d'exportation à faible qualité technologique, ne subissant que peu de contrôles (environnemental, etc.). A partir du moment où l'industrie va être mondialisée, l'agriculture sera orientée à l'exportation. Le tourisme, essentiellement à Jérusalem, demeurera entre les mains des Israéliens ou sera internationalisé. De nombreux Palestiniens espèrent trouver de l'emploi de commercialisation des produits

---

[145]See Aisling Bryne, "Hammered from Both Sides: The Failures of the PA's Economic Strategy and the Paris Economic Agreement," News from Within 12, no. 6 (June 1996).

[146]146 Confidential World Bank Report, n.d., p. 10.

israéliens dans les pays arabes[147]. Ainsi, ils faciliteront l'invasion des marchés arabes par les produits israéliens contribuant à l'intégration par la domination (ITD), qui semble être bien acceptée par nombre de régimes arabes.[148] Ce phénomène économique a son équivalent : l'AP et les intellectuels compradores qui la soutiennent font une promotion d'Israël en se faisant avocats de la normalisation et en soutenant les initiatives conjointes sur le plan culturel, qu'impulsent les donateurs, ainsi qu'à travers des séminaires dans les territoires et à l'étranger.

Les banques ne proposent pas véritablement une aide au développement d'entreprises, pas plus dans la situation actuelle qu'elles ne l'ont fait sous l'occupation directe. Dans le passé, en 1967 durant les premiers mois d'occupation toutes les banques, palestiniennes, arabes, étrangères, ont été fermées, alors que trente-six agences de banques commerciales israéliennes étaient ouvertes. En tant que banques commerciales, elles n'avaient rien à

---

[147]Le propriétaire israélien d'une entreprise jordanienne a déclaré (Haaretz 20-8-2001), « Nous désignons comme managers dans nos entreprises dans la zone industrielle d'Irbid des personnes venant de Cisjordanie, accoutumées à l'occupation » . Voilà un clair exemple de normalisation.

[148]L'accord de paix israélo-jordanien a ouvert la porte à l'investissement colonial direct israélien en Jordanie. Selon San Proper, le PDG des industriels israéliens, « Israël a situé son industrie textile en Jordanie afin de tirer profit du travail bon marché, et de revendre ces produits sur le marché arabe… et les entreprises alimentaires israéliennes sont situées en Jordanie, Egypte, et Palestine, le nom des entrepreneurs restant secret, "(al-Quds, 12 February 1998). Mundhir Haddadin, Ministre Jordanien de l'eau et de la navigation, a déclaré : « le commerce entre Israël et la Jordanie qui est parti de rien s'élève maintenant à 35 millions de dollars, et plus de 12 projets conjoints ont vu le jour en Jordanie, comportant le textile et l'électronique, depuis la signature des accords de paix en 1994. (al-Quds, 31 May 1998). Malgré de nombreuses protestations, le régime jordanien a décidé de laisser les industriels israéliens ouvrir une exposition industrielle à Amman, en janvier 1997, plaçant ainsi en compétition directe les classes populaires et les compradores

voir avec le développement. Suite à des rencontres entre le Parti du travail israélien et des représentants officiels de Jordanie, à Londres en 1986, le gouvernement israélien a décidé d'ouvrir deux agences, l'une de la banque Le Caire-Amman, et l'autre, de la Banque de Palestine. Depuis les Accords d'Oslo, neuf banques et plus de 60 agences ont ouvert dans les territoires palestiniens[149].

D'une façon générale, l'AP a favorisé le secteur privé de développement et la concurrence, en encourageant les entrées de capital étranger en limitant les restrictions aux transferts de capitaux et les transactions en monnaies étrangères[150]. Cette politique bénéficie davantage aux banques qu'à la population. La conséquence de cette politique qui favorise le capital étranger au détriment du capital local joue un rôle essentiel dans les transferts de capitaux à l'étranger[151]. En ce qui concerne les avoirs des banques, en mars 1996, le total des dépôts individuels et privés atteignait 1.35 milliard de Dollars, dont 310millions d'emprunts, et 938 millions en dépôt en banque à l'étranger[152]. En avril 1997, le niveau total des dépôts, (qui était de 219 millions en 1993) a atteint 1.8 milliard[153]. Ce niveau relativement élevé de capital sur des comptes courants dans les banques palestiniennes, (de 60% il est descendu à 35%) profite aux banques, et sûrement pas au pays dont les dirigeants proclament « bâtir la nation », et où il est si difficile d'obtenir des prêts lorsque cela est nécessaire.

De la même manière, ratio des prêts sur les dépôts en 1996 était de 80% en Jordanie, et 90% en Israël, en Cisjordanie, de 21.6% et à

---

[149]Hamid, "Lecture on Banking Systems."

[150]F. Bsaiso quoted in al-Ayyam, 4 January 1997, p. 6.

[151] Adel Samara, "Banks Are Not Vehicles for Development," in Ru'yah Ukhra 4, no. 1 (March 1996), p. 12.

[152] Mohammed Qerrish, delegate of the Commercial Bank, quoted in al-Ayyam, 24 July 1996.

[153]M. Ishtayia, al-Iqtisad al-Filastini, p. 285.

Gaza, 18.6%[154], s'accroissant lentement pour atteindre 28% en 1997[155]. Environ 72 % de ces prêts sont accordés sur un très court terme, afin de s'assurer de clients solvables. Les véritables prêts ne représentent que 6%[156]. Le plafond des prêts en Cisjordanie, n'a pas dépassé 30 000-40 000 dollars, et pour des montants supérieurs, il était indispensable d'obtenir l'accord du siège social de la banque à l'étranger[157].

Au total, il est clair que les banques ne travaillent pas pour contribuer au développement. En pratique, sous la protection des lois de l'AP, les banques locales (la plupart ont leur siège social en Jordanie), encourage la population à épargner et envoyer cette épargne à l'étranger. Environ 90% de l'épargne palestinienne est dans les banques jordaniennes, et celle-ci est investie selon les choix des directeurs de banques, et non pour le développement de l'économie palestinienne.

Ce que nous venons d'expliquer est une parfaite illustration de la mise en œuvre de la politique libérale appliquée par la Banque mondiale. Le résultat en sera un haut niveau d'endettement pour toute la population, excepté la petite minorité qui tire profit de ses dépôts à l'étranger. Il est important de noter que jusqu'à ce jour, l'AP n'a jamais parlé de disponibilité de prêts, mais plutôt « d'assistance », même si les subventions non remboursables ne représentent qu'un tiers du total. Les taxes plus élevées qui seront inévitablement imposées pour rembourser les dettes individuelles nationalisées qui s'ajouteront aux fardeaux que supportent déjà les Palestiniens.

---

[154]Hamid, "Lecture on Banking Systems."

[155] Ishtayia, al-Iqtisad al-Filastini, p. 285.

[156]Al-Quds, 25 December 1995.

[157]Hamid, "Lecture on Banking Systems."

Les donateurs

Dans le contexte palestinien, les donateurs ont une influence significative sur l'emploi par l'argent qu'ils ont donné. « La Palestine » est ainsi construite en accord avec leurs souhaits. Par exemple, le Comité local de coordination d'assistance (CCLA) qui est codirigé par les Norvégiens, la Banque mondiale, et les Nations unies, s'est réuni au moins une fois par mois depuis juillet 1995 avec la participation d'environ trente donateurs locaux. Le CCLA a constitué douze groupes de travail thématiques, dans lesquels il y avait au moins un ou davantage, ministre palestinien tenant le rôle du « marteau », le donateur celui de « berger » et les l'agence des Nations unies, assurant le « secrétariat »[158].

Au niveau politique, l'aide des donateurs contribue au renforcement de l'AP et à des profits tangibles pour les Palestiniens en Cisjordanie, soutenant par là le processus de paix. De toute façon, selon Rex Brynen, les donateurs exercent un contrôle sur l'utilisation de leur contribution … virtuellement, tous les donateurs sont guidés par un désir de s'investir dans des projets qui amplifient leur visibilité et leur crédit[159]. Sur le plan économique, la situation des donateurs est par la suite plus complexe du fait de la concurrence commerciale entre des projets financiers qui sont censés avoir une rentabilité économique à long terme. Certaines aides comportent plusieurs conditions, comme par exemple l'indication des fournisseurs de préférence, dans certains pays. Si l'on ajoute qu'Israël contrôle de nombreux aspects de l'économie palestinienne, que reste-t-il à contrôler par l'AP ? Tout ceci constitue un très bon exemple permettant de comprendre où va nous mener l'économie mondialisée.

---

[158]See Rex Brynen, The (Very) Political Economy of the West Bank and Gaza: Learning Lessons about Peace-Building and Development Assistance (Montreal: McGill University, 1996), pp. 3-4.
[159]Ibid., 6-9.

Certains dons sont des prêts dont le principal doit être remboursé. Mais la seule ressource dont dispose l'AP pour rembourser provient des taxes. Mais les dépenses de l'AP sont supérieures à ce qu'elle collecte, l'argent des donateurs est dépensé et non investi. Il en résulte une accumulation de dettes. Mais malgré cela, l'AP continue à emprunter[160].

Si l'on considère que cet argent est surtout dépensé en frais de bureaucratie et de luxe par l'AP, la dette ne pourra pas être remboursée sans en créer une autre. Cette situation va créer une crise d'insolvabilité, mais les solutions ne seront pas celles que l'on applique en général dans le Tiers monde, c'est- à-dire la vente des actifs du secteur public (comme c'est le cas en Egypte), ou la nationalisation de la dette (il n'y a pas de secteur public à vendre, de capital local ou étranger). Dans le cas palestinien, le prix qui sera payé sera politique, à savoir davantage de concessions à Israël et aux sponsors occidentaux[161].

Conclusion

Les années d'occupation ont démontré qu'il n'y a pas de possibilité de réelle coopération entre les économies israélienne et palestinienne. Les Palestiniens sont la partie faible, qui a besoin de protectionnisme, et d'une économie séparée de celle d'Israël. La

---

[160] Malgré le fait que L'AP a précédemment décidé de limiter le montant des dons et prêts qu'elle accepterait, 350 millions de dollars attribués par la Banque arabe et par la Banque européenne de développement, ont pris la forme d'emprunts commerciaux." Adnan al-Amad in Palestine Report, 29 November 1996, p. 4.

[161] Pour se faire une idée de la dépendance de l'AP vis-à-vis des USA (en tant que cœur de la mondialisation économique des politiques néo libérales), Israël SHahak a noté : « Les officiers de la police secrète sont formés aux USA par la CIA et certains sont entrés au FBI .Je pense que le contrôle exercé par la CIA sur le régime d'Arafat n'a pas son égal dans le monde arabe, même dans les pays pro américains." Israel Shahak interviewed by Harry Clark, Against the Current, no. 79 (March-April 1999), p. 12.

mondialisation menace de subsumer le niveau national et d'accroître la dépendance, la pauvreté, les tensions sociales dans le Tiers monde dans son ensemble, et cela est plus dangereux encore pour la société palestinienne. Quant à Israël, il a transcendé son rôle traditionnel de bastion occidental dans la région, pour devenir un outil de la mondialisation au niveau régional, en s'intégrant au monde arabe en termes d'Intégration par la dépendance (ITD), devenant ainsi le Centre par rapport à la Périphérie arabe.

La seule voie raisonnable de développement dans les territoires occupés sera le développement interne par la DBPP[162] (chapitre 1).Sous l'occupation directe israélienne, particulièrement, durant l'Intifada, une économie populaire a existé, les investissements étaient alors dirigés vers la satisfaction de besoins, dans une politique de survie. Même après Oslo, une telle politique reste valide : l'adhésion de l'AP à une politique néo-libérale ne devrait pas empêcher la population de reconduire la DBPP des années d'Intifada qui donnait priorité à l'accès à la nourriture, les besoins élémentaires, la protection des producteurs indépendants, en particulier dans le domaine agricole. Il est urgent que les classes populaires s'organisent, fassent pression sur l'AP pour adopter la DBPP, et réalise le plus vite possible, le détachement de l'économie israélienne. Il faut faire des efforts afin de renforcer les liens avec les économies des pays arabes. Bien que le boycott formel d'Israël ait pris fin en raison des liens de l'AP avec Israël à travers la mondialisation, c'est à travers la DBPP ce faible boycott pourra être remplacé par un boycott fort et populaire.

---

[162]For more on DBPP, see Adel Samara, Industrialization in the West Bank: A Marxist Socio-Economic Analysis (Jerusalem: al-Mashriq Publications 1992), chapter 9, pp. 340-81; and Adel Samara "al-Himaya al-Sha'biyya" (Popular protection), in al-Himaya al-Sha'biyya, ed. Adel Samara and Udeh Shihada (Damascus: Kana'an Publications, 1998), pp.7-180 [in Arabic].

Chapitre 6

La politique économique de corruption

Le cas de l'Autorité palestinienne

Depuis les plus anciens empires, en passant par les Centres capitalistes et impérialistes, jusqu'à l'ex bureaucratie révisionniste soviétique, la corruption est présente dans les activités économiques humaines. Elle est l'une des composantes internes de la société de classes, une société dominée par les relations et la propriété privées. En conséquence, le capitalisme monopoliste et mondialisé, la plus « développée » des formations sociales sur des bases de classes, comporte la corruption la plus systématique. Aussi longtemps que le mode de production capitaliste domine la plupart des formations sociales du Centre et de la Périphérie, aussi longtemps que les classes sociales dominantes coopèrent dans tous les domaines de la vie, y compris la corruption, nous sommes certains qu'elle existera au niveau international. De toute manière, cette corruption «développée» présente au Centre de l'ordre mondial, est systématique, bien rodée, et difficile à contrôler. Ce qui justifierait son approche en tant que phénomène socio-économique indépendant, et même comme un système indépendant, ce qui est bien différent d'un fait marginal. Ainsi, aussi longtemps que la corruption existera dans les activités économiques des gouvernements, du secteur privé, des partis politiques, des syndicats, etc. l'on sera fondé à parler de « l'économie politique de la corruption ».

Ce terme contient un concept non traditionnel de corruption, dans la mesure où on ne la considère pas comme un fait simple, occasionnel, accidentel. Selon ce concept, la corruption existe au niveau populaire mais aussi des classes aisées, au niveau local, national, international, tant dans les régimes que dans les partis.

Traiter la corruption comme une politique économique, implique

qu'elle ne signifie pas simplement le vol. Il s'agit d'une activité politique sociale, économique systématique. On ne peut donc considérer la violation des règles morales comme le principal aspect de ce système, ce ne serait pas une approche satisfaisante du problème.

La principale forme de la corruption est la corruption officielle, car ce n'est pas simplement que les dominants sont corrompus, mais ils sont source de corruption. Cette corruption officielle prend des formes différentes. Les formes traditionnelles consistent à surcharger les factures d'importations et à sous-estimer celles d'exportation, en rapport avec les entreprises de commerce et d'industrie. Dans le cas des importations, les prix apparaissant sur les factures sont d'un montant supérieur à ceux qui étaient convenus entre le vendeur étranger et l'acheteur local. Mais ceci n'est qu'un exemple.

Dans de nombreux cas, le problème de la corruption a été accepté ou même applaudi par des économistes bourgeois, des institutions financières internationales, et les pays du Centre Tous ces protagonistes considèrent que la corruption est un facteur de développement, et de croissance pour les pays de la Périphérie. Un bon exemple est celui de la Corée du Nord, avant la crise financière de 1997. Mais les mêmes (régimes et institutions financières) qui faisaient l'éloge de la corruption en Corée du Nord, ont changé leur fusil d'épaule et attribué la crise financière dans les pays Tigres, à cette même corruption et au népotisme.

D'une manière générale, la corruption est une politique économique de la dépendance, au sens courant du terme. C'est une exception si la croissance existe dans un pays corrompu. Il mérite alors des éloges, si on le compare à des régimes corrompus qui ont échoué à avoir de la croissance. Leur erreur consiste à croire que la richesse qu'ils ont volée sera restituée par le peuple lorsqu'un changement social surviendra. En conséquence, pour un pays qui veut se développer, il n'existe pas d'autre moyen préférable à la

corruption. (Voir plus loin l'exemple d'ECLA). Mais en fin de compte, la corruption est une affaire de classe. Il s'agit du vol des pauvres et du partage de la richesse nationale sur le dos des opprimés.

La corruption se trouve partout, mais elle est tout particulièrement enracinée dans les pays les plus pauvres tels que l'Égypte, le Liban[163], l'Afrique sub-saharienne, et l'Amérique latine. Elle est également bien présente dans la plupart des pays nouvellement industrialisés, et atteint des proportions alarmantes dans les pays ex- communistes[164].

La différence que l'on peut faire entre la corruption dans la Nation arabe, incluant l'AP, et la corruption en Amérique latine, est que là-bas elle est camouflée derrière une démocratie formelle. Au cours des trois dernières décades, la plupart des Communistes, des partis de gauche dont les dirigeants ont échoué à entraîner les masses et prendre le pouvoir, se sont dégradés en intériorisant la défaite. Par la suite, ils ont agi comme peuple vaincu. C'est pourquoi ils sont devenus des partis parlementaires. Dans les pays de la Nation arabe, y compris les territoires sous Autorité Palestinienne, un système de parti fait défaut. En Amérique latine, la corruption est dissimulée par une façade démocratique. Dans la Nation arabe, le vol est à ciel ouvert les dirigeants de ces régimes sans démocratie, ont les mains libres pour utiliser les richesses de la nation. Les revenus pétroliers dans les pays du Golfe sont considérés comme propriété privée familiale par des dynasties de dirigeants.

Alors que les niveaux les plus élevés de corruption ont été relevés dans des pays en période de rapide transformation économique et politique (ex la Russie et les pays d'Europe de l'Est), et dans les

---

[163]For corruption in Egypt see, Shihata Siam, Post Liberalism: The Structure of Capitalist Mind in Egypt (Arabic) Ramtan publication, Cairo 1996. see for Egypt and Lebanon, Jalal Amin, Al-Dawlah Al-Rakhwah fi Masr, The Flabby State in in Egypt), Sina Publications, Cairo, 1993.

[164]Daniel Singer, Who's Millennium, Monthly Review, 2000.

régimes despotiques (les régimes arabes) le cas de l'AP représente l'aspect le plus passif de ces derniers. Les médias impérialistes prétendent que la Russie connaît un processus de transformation démocratique, mais ce n'est pas le lieu de discuter ici si la démocratie a une chance de l'emporter sur la corruption. Dans les territoires sous Autorité Palestinienne, une vingtaine d'activistes politiques, écrivains et académiciens, ont signé un manifeste contre la corruption de l'AP, ce qui les a conduits en prison[165].

L'idéologie du Marché libre de l'AP n'est même pas une politique économique capitaliste

A travers ce qu'on appelle privatisation, l'AP encourage la monopolisation de l'économie palestinienne que ce soit entre les mains des compagnies étrangères ou palestiniennes. L'AP privilégie ouvertement le secteur privé, donnant de fait priorité aux capitaux étrangers (cf. chapitre 5). Ce privilège se développe de façon dangereuse, offrant toutes ses chances au plus offrant. Ainsi, la famille al-Massi, (l'une des familles aristocratiques les plus riches et commerçantes du pays) n'est pas loin d'être propriétaire de l'économie du pays[166]. Un niveau aussi élevé de centralisation est

---

[165]En novembre 1999 un Manifeste critiquant l'AP en tant que régime corrompu a été signé par vingt personnalités sociales, politiques, intellectuelles, de WB et Gaza. La réponse de l'AP a été de tous nous arrêter, sauf ceux qui étaient membres du Conseil législatif.

[166] Mais Masri un milliardaire éduqué au Texas, garde un œil sur le territoire de Nablus où il a participé à la création d'une Bourse palestinienne, d'une télévision moderne, le quartier général de Paltel, première compagnie privée de téléphones du Moyen Orient. Ce sont là les éléments avancés de l'économie émergente palestinienne, réalisée avec les placements off-shore destinés au futur Etat. Tous sont des rejetons de la compagnie PADICO basée à Naplouse. Les critiques locales cependant la considèrent comme de l'escroquerie, du népotisme et du protectionnisme, le tout ayant des conséquences pour le futur Etat. Certains voient PADICO comme étroitement lié par sa structure à l'AP et de Arafat, comme structure de base de concentration de richesse à développer dans une société déjà largement marquée par les inégalités. William A. Orme Jr. Big Palestinian

rejeté même aux Etats-Unis, comme le prouve l'exemple de Bill Gates[167].

En suivant aveuglément l'idéologie de marché et les prescriptions de la Banque mondiale et du FMI, L'AP a échoué à attribuer à l'Etat un rôle central dans l'édification de l'économie, c'est-à-dire à appliquer une économie keynésienne. Car le but de l'AP est de garantir de hauts revenus aux membres de l'élite politique, pas de développer l'économie de la société. Ceci a fait du pays un lieu de choix pour ceux qui rêvent de liquidités financières, de nouvelles voitures et autres biens de luxe. Selon Keynes, l'état est le bras armé qui peut générer la prospérité à travers une élévation des taux de croissance, une baisse des taux d'intérêt, une hausse des taux d'investissement, et une hausse de la demande et de la consommation et des biens d'investissement. Depuis que la politique de l'AP est supervisée par les USA, le FMI et la Banque mondiale, l'AP applique une nouvelle politique économique capitaliste, qui prolonge le rôle de l'Etat et le contrôle du développement de l'offre, ainsi que la dérégulation des marchés C'est ce que l'on appelle en général, le néo-libéralisme, à savoir la négation ou la séparation finale d'avec l'économie keynésienne.

La corruption du gouvernement est un problème de classe.

Selon Mushtaq Khan « Pour comprendre les implications et

Holding Company Dominates developent in West Bank. In the New York Times, May 6, 1999.

[167]En fait dans les territoires occupés par l'AP, il n'a rien (pas de très grande industrie) qui mérite la privatisation. Mais les médias prônent la privatisation, et le rôle dirigeant du secteur privé. En tant que pays en construction la privatisation se développe en même temps que le régime. C'est-à-dire que l'AP offre aux individus du secteur privé l'opportunité d'avoir le monopole des grands projets. La famille capitaliste palestinienne Al Masri a le privilège de donner des ordres à de nombreuses compagnies, l'une d'entre elles étant Gaza.

l'étendue de la corruption dans différents pays, nous devons identifier les classes et groupes spécifiques qui y sont impliqués et leur pouvoir sur ce marché, dans des contextes spécifiques. »

La corruption est partie intégrante de la politique économique, sans limites au sein de l'élite dirigeante. Et afin d'occuper cette place, elle doit pénétrer l'ensemble de la fabrique sociale à travers l'élite. En passant du stade de pratique dominante à celui de comportement social, tout en détruisant la communauté, la corruption devient source de protection indirecte pour cette élite.

Comme d'autres phénomènes socio-économiques, la corruption a ses conventions. Le cas de l'AP présente ainsi des particularités par rapport à la corruption dans les régimes corrompus. En tant que régime dans un contexte de construction de la Nation, ses responsabilités sont décisives. En tant que pays n'ayant pas de véritable souveraineté, il est indispensable que l'efficacité ainsi qu'une bonne administration financière soient au Top de l'agenda. Ce défaut de souveraineté pourrait être compensé par un bon comportement politique et économique. Et en tant que pays dans une Nation en construction, il ne devrait pas appliquer les prescriptions de la Banque mondiale.[168] Ce qui est étrange, est que c'est précisément le premier pays au monde à les appliquer depuis qu'il existe. En tant que pays faiblement doté en ressources naturelles, il ne devrait pas laisser un petit nombre de familles très riches créer des monopoles en les laissant obtenir tous les contrats par des enchères élevées. Et tout ceci s'ajoute à la dépendance vis-à-vis des donateurs qui sont les véritables alliés des ennemis du peuple palestinien (l'entité sioniste Israël)[169]. En d'autres termes,

---

[168] Un exemple de ces prescriptions catastrophiques est le prêche en faveur du marché libre, de la concentration du secteur privé, de la création de zones libres industrielles, etc.

[169] Le but et la politique des pays donateurs c.à.d. les USA, l'Angleterre, la France, la Norvège, sont d'installer les réfugiés hors de Palestine. Ces pays, en particulier l'Angleterre avant 1967 et les USA depuis se battent aux côtés

l'économie de l'AP est une économie ouverte qui manque de bases productives. Et malgré tout cela, le régime de l'AP est corrompu.

Tout régime dominant est avant tout au service d'une classe dominante, même s'il a des alliances avec d'autres classes minoritaires. La classe dominante est la première bénéficiaire des instances politiques et économiques. Nombre de ces bénéfices proviennent de la corruption. Et aussi longtemps que le système politique restera non démocratique, la classe dirigeante sera de plus en plus corrompue.

Le cas de l'AP en est un bon exemple. La plupart des emplois, depuis les emplois politiques jusqu'à ceux de professeurs, sont détenus par des membres et supporters du Fath, le parti au pouvoir. Ses membres, en tant que membres du parti dominant, ont obtenu des emplois importants au sein du système. Dans beaucoup de cas, de nombreuses personnes sont affectées à des bureaux où il n'y a véritablement pas de travail.

En 1988/89, 58% des dépenses ont été consacrées aux salaires, bien au -dessus des 45% en moyenne dans les régions de l'Est et de l'Afrique du nord, et environ le double de la moyenne au niveau mondial. Dans l'avant-projet de budget pour l'année 2000, ce pourcentage s'est encore élevé pour atteindre les 60%[170].

Le Ministre de l'agriculture de l'AP, Hikmat Zaid a dit : « nous avons

---

d'Israël et contre les Palestiniens et la Nation arabe. « Un examen rapide des data du projet Mopic révèlent que l'écrasante majorité de l'assistance a été envoyée par des donateurs à l'intérieur de leur propre pays, avec leurs propres ONG et experts techniques. Bien qu'aucune estimation détaillée n'ait été faite, certains membres officiels de l'AP déclarent que 79% des du montant de ces dons est consacré aux salaires des experts, et autres formes d'acquisition. Les chercheurs palestiniens estiment que 90% de l'assistance est dépensé par le personnel des donateurs ou dans leurs pays. » (JMCC1997, 46) Quoted in the World Bank Report. Effectiveness in the West Bank and Gaza, 2000, p 107 WB)

[170] Ibid, The World Bank Report , p xvIII

besoins de grandes fermes, employant beaucoup de main d'œuvre… nous devons participer au commerce mondial en exportant, … ceci est préférable à un recrutement au sein des bureaux ministériels, ce qui les perturbe et incapables. Au sein du budget général, le budget alloué en 2000 à l'agriculture, n'est que de 1.3% ce qui ne suffit pas pour le secteur et la sécurité alimentaire »[171]

Dans ce contexte, l'AP imite les régimes arabes en mettant en retrait autant que possible la main d'œuvre au sein du régime bureaucratique afin de l'empêcher de participer à des actions d'opposition. Ainsi, ces personnes seront maintenues en tant que bénéficiaires corrompus pour les plus gradés, et opprimés et paralysés aux niveaux inférieurs et moyens. Depuis que les salariés des classes moyennes et inférieures sont au plus bas, nombre de personnes réclament des pots de vin, ce qui les fera haïr par la communauté. Cette haine les incite à soutenir le régime tout en s'opposant aux masses.

Aussi longtemps que le budget de l'AP sera financé par les donateurs, les devoirs de l'AP seront minimisés. Aussi, l'AP est contrainte de mettre de l'argent de côté pour assurer la corruption et le népotisme. Par ce biais, elle est devenue assez forte pour consacrer de l'argent aux emplois qui permettent d'acheter la fidélité de ceux qui les occupent, au lieu de créer les emplois correspondant aux besoins de la population. S'il en allait autrement, et sans ce rôle douteux joué par les donateurs, la plupart des dépenses de l'AP devraient être consacrées à la création d'emplois durables et productifs, car ils sont nécessaire dans le contexte d'un « Etat » récemment créé et de la guerre contre l'occupation, qui ne s'arrêtera pas avec cette dite « paix ». La destruction par Israël de l'économie de la Cisjordanie afin de réprimer l'Intifada 2000 en est la meilleure preuve.

---

[171] Interview, al-Quds daily, Jerusalem 27, August 2000.

D'une manière générale, l'attribution des emplois par l'AP est partisane. La priorité est accordée à deux catégories : les cadres qui reviennent au pays, et les personnes d'origine locale qui ont été emprisonnées, même si elles disposent de leur propre entreprise. Mais à l'intérieur de ces deux catégories, priorité est donnée aux membres du Fath ce qui constitue une discrimination vis-à-vis de la majorité de la population. Ainsi, la plupart de ceux qui ne sont pas dans le Parti n'ont reçu aucune récompense, et la plupart n'en ont jamais demandé. Le système de récompense mis au point par l'AP habitue les gens à avoir des profits en retour de leur engagement dans la lutte. Ceci n'est pas une simple corruption, c'est une destruction morale de la cause nationale. Même si l'on peut considérer que ceux qui luttent ont droit à un emploi, il faut tenir compte des compétences. Ceux qui n'ont aucune qualification, et ne peuvent pas faire une reconversion, doivent simplement avoir accès à une retraite.

Une autre catégorie, ce sont les colonels, que la direction de l'AP impose à travers les associations civiles. (Par exemple, 12 colonels sont les dirigeants des syndicats en Cisjordanie et sont ainsi appointés).

Les dirigeants des autres organisations de l'OLP reçoivent des bénéfices substantiels en fonction de leur loyauté envers l'AP. Leur situation et salaire évoluent en contrepartie du contrôle qu'ils exercent sur leurs propres organisations afin qu'elles ne manifestent aucune opposition au régime, en particulier lors du « processus de paix ». Ceci implique que lors de l'attribution des emplois, les qualifications ne sont pas prises en compte, ce qui pourrait expliquer l'inefficacité des institutions de l'AP. On assiste là à une corruption qui s'exerce à la fois au niveau individuel, de classe, politique.

Lorsque toutes ces pratiques de corruption ne sont pas rejetées par les pays donateurs qui maintiennent une aide malgré cela, c'est qu'il y a de fait un lien entre les donateurs et la classe dirigeante

afin de ré éduquer le peuple dans le sens d'une acceptation d'un bas niveau de valeurs morales.

Il faut noter que cette expérience de la direction militaire totale par l'OLP facilite la corruption. Lorsque l'OLP était active, durant trois décades, les comptes rendus étaient rares du fait que la provenance des ressources était incertaine. Les dirigeants étaient relativement libres de leurs dons, et les membres de haut niveau pouvaient dépenser sans rendre de comptes du fait de leur position, ou du fait du travail clandestin de la résistance du mouvement palestinien dans son ensemble[172]. Le même comportement s'est reproduit lorsque la direction de l'OLP est devenue l'élite dirigeante en Cisjordanie. C'est pourquoi l'OLP est le seul régime à avoir deux budgets, l'un étant public, l'autre jamais déclaré. C'est ce deuxième budget, caché, qui sert aux appointements à caractère politique et aux pots de vin.

Il existe donc une tradition de « mains libres » pour dépenser l'argent. Avant 1990, les régimes arabes étaient la principale ressource financière, auxquels il n'était jamais demandé de comptes. Leur objectif était de corrompre l'OLP afin qu'elle ne devienne pas une organisation révolutionnaire, qui pourrait trahir leurs intérêts. L'autre source de financement du mouvement de résistance est la taxe payée les Palestiniens de la diaspora. Ces gens ne connaissent pas leur droit de demander des comptes, ou bien ont une confiance aveugle en l'OLP, les deux justifications étant également catastrophiques.

L'AP n'a pas compris que la population de Gaza et de la Cisjordanie était différente des organisations militaires de l'OLP à Beyrouth

---

[172] L'Etat du Qatar a fait un procès à Jawid al Gushein le sommant de restituer la somme de 13 millions au Fonds palestinien, ce qu'il aurait dû faire en 1991/92, mais celui-ci, ex membre du Conseil palestinien, a répondu que la somme lui avait été personnellement attribuée par le bureau d'Arafat.

dont les membres avaient une pleine confiance en la direction de l'OLP. Ils négligeaient leur travail et travaillaient comme cadres, en tant que militants professionnels, ils recevaient chaque mois un salaire et dépendaient donc de la direction politique. Lorsque cette dernière a décidé de participer au processus de paix d'Oslo, ces gens sont restés dépendants.

La population de Cisjordanie est une société autosuffisante. En tant que telle, elle n'a pas de raison de suivre aveuglément l'AP. Il en découle deux conséquences :

- Premièrement l'AP a compris qu'il était impossible de gagner la confiance du peuple, c'est pourquoi elle poursuit sa politique de corruption afin d'obtenir des retours de loyauté. Ceci s'achève par une lourde bureaucratie d'environ 150 000 personnes[173].

- En second lieu, de nouvelles divisions traversent la société, comme celle qui oppose « les privilégiés » à ceux qui ne le sont pas, les locaux et ceux qui sont de retour, ceux du Nord, ceux du Sud, ceux de l'Est, ceux de l'Ouest, et aussi, entre Gaza et la Cisjordanie. [174]Il n'y a aucun doute que toutes ces divisions ont pour base des

---

[173] Environ 14% de l'ensemble de la force de travail palestinienne est employée dans le secteur public (16% si l'on inclut l'UNRWA) à comparer à 12% en Egypte, 10% en Jordanie, (11% avec l'UNRWA) et 10% en Tunisie. En 1997/98, 58% des dépenses courantes de l'AP étaient consacrées aux salaires, très au-dessus de la moyenne des salaires du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. »… « Il faut ajouter que les salaires du service civil sont généralement bas, et ont été érodés depuis l'arrivée de l'AP. Les employés du secteur public n'ont pas eu d'augmentation, proposée pourtant en 1998, le partage salarial au sein du budget devant intervenir plus tard. ». The World bank Report, Effectiveness in the West Bank and Gaza, 2000, p88.

[174] La corruption pourrit la société. Certains, en particuliers des hommes d'affaire et ceux qui veulent obtenir de nouvelles licences, perçoivent la société comme divisée entre les locaux et « ceux qui reviennent », désignant par-là ceux qui sont revenus en Cisjordanie à l'établissement de l'Autorité palestinienne.

différences matérielles.

Selon Marx : « Tout mode de production détermine des modes de circulation, distribution et consommation, comme autant de phases de son unité ». [175]La question est donc de savoir comment se passe la distribution sous l'AP. Tant que la production est de faible niveau, et même marginale, elle ne sera pas la principale source de revenus du régime de l'AP. Ce sont donc les ressources provenant de divers donateurs qui sont distribuées, et ceci, à travers la corruption.

Aussi longtemps que les revenus du régime ne sont pas seulement produits par la société elle-même, par les impôts, les projets du secteur public et privé, aussi longtemps que la corruption par le régime est financée même indirectement par les donateurs qui financent certains des emplois dont le régime a besoin, ce régime aura toute facilité pour aller plus loin dans la corruption.

Dans les ex sociétés socialistes, les classes dirigeantes étaient corrompues parce qu'elles contrôlaient l'économie sur le dos des travailleurs, les seuls producteurs de plus-value. Les dirigeants des pays producteurs de pétrole font de même dans la mesure où ils considèrent que le pétrole est la propriété privée des dynasties régnantes. Mais alors que dans les cas pré cités, il s'agit de personnes qui contrôlent la richesse nationale, dans le cas de l'AP, le comportement est le même, mais pas la source de la richesse. L'argent qui est entre les mains de l'AP provient des impôts, des monopoles gouvernementaux, des pays donateurs qui donnent cet argent comme une indirecte récompense politique afin que l'AP évolue en direction d'un compromis avec le projet sioniste. Ce qui est ironique est que les donateurs ne protestent pas contre la corruption de l'AP. Il est évident que ces pays donateurs du Centre capitaliste, soutiennent l'AP tant qu'elle-même soutient la « colonisation de paix » impérialiste en Palestine. Ceci satisfait leur

---

[175] K Marx, *Le Capital Vols 1 et 2*, Moscou, Foreign languages publishing House p.266

agenda politique dont la pierre d'angle est la fin du droit au retour des Réfugiés palestiniens, la normalisation des relations des pays arabes avec Israël, dans le but d'intégrer Israël à la Nation arabe, selon le principe de l'Intégration par la Domination (IOD), lequel principe est un projet israélien et non arabe.

Les remerciements que l'AP donne à ses soutiens sont sous forme d'argent supposé contribuer au développement et à la création d'emplois, ou encore permettre d'augmenter les salaires dans certains secteurs de la société, des enseignants par exemple. Cette politique est corruptrice, elle vise à acheter la loyauté envers le régime, au détriment du développement. Aussi longtemps que l'AP poursuit cette politique, davantage de subventions et de prêts par les donateurs implique plus de dépendance et de dette envers ces derniers, dont le but est un soutien au projet d'Israël d'en finir avec la Palestine. Malheureusement, il s'agit d'une rente politique en soutien aux positions de l'AP.

Les formes socio-économiques de la corruption

La modernisation de la corruption traditionnelle : Secteur et corruption de classe

La corruption n'est pas un phénomène nouveau dans les sociétés traditionnelles telles que la société palestinienne. La structure patriarcale encourage par nature, la corruption sous différentes formes. L'une d'entre elles est *al wasta* c'est- à-dire une troisième partie, entre les citoyens qui ont des réclamations en direction du gouvernement, et les employés du gouvernement qui ne rendraient pas service, ils reçoivent des pots de vin des citoyens. Pendant la période Jordanienne, des médiateurs sont issus de dirigeants de la société traditionnelle, partant du niveau de dirigeants locaux (muktars) de villages, pour accéder à des positions élevées au sein du gouvernement, en fonction du niveau et de la qualité du service rendu. Cette hiérarchie a changé lors de l'occupation directe israélienne, et les postes ont été attribués à des collaborateurs de

l'occupation qui rendent service à l'ennemi en gagnant leur vie par l'exploitation du peuple. La collaboration a ses propres stratifications. Des entrepreneurs, des sous entrepreneurs, des agents, et quelques riches citoyens qui ont accès aux facilités et privilèges israéliens.

Sous le régime de l'AP, les « *al wasta* » sont quelque chose de relativement nouveau. Au sein du régime, ils sont des employés de haut niveau. L'AP a réservé ces *al wasta* à ses anciens cadres, ou aux membres de la structure bureaucratique. En tant qu'employés de l'AP ils sont juges et partie. A côté des bureaucrates, ces *al wasta* sont devenus une nouvelle partie de l'élite, des riches familles compradores, des ONG de haut niveau (voir ci-dessous).

Ces nouveaux *wasta* et l'élite compradore qui se sont développées sous l'AP ont remplacé ou partagé la situation de ceux qui étaient privilégiés sous l'occupation. Personne ne connaît la liste exacte de ceux qui ont reçu des autorisations pour des sociétés commerciales d'exportation. Le Conseil législatif palestinien a demandé à son secrétaire de donner quatre noms de cette liste, mais aucune réponse n'a été fournie[176]. Cet environnement corrompu pollue son image sociale. Les gens parlent des corrupteurs de façon critique, y compris par leur nom. Mais de toute façon, à la fin, beaucoup de gens vont frapper à leur porte pour leur offrir des pots de vin. La même corruption existe dans les conseils municipaux et locaux.

Les intellectuels ont fait partie des fractions de la société paralysées par la corruption. Ils ont reçu des propositions d'emplois bien rémunérés de la part d'ONG dans le cadre des accords d'Oslo, de la part d'associations nationales et internationales, et de la part de l'AP. En faisant ainsi, les responsables de ce processus ont arraché au mouvement de masse ses intellectuels, en dépolitisant nombre de membres de la gauche.

---

[176]Une interview avec Saleh Abdul Jawad, membre du Conseil législatif palestinien

Comme on l'a souligné plus haut, le régime propose des emplois sur une base politique. Le manque de formation des « copains » est bien connu, c'est pourquoi ils sont prêts à faire tout ce qu'on leur demande. Plusieurs d'entre eux sont issus des classes populaires ou couches moyennes. Ils souhaitent améliorer leur niveau de vie, ce qui est humain, mais leur but ne devrait pas être atteint de cette manière. Ils veulent montrer à leurs familles simples qu'en fin de compte ils ont gagné quelque chose suite à leur rôle passé dans la lutte, comme si l'équation était aussi simple. Au final, chacun est décidé à se battre pour conserver ce qu'il a gagné, et la cause pour eux se résume à avoir obtenu un bon emploi. C'est pourquoi ils sont prêts au compromis sur la question du droit au retour, tout cela pour un bon emploi, une nouvelle voiture, etc. Le régime a garanti pour ses membres et soutiens un emploi comme « emploi politique », alors que de l'autre côté, une grande partie de la main d'œuvre a été jetée au chômage. Ils doivent trouver un emploi soit dans la *wasta*, soit en travaillant en Israël, en faisant de la contrebande, en quittant le pays… Cette situation économique de chômage, de faible croissance, de prix élevés, de stagflation, pousse la jeune génération à quitter le pays. Et on arrive au résultat souhaité par les occupants.

Outre l'occupation, l'arriération économique du pays et sa pauvreté en ressources permettent de comprendre que le régime puisse acheter la fidélité de beaucoup. L'AP est devenue source de sécurité économique pour ceux qui recherchent un travail, cette sécurité indispensable à qui veut une sécurité sociale et politique. Mais en monopolisant les emplois pour ceux qui lui sont acquis, l'AP prive la grande majorité de la population d'une compétition à égalité pour bénéficier des ressources du pays. Ces personnes privées d'emploi sont contraintes de se tourner vers leur famille, famille élargie (hamada) pour en obtenir un soutien économique. C'est pourquoi les relations de la société traditionnelle sont si vivantes. La corruption approfondit le manque de sécurité sociale, économique, personnelle, tant que la loyauté envers le régime est le critère pour

avoir du travail.

Aussi les soutiens de l'AP ne sont-ils pas prêts à accepter la moindre critique envers elle. Ils n'ont pas réalisé que leurs dirigeants avaient décidé de partager le pays avec l'ennemi, même lorsque l'OLP a lancé le slogan d' « Autorité nationale » en Cisjordanie et à Gaza (1972/74). Au fil du temps, le programme d'autorité nationale a fini par accepter la normalisation avec l'ennemi et par reconnaître l'occupation du pays. Ceci s'est achevé par l'acceptation de la division de ce qu'il reste de la Palestine, entre la Cisjordanie et Gaza, y compris Jérusalem.

La corruption judiciaire

Un autre aspect de la corruption est la corruption du système judiciaire qui, contrairement à tout système démocratique, est soumis à l'autorité exécutive. Cette dernière a toute liberté de s'opposer aux décisions de la Cour. Ce qui est étrange est que lorsque cela se produit, aucune protestation n'est émise[177]. Malheureusement, le peuple n'a aucun choix sinon que de constater que la loi n'est pas respectée, et que la corruption dirige. Ainsi, les membres du peuple doivent trouver leur propre chemin, s'adapter ou se défendre.[178] Même dans ce contexte, la corruption n'était pas limitée à ceux qui sont placés haut dans l'AP, elle s'infiltre dans les basses couches de la société. Ainsi certains procès sont retardés par la Cour, sans raison, ce qui incite le plaignant à contacter et payer tel colonel qui, de manière informelle et illégale, résoudra le problème.

Le Conseil législatif palestinien, est composé essentiellement de

---

[177]La Haute Cour palestinienne a énoncé 48 décisions de libération de prisonniers que le bureau de l'AP a refusé de valider, mais aucune protestation n'a été émise.

[178]Les renoncements de la Gauche palestinienne ont joué un rôle essentiel dans l'affaiblissement de la résistance sociale contre la politique de l'AP.

membres du Fatah[179]. Lorsqu'une enquête sur la corruption du Cabinet a été rendue publique, ce dernier a été soutenu par la majorité du Conseil, et il a pu rester en place. On peut dire que le Conseil ne représente pas le peuple, mais la classe dirigeante dont il protège le Cabinet. Bien que le terme de mission de ce Conseil soit échu depuis deux ans, il reste en place, aucun de ses membres n'a démissionné. Tous ont accepté la prolongation par l'autorité exécutive, preuve qu'ils ne représentent pas le peuple, mais la classe dirigeante qui en fait partie en raison de ses intérêts.

Du fait que l'AP et le parti dirigeant sont corrompus, le reste de la population est contraint de travailler dans cet environnement corrompu. La corruption est devenue la norme, ce qui affecte tout individu, sauf s'il s'isole.

Le « Conseil législatif » a entériné l'existence du double budget. Trente-cinq pour cents du budget déclaré finance la police et l'appareil d'état. Si l'on considère le grand nombre de personnes employées par l'AP (150 00 environ), leur part dans le budget, et l'accroissement de cet appareil de personnes « fidèles au régime », on peut dire que c'est un tiers de la société qui en dépend. Ainsi, d'une manière ou d'une autre, ces gens soutiennent le régime comme étant leur moyen de subsistance. Ce dernier n'a donc aucun compte à rendre en matière de démocratie.

La corruption abolit l'égalité dans l'éducation.

Les Palestiniens, en particulier les réfugiés, percevaient l'éducation comme une arme qui leur permettrait d'affronter les défis de la vie. Cette grande valeur accordée à l'éducation vient du fait qu'en comparaison à d'autres pays, les Palestiniens ont peu de choix. Le rôle des enseignants s'est dégradé sous l'AP. Leurs salaires vont de

---

[179] Le Fath a gagné la majorité des sièges parce que les courants islamistes et nationalistes de gauche ont refusé de participer à ces élections prenant place dans le cadre des Accords d'Oslo.

300 à 450 dollars par mois. Chaque professeur qui a la possibilité d'avoir un deuxième emploi l'après-midi, le soir, ou pendant les vacances, le prend. Mais la faiblesse du budget consacré à l'éducation signifie manque de formation et de développement. Alors que l'espace est limité, les classes accueillent en moyenne 35 élèves. Les écoles fonctionnent en deux équipes ce qui accroît la charge des enseignants sans augmenter leurs salaires[180].

Malgré cela, la compétition est forte pour accéder à un poste d'enseignant. Ceci s'explique par le haut niveau de chômage, le recul des emplois en Israël et dans les pays producteurs de pétrole.

La politique d'emploi de l'AP a créé un nouveau secteur, inutile, qui a contribué à éroder les salaires. Ce nouveau secteur paie des salaires élevés aux enseignants qui y sont salariés.

Les enseignants ont été le premier secteur à mener des grèves et réclamer des hausses de salaires. La réponse politique de l'AP est semblable à celle des régimes capitalistes corrompus : les diviser en forçant les membres du parti à affaiblir le mouvement, en préparant des diplômés sans emploi à venir remplacer les enseignants grévistes et en arrêtant les leaders.

La Gauche n'a pas soutenu le mouvement des enseignants, car les dirigeants sont corrompus par l'AP. Un enseignant du Front démocratique de Palestine (FDLP) a poursuivi la grève malgré l'avis de son parti, a été arrêté par l'AP et ensuite, puni par son propre parti.

Les conditions ne sont pas meilleures dans les universités. Les conférenciers ont mené des grèves pour les salaires, par rapport au coût des ouvrages, des laboratoires, et pour d'autres dépenses. A

---

[180] Alors que le rapport de la Banque mondiale aborde les questions du système éducatif, il ne parle jamais des salaires des enseignants. La BM aborde cependant la question du développement soutenable, et du développement humain, mais elle ignore ce point pour les enseignants.

l'université d'Al Quds, un homme d'affaires saoudien a proposé 10 millions pour combler le déficit de l'université et le fonds de financement des conférenciers, en contrepartie d'un changement des responsables de la gestion des fonds, accusés de mauvaise gestion. L'AP a rejeté cette proposition car ces gestionnaires appartenaient au parti.

La corruption des travailleurs et des classes populaires

Un des aspects importants de l'économie de la Cisjordanie sous l'occupation, est le déséquilibre de l'équation entre le travail et le capital. De manière générale, le capital local est supposé employer (ou exploiter) la main d'œuvre locale, selon la théorie classique, car la bourgeoisie a un intérêt à faire du marché national son domaine. Et dans ce domaine, elle exploite la force de travail locale. Cette équation a été brisée par l'occupation israélienne, qui a bloqué le développement **des territoires occupés (OTS)**. Sous l'occupation, c'est plus de 40% de la main d'œuvre de Cisjordanie qui a fait la navette pour partir travailler à l'intérieur de la Ligne verte israélienne. A peu près le même pourcentage de travailleurs est dans les pays producteurs de pétrole.

On pouvait espérer que le régime palestinien adopte une politique de développement qui protège la force de travail de l'exploitation et de l'humiliation nationale par les Israéliens. On pouvait aussi espérer que l'AP aille plus loin que la misérable tradition de l'OLP qui n'avait pas de politique de développement, et en élabore une comparable à la DBPP (voir chapitre 1). , ou au moins, conforme à ses prétentions de faire de la Cisjordanie une zone comparable à Singapour. Les Accords de Paris, signés entre l'AP et Israël, établissaient que ce dernier signerait des permis de travail pour 100 000 travailleurs palestiniens, afin qu'ils puissent travailler dans la Ligne verte. Cette partie de l'accord révèle d'ailleurs que la dépendance vis-à-vis de l'entité sioniste, est une part de la politique économique de l'AP. C'est la raison pour laquelle l'AP blâme continuellement Israël de ne pas accorder d'emplois aux

Palestiniens dans son économie. Des années 1990/93 aux années 1994/98, le taux de chômage s'est accru de 5.6% à 18.3[181].

Mais est ce que le taux de 5.6% de chômage avant les accords d'Oslo est un chiffre correct ? Ce pourcentage est une fausse estimation israélienne. Et si l'emploi de ces travailleurs cisjordaniens en Israël ou dans les pays producteurs de pétrole est un emploi permanent, sans crainte d'être renvoyé sans motif, cela ne signifie pas que c'est correct sur le plan économique. La situation normale est que le capital local doit être capable d'absorber (d'exploiter) la force de travail locale. Ceci n'a jamais été le cas de l'économie en Cisjordanie.

La classe ouvrière, en fait est exploitée par Israël et le capital local d'un côté, et dupée d'un autre côté au niveau politique national. Pendant l'occupation directe (1967/1994) et sous l'occupation indirecte, de 1994 à aujourd'hui, la direction des travailleurs était le dernier des soucis des organisations politiques petites bourgeoises et intellectuelles (qui de toute façon ne sont pas socialistes). La situation s'est détériorée lorsque la direction de la classe travailleuse est tombée entre les mains de l'AP.

Lorsque le pouvoir a été transféré des occupants israéliens à l'AP, cette dernière a reçu la direction d'une classe travailleuse « prête à obéir ». C'est pourquoi les syndicats se sont désintégrés sous la direction de l'AP qui a perpétué la politique hostile aux travailleurs de l'OLP. Distribuer des pots de vin aux dirigeants haut placés, leur accorder des privilèges, des voitures neuves, des prolongations de mission et des salaires « secrets ».

Comme on l'a indiqué plus haut, l'AP a appointé des colonels pour diriger les syndicats. Lorsque les enseignants ont commencé leur grève, la direction syndicale a signé une déclaration condamnant les grévistes. Le secrétaire général des Syndicats a signé un accord avec

---

[181] Rapport de la Banque mondiale, OP Cit. p 13

la Centrale israélienne Histadrut[182], au nom des travailleurs, et a reçu 8 millions de shekels comme premier paiement en déduction des salaires payés aux Palestiniens travaillant en Israël. Et les accords stipulent qu'Israël continuera à verser cette somme mensuellement. Ce fait constitue un pas de plus dans la normalisation, malgré la volonté populaire, et de plus, le secrétaire général s'est comporté de façon autoritaire. Il n'a jamais consulté aucun des autres dirigeants syndicaux, ni les équipes techniques.

L'occupation israélienne, encourageant l'AP à davantage de corruption, lui donne le contrôle du travail palestinien en Israël. Ceci donnera le pouvoir de sélectionner les travailleurs auxquels le permis de travailler en Israël est accordé, sachant que les salaires sont 300% supérieurs à ceux versés en Cisjordanie. Et de l'argent à gagner en retour.

Investissement versus Corruption

Ce pourrait être une exagération de faire un lien entre la corruption et le développement. C'est moins une exagération d'établir un lien entre la corruption et la croissance. Le développement, pour l'essentiel, doit se faire au bénéfice des classes populaires qui sont les principales victimes de la corruption. Le bénéfice attendu est de leur donner le droit de participer à la planification et à la production, à la direction, et de leur donner des compensations pour leurs services. Le développement signifie que les gens méritent de profiter de leurs droits et d'être acteurs et non marginalisés, du développement socio-économique et politique, et des activités culturelles.

La corruption n'incite pas les gens à faire des investissements et du développement. Ils peuvent préférer investir à l'étranger plutôt que localement, ce qui supposerait de croire en la stabilité et la

---

[182]Cette information provient d'une étude rédigée par des syndicalistes travaillant à Ramallah.

continuité du système politique ce qui n'est évidemment pas le cas.

La commission latino-américaine (Economical Commission for Latin America : ECLA) a été le premier groupe à développer une politique de substitution d'importation. Les pays qui y appartiennent ont donc, pendant des années, défendu l'idée qu'un taux élevé d'importations joue un rôle important dans une politique de soutien de la croissance. L'Amérique latine a donc fait le choix de recourir à une assistance externe forte afin d'assurer le service de ses paiements.

Ce concept suppose une volonté énergique concernant la substitution d'importations comme politique nationale de développement et d'assistance étrangère. Cette question mérite discussion. L'ECLA en tant qu'école réformiste, a essayé de concilier développement et corruption.

Le principal argument d'ECLA est que la pratique des pots de vin n'a pas un impact négatif sur le développement, tant que les classes dominantes ne l'entravent pas. Cette attitude « positive » envers les classes dominantes s'explique par la conviction qu'a l'ECLA que tant qu'il y a croissance, un certain retour en direction des pauvres existe ce qui atténue les tensions sociales et facilite le développement. Dans la réalité cependant, une bonne part des capitaux qui sont arrivés en Amérique latine sous forme de prêts pour le développement, sont repartis par la porte de derrière et ont été placés sur des comptes privés dans des banques étrangères. La dernière expérience en date, et la plus claire, est celle de la Russie. Des opérations frauduleuses sont impossibles sans la complicité de managers des banques internationales.

Dans le cas de l'expérience palestinienne, le « Comité associé » basé à Amman, qui aide au développement dans les territoires occupés, a imposé des conditions qui ne pouvaient être acceptées par personne, si ce n'est par les couches supérieures. En effet, pour obtenir un prêt, il faut être propriétaire d'une terre. Ce sont

seulement les classes supérieures et petite bourgeoises qui possèdent des terres à proximité des villes. La politique de Comités associés a consisté à développer des projets de construction à proximité de cités dynamiques[183]. Les prêts les plus importants n'ont jamais été accordés dans les territoires occupés de 1967, mais déposés dans des banques étrangères. Le but principal est de rester loyal envers la direction palestinienne, dans le sens d'un intérêt mutuel. Les riches ont bénéficié du surplus, et en échange, ont tourné leur loyauté d'avant vers la Jordanie, en direction de l'AP.

On pourrait en dire long sur la façon dont l'AP utilise les fonds des donateurs. Nul, de ces deux côtés, n'est intéressé par la croissance ni par le développement. L'AP est devenue un régime corrompu qui a transféré le capital produit et gagné localement à l'étranger, et les donateurs, qui exercent un contrôle sur l'usage des fonds, ne se sont pas consacrés au développement local.[184]

Lorsque l'OLP est arrivée au pouvoir en Cisjordanie, elle a continué avec cette tradition de non développement : « la corruption intervient dans cette carence du développement car elle semble être un indicateur important de l'échec du développement, dans nombre de pays en voie de développement ». [185] Dans le cas de l'AP le problème est double : un manque de stratégie, une histoire de corruption, et le fait qu'aucun argent ne provienne des ressources locales.

---

[183] A ce niveau, l'idée était que ce Comité offre des prêts aux personnes désirant construire de modestes petits villages dans les montagnes de Cisjordanie, où Israël envisageait des colonies. La direction de l'OLP a feint de s'intéresser à ce projet, mais l'essentiel était alors d'acquérir une loyauté pour elle-même, contre la Jordanie.

[184] World Bank report 2000 p 107

[185] Mushtaq Husain Khan Analyse des problèmes, la corruption (non publié) 1999

Dans une lettre ouverte au Ministre du commerce et de l'économie de l'AP, des commerçants qui importent des biens de consommation depuis les marchés européens selon des licences commerciales accordées par l'AP, ont trouvé un marché saturé de biens provenant de Jordanie (lait et fromages). La taxe d'importation de ces produits s'élève à 80% alors qu'elle n'existe pas dans les pays voisins.[186]

Le consumérisme et la corruption

Le consumérisme est nouveau dans les territoires occupés de 1967. Il a été atténué mais est resté latent avant l'Intifada, dans les années 1987. En dépit du haut niveau moral de l'Intifada, les riches hommes de loi de la société n'ont jamais cessé de se procurer des biens à l'intérieur d'Israël.

Sous l'AP, malgré une détérioration du niveau de vie et la chute des revenus, le consumérisme s'est développé. Il est financé par les pays donateurs, les ONG, par la corruption des officiels par l'AP. C'est ce qui explique le haut niveau de consumérisme dans les secteurs où se trouvent les maisons des ministres, les bureaux des donateurs, des ONG, et les agences internationales

Ce qui ne doit pas nous faire sous-estimer les deux facteurs suivants :

1, Le penchant traditionnel de cette communauté à dépenser de façon visible, afin d'en tirer fierté.

2, un comportement de consumériste qui a pénétré la société à travers une économie capitaliste et l'absence d'institutions combattant cela.

Plus le consumérisme rencontre des prix élevés, plus le marché

---

[186]Publicité signée par Walid Anabtawi publiée dans Al Quds Daily 26/8/200

local se contracte, car l'argent est dépensé pour acquérir des biens en provenance d'Israël et des marchés étrangers. La preuve en est que dans un pays pauvre, les espaces occupés par l'AP sont pleins de biens luxueux, de voitures neuves. Ces pratiques ont conduit à un étouffement de l'industrie locale naissante et même de celle qui produit des biens élémentaires.

Ainsi, conformément aux traditions, même les classes populaires sont prises dans l'engrenage consumériste, ce qui se voit à leur manière de dépenser.

L'ordre mondial et la corruption.

Il est difficile d'imaginer un régime corrompu isolé dans son propre pays. Les régimes corrompus de la Périphérie sont tous soutenus, et travaillent pour le Centre capitaliste. En d'autres termes, les pays impérialistes soutiennent l'industrie de la corruption dans la périphérie comme l'une de leurs sources de revenu national ou encore, le Revenu national brut dans les pays de la Périphérie signifie un transfert de richesse en direction du Centre. Lorsqu'il en tire profit, le capital regarde rarement la couleur et la démocratie. C'est pourquoi la corruption est l'une des dimensions des affaires dans le cadre de la mondialisation.

L'exemple le plus récent est le soutien de la privatisation par le Centre en Russie, où les complexes industriels se sont vendus à si bon marché. Un des résultats de la transformation proclamée de la Russie en système démocratique et capitaliste, a dégénéré en corruption systématique.

Une raison pour laquelle le capitalisme colonialiste et impérialiste soutient les régimes corrompus est le fait qu'il s'agit d'une extension du colonialisme sous de nouvelles formes et d'une alliance entre les classes capitalistes du Centre et de la Périphérie. En d'autres termes, le monde capitaliste est en train de réorganiser sa structure de classe, au niveau d'une remise en ordre des classes.

Il faut souligner qu'il y a des différences entre la corruption au Centre et à la Périphérie. La corruption est au Centre en tant que formation sociale transformée depuis longtemps. Elle est institutionnalisée et alimentée par la richesse provenant de la Périphérie. La corruption peut être atténuée dans les pays du Centre, précisément du fait du pillage des richesses en Périphérie. En conséquence, la corruption est une forme de phénomène dominant du système capitaliste mondial à l'ère de la mondialisation.

Dans les formations de la Périphérie, la corruption est ouverte et stratifiée depuis les hautes classes jusqu'aux classes populaires. Et de fait, la lutte contre la corruption dans certains pays de la périphérie s'avère plus difficile encore que la lutte contre le colonialisme ou l'occupation.

« Les affaires internationales vont systématiquement dégénérer en corruption, là où il sera possible d'obtenir des parts de marché, des faveurs du gouvernement, d'autres ressources, en particulier en Afrique francophone. La France demeure le partenaire commercial le plus ancien, bénéficiant d'une économie mise en place depuis longtemps, de relations économiques, politiques, culturelles, et personnelles. A titre d'exemple, la compagnie pétrolière française ELF peut accéder aux plateformes pétrolières du Cameroun, en payant des pots de vin au président Biya. »[187]

L'AP prétend soutenir le secteur privé en appliquant les directives de privatisation de la Banque mondiale et du FMI, la non intervention de l'état dans l'économie, le marché ouvert, l'absence de protectionnisme, le privilège accordé au capital étranger sur le capital local à travers les lois et régulation. L'économie de l'AP est une économie « en stand-by ». Cette même économie qui donne priorité à la spéculation sur le développement, l'emploi intensif et

---

[187] Inge Amunsen, la corruption politique, les effets du régime. Non publié voir l'original page 12

la production de biens élémentaires.

Une telle économie dépend des services. Ces services limités à une économie de Casino. L'AP est experte en tourisme. Bien que le tourisme stimule d'abord l'industrie touristique, il exige de nombreux services complémentaires tels que la restauration, les hôtels, les guides touristiques etc. Il ne faut pas oublier que ce tourisme en Cisjordanie est temporaire. En effet, tant que l'AP n'a pas la souveraineté sur les frontières avec Jérusalem, les touristes vont de manière préférentielle en Israël.

Alors qu'un département du régime palestinien mène une enquête officielle sur la corruption réelle et concrète, l'ambassadeur israélien Martin Indek a fait l'éloge suivant : « Nous félicitons l'AP qui a réussi à développer au mieux divers secteurs de l'économie, en particulier la zone industrielle de Gaza »[188]. Une enquête publiée dans Newsweek disait : « La direction palestinienne était libre de distribuer de l'argent à ceux qui appliquent la ligne du parti. Il a fallu trois années d'intense pression des donateurs tels que le Fonds monétaire international, pour persuader Arafat de faire contrôler l'argent par son ministre des finances. Le FMI a également poussé Arafat à révéler les biens et propriétés d'affaires de l'AP, mais ceci reste encore connu à travers l'enquête de Price Waterhouse Cooper ». [189]

Et pourquoi le FMI est-il si patient envers l'AP malgré toute cette corruption, alors qu'il s'acharne sur Mr Mugabe du Zimbabwe bien que ce pays rembourse ses emprunts dans les délais ? Lorsque ce dernier a demandé au FMI un échelonnement des remboursements, le directeur du FMI ne lui a pas dit de ne pas soutenir Kabila au Congo. C'est pourquoi Mugabe a qualifié le FMI d'animal sauvage. Et même l'Égypte se trouve sous pression du FMI

---

[188] Al Quds daily june 2/200

[189] Newsweek May 22/2000

pour dévaluer sa monnaie, bien qu'elle pousse les Palestiniens vers la normalisation et la poursuite du catastrophique « processus de paix »[190].

Les pays donateurs ont payé à plusieurs reprises les salaires des policiers palestiniens, parfois à travers les fonds de l'UNRWA qui sont destinés à apporter aide et assistance aux réfugiés. Mais aucun de ces donateurs n'a considéré qu'il fallait payer les maigres salaires des enseignants qui ont dû si souvent faire grève.

Les banques internationales ont un rôle dans la corruption des pays du Centre. En raison de l'abondance d'argent, de liquidités, ainsi que du recul de la demande locale de fonds, les banques des pays développés ont commencé à être en compétition pour exporter du capital vers les pays de la Périphérie dont la demande était très importante, en particulier les pays les moins développés qui empruntent aux banques privées pour financer leur coûteuse économie politique. Lorsque les pays de la Périphérie étaient en mesure de rembourser, les banques commerciales prêtaient et favorisaient la corruption[191].

Le montant de la plupart de ces prêts n'a pas été mis au service du développement, mais surtout distribué dans certains cercles

---

[190] Voir Adel Samara « *Idées emprisonnées* ». Problèmes palestiniens, arabes et israéliens, problèmes internationaux. Etudes du centre culturel palestinien Al Mashriq al'A mil Ramallah 1998 Part 3 ch 1. Le rôle de l'Egypte : de la libération de la Palestine, au compromis compradore. L'impérialisme US a payé l'Egypte pour jouer ce rôle de « paix » avec Israël, dans la guerre d'agression contre l'Irak. Aussi longtemps que des régimes compradores reconnaîtront Israël, le poids de l'Egypte restera minime. Afin d'obtenir de nouveaux soutiens, elle doit s'opposer plus fort au nationalisme arabe.

[191] Entre juillet et novembre 1976 le Gouvernement argentin a déposé 23 millions par mois à la banque Chase Manhattan de NY pour en moyenne 5% d'intérêt. En juillet de la même année, il a renouvelé un emprunt de 30 millions de dollars auprès de la même banque à 8.75%. Jacob Shatan World debt who is to pay Zed book p 49 /1987.

corrompus. Suite à la crise des années 1980, les banques commerciales et les pays développés ont réduit leurs prêts en direction des pays de la Périphérie, en dépit de surplus disponibles dans leurs propres pays. Le montant de la plupart des prêts volés pour la corruption est retourné vers les pays du Centre, sur des comptes privés. Soharto, d'Indonésie, a connu un procès pour avoir volé et déposé dans des banques internationales un montant de 4 milliards de dollars. Récemment, le rôle des banques commerciales a été de blanchir l'argent à travers les banques et régimes du Tiers Monde. Mais même lorsque cet argent a été blanchi, il retourne vers les banques du Centre. Dans ce cas, le blanchiment d'argent est une activité conjointe qui associe les Etats capitalistes de la Périphérie, les banques internationales, et les Etats du Centre au cœur du Système mondial.[192]

---

[192]Sous l'administration de G Bush par exemple, l'administration US s'est retirée du projet et de son engagement à réformer le système des banques Offshore dont la spécialité est le blanchiment d'argent. Lucy Komisar : *After dirty air, dirty money*. L'administration Bush bloque tout effort de contrôle des banques offshore. The Nation June 18/2001 p 16/17. The Economist June 23/2001. p 55/57. Selon les informations du FMI le montant des sommes générées par le blanchiment d'argent atteint les 500 à 1500 trillions de dollars, les USA protégeant ces circuits. Pour plus d'information voir : *Blanchiment d'argent chinois*, by David Lague, Eastern Economic Review June 21/2001 p 56/58.www.feer.com

Chapitre 7

LES ONG au service du développement, ou de l'enrichissement individuel et d'un agenda extérieur ?

La définition des ONG varie selon les écrivains. Sans entrer dans une discussion poussée à ce sujet, je vais clarifier le terme par les points suivants dans ce chapitre.

- Il faut tracer une ligne de délimitation claire entre d'une part les associations locales, les syndicats, les associations charitables et les coopératives qui contribuent à des activités de la société civile d'autre part.
- Mon but est de bien différencier les ONG des associations locales qui sont fondées sur la base du volontariat de membres des classes sociales locales, et celles qui sont autofinancées et auto organisées. L'agenda de ces dernières est généralement local ou national.

Dans cet article, le terme d'ONG est employé pour les ONG étrangères ainsi que les ONG locales qui sont créées ou dépendantes de l'étranger. De plus, elles n'ont pas de base sociale et n'ont pas d'assemblée générale, réunion des membres, mais se limitent à des bureaux et des employés. Au cours de ce chapitre, je différencierai les individus qui travaillent avec une ONG et en reçoivent salaires et privilèges, et ceux qui sont des pionniers activistes, des bâtisseurs qui sont membres d'associations locales.

Ma définition d'ONG n'inclut pas les associations locales des pays occidentaux, car plusieurs ont été fondées de façon indépendante, et souvent en opposition, au régime capitaliste occidental et nombre d'entre elles sont opposées à la mondialisation.

Dans ce chapitre, le terme d'ONG désigne également celles qui sont constituées d'employés dans des bureaux et dont le but proclamé est d'aider au développement, alors qu'elles n'en font rien. Ces ONG prétendent participer au développement socio- économique et culturel des pays de la Périphérie. Elles sont composées de managers et de leurs assistants, de secrétaires. Elles ont des bureaux, des services de recherche, et préparent des études à la demande d'ONG étrangères ou pour les ambassades des pays occidentaux. J'inclus également dans ce terme les ONG qui sont financées par leurs propres membres au sein des pays capitalistes c'est-à-dire des pays désignés comme «donateurs». En somme, les ONG ici prises en compte correspondent à la plupart de celles qui interviennent dans les pays du Tiers monde.

L'évaluation des ONG est extrêmement polémique. Il semble que dans de nombreux cas, ces polémiques ne sont pas fondées sur la nature la structure et le rôle des ONG, mais sur l'idéologie et les positions politiques des évaluateurs.

Il est important de prendre en compte les relations entre les ONG étrangères et les régimes capitalistes du Centre, les buts politiques, l'histoire coloniale, et les politiques actuelles de ces régimes impérialistes. Ceci nous permettra de conclure que les ONG sont les nouveaux missionnaires européens capitalistes, et que celles qui agissent dans les pays de la Périphérie sont au service du Centre impérialiste. Et si certaines ne le sont pas, il s'agira de savoir comment faire la distinction.

Il faut noter que la tentative des ONG de dissimuler leur lien « ombilical » avec l'impérialisme, ne les aidera pas à perdre leur fragile crédibilité au sein de la population. C'est pourquoi c'est une relation fausse, sachant que l'impérialisme ne recherche pas des alliés mais des agents dans les pays de la Périphérie et, d'autre part, qu'il est difficile de cacher qu'elles sont sponsorisées par l'impérialisme.

Les ONG sont une question en débat parmi les Palestiniens de Cisjordanie. Ceux qui les soutiennent entretiennent délibérément une confusion entre la désignation par le terme ONG et le terme désignant associations locales (ahli en arabe), de la société civile et des organisations de masse. L'expansion artificielle du terme ONG a atteint un tel point qu'il désigne parfois les syndicats. Le but de cette confusion est de cacher le véritable rôle des ONG, en particulier lorsqu'il y a des doutes concernant leur financement, et leurs relations croissantes avec le capitalisme occidental. La Banque mondiale, en tant qu'institution financière internationale, encourage la corruption comme étant une partie cachée de son agenda dans les pays de la Périphérie. Elle soutient ainsi vivement les ONG implantées dans les territoires occupés, contribuant ainsi à de fausses activités, loin de ses buts déclarés. La Banque mondiale a présenté un rapport dans les années 2000 : « de nombreux groupes non gouvernementaux, y compris des militants de partis politiques, des dirigeants religieux, des organisations charitables, des associations de commerce locales, et des ONG étrangères ont constitué le premier choix parmi les 12% qui ont survécu, dont la moitié du total provenant de partis politiques ».[193].

Le préjugé principal ici est la confusion délibérée entre ONG qui sont définies ci-dessus, et les associations locales et partis politiques. Il en va de même en ce qui concerne la confusion entre le rôle des ONG dédiées au développement. Le développement est un processus communautaire, social, politique, économique et culturel. Il est soit conduit par un régime qui représente la majorité de la société, soit encore adopté par les classes populaires sous forme de DBPP. Les ONG, quant à elles, sont financées de l'étranger et influencées par les donateurs. Et même si certaines d'entre elles visent la partie pauvre de la population, leurs budgets ne proviennent pas de leur propre société ou de soutiens. C'est pourquoi leurs motivations et agendas ne sont pas définis selon des

---

[193] World Bank Report " Effectiveness in the WB et Gaza 2000" p83

critères locaux. Même celles qui donnent aux pauvres, ne le font pas selon une logique de classe, mais dans une optique de charité.

Il faut savoir qu'alors que toutes les ONG, au moins celles qui interviennent dans les Territoires occupés, de 1967, proclament vouloir contribuer au développement, mais sont financées par les Agences de développement Outre-mer (ODA). Leur agenda est donc décidé par la Banque mondiale, les ambassades des pays capitalistes, etc. Quelle association suspecte entre deux partenaires supposés avoir deux agendas différents, si ce n'est que l'un d'entre eux n'en tiendra pas compte. A ce niveau, et en considérant le rôle de la Banque mondiale, on peut en déduire que le mensonge est du côté des ONG. Il est surprenant de voir comment la Banque mondiale flatte le rôle des ONG dans l'aide au développement dans les Territoires occupés. Le rôle qui leur est attribué dans le rapport officiel de l'année 2000 est bien supérieur à celui qu'elles jouent en réalité.[194]

Les ONG, en tant que fondées et financées par les donateurs impérialistes et la Banque mondiale, finissent par créer des alliances avec la classe dominante compradore dans les pays de la Périphérie. Les territoires contrôlés par l'AP donnent un bon exemple, à travers la compétition entre AP et les ONG afin de contrôler le partage des donations. (Voir plus loin). En accord avec leurs engagements, les ONG sont une machine intellectuelle compradore, qui est elle-même alliée aux capitalistes compradores, et à travers cela, ses cadres supérieurs bénéficient de richesses et deviennent eux-mêmes capitalistes.

Les ONG produits d'un contexte spécifique

Le phénomène des ONG est apparu dans les trois dernières décades de la Guerre froide. Il a surgi en même temps que le changement d'équilibre de pouvoir et de forces sociales, au sein, et

---

[194] ibidem p 17

entre, les blocs capitaliste et socialiste. Pendant les années 1970, on a assisté à la désintégration des parties périphériques les plus isolées de l'URSS (en Asie et Afrique). Durant les années 1985/90, cette désintégration a atteint les périphéries proches (Pays de l'Est socialistes). Conduits par des classes capitalistes en train de devenir compradores, ces pays ont commencé à se détacher de leur camp et à s'attacher aux pays du Centre capitaliste et impérialiste.[195]

Les ONG ont servi de couverture aux hideuses faces des régimes impérialistes, dans les pays du Tiers monde, qui ont profondément souffert du colonialisme occidental, plus tard de l'impérialisme, et actuellement, de la mondialisation. Quelques pays occidentaux ont servi à jouer ce rôle, la Norvège et la Suède, que l'on peut dans ce contexte désigner par « Gouvernements non gouvernementaux », c'est-à-dire des pays qui n'ont pas d'héritage colonial, en tout cas pas dans les pays arabes.[196]

La Norvège sert les intérêts US dans les pays arabes, comme si elle était elle-même américaine. Ainsi, une ONG norvégienne au nom de FAFO intervient en Cisjordanie et à Gaza sous prétexte d'affiliation à un syndicat norvégien. C'est en réalité cette même ONG qui a contribué largement à préparer ces infâmes Accords d'Oslo, en s'appuyant sur une longue liste d'intellectuels palestiniens. Nombre d'entre eux sont devenus des membres des négociations d'Oslo et Madrid, et ont participé aux négociations concernant le droit au retour des réfugiés.

En réalité, les ONG sont devenues un nouvel outil de la

---

[195] A Samara: "*The collapse of the Soviet Union causes and Lessons*"; Ed International Communist Seminar, Brussels Belgium 1998 p 137/223.

[196] Le centre culturel arabe en Suède a décidé en 2001 d'inclure la Catastrophe palestinienne au sein de ses activités. 53 années de problèmes pour les réfugiés palestiniens. Le Ministre suédois de la Culture a mis fin à cette activité en en refusant le financement. Al Quds Al Arabi London 14/8/2001

mondialisation, le dernier développement de la domination et de l'hégémonie à travers le monde. Par cette domination, les compradores, les intellectuels de la Périphérie ont déchus au point de mettre leur loyauté au service des impérialistes.

L'émergence du phénomène ONG s'est produite dans la période de la crise de la dette des pays du Tiers monde, lorsque ces pays de la Périphérie ne sont plus parvenus à payer leur dette dans les années 1980, que les Nations Unies désignent comme « la Décade du développement perdu ». Pendant cette décade, les régimes des pays pauvres étaient trop pauvres pour résister à l'attrait des sommes assez considérables que les ONG pouvaient offrir. En d'autres termes, ces sommes étaient consacrées à verser des pots de vin à des individus, pas à financer le développement pour les classes populaires. Des sommes importantes sont envoyées pour participer à la corruption (cf. chapitre 6). La corruption facilite la mission des ONG pour autant que certains cercles dirigeants dans les pays pauvres acceptent un partage de l'argent dont elles disposent. Afin de faciliter leur position, les régimes impérialistes ont accru le budget des ONG au point que celui-ci excède le montant de celui de l'organisme officiel, l'Agence de développement Outre- Mer (ODA).

Les ONG se substituent aux ODA

Les pays impérialistes ont favorisé le développement des ONG en tant que face cachée, à travers des organismes officiels comme l'ODA. Cette priorité qui leur a été accordée confirme notre analyse selon laquelle les ONG peuvent jouer un rôle plus intéressant pour les « donateurs « que l'ODA.

Au cours des deux dernières décades, les ONG ont remplacé les gouvernements. L'un de leurs avantages reconnus est leur flexibilité et leur petite taille, comparativement à l'organisme officiel. Actuellement, la plupart des grandes ONG gèrent des fonds similaires à ceux de nombre d'agences officielles d'aide. En 1985

par exemple, l'aide des Services de secours catholique était de 437 millions, comparé aux 426 millions de l'aide du Gouvernement belge, celle de l'organisation CARE était de 247 millions (comparé aux 258 millions de l'Autriche, et le budget d'OXFAM Angleterre, était de 119 millions supérieur à celui de la Nouvelle Zélande (104 millions).

A ce moment-là, la taille des ONG s'est considérablement accrue ainsi que leur nombre, en particulier là où des gouvernements étaient prêts à les fonder. Le montant total des contributions philanthropiques représente environ 1,75% du Produit national brut (dont 2% pour les diverses causes des pays du Tiers-monde) et si l'on inclut les contributions publiques aux « organisations privées bénévoles », on approche les 5% (soit presque autant que les 6% consacrés à la défense). Au Royaume Uni, les contributions privées de charité atteignent 2 milliards de livres, soit 0,58% du Produit intérieur brut, dont environ 6,5% pour le Tiers monde.

De tous les pays de l'OCDE, seules la France, l'Autriche et l'Australie, ont contribué moins que la Grande Bretagne au financement des ONG. L'Angleterre étant l'un des premiers pays à soutenir les ONG. En 1971, elle a contribué pour 8% du financement officiel de toute l'OCDE, montant qui s'est abaissé à 1,6% en 1979 puis 0,6% en 1986. Alors que le financement britannique diminuait, celui d'autres pays augmentait. La réduction de financement par les pays de l'ODA a provoqué la protestation des régimes dépendants qui voulaient conserver une part du gâteau. De toute façon, il existe une compétition entre les ONG et les régimes dépendants pour ce partage des donations. C'est ainsi que les donateurs s'assurent la loyauté des deux côtés.[197]

---

[197] Voir John Clark, Democratising Development : the role of Voluntary Organisation's, p.p. 42-43. Kumarian Press, 1991 Table US support to its NGOs

Contribution en millions de dollars US

Selon le Général brésilien Nilton Sercoza, les ONG ont dépensé 700 millions au Brésil en 1994[198]. Si les ONG ont dépensé 10 millions de dollars en Cisjordanie (voir plus loin) cela signifie que le montant dépensé pour le Brésil est très modeste, si l'on compare les populations dans les deux cas. Ceci est un indicateur de la concentration des impérialistes dans les Territoires occupés. Actuellement, les ONG - en particulier les internationales- ont dépensé collectivement un montant estimé de 9 à 10 milliards par an[199].

Comme on le dit à plusieurs reprises au cours de ce chapitre, le montant croissant de la part des ONG au sein de l'aide au développement ODA, ne signifie pas pour autant que cela est suffisant pour répondre aux besoins. Ceci dément les propos exagérés du Rapport de la Banque mondiale, qui affirmait : « le niveau d'aide reflète la grande importance que les donateurs accordent au processus de paix au Moyen Orient. En fait, les 1.75dolllars US par personne versés à Gaza et en Cisjordanie sont

---

US NGO	Gouvernement	Privés	Gouv. en %
Agricultural Cooperation Development Institute	0,149	97,5	5,882
Pathfinder Fund	0,796	97,3	5,472
Catholic Relief Services	61,9	84,3	333,0
CARE	25,0	83,5	127,0
Church World Service	29,5	23,0	8,8
American Friends service committee	18,0	0,1	0,018

Sources Fox Thomas H. *NGOs From the United States in World development* (Supplement) Vol.15,"Development Alternatives : the Challenge for NGOs" (Oxford Pergamon 1987)

[198]Cité par Executive Intelligence Review, November 7/1997 vol 24 n°54 p 52

[199] Tanmiya 1995 : 2 Publication by Welfare Association Geneva

le niveau le plus élevé de l'aide officielle versée partout dans le monde ».[200]

Il est bien connu que les pays donateurs, les ONG et la Banque mondiale, souhaitent que les Palestiniens avalisent le processus des Accords d'Oslo. Ces parties prétendent favoriser Gaza et la Cisjordanie en augmentant leur participation dans cette région. Malgré le recul général de l'aide au développement, il est clair que le budget des ONG n'est pas si conséquent et pourrait décroître à l'avenir.

Le Rapport de la Banque mondiale en 2000 établit : « Tous ces effets pourraient à l'avenir être compensés par une réduction générale de l'aide au développement, et une répartition croissante entre les bénéficiaires de ces rares ressources. Le montant global de l'ODA est tombé à 18% en termes nominaux, et 21% en termes réels entre 1994 et 1997 (année la plus récente pour les données). Au cours de la même période, la proportion de l'aide globale à Gaza et en Cisjordanie, s'est accrue de façon notable passant de 0,78% à 1,24% selon des données de l'OCDE. Le recul annoncé de l'aide aura des conséquences négatives sur la disponibilité des ressources en Cisjordanie. Et la situation pourrait encore s'aggraver par la suite, du fait de besoins nouveaux et de situations d'urgence humanitaire ailleurs dans le monde, au Kosovo et au Timor Oriental par exemple ». [201]

Il faut encore ajouter que non seulement ces montants ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins en matière de

---

[200] Rapport de la Banque mondiale 2000. p 17. Soulignons ici que même si les USA procurent une aide effective pour construire infrastructure et développement, et non pour corrompre et imposer la « paix pour le capital », ce sont eux qui ont donné 16 avions de combat à Israël, utilisés pour détruire les infrastructures en Cisjordanie et Gaza durant l'Intifada 2000.

[201] Ibidem p 24

développement, mais qu'en plus ils ne sont pas utilisés de façon adéquate (cf. chapitre 6).

La raison pour laquelle les pays donateurs privilégient la Cisjordanie et Gaza, c'est pour renforcer la « fausse paix ». La question est alors, quel est le but en soutenant cette « fausse paix » ? Que disent les donateurs, la Banque mondiale et les ONG de l'Intifada 2000 que les Palestiniens ont déclenchée contre celle-ci ? Vont-ils changer leur attitude et punir les Palestiniens de Cisjordanie ? De fait, c'est ce qu'ils font en ne dénonçant pas l'entité sioniste. Ils sont les seuls pays au monde à ne pas dénoncer les massacres des israéliens ni les destructions à Gaza. Et même ces fameux 175 dollars par personne d'aide, reviennent ils vraiment à la population ? Et quand bien même ce serait le cas, est-ce assez ? (cf. chapitres 5 et 6).

Un développement proposé mais jamais réalisé

Il est important de souligner que la faiblesse du budget des ONG est l'un des moyens les plus efficaces pour mesurer leur capacité à atteindre leurs objectifs de développement. Le développement devait être réalisé à un niveau national, car il concerne les nations et non les individus. Dans ce contexte, les budgets des ONG, qui semblent suffisants pour les besoins individuels, les salaires, les actions de charité et la corruption, ne le sont pas pour répondre à des besoins au niveau national. Ceci contredit leur but proclamé de contribuer au développement. Les donateurs, en tant que source des ressources des ONG, sont ainsi, de fait, l'une des causes majeures du sous -développement dans les pays en voie de développement.

Affirmer que l'impérialisme est une force motrice du sous-développement des pays de la Périphérie, ce n'est pas parler en l'air. Les pays donateurs sont un prolongement des vieux régimes coloniaux dans ces pays dont ils ont pillé les ressources et la richesse, et où ils paient leurs agents comme dirigeants dans l'ère

postcoloniale. Ces dirigeants représentent des marchands qui constituent la couche compradore, qui ont joué un rôle dans le blocage du développement des pays de la Périphérie. La protection impérialiste de ces régimes n'a pas seulement contribué au blocage du développement, mais aussi à celui de la démocratie, sans parler de l'échange inégal[202].

Il semblerait que la faiblesse du budget des ONG soit justifiée par le choix d'aider les pauvres et de faire la charité, plutôt que de stimuler le développement. La justification donnée est que pour le développement de ces gens, un petit capital est tout ce qui est nécessaire. Ce qui soulève les problèmes suivants : en premier lieu, ce type de développement encourage la culture individuelle privée, alors que ce qui est nécessaire, ce sont des coopératives économiques sociales, culturelles.

En second lieu, ces montants se limitent à soutenir de faibles projets qui ne peuvent pas être compétitifs sur le marché mondial. Ceci est une des raisons pour lesquelles la plupart d'entre eux ont fini par disparaître. La seule chance de succès que ces projets peuvent connaître, c'est en étant de type coopératif. De toute façon, la Banque mondiale a noté que dans la première moitié de l'année 1999, les ONG ont consacré 15 millions de dollars à des prêts. Bien que cela représente moins de 2% du montant des prêts effectués par la Banque mondiale pendant la même période, ces programmes sont ciblés sur les pauvres, qui n'ont autrement pas accès aux crédits et projets d'entreprises. Les programmes de prêts les plus importants contribuent à aider les petites et moyennes entreprises pour des services de consultants et de financement. Dans tous ces secteurs, les ONG ont un rôle important à jouer pour accompagner les initiatives et faciliter le développement du secteur

---

[202]Le grand espoir que le Tiers monde passe le cap de l'ère postcoloniale comme transition, a été déçu. L'ère postcoloniale a été remplacée par d'autres ères du même type, et maintenant, par la mondialisation.

privé[203].

Mais du fait que ces prêts financent de petits projets individuels, ceux-ci disparaîtront du fait des épreuves familiales ou des difficultés financières. Les pauvres restent pauvres, mais se retrouvent en plus endettés. Aucun mot de la Banque mondiale sur les coopératives, et l'action coopérative avec les ONG. Après tout, est-il encore utile de demander qui prête à qui ? Le fait est qu'aussi bien la banque mondiale que les ONG ré éduquent le peuple à l'idéologie du marché libre. Ce qui facilite la mission de ces équipes de l'anti-développement, est le fait que la majorité des progressistes de gauche qui sont supposés être opposés à la modernisation capitaliste, sont eux-mêmes intégrés à celle-ci et s'opposent au Développement sous protection populaire (DBPP) alors que la validité de ce modèle a été confirmée lors de l'Intifada 2000.

Pendant un certain temps, les activités des ONG sont apparues comme du travail charitable. Mais après les expériences des années 1980/90, il est devenu clair que les donateurs étaient en train de « faire des affaires ». Ils collectaient les intérêts des prêts. Et lorsque la plupart des projets ont échoué, ils se sont tournés vers l'Assistance technique (AT). A ma connaissance, ce tournant s'est produit avant même l'arrivée de l'AP, à une période où j'étais proche de ce domaine par mon travail (1990/93) pour le programme des Nations Unies pour le Développement, à Jérusalem, et le programme de l'UNRWA. Lorsque les donateurs sont apparus directement en scène, à l'ère de l'AP, ils ont encouragé l'AT car cela leur a permis d'éviter les critiques en cas d'échec des projets. Ils pouvaient récupérer les fonds « donnés » aux Palestiniens, sous forme de hauts salaires. Pour les «experts capitalistes occidentaux » ou en envoyant des Palestiniens en formation en Europe et aux USA. Ceci a poussé les officiels de l'AP

---

[203]World Bank Report p 49

qui sont bénéficiaires de l'aide des donateurs. Le Rapport de la Banque mondiale a noté : « selon les officiels Palestiniens seniors, l'assistance technique et les activités auxiliaires peuvent représenter la moitié du soutien des donateurs à tout projet. Bien entendu, la conviction existe parmi les officiels palestiniens de l'aide, que la possibilité offerte aux donateurs de faire intervenir leurs propres experts au sein du projet joue un rôle clef dans l'attribution prioritaire de fonds à ce projet »[204].

L'AT est un problème flou, qu'il est difficile d'évaluer en comparaison aux projets productifs. Les ONG remplissent là une mission charitable. Les activités que l'on ne peut évaluer sont charitables, et non ciblées sur le développement. Du fait de se limiter à ce niveau, les ONG soutiennent de fait les buts de leurs gouvernements capitalistes et impérialistes, qui sont opposés par nature au développement des sociétés de la Périphérie.

Le gouvernement, à travers son ministère de l'aide, USAID a pu influencer largement la forme de la communauté des ONG et cadrer ses objectifs afin qu'ils lui conviennent : « Il y a un problème croissant du fait que le gouvernement indique aux ONG quels projets il faut soutenir, … un signal d'alarme a été donné en 1982 lorsque les ONG ont été obligées de se prostituer pour obtenir des fonds officiels. « la corruption des ONG sera un enjeu politique dans les années à venir, et l'est déjà, Elles seront corrompues au cours de ce processus car elles recevront assez d'argent pour leurs propres projets, mais tous les autres vont en souffrir »[205].

Sous l'ère de l'AP, le rôle des ONG n'a pas été restreint ni n'a décliné. En fait, la compétition entre les ONG et l'AP a été développée à l'extrême. Les deux ont des principes identiques, c'est-à-dire soutenir l'économie de marché et le secteur privé. Tous deux

---

[204] ibidem p 109

[205] John Clark 1991 op cit.

soutiennent également la normalisation des relations avec Israël. Leur compétition porte alors sur les bénéfices et sur qui contrôle l'argent des donateurs. Est-ce la direction politique qui met en application les Accords d'Oslo et les maintient malgré l'opposition populaire ? Ou bien est ce que ce sont les ONG « filles de l'impérialisme », dont la culture, les engagements, l'éducation et la politique sont externalisés pour mener une politique conjointe avec les partenaires israéliens ? Le Rapport de la Banque mondiale en 2000, tout comme d'autres publications en Cisjordanie, parlent en de bons termes des ONG qui font des tentatives délibérées pour les aider. Cette aide des pays donateurs aux ONG a incité certains de leurs dirigeants à défier l'AP. Un des intellectuels les plus « Ongénisé » a été jusqu'à écrire que les ONG devraient contrôler les fonctions de l'AP.[206]

Cela est compréhensible, si l'on sait que Zakaria Abdul Rahim, député de l'AP et Ministre de l'intérieur a déclaré : « les ONG dans les territoires contrôlés ont reçu 400 millions depuis 1994. 160 millions de ce montant ont été dépensés pour soutenir les droits humains et des activités démocratiques. Il y a 1000 ONG enregistrées au Ministère de l'intérieur palestinien. 200 d'entre elles sont situées à Jérusalem, 35 sont étrangères … les activités de ces organisations comprennent des services sociaux, des soins pour les personnes attardées, de l'aide éducative et dans les domaines de la santé et de l'agriculture. Je suggère que des projets productifs soient soutenus. Le Ministère de l'intérieur ne doit pas intervenir arbitrairement dans les activités de ces ONG. »[207]

---

[206]Voir Rima Hamami : *les ONG une profession politique en l'absence d'Opposition*, dans AL SIYASAH Al Filistiniyah n°10 Printemps 1996. Voir la réponse A Samara dans Kana'an bulletin 88 janv. 1998 .Cette position est en fait soutenue par les donateurs ; Le Dr Sa'ad Ed din Ibrahim en Egypte a connu la même situation, arrêté en 2000 par le régime égyptien, mais libéré sous pression du Département US d'Etat.

[207]Interview de Zakaria Abdul Rahim député au Ministère de l'Intérieur de

On peut considérer positif qu'un gouvernement n'intervienne pas dans les activités de la société civile, mais pas dans le cas dans les pays du Centre.[208] De toute façon, le fait est qu'il n'existe pas de véritable société civile dans les territoires sous contrôle de l'AP car cette dernière n'est pas un régime démocratique. La seule raison de cette non-intervention est le fait que l'AP n'a pas la capacité d'intervenir dans les affaires des ONG en raison du contrôle que les pays donateurs veulent exercer sur leurs projets.

Les ONG s'immiscent dans la formation sociale de la Périphérie

Les ONG sont chargées par les régimes impérialistes de servir de couverture à leur infiltration dans la fabrique sociale de la Périphérie, en particulier dans les classes populaires et dans les organisations de gauche. C'est la raison pour laquelle les régimes au pouvoir dans ces pays facilitent leur mission. Comme nous l'avons déjà vu, les peuples des pays de la Périphérie haïssent l'impérialisme, en raison de sa brutalité durant l'ère coloniale et par la suite. C'est pour cette raison que les ONG ont été créées.

Alors que les ONG prétendent que leur cible ce sont les pauvres, les femmes, les enfants, elles n'ont de fait pas rendu de véritable service à ces groupes dans les territoires sous AP. Leur assistance

---

l'AP (Al AUD Daily 11/9/200). Le nombre des ONG sous formes diverses avoisine le millier. La lettre de Tanmiya estime qu'il est entre 950/ 2500 : « Les ONG actives dans les Territoires occupés de 1967 se comptent par centaines, environ 130 Européennes et 40 d'Amérique du Nord…on estime que 30 agences locales et étrangères ont des systèmes de crédit ; certaines ONG sont spécialisées, d'autres l'incluent dans leurs activités. S'y ajoutent des ONG étrangères et 2 des Nations Unies ; dont les fonds permanents sont estimés à 25 millions probablement en accroissement. Ce sont des ONG de bureaux, non de terrain. (Voir A Samara: « *Women vs Capital in the socio economic formation in Palestine* »; 1996 Center Maahriq Al Amil.

[208]Le problème de la société civile mérite débat. Selon Gramsci il s'agit d'une nouvelle voie de domination de la classe capitaliste par son hégémonie sur les classes populaires, et non d'une « réelle indépendance » vis-à-vis des classes dominantes.

ne s'est jamais tournée vers des associations communautaires locales représentatives comme les syndicats, les associations de femmes ou d'étudiants, mais plutôt vers des individus. Ce choix leur permet d'encourager l'individualisme et non des activités coopératives et de lutte politique de classe.

Les ONG interviennent auprès de deux types de groupes très différents au sein des sociétés de la Périphérie :

- Le premier groupe constitué d'intellectuels, de technocrates et de membres occidentalisés de l'élite qui sont les agents des ONG étrangères et les managers des associations locales financées par des fonds étrangers, est destiné à infiltrer les classes populaires. La taille de ce premier groupe s'élargit au détriment des organisations locales radicales. Il faut noter ici que la majorité de ceux qui travaillent avec ces ONG en Cisjordanie, ne sont pas, au moins au début, qualifiées dans leur champ d'intervention. Le but des ONG étrangères, au début, est de trouver des personnes pouvant infiltrer la fabrique de la société. Pour cela, elles embauchent quiconque montre une volonté de coopérer avec elles. Un ingénieur sera ainsi recruté pour diriger un groupe culturel, un diplômé de sciences politiques pour diriger une organisation de développement, etc.

- le second groupe inclut les strates sociales les plus pauvres. Ces couches qui sont de fait utilisé comme une étape pour la mise en place de l'agenda politique des pays donateurs.

Le fossé social, économique et politique entre ces deux groupes sociaux, est considérable. C'est pourquoi l'élite occidentalisée est en fait plus proche et même plus loyale, envers la culture capitaliste occidentale, plutôt qu'envers sa propre société. Ce fossé a été agrandi après l'augmentation des salaires des « agents » (les ONG

en font partie) que les élites occidentalisées ont obtenus du fait de leur rôle dans les ONG. Les donateurs peuvent payer ces agents dans les pays pauvres, avec des bureaux confortables, du mobilier élégant, et des employés bénéficiant de profits. Dans ce cas, les agents sont occidentalisés sur le plan culturel et économique. Leur rôle est d'occidentaliser la société dans le sens du consumérisme et de l'adoption de l'idéologie du marché libre.

Afin de mettre en œuvre cet agenda, il est nécessaire que les ONG corrompent les intellectuels comme outil de corruption de la société par en bas. Dans le cas de l'AP, le régime corrompt la société par en haut, les ONG corrompent les intellectuels, les cadres de gauche, et les organisations locales. La plupart des activités des ONG sont dans le champ culturel et social.

Au niveau du développement, la politique des ONG consiste à développer de petits projets dont la plupart échouent. C'est pourquoi comme nous l'avons indiqué, la plupart d'entre elles se sont tournées vers l'assistance technique et la formation. L'efficacité de celles-ci ne peut être aisément évaluée. Les ONG peuvent, dans le cadre du régime de l'AP, intenter des procès à des clients en faillite, ce qui n'était pas le cas sous occupation israélienne.

Les gens ordinaires travaillent dans ces organisations car elles procurent du travail, alors que les managers accomplissent ce que les étrangers ont programmé. Il s'agit des intellectuels occidentalisés et de l'élite bourgeoise éduquée. Alors que les Palestiniens de Cisjordanie ont commencé à chercher leur sécurité individuelle après la trahison de l'Intifada et de la lutte nationale, cette élite a trouvé sa « sécurité » en remplissant la mission impérialiste. Certains membres de la population locale ont pris conscience du rôle véritablement dangereux joué par ces organisations, et ont démissionné. D'autres sont devenus des instruments aux mains des ONG et ont accompli leurs objectifs, étant eux-mêmes ré éduqués, et devenant ré éducateurs par la suite.

Grâce aux ONG la plupart des conférenciers universitaires sont investis dans des recherches et écrits relatifs aux demandes des pays donateurs.[209] Une ONG à Ramallah a payé 9000 dollars une commande à un écrivain qui avait huit mois pour accomplir cette tâche. Ceci, comparé aux salaires dans la région, est un montant très élevé, d'autant plus que l'écrivain ne doit pas renoncer à son propre travail pour réaliser cette tâche. Une ONG de Femmes dont le bureau est à Ramallah, finance une action en direction de jeunes femmes palestiniennes afin de « socialiser et avoir un dialogue » avec une organisation de jeunes femmes israéliennes, c'est-à-dire mène une activité de normalisation, alors que les organisations locales la combattent.

La Banque mondiale, dans ces efforts de soutien à l'agenda caché des ONG et au « processus de paix », joue le rôle d'un outil politique pour mettre en œuvre les projets des pays donateurs et n'effectue aucun changement pour répondre aux besoins et aux priorités du peuple palestinien. Bien que ces projets dits « défense des droits humains » ne soient pas sur la liste prioritaire du peuple palestinien, ce sont bien ces projets que la Banque mondiale promeut et finance.[210]

Ces projets méritent discussion, car ils exigeraient une véritable lutte de la part des partis politiques. La démocratie ne peut être atteinte en « employant » des gens, mais bien par une éducation et des engagements au niveau local. En fait, les ONG attirent et corrompent des cadres de gauche, qui ont abandonné leurs partis pour travailler avec des ONG financées par l'impérialisme. Ces

---

[209] Salim Tamari dans son article « Touristes avec agenda » alerte sur le fait que les chercheurs occidentaux pourraient remplacer les Palestiniens dans leurs recherches sur la Palestine, et la possibilité qu'ils puissent acheter les palestiniens car les intellectuels palestiniens, comme leur semblables arabes et occidentaux, sont prêts à se vendre en même temps que leurs recherches, au plus offrant. Middle East Report sept oct. 1995 n° 196 p 24

[210] Rapport de la Banque Mondiale 2000 p 72/75

régimes sont opposés à tout changement social et politique dans les pays de la Périphérie. En offrant de hauts salaires à ces cadres, les ONG contribuent à la création d'une élite sociale dans ces pays. Elles ont pénétré de larges secteurs de la société, non seulement les cadres de gauche à travers la mobilisation autour de problèmes comme les droits humains, mais encore les études de genre, la formation technique, la démocratie, la normalisation avec Israël. Ainsi, le choix des prochaines priorités sera effectué par la Banque mondiale, et par les ONG.

L'élite sociale infiltrée est convaincue par l'image trompeuse de la modernisation capitaliste occidentale qui affirme que les différences culturelles pourront être surmontées en comblant les retards, et que la modernisation permettra une universalisation des cultures spécifiques qui intègreront la société industrielle moderne. C'est ce qui a de fait permis aux ONG de jouer le rôle de rééducation des sociétés de la Périphérie avec la culture capitaliste impérialiste. C'est ce qui leur permet de prétendre accomplir un travail de développement d'un côté, alors que de l'autre, elles assurent qu'il est possible d'atteindre la modernisation et l'occidentalisation.

Ainsi, les ONG disent « aider » le Tiers monde à se moderniser lui-même, afin de combler le fossé qui existe avec les pays de l'ouest. A titre d'exemple de cette modernisation, elles disent avoir pour but un accroissement de la production agricole, une amélioration des conditions de logement, des services d'éducation et de santé. Ces projets ont été conçus et planifiés à l'ouest et importé dans le Tiers monde comme modèle propre de développement « prêt à l'emploi ». En réalité, tout ceci n'a aucun fondement local, au moins dans le domaine de l'agriculture.

L'expérience des Territoires palestiniens occupés de 1967 a démontré que les ONG ont décidé d'éviter le secteur agricole, bien que l'agriculture soit la colonne vertébrale de l'économie dans ces territoires. Cette négligence par les ONG répond à une demande

israélienne. Ceci ne devrait pas leur servir d'excuse, en réalité ils se détournent de l'agriculture car ils ne croient pas en cette forme de développement.

Les ONG qui se désignent comme « agences de crédit » ont offert des prêts aux Palestiniens désireux de créer de petites entreprises. Elles ont proposé des prêts à bas taux, de 3 à 4%, avec six mois de crédit, et un remboursement sur 3 ou 4 années.

Ces institutions se sont développées pour servir de couverture. Quelques-unes d'entre elles n'ont pas nommé de directeur de suivi du projet de développement (PDO) chargé de suivre et vérifier si le crédit est réellement affecté au projet déclaré, si l'emprunteur a réellement participé au projet pour lequel il a souscrit. Certains de ces agents ont offert aux managers locaux des « chèques en blanc » de dépense administrative, sans aucun contrôle. Une Agence britannique de crédit n'a pas contrôlé, depuis six ans, ses dépenses administratives d'un montant de 250 000 dollars par an.

Depuis 6 ans, l'Union Européenne a financé des Agences de crédit qui n'ont eu à soumettre leur budget aux pays donateurs. A ma connaissance, c'est en 1993 que pour la première fois les agences locales ont eu à présenter de façon formelle leur budget, alors qu'elles avaient commencé à accorder des prêts en 1984. Dans de nombreux cas, les agences, dirigées par les donateurs, n'ont offert qu'un financement partiel du projet. Le demandeur devait par lui-même se procurer le complément, ce qu'il ou elle n'a jamais fait. Il ou elle a alors démarré son projet avec des fonds insuffisants et le projet a échoué. La question est alors pourquoi les ONG ont-elles autorisé les emprunteurs à tomber dans ce piège ? Est-ce une politique délibérée de corruption du peuple, une mise en évidence de l'échec afin de créer et soutenir la dépendance ? C'est une des raisons pour lesquelles les ONG ont couvert leurs échecs successifs par de l'assistance technique.

D'autres ONG financées par l'UE ont approuvé les « prêts par

quota » accordés aux emprunteurs qui étaient nommés par les ONG membres de la Direction, pour assurer les priorités définies par les membres. Ces directeurs sont capitalistes. La plupart d'entre eux dirigent plusieurs agences. Et ils encouragent les emprunteurs à ne pas rembourser leurs emprunts.

« De nombreuses ONG palestiniennes ont des comptables inexpérimentés pour effectuer une estimation des coûts, un budget prévisionnel, une analyse financière et un compte rendu managérial et financier. Il existe un besoin de calcul des dépenses en équipement, logiciels, de clarification des autorités et contrôles dans le domaine financier, La culture dominante, parmi les comptables, malheureusement, évite une comptabilité détaillée et abonde en déclaration de déficits ».[211]

Cet argument est valable. On doit noter toutefois, que la séparation entre ONG palestiniennes et étrangères est arbitraire et trompeuse. Nombre d'ONG palestiniennes étaient, et sont encore, créées et contrôlées par des ONG étrangères. C'est l'ONG étrangère qui permet aux Palestiniens dépendants de rétribuer leurs employés en fonction de leur loyauté politique et non de leur compétence professionnelle. Ce sont également elles qui n'ont pas mené d'évaluation du projet. Nous n'allons pas dans le cadre de cet écrit aborder le manque d'études de faisabilité, le bas taux de prêt, et l'annulation « injustifiée » de remboursement de prêts. Mais en voici les conséquences :

- de nombreux Palestiniens ont l'impression qu'il est facile de recevoir un prêt de 10 à 40 mille dollars sans remboursement. (ce qui ré éduque le peuple dans la direction de ne pas prendre les affaires au sérieux). Mais depuis que tant de projets ont échoué, les ONG ont pris ce prétexte

[211] Tanmiya 1995.6

pour déclarer que les Palestiniens ne sont pas un peuple performant. Mais en aucun cas, les ONG ne reconnaissent avoir une responsabilité pour avoir appris à leurs clients à « ne pas être sérieux ».

- nombre de Palestiniens sont devenus intéressés par des relations avec les organisations capitalistes bourgeoises. C'était une introduction et une invitation à la politique occidentale pour s'infiltrer dans la fabrique politique et sociale de la société palestinienne, ce qui était en réalité son but principal.

Avant 1990, par exemple, le Consulat Général US à Jérusalem n'avait pas les moyens d'établir des contacts individuels avec des Palestiniens, en dehors de quelques contacts secrets ou indirects avec des membres de l'élite. Mais depuis 1990, il a commencé à recommander aux Palestiniens des ONG financées par les USA, de se rendre dans les villages palestiniens en utilisant les véhicules officiels du consulat. Le premier point de l'agenda hebdomadaire de l'ONG américaine Projet de Coopération et Développement, toujours dirigé par un Américain, est le suivant : «à quel point sommes-nous parvenus à infiltrer les organisations locales palestiniennes ?».[212]

Deux jours après le cessez le feu de l'agression impérialiste en Irak, (17 janvier 1991) le Consulat Général espagnol à Jérusalem a distribué environ 1.6 million de dollars aux ONG palestiniennes qui se sont précipitées sans hésiter pour recevoir l'argent, alors que le sang du peuple irakien n'avait pas encore séché. Il est notoire que l'Espagne qui a la quatrième armée par sa puissance, a contribué à

[212]Interview d'un directeur d'ONG US nom non mentionné

la guerre d'agression contre l'Irak. La question se pose de savoir pourquoi ils ont décidé de distribuer de l'argent ce jour-là ? Y a-t-il une autre raison que celle de rééduquer le peuple à abandonner son engagement de défense nationale arabe, au profit d'une manne financière ? [213]

Depuis la Conférence d'Oslo (octobre 1991) toutes les ONG ont commencé à accorder la priorité aux projets conjoints israélo-palestiniens (voir détails plus loin) .Tous ces projets ont été validés, indépendamment de leur taille. Cette condition est maintenant bien connue des Palestiniens qui sont impliqués dans des projets politiques et de développement.

De nombreuses conférences d'ONG se sont tenues à l'étranger. Des centaines de Palestiniens ont été invités à y participer, en tant qu'experts, ce que malheureusement ils n'étaient pas, pour la plupart. Le but de tenir ces conférences à l'ouest est de plonger ces « experts » palestiniens dans un nouveau contexte à l'ouest. Dans cet environnement, ils ont été en proie à des sentiments confus, le premier étant un sentiment d'infériorité. Le second étant celui de leur supériorité par rapport aux ruraux. C'est là un bon moyen d'aliéner des gens par rapport à leur propre communauté, c'est un processus de déformation.

La normalisation de la Gauche

De nombreux cadres de haut niveau des organisations politiques palestiniennes sont devenus managers des ONG. Les besoins budgétaires de leurs ONG les ont rendus dépendants des ONG étrangères et des consulats de leurs pays. Et lorsque la position de leurs organisations est devenue contradictoire avec la colonisation impérialiste, les donateurs ont exercé des pressions considérables sur les cadres, afin de les obliger à réduire leur opposition au «

---

[213] A. Samara: "Developments of Fat cats" Al' sha'ab daily Jerusalem, 7 Fév 1991

processus de paix ». Les managers et employés des ONG ont donné leur accord. En réalité, plusieurs, si ce n'est tous, ont changé de position politique au point de défendre l'idée que leur organisation devait se convertir en ONG.

Ceci est dû au fait que cette gauche n'est pas capable de faire la différence entre un parti politique et une ONG. Un parti politique est une force organisée sur le plan social, politique, idéologique, qui représente les intérêts et aspirations d'une classe ou d'un ensemble de classes. En général, les partis politiques affirment que leur programme, au service d'une classe, défend en réalité les intérêts de l'ensemble de la société. Les partis politiques, en particulier ceux qui représentent les classes populaires, tout en réalisant leurs tâches, créent des organisations locales et des réseaux de la communauté. Ces organisations enracinées localement devraient servir de médiatrices entre les partis et les ONG. Les partis politiques sont intéressés à les maintenir actives et fonctionnelles, et elles reçoivent parfois un financement procuré par des ONG progressistes (qui ne sont pas l'agent, direct ou indirect, de leur gouvernement). Ce sont seulement ces ONG qui peuvent jouer un rôle progressiste en maintenant le lien avec les organisations locales. En réalité, ce devrait être la seule forme de coopération entre les ONG indépendantes et progressistes et les organisations locales des pays de la Périphérie. En effet, les relations financières entre une organisation politique radicale et un parti étranger, impliquent que cette organisation doit sacrifier sa radicalité.

Ce qui s'est produit dans les Territoires occupés de 1967 c'est que la gauche n'a pas réussi à créer des organisations locales, et a même perdu celles qui avaient été créées avant dans la lutte contre l'occupation. Plus encore, les partis et organisations de gauche ont perdu de façon croissante leur contenu, et ont commencé à organiser leurs activités politiques sur le schéma des ONG

auxquelles elles s'identifiaient.[214]

Ainsi, les organisations de gauche, à travers le financement des ONG et les pots de vin de l'AP à certains hauts cadres des organisations, ont été réduites à être des « forces modérées » et ont entamé les Accords d'Oslo par la petite porte.

Les relations des ONG avec les partis palestiniens, en particulier de gauche, ont commencé dans les Territoires occupés de 1967 avec le Parti communiste palestinien (CP) actuellement connu comme Parti du Peuple. C'est le premier parti de gauche qui ait reçu des donations de la part d'ONG, en particulier de l'organisation juive allemande NOVIB, que l'on peut considérer comme la première ONG locale ayant financé ce parti. L'ONG du Parti du Peuple est devenue un empire financier en termes de capacités financières et en ce qui concerne l'économie dans les Territoires occupés de 1967. Les structures les plus importantes de ce parti, sont les ONG financées par les gouvernements capitalistes occidentaux.

Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDPLP) ont suivi le chemin du Parti communiste, mais avec moins de fonds, et après coup, moins d'activités. Le PC et ces deux fronts ont formé ensemble des ONG de gauche, dans les deux sociétés, la juive et la palestinienne.

Historiquement, les ONG qui ont été créées par les régimes impérialistes comme activité politique informelle, pendant la Guerre froide, sont devenus source d'emploi et de revenus pour nombre d'intellectuels, sociologues, économistes, provenant à la fois du Centre et de la Périphérie. Pour les centres impérialistes, ces maigres fonds accordés sont quantité négligeable en rapport avec le « retour ». Ce « retour » prend différentes formes, telles que

---

[214] A Samara : « Emprisoned ideas » ch. 5 ; La NGO isation de la Gauche palestinienne p 131/136

l'ONG-isation des partis révolutionnaires, la diffusion de l'idéologie du marché libre, le recrutement de personnes prêtes à défendre la politique du FMI et de la Banque mondiale. C'est pourquoi les ONG ont joué dans les Territoires occupés de 1967 un rôle de destruction des organisations politiques locales. Le rôle de ces dernières s'est en effet limité à conserver leurs bureaux et employés financés et contrôlés par les pays donateurs.

Les sources de financement des ONG ne sont pas bien définies, ni limitées à un gouvernement spécifique, à une organisation charitable, à une corporation ou à des individus. Personne ne sait pourquoi tel ou tel est sélectionné pour recevoir des fonds. Personne ne contrôle les dépenses des ONG ni à travers quel canal et selon quels montants, les fonds ont été reçus. Le véritable budget des ONG n'est pas public. Cette manière totalement libre d'attribution des fonds a incité nombre d'anciens militants de gauche à rejoindre ces organisations, en particulier après l'intériorisation de la défaite par l'OLP, et les épreuves économiques que le pays a connues. C'est à travers ce mécanisme que se poursuit la corruption des intellectuels palestiniens. Pour une société, perdre ses intellectuels dans une période de résistance, signifie que la masse perd un facteur essentiel de son éducation au développement, à la liberté, à la résistance au sionisme et à l'impérialisme.

De beaux discours, mais des pratiques sordides

Les ONG ont tenu une conférence à l'école Talma Qumi de Bethléem (29/30 juillet 1999) intitulée « Premier prix de recherche au Moyen Orient : le rôle des ONG dans la construction de la paix entre Palestiniens et Israéliens ». La lettre d'invitation à cette conférence comportait la question suivante : avec quelle ONG de l'autre camp coopérez-vous à On pouvait comprendre d'après le thème annoncé, que par cette coopération entre ONG des deux côtés, les Palestiniens et Israéliens travaillaient au prétendu « processus de paix », non au développement du peuple palestinien.

Et toutes ces activités se développent avec Israël dans un contexte où il continue à occuper la Cisjordanie et Gaza, continue à développer sont agressive colonisation, continue à ignorer le droit au retour des réfugiés. Ceci est un exemple parfait de perte de l'engagement national, et de plein engagement avec l'ennemi de la nation.

Aux lendemains de l'Intifada 2000, et dans un désir dramatique d'améliorer leur image, des ONG palestiniennes ont demandé que toutes les ONG palestiniennes, et les institutions de l'AP réalisent des projets en commun avec des organisations israéliennes, en particulier le « Programme de peuple à peuple », du Centre Perez pour la Paix, ainsi que des projets développés par l'USAID.[215] Le réseau ONG Parti a établi une liste d'organisations qui allaient recevoir de l'argent de l'USAID afin de le distribuer aux institutions de la société civile en Palestine et à l'étranger.[216]

Jusqu'à présent, ces ONG agissent comme si elles ne pouvaient pas comprendre la réalité. Si elles comprenaient vraiment quel type de paix elles sont en train de soutenir, et de quel type d'argent elles profitent, elles devraient fermer leurs bureaux et donner au peuple l'argent qu'elles ont reçu. Et ceci, tout simplement parce que les donateurs prétendent que cet argent est donné pour le peuple palestinien, alors que ce sont les hauts cadres de l'AP et les ONG qui en bénéficient. Cet argent doit être nationalisé, afin d'aider le peuple qui combat avec l'Intifada. L'AP va bientôt reprendre ses compromis avec l'occupation sioniste, et les ONG retourner à leur rôle d'agents de la normalisation.

Il est devenu clair que les ONG sont aptes à remplir deux fonctions contradictoires, contribuer au développement dans les pays de la Périphérie, et servir les intérêts de leur maître au Centre. En ce qui

---

[215] Shimon Peres a contribué à la première colonisation à Kadumin au cœur de la Cisjordanie.

[216] Al Hayat Al Jadida 25 Oct 2000.

concerne les membres des ONG qui sont de bonne volonté, d'idéologie progressiste, ils doivent comprendre qu'aussi longtemps qu'ils travailleront pour les ONG, ils ne pourront pas s'éloigner de la politique des donateurs. Les ONG ne vont pas dans le sens de se mettre au service du développement économique, social, et culturel, pour une société qui se bat contre le sionisme, l'impérialisme, et le capitalisme en général.

GLOSSAIRE ET DISCUSSION DE TERMES

Abréviations

COP	Pays de la Périphérie
CS	Système de crédit
DBPP	Développement sous protection populaire
DUD	Approfondissement du développement inégal
EC	Communauté européenne
FAFO	Organisation norvégienne du commerce
FBI	Bureau de l'Intelligence service américain
FDI	Investissement étranger direct
FT	Libre commerce
IMF / FMI	Fond monétaire international
ITD	Intégration par la domination
MNC	Corporation multinationale
NAFTA	Traité de libre commerce Nord -américain
ODA	Agences de développement Outre –mer
OTs	Territoires occupés
OT 1967	Territoires occupés en Palestine 1967
PA / AP	Autorité palestinienne
PDO	Officier du projet de développement

PDP	Projet palestinien de développement
PI	Islam politique
PINGO	Organisation palestinienne internationale non gouvernementale
PMA	Autorité monétaire palestinienne
PPIP	Projet palestinien d'investissement
TA /AT	Assistance technique
UNDP	Programme de développement des Nations Unies
WB/BM	Banque mondiale
WBG	Cisjordanie et Gaza
ZE	Entité sioniste

Termes

Note : le lecteur trouvera dans ce livre certains termes nouveaux et à discuter, qui ne lui seront sans doute pas familiers et qu'il trouvera peut-être inacceptables. Mon but, en introduisant ces termes et concepts, est de faire un retour critique envers les termes qui ont été délibérément déformés par nos ennemis, les ennemis de la Nation arabe. Ces termes ont été injectés dans le vocabulaire politique arabe et devraient être scientifiquement prouvés avant d'être adoptés. Ceux qui ne correspondent pas à ces critères, doivent être éliminés et remplacés par les termes d'origine qui sont précis et reflètent leur véritable signification.

Nation arabe : ce terme renvoie aux pays arabes. Il remplace de façon délibérée le terme incorrect qui s'est imposé : « le monde arabe ». « Monde arabe » signifie pays arabes (aqtar) qui sont voisions mais ne constituent pas une nation. « Monde arabe « est une désignation colonialiste qui a été choisie pour nier le nationalisme arabe, à travers un processus graduel et long de ré éducation, visant à persuader les Arabes eux-mêmes qu'ils ne sont pas une Nation. Le but ici est d'affirmer que Nation arabe est le vrai terme, celui qui reflète les aspirations et intérêts des Arabes. Alors que les colonialistes et impérialistes (surtout les Anglais) ont inventé « Monde arabe », ils ont par la suite fabriqué d'autres termes déformant la réalité « le Moyen Orient » et « l'Afrique du Nord ».L'Establishment britannique a, de façon stratégique, inventé ces termes, pour servir ses objectifs militaires. Aux yeux des Anglais, la Nation arabe est une colonie, pas une nation. Le terme militaire et stratégique a nourri des connotations idéologiques, politiques, culturelles, et un processus ironique de ré éducation des Arabes sur eux-mêmes.

Iqlimi et Qutri : Iqlimi est l'adjectif dérivé de iqlim, qutri, de qtr ; les deux termes renvoient à une aire qui est plus vaste qu'un district ou une province. Dans le discours politique arabe, cela signifie que cette aire a été artificiellement séparée de la Nation arabe, ce qui

renvoie à la fragmentation de celle-ci en aqtar (pluriel de qutor). Ce terme est employé par les nationalistes arabes qui pensent et luttent pour l'unité de la Nation arabe. Il est également employé par les partis et régimes arabes, ainsi que par des individus qui sont opposés à celle-ci, et défendent le maintien des qutri ou Etats arabes séparés, selon la division tracée par les colonialistes français et anglais.

Ashkenazi : le dictionnaire définit ashkenazi (pluriel ashkenazim) comme membre de l'une des deux divisions entre les Juifs de l'Est européen, parlant Yiddish. Des centaines de Juifs de ces groupes se sont installés en Palestine, ayant fui l'Europe de l'Est. L'autre branche est celle des Misrahi qui sont des Juifs de l'Est. L'implication politique du terme ashkenazi renvoie aux Juifs européens qui ont créé le sionisme en tant que mouvement et organisation du peuplement colonial. Les fondateurs de ce mouvement ont produit le plus grand profit et rendu les meilleurs services que les occupants juifs pouvaient rendre au Centre impérialiste. Après la création du mouvement sioniste à la fin du 19ème siècle, les ashkenazis ont joué un rôle essentiel en développant des relations stratégiques d'amitié avec le Centre impérialiste (le pouvoir colonial occidental, en particulier français et anglais). Le but sioniste était d'obtenir un soutien à l'occupation coloniale, pour installer l'état juif en Palestine. Ce qui a été facilité par l'immigration juive en Palestine.

Autarcie (autarky) : au sens lexical, l'autarcie signifie une autosuffisance et une indépendance économique nationale. Selon l'acception marxiste, il signifie autosuffisance en tant que pas de détachement vis-à-vis de l'ordre capitaliste mondial. Les économistes bourgeois donnent un sens différent à l'autarcie, comme s'il s'agissait d'une coupure totale du reste du monde. Et cela dans le but d'accuser les marxistes de créer une économie isolée.

Centre (ou cœur) et Périphérie : ces termes renvoient à l'ordre

capitaliste mondial qui est divisé en deux grandes parties : le Centre, et la Périphérie. Le Centre inclut les pays capitalistes développés qui dominent, sous différentes formes, l'autre partie du monde. Dans le passé, le Centre était constitué par les pouvoirs coloniaux qui dominaient et exploitaient la Périphérie. Après l'indépendance de ces pays de la Périphérie, le Centre a maintenu sa domination à travers l'échange inégal, les alliances avec les régimes compradores, et même à travers de nouvelles formes de colonialisme dans le cas des pays arabes producteurs de pétrole. Le Centre est opposé aux efforts des pays de la Périphérie de se détacher de l'ordre capitaliste mondial, et ce, pour devenir socialiste. C'est pourquoi les USA ont voulu renverser le système socialiste à Cuba.

Le groupe de Copenhague : c'est le nom donné à ce groupe qui est financé par le régime danois, et qui réunit des sionistes israéliens, des Egyptiens, des Jordaniens, des intellectuels palestiniens occidentalisés. Le rôle de ces intellectuels est de faire la « paix » et de défendre les accords officiels entre les Arabes et Israël. Leur rôle est également la promotion des Accords d'Oslo, et la défense du « processus de paix » défendu par les USA, Israël, les Arabes capitalistes, qui recouvrent en réalité la « paix du capital » et non la paix pour le peuple. Ce groupe défend cette fausse paix, entre Israël et les dirigeants arabes.

Comprador : ce terme signifie l'acheteur, en portugais. En tant que terme à valeur sociale et politique, il a été utilisé pour la première fois dans la Chine communiste, pendant la période de la révolution sous la direction de Mao Tse Toung. Dans la littérature marxiste, il renvoie aux agents des compagnies étrangères, en particulier des compagnies du Centre de l'ordre mondial. L'intérêt de cette classe compradore contredit l'économie locale et nationale de la manière suivante : l'économie locale d'une façon générale, parce que les importations signifient un transfert du surplus national pour payer des biens d'importation, ce qui atteint le développement de l'économie tout en renforçant la dépendance vis-à-vis des

économies étrangères, en particulier de celles du Centre. Cela fait du mal à la bourgeoisie locale nationaliste, productive, qui investit dans l'économie nationale pour substituer celle-ci à l'importation de biens. (Voir la substitution d'importation).

La ligne verte : c'est un concept utilisé en référence à la division entre la partie de Palestine qui est occupée par les sionistes depuis 1948, et la partie occupée en 1967. L'expression « dans la ligne verte » est employée par les Arabes qui ne reconnaissent pas l'occupant israélien comme entité légitime, en Palestine, lorsque l'on évoque la terre qui est tombé sous son contrôle en 1967.

Substitution d'importation : la politique économique suivie et appliquée par nombre de nationalistes bourgeois du Tiers monde, dans l'ère postcoloniale. Le régime égyptien sous Nasser en est un exemple. Il s'agit d'une économie politique qui en appelle à la production de bien locaux comme alternative et substitut aux importations, en particulier de biens provenant des Centres du capitalisme mondial. Lorsque cette politique est appliquée radicalement, elle pourrait représenter un pas en direction du détachement par rapport à l'ordre capitaliste mondial.

L'intégration à travers la domination (ITD) : ce terme renvoie aux tentatives et efforts israéliens d'intégration forcée au sein de la Nation arabe, mais selon ses propres conditions. Prenant en compte la façon dont il s'est implanté dans la Nation arabe, le rôle qu'il y joue et son idéologie, Israël était encore considéré comme un Etat perpétuellement en guerre avec les Arabes. Ce choix de guerre perpétuelle ne convient plus à l'ère de la mondialisation afin de libérer complètement le commerce. Israël soutenu par les USA et autres pays impérialistes, tente de faire baisser les tensions en soumettant par la force les Arabes, au niveau zéro de la résistance. Mais cette tentative n'a jamais réussi. Le choix que les Arabes offrent à Israël est l'intégration des Juifs à la nation arabe en tant que minorité ethnique qui jouirait pleinement de l'égalité avec les autres minorités. Ironiquement, ceci est absolument rejeté par

Israël qui tient à se maintenir en tant que « pur Etat juif ». Il a été encouragé à poursuivre dans ce sens, étant donné la détérioration des conditions des dirigeants capitalistes compradores arabes, et de certains partis politiques arabes qui dérivent de « l'intériorisation de la défaite » (IOD). L'intégration à travers la dépendance signifie que la Nation arabe acceptera Israël comme un « Etat normal » dans la région. Ses produits circuleront librement sur le marché, et Israël sera le centre financier et industriel de la région. Il aura la main haute sur le pouvoir militaire également. En d'autres termes, il sera accepté comme le Centre pour la Périphérie arabe.

L'intériorisation de la défaite (IOD) : on emploie cette expression lorsque une classe sociale, un parti politique, ou même un individu, vaincu, et en vient à penser, à se comporter, et à communiquer en vaincu. Dans ce cas, le défaitisme est profondément accepté par le peuple. La raison de la défaite n'est pas seulement externe, elle est avant tout subjective. C'est une condition lorsqu'une classe s'adapte à la défaite, et cesse de résister, même si sa cause est juste.

Keynes (et keynésianisme) : ces termes renvoient à John Maynard Keynes (l'économiste anglais et ses successeurs) dont les théories sont en faveur de programme monétaire et fiscal de la part du gouvernement, afin d'accroître l'emploi. A la différence des économistes classiques, Keynes et ses successeurs ont défendu le rôle de l'Etat dans l'économie des Etats riches. Depuis le milieu des années 1980, le régime conservateur de M Thatcher et les USA sous R Reagan ont évolué vers des politiques d'extrême droite, d'états riches, au néo libéralisme et aux privatisations.

Néo –libéralisme : une nouvelle économie politique appliquée par les pays capitalistes occidentaux depuis la deuxième moitié des années 1980. Il s'agit d'une rupture par rapport à la politique keynésienne. Cette nouvelle politique vise à accroître les profits capitalistes du Centre. Ceci se réalise au coût des gains et droits des travailleurs et classes populaires, conquis après de longues luttes de

classe dans les pays du Centre. Les manifestations anti néo-libérales se sont déroulées à Seattle, USA, en novembre 1999, et plus tard, à Prague, Sidney, Québec, et Gênes.

Le nouvel ordre capitaliste mondial : c'est un terme récent qui a été créé après l'effondrement de l'Union soviétique. Il est employé par ceux qui croient que l'ordre mondial actuel est différent de l'ordre capitaliste mondial durant la « guerre froide ». Dans le contexte d'un ordre mondial où le Centre domine la Périphérie, l'auteur ne pense pas que cela ait tant changé que cela. De fait, la polarité s'est renforcée, c'est l'essentiel à l'époque de la mondialisation.

Les gouvernements non gouvernementaux : cette expression s'applique aux gouvernements occidentaux qui n'ont pas de passé colonial dans la Nation arabe, tels que la Norvège, la Suède, le Danemark, le Canada. Ces régimes, ont cependant été utilisés par les USA afin de jouer un rôle semblable à celui des ONG dans les sociétés arabes. Il s'agit de servir les buts de l'impérialisme américain particulièrement en soutenant et assistant Israël, en encourageant la normalisation des relations avec lui, et en en finissant avec la lutte des Palestiniens en particulier pour le droit au retour des réfugiés.

La paix pour le Capital : de nombreux Accords de paix ont été signés entre certains régimes arabes (en particulier la direction de l'OLP et plus tard L' AP) et Israël. L'expérience nous montre que cette paix a pris place entre les classes capitalistes occidentales, en particulier aux USA et en Europe, au sein des classes dirigeantes israéliennes, et dans les régimes des pays arabes de la Périphérie. Le but principal de cette « paix » est de perpétuer le slogan capitaliste « libéralisation du commerce à l'échelle mondiale ». L'expérience en Cisjordanie et à Gaza montre aussi que ceux qui ont bénéficié de cette paix, ce sont, la hiérarchie capitaliste, en partant des USA et en redescendant jusqu'aux compradores capitalistes locaux. En bref, cette « paix » ne sert pas les intérêts du peuple,

mais ceux du capital.

La rente politique : c'est à l'origine une forme de l'appropriation du sur travail, contrôlée par les propriétaires terriens dans les formations féodales et précapitaliste L'objectif, par nature, est d'étendre les dépenses de travail nécessaire ; le surplus est extrait du travail des paysans sur les terres du propriétaire terrien qui profite du travail des autres sans participer lui-même à la production il reçoit donc la part du lion des bénéfices de la production du simple fait qu'il est le propriétaire . C'est la forme des relations de production propres au régime féodal qui lui permet cela. C'est ici l'idéologie qui est le facteur principal, et non l'économie, comme c'est le cas dans les formations capitalistes.

Le terme de rente politique est fondé sur la supposition que la direction politique et les dirigeants de l'AP dans les territoires occupés, est comme dans la plupart des pays arabes, traite les ressources de leur pays et de leur peuple, comme leur propriété privée. En conséquences de quoi ils font des compromis avec les impérialistes et les sionistes, ce qui leur vaut des bénéfices en retour, au moins sous les formes suivantes : a) de façon directe, sous forme monétaire qui va directement sur les comptes des dirigeants b) de façon indirecte, sous la forme d'un soutien accordé par ces ennemis de la nation aux dirigeants en place.

Ainsi, l'Egypte a bénéficié d'un montant de 7 milliards de réduction de sa dette, pour avoir soutenu l'agression impérialiste contre l'Irak en 1990. Ceci représente le montant de la rente politique comme prix de la trahison de la cause nationale.

Ré- éducation : le Centre impérialiste, des ennemis étrangers et locaux, et quelques institutions financières internationales (comme la Banque mondiale) cherche, par tous les moyens, à éduquer le peuple en vue de lui faire accepter de nouvelles valeurs, habitudes, cultures, contraires aux leurs. Cette nouvelle culture comporte des valeurs minables et différentes, sans cohérence avec les convictions

de ces peuples. Le but de cette ré éducation est de démoraliser et affaiblir l'esprit de résistance et de révolution du peuple, et d'implanter des valeurs égoïstes de consumérisme, de marché libre, et d'intériorisation de la défaite.

La crise de l'offre et de la demande : de nombreux pays sont capables de produire une grande variété de produits. Ceci ne nous amène pas à sous-estimer le fait que les pays du Centre continuent à monopoliser les produits de haute technologie les plus sophistiqués. Cette participation d'une multitude de producteurs (dans de nombreux pays) au procès de production à l'échelle mondiale, accroît de fait la crédibilité de l'analyse marxiste selon laquelle « la loi de la production capitaliste est l'anarchie ». La conséquence en est que la production mondiale excède la capacité de consommation par les marchés. C'est ce qu'on appelle la crise de la demande qui engendre une concurrence toujours plus féroce entre les producteurs C'est l'une des raisons pour lesquelles les impérialistes US insistent pour occuper les pays producteurs de pétrole depuis qu'ils ont d'énormes liquidités financières provenant de leurs exportations. Cette « occupation » permet aux USA de contrôler ces ressources vitales, en opposition à d'autres pays capitalistes concurrents comme le Japon et l'Union Européenne.

L'élite compradore occidentalisée : cette expression vise à différencier d'un côté les intellectuels qui ont des engagements nationalistes ou de classe, en accord avec leur idéologie et leur lutte, et de l'autre, les intellectuels dont la culture et la loyauté sont tournées vers la culture et la politique occidentales. Cette élite désire se mettre au service de la culture et des valeurs occidentales et de les propager dans leur propre société. En accord avec leurs valeurs occidentales, ils sont antisocialistes et antinationalistes. Au sein de la Nation arabe, ils sont opposés au développement et à l'unité arabe. Ils sont les complices des compradores. Ils importent et font la promotion de la culture occidentale blanche dans leur propre pays et société.

DU MEME AUTEUR

En Anglais :

Industrialisation de la Cisjordanie

L'islam Politique

Rôle des Femmes vs Le Capital dans la formation sociale de la Palestine

Idées emprisonnées

En Arabe :

Al Demoqratiya wal Islam al-Siasi wal yasar
(Démocratie, Islam Politique et la Gauche)

Al Rasmaliayh al- Filistinya: min al-noushoa' al –tabia' ila maazaq al Istiqlal
(Le Capitalisme Palestinien : de l'origine de la dépendance à l'impasse de l'indépendance.)

Al-Tanmiya bil Himaya al-Sah'abiya
(Le développement par la Protection Populaire)

Al-Lajioun al-filistinioun bain Haq al-a'wdah wa istidkhal al-hazimah.
(Réfugiés Palestiniens, entre Droit au retour et intériorisation de la défaite)

SOMMAIRE

PREFACE

INTRODUCTION

CHAPITRE 1

De la mondialisation du secteur public au développement par la protection populaire.

Le nouveau rôle de l'Etat national périphérique

Deux formes différentes de mondialisation.

La structure sociale de l'accumulation mondialisée comme mécanisme d'un système mondial fasciste.

La domination du capital financier et sa reproduction en un système fasciste mondial

Le rôle du surplus pétrolier arabe dans la formation du capital financier dominant

Le secteur public mondialisé, composante du système fasciste global.

La post-démocratie : préparation théorique et intellectuelle du fascisme.

Un modèle alternatif et ses mécanismes : le développement par protection populaire : DBPP

CHAPITRE 2

Le nationalisme arabe et l'approfondissement du développement inégal. Une analyse matérialiste.

A propos de la Question nationale

Problèmes relatifs à la Nation arabe

Quatre attitudes au sein de la Nation arabe

L'approfondissement du développement inégal sous le pouvoir des classes arabes iqlimi compradores.

Deux attitudes envers la dimension nationale

Le nationalisme dominant est celui des classes dominantes

Le nationalisme latent : le nationalisme potentiel, mais entravé.

La voie bourgeoise approfondit du développement inégal

L'approfondissement du développement inégal arabe

La première voie du développement de la Nation arabe

La seconde voie

Une structure économique qui soutient l'approfondissement du développement inégal

Le développement industriel auto-bloqué

Le déclin de la production agricole

Le commerce inter arabe comme cause et conséquence du développement inégal

La déformation de la structure démographique et l'approfondissement du développement inégal.

La structure déformée des prêts arabes

Le capital arabe à l'étranger perd son identité nationale, et approfondit du développement inégal.

Chapitre 3

Pourquoi l'anti-normalisation, et les raisons de son développement.

Pourquoi l' « anti-normalisation » ?

Le Boycott est une cause internationale.

L'anti-normalisation est une cause arabe et palestinienne.

Pourquoi la normalisation et l'anti-normalisation ont-elles commencé en Egypte ?

La fabrication de la normalisation

La position de l'entité sioniste sur la normalisation

Le financement de la normalisation

Quelle normalisation effectue l'ennemi ?

Le consumérisme et la normalisation

Résister à la normalisation

Vers une politique coordonnée arabe contre la normalisation

Chapitre 4

La place des juifs dans un Etat Uni Socialiste Arabe

Connaître notre ennemi

Quelques caractéristiques de l'« Autre ».

Plus qu'un projet de peuplement colonial

La Gauche en Israël

Israël, un Etat théologique

Les Juifs Orientaux.

Débat autour de la solution

Le projet socialiste, préalable au démantèlement de l'entité sioniste

Le contenu du projet socialiste, comparé à celui du projet sioniste

Le nationalisme populaire arabe est le moteur de ce projet

Chapitre 5

La mondialisation, l'économie palestinienne, et le « processus de paix »

L'héritage de l'occupation directe

Le contexte d'Oslo et les Accords de Paris

La politique économique de l'AP et la construction de la Nation

Le secteur privé est-il une priorité ?

Investissement et activités bancaires

Les donateurs

Conclusion

Chapitre 6

La politique économique de corruption

L'idéologie du Marché libre de l'AP est infra-capitaliste

La corruption du gouvernement est un problème de classe.

Les formes socio-économiques de la corruption

La modernisation de la corruption traditionnelle : Secteur et corruption de classe

La corruption judiciaire

La corruption facteur d'inégalité dans l'éducation.

La corruption des travailleurs et des classes populaires

Investissement versus Corruption

Le consumérisme et la corruption

L'ordre mondial et la corruption.

Chapitre 7

LES ONG au service du développement, ou de l'enrichissement individuel et d'un agenda extérieur ?

Les ONG, produits d'un contexte spécifique

Les ONG se substituent aux ODA

Un développement proposé mais jamais réalisé

Les ONG s'immiscent dans la formation sociale de la Périphérie

La normalisation de la Gauche

De beaux discours, mais des pratiques sordides

GLOSSAIRE ET DISCUSSION DE TERMES